

**ЧЕТВЪРТЪК 4 ЮЛИ 2013 Г.  
JUEVES 4 DE JULIO DE 2013  
ČTVRTEK 4. ČERVENCE 2013  
TORS DAG DEN 4. JULI 2013  
DONNERSTAG, 4. JULI 2013  
NELJAPÄEV, 4. JUULI 2013  
ΠΕΜΠΤΗ 4 ΙΟΥΛΙΟΥ 2013  
THURSDAY, 4 JULY 2013  
JEUDI 4 JUILLET 2013  
GIOVEDÌ 4 LUGLIO 2013  
CETURTDIENA, 2013. GADA 4. JŪLIJS  
2013 M. LIEPOS 4 D., KETVIRTADIENIS  
2013. JŪLIUS 4., CSÜTÖRTÖK  
IL-HAMIS, 4 TA' LULJU 2013  
DONDERDAG 4 JULI 2013  
CZWARTEK, 4 LIPCA 2013  
QUINTA-FEIRA, 4 DE JULHO DE 2013  
JOI 4 IULIE 2013  
ŠTVRTOK 4. JÚLA 2013  
ČETRTEK, 4. JULIJ 2013  
TORSTAI 4. HEINÄKUUTA 2013  
TORS DAGEN DEN 4 JULI 2013  
ČETVRTAK 4 SRPNJA 2013**

4-002-000

**PRZEWODNICZY JACEK PROTASIEWICZ**  
*Wiceprzewodniczący*

**1. Otwarcie posiedzenia**

4-004-000

*(Posiedzenie zostało otwarte o godz. 8.35.)*

**2. Decyzje w sprawie niektórych dokumentów: Patrz protokół**

**3. Przesunięcie środków: Patrz protokół**

**4. Składanie dokumentów: Patrz protokół**

## 5. Akty delegowane (art. 87a Regulaminu): Patrz protokół

## 6. Środki wykonawcze (art. 88 Regulaminu): Patrz protokół

## 7. Zakończenie tworzenia jednolitego rynku cyfrowego (debata)

4-011-000

**Przewodniczący.** – Pierwszym punktem porządku dnia jest oświadczenie Komisji na temat zakończenia tworzenia jednolitego rynku cyfrowego (2013/2655(RSP)).

4-012-000

**Michel Barnier**, *membre de la Commission*. – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, avant d'évoquer le sujet que votre Parlement met à son ordre du jour ce matin, qui est un sujet très important, je voudrais dire un mot de remerciement aux parlementaires qui sont ici et au Parlement, en général, pour le soutien qu'il a apporté dans une négociation importante que nous venons de conclure à Marrakech, et dans le cadre de laquelle vous aviez élaboré une résolution, adoptée quasiment à l'unanimité, concernant l'accès des mal-voyants à des livres dans un format accessible. C'était une négociation internationale très difficile, qui s'est conclue la semaine dernière, et vous aviez d'ailleurs voté une résolution quasiment à l'unanimité sur ce sujet, vis-à-vis duquel je m'étais engagé, au nom de l'Union européenne, et l'issue de cette négociation a été positive. Je voulais vous dire que les choses progressent pour cette Europe citoyenne à laquelle nous tenons.

Nous ne sommes pas loin du marché unique numérique, qui a un potentiel considérable. Si l'Union européenne progressait de 10 % seulement dans l'usage du haut débit, on gagnerait un point de PIB. Si le e-commerce représentait 15 % du commerce total, au lieu des 5 % actuels, on gagnerait 1,7 % de croissance. On sait que l'économie numérique crée 2,6 emplois pour un emploi détruit dans le reste de l'économie. Ce surplus de croissance, nous devons aller le chercher, comme nous l'avons dit – le président Malcolm Harbour et les membres de sa commission le savent bien –, dans ce projet relatif à l'acte pour le marché unique, que nous avons lancé ensemble il y a maintenant trois ans. Voilà pourquoi nous voulons travailler depuis trois ans avec vous à ce nouveau cadre réglementaire, et néanmoins dynamique, pour développer le marché unique numérique.

Notre action s'est inscrite dans la continuité. Ainsi, par exemple, la directive "droit des consommateurs", dont la transposition est attendue à la fin de l'année, contribue à renforcer la confiance des consommateurs en ligne et, partant, le marché unique numérique.

Durant ces trois dernières années, nous avons inscrit aussi tout cela dans une stratégie: l'ambition générale définie par la stratégie numérique, portée par ma collègue, Nellie Kroes; l'élan collectif donné par l'acte pour le marché unique I et II – j'y reviendrai – et puis le caractère ciblé du plan d'action pour le commerce et les services en ligne, que nous animons au sein de la Commission avec Nellie Kroes et, désormais, notre nouveau collègue croate qui vient de nous rejoindre, Neven Mimica. Voilà ce qui nous a rapprochés de notre but, à savoir le fait que le marché unique, qui est notre principal atout dans cette crise et qui doit mieux fonctionner, accomplisse sa révolution numérique.

Où en sommes-nous aujourd'hui? D'abord, quelques mots concernant trois textes importants, sur lesquels nous avons trouvé ensemble un accord avec le Conseil des ministres: le règlement relatif au règlement en ligne des litiges de consommation, adopté en avril, la directive sur les œuvres orphelines, ou encore la *Connecting Europe Facility*, un instrument

de financement sur lequel un accord a été trouvé le 27 juin, même si je dois dire que l'enveloppe de crédits pour les réseaux numériques est nettement en-deçà de nos ambitions initiales. Voilà pour le résultat, le bilan – je ne m'y attarderai pas.

Ensuite, beaucoup de discussions sont en cours sur des propositions concrètes, là aussi dynamiques, de règlement sur le droit commun de la vente, suivies par le président Lehne et M. Berlinguer; notre proposition de règlement sur l'identification électronique et les services de confiance, qui a pour rapporteure Mme Ulvskog; notre proposition de règlement sur la protection des données, avec comme rapporteur M. Kelly – c'est là un enjeu important majeur pour la confiance dans le numérique; notre directive sur la modernisation de la gestion collective et le développement de licences multi-territoriales, dont s'occupe Marielle Gallo; notre proposition de règlement pour la réduction du coût de déploiement du haut débit – suivie là encore par Mme Herzog; enfin, depuis quelques jours, la proposition que nous avons faite sur la facturation électronique. Selon nos analyses, Mesdames et Messieurs les députés, le simple fait de pouvoir développer la facturation électronique générerait 2 milliards d'économies par an dans le domaine des marchés publics.

Voilà pour ce qui est en cours et qu'il faudrait conclure ensemble – je le souhaite – avant la fin de cette année, voire éventuellement avant la fin de votre mandat.

Par ailleurs, des stratégies spécifiques ont été définies: notre plan d'action sur le jeu en ligne, que suit Ashley Fox, et je n'oublie pas le rapport d'initiative de Jürgen Creutzmann sur ce sujet; la stratégie pour l'informatique en nuage, le *cloud computing*, que suit Mme (The Earl of) Dartmouth del Castillo Vera et enfin, le gros dossier que M. Schwab porte ici sur la cybersécurité. Je voudrais d'ailleurs dire, par rapport à l'actualité concernant l'espionnage américain, et sans doute à d'autres espionnages dont l'Europe est victime, qu'au-delà de la protection ou de la défense, il y a aussi, de mon point de vue, une réponse que cette crise nous encourage à mettre en œuvre qui consiste, pour l'Europe, à se doter des outils de son autonomie stratégique.

Je viens de citer deux sujets qui font partie de l'autonomie stratégique de l'Europe, qu'il s'agisse du *cloud computing* ou de la cybersécurité, mais il y en a d'autres, avec Galileo ou la capacité de préserver des entreprises européennes de télécommunications.

Voilà tout ce qui est sur votre table. C'est beaucoup, je le sais, et il y a beaucoup de travail. Il reste aussi, devant nous, des choses importantes. C'est ce que dit votre résolution, et ce que constate régulièrement le groupe qu'anime avec beaucoup de dynamisme votre collègue Pablo Arias Echeverría, avec le soutien de Malcom Harbour, sur le commerce électronique. Nous sommes conscients de cette réalité. Voilà pourquoi je voudrais concrètement développer trois axes de travail, sur lesquels nous avons fait des propositions.

D'abord, le potentiel du commerce électronique, avec une période normale de consultation publique. Nous sommes maintenant dans le temps de l'action, avec deux domaines essentiels que nous avons identifiés sur cette question du commerce électronique. D'abord, nous allons proposer dans les toutes prochaines semaines une modernisation ambitieuse des marchés et services de paiements électroniques. Nous nous appuyerons sur les recommandations du rapport de M. Terho. Ce paquet comprendra la révision de la directive "Services de paiement", ainsi qu'une proposition législative spécifique pragmatique sur les commissions d'interchange. Il faut créer les conditions d'une plus grande innovation dans ce secteur, bien sûr y développer la concurrence, faciliter l'accès de nouveaux consommateurs, mais aussi – puisque je parle des consommateurs – offrir plus de choix

dans leurs modes de paiement et plus de sécurité, pour dissiper des craintes qui sont légitimes et que nous devons traiter.

Ensuite, nous proposerons à l'automne un système plus efficace et attractif pour l'acheminement transnational et la livraison des colis en ligne, toujours en lien avec les propositions et le rapport de M. Arias Echeverría, pour améliorer la situation des consommateurs, et au bénéfice des entreprises aussi, notamment des petites et moyennes entreprises qui veulent développer leurs ventes transfrontalières en ligne, et profiter ainsi de ce qu'on appelle l'"effet de longue traîne" que crée l'internet.

L'Europe du colis reste à achever. Les livraisons transfrontalières sont trois à cinq fois plus chères, à distances souvent comparables, et 68 % des commandes en ligne abandonnées le sont à cause de problèmes de livraison. Nous sommes d'ailleurs, pour relever ce défi, en concertation étroite avec tous les acteurs de cette question des livraisons transfrontalières et, en particulier, Mesdames et Messieurs les députés, avec les opérateurs postaux, dont je connais la volonté de progresser dans ce domaine.

Deuxième grand axe: poursuivre la modernisation du cadre européen du droit d'auteur. Les nouvelles pratiques en ligne ne se bornent pas à répliquer la consommation "physique". Des services entièrement nouveaux se développent. La dématérialisation des contenus facilite la diffusion de la culture, mais elle peut aussi menacer ou fragiliser les équilibres financiers de la création. Le droit d'auteur, qui est historiquement fondé sur la territorialité, se voit ainsi interpellé par l'environnement numérique, qui ignore les frontières.

Pour la Commission, le droit d'auteur ne doit pas être un obstacle au développement économique. Plus que jamais, il doit être un "facilitateur", un vecteur de croissance et d'innovation. Nous avons défini en décembre 2012 deux lignes d'action. Premièrement, le processus "Des licences pour l'Europe". C'est un dialogue entre les parties prenantes qui est engagé pour trouver des propositions concrètes, des remèdes concrets aux principales frustrations des citoyens et des consommateurs, notamment des jeunes; par exemple, l'impossibilité d'accéder à des contenus audiovisuels tels que la télévision de rattrapage – le *catch-up TV* – sur une base transfrontière.

Nous avons organisé plusieurs sessions des groupes de travail depuis six mois. Aujourd'hui même, cet après-midi se tiendra une session plénière d'évaluation à mi-parcours. En parallèle, la Commission poursuit activement son travail d'évaluation juridique et économique de l'acquis législatif en matière de droit d'auteur. Nos initiatives éventuelles devraient se fonder sur l'identification précise et incontestable des véritables problèmes et des solutions législatives qui pourraient éventuellement y être apportées. Ce sont des travaux qui nous permettront de prendre une décision en 2014 sur l'opportunité de soumettre des propositions sur le plan législatif – je dis bien l'opportunité.

Troisième grand axe: nous voulons progresser avec vous vers un marché unique des télécommunications. La Commission partage le diagnostic qui est le vôtre à propos des faiblesses du marché européen des télécommunications, comme d'ailleurs Mme Trautmann et M. Rohde l'ont clairement dit dans leur rapport et dans leurs travaux.

Constatant le terrain perdu par l'Europe dans les services de télécommunication face à la concurrence mondiale, le Conseil européen a appelé à la création d'un véritable marché unique des télécoms. Nous travaillons à des mesures dont l'objectif est de traduire deux principes clés du traité dans la réalité: la libre prestation de services, pour que tout opérateur puisse offrir les mêmes services à tous ses clients, quel que ce soit l'endroit où ils se trouvent

dans l'Union. Deuxièmement, la liberté pour tous les Européens et les entreprises de bénéficier des services numériques de leur choix, d'où qu'ils proviennent dans l'Union.

C'est une approche pragmatique pour obtenir des résultats concrets. Notre intention est de présenter, sous l'impulsion de Nellie Kroes, des propositions concrètes au tout début du mois de septembre, en vue du Conseil européen d'octobre. Voilà pourquoi je pense que le soutien critique et néanmoins constructif du Parlement sera primordial.

En conclusion, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, une priorité évidente sera l'adoption rapide avec vous des nombreuses propositions qui sont en cours de discussion. Nous inscrivons nos efforts dans le long terme. Nous prendrons rapidement toutes les initiatives, comme celle que je viens d'évoquer sur les télécommunications, et je tiens à dire que cette résolution que vous avez en discussion aujourd'hui est extrêmement importante pour nous encourager, pour également veiller à ce que la Commission fasse son travail. Les débats publics que nous allons animer avec beaucoup d'entre vous, de la fin octobre à la fin novembre, dans le cadre du mois du marché unique sont extrêmement importants pour essayer de populariser, d'animer le débat public sur ces enjeux du marché public en général et du marché unique numérique en particulier.

Notre contribution au Conseil européen d'octobre sera une occasion importante pour la Commission d'identifier les dernières pistes d'action pour, avec vous, faire avancer ces enjeux du marché unique numérique avant la fin de votre mandat.

4-013-000

**António Fernando Correia de Campos**, *em nome do Grupo S&D*. – Senhor Presidente, queria começar por cumprimentar o Senhor Comissário, que nos facultou toda a possibilidade de desenvolver este trabalho e que nos impulsionou também com o seu programa que acabou de descrever, e queria agradecer aos colegas, sobretudo a Pablo Arias e a Malcolm Harbour, pelo espaço que abriram para um trabalho consensual.

O mercado digital é um desafio com potencial económico para fazer face à crise que atravessamos. O comércio eletrónico tem a vantagem de aumentar em simultâneo a competitividade, a proximidade, a oferta através da disponibilidade de um leque alargado de opções e a comparabilidade de preços, que permite obter vantagens financeiras para consumidores e vendedores. O comércio eletrónico, numa Europa a 28 e com mais de 500 milhões de consumidores, aprofunda o mercado único, dinamiza as compras transfronteiriças, alcança zonas remotas e ultraperiféricas. Na portuguesa ilha do Corvo, no meio do Atlântico, no arquipélago do Açores, quase a metade do caminho dos Estados Unidos da América, um bom número dos seus 400 habitantes recorre às compras em linha. Ao Corvo chegam as compras depois por via postal e entrega regular, abrangendo livros, CDs, móveis, material informático e até muitos bens de consumo. Para que esta realidade seja transversal a toda a União, há avanços necessários: a cobertura do território com banda larga, o acesso a redes *wireless* de qualidade, a necessidade de cumprir o artigo 20.º da diretiva dos consumidores que implica a não-discriminação em função da nacionalidade. Para tal, importa reforçar a confiança nos sites e garantir pagamentos seguros, assegurar a neutralidade da Internet, regulamentar a computação em nuvem e os desafios com ela associados, a proteção de dados, a propriedade intelectual, o selo e marca de confiança, vencer a infoexclusão, incluindo as barreiras linguísticas. No dia em que conseguirmos reforçar a garantia de confiança, que é uma palavra-chave de vendedores e consumidores neste mercado do século XXI, podemos concluir que o mercado único deu um salto de gigante.

4-014-000

**Fiona Hall**, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, we should celebrate the progress towards the digital single market because this is an area where the EU has delivered tangible results for its citizens.

Earlier this week there was a further round of cuts to roaming charges. It has become the annual good news story at the start of the holiday season but we need to take the final steps and put in place a fully competitive single market in which roaming charges are obsolete. The Commission has the support of the ALDE Group in driving this forward.

I would like to be able to tell my constituents that there will be an end to roaming charges not in five years time but next year. I also hope that by next summer we will have other good news on the digital agenda. I hope businesses, especially rural businesses, will have better access to the latest technologies, including superfast broadband. I hope that more initiatives will be underway to ensure that older people and people with disabilities are not excluded from the benefits that the digital age can offer and indeed that they are able to seize the opportunities which are there.

I hope that I will be able to reassure businesses that European action is tackling cyber crime, and removing the barriers to cross-border trading such as the cross-border delivery problems mentioned by the Commissioner.

I also hope that our small businesses will be able to benefit from this initiative, not just the high-tech companies but the high-street traders as well. I would love to take the Commissioner to see a very small business in the town of Berwick-upon-Tweed where a café has gone into online trade and is now delivering food hampers across the world.

This is an area which is delivering growth and jobs across Europe and there could not be anything more important at the present time, given the need that we have for those jobs, so I hope that we can move as quickly as possible to the completion of the digital single market.

4-015-000

**Malcolm Harbour**, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, I think it is perhaps worth reminding the House that the core of the debate this morning is in fact a resolution from the Parliament's Committee on the Internal Market and Consumer Protection, which has been proposed by me as Chairman and Pablo Arias, who will be speaking after me, which puts the digital single market squarely at the centre of job creation and growth. I was delighted that Fiona Hall particularly, and Antonio Correia de Campos, both picked up this point.

But could I perhaps ask you, Mr President, why – given that we have a parliamentary resolution on this topic – the authors of the resolution were not invited to open the debate? Because that is centred around this proposal.

Although we are delighted to have the Commissioner here to open the debate, I think it would have been good to frame it in the context of our resolution. I say that because the Committee on the Internal Market and Consumer Protection has been working consistently on issues around the policies needed to energise and complete the digital single market for the whole time I have been Chairman, but for the last six months Pablo Arias Echeverría has been chairing an all-committee group with other committees involved – Antonio Correia de Campos was involved in that as well – which have produced this resolution.

I particularly want to thank the other committees who submitted points for the resolution. We have had the Committee on Legal Affairs, the Committee on Transport and Tourism, the Committee on International Trade, the Committee on Culture and Education and the Committee on Employment and Social Affairs also submitting points.

But our overall message, Commissioner, as you have indicated, is that this is a highly complex and diverse issue. However, we think it does need a political framework to move it forward in the same way that we have encouraged, and you have picked up, the whole idea of a Single Market Act. When it comes to the October summit, I am pleased that you indicated that 'you were going to put the final lines of action down' for the October summit. I think the whole idea of our resolution was to encourage you to do that before the summit and to actually put all that together, but maybe that will happen.

That is the thrust of the message from us this morning and I invite colleagues to look at the detail of the resolution, which I am pleased has got complete support across this House. There are no amendments to this resolution, which indicates the engagement that everyone has had.

I would just like to conclude by again picking up Ms Hall's theme about jobs. I was at the Digital Agenda Assembly last week, where I chaired a session on completing the digital single market. Again there were many examples of the kind that she mentioned with her coffee shop in Berwick-upon-Tweed of people transforming their businesses by going online into the digital single market.

This House has been absolutely behind a youth employment initiative and investing in it. We know there is a huge gap in digital skills. If we use that money to take young people with digital skills and place them in those sort of small businesses, and to energise and develop websites to transform their businesses, that would get them into employment and would make the European economy create even more jobs. I commend that to you as part of our work on the digital single market.

4-016-000

**Pablo Arias Echeverría (PPE).** - Señor Presidente, en primer lugar, decir que estoy totalmente de acuerdo con lo expuesto por Malcolm Harbour aquí y quisiera destacar que hoy no solo nos disponemos a votar una simple resolución más en este Parlamento.

Durante la presente legislatura, hemos trabajado mucho y en distintas áreas para conseguir alcanzar una meta que nos fijamos al comienzo de esta legislatura: completar el mercado único digital y sacar todo el partido posible de las posibilidades que nos brinda la economía digital, todo el potencial de la denominada revolución digital. En esta legislatura, en esta sede parlamentaria, hemos aprobado informes cuya finalidad fundamental era alcanzar esa meta, como el de septiembre de 2010, completando el mercado interior para el comercio electrónico, o más recientemente, en octubre de 2012, el informe completando el mercado único digital.

También se ha creado un grupo de trabajo específico sobre el mercado único digital que lleva más de dos años y medio en funcionamiento y que ha mantenido, hasta la fecha, un total de dieciséis reuniones, en las que han participado una media de setenta personas por reunión, entre diputados a este Parlamento, representantes de la Comisión Europea y también de la industria y de las principales asociaciones de consumidores y empresas. Hay que destacar, en este sentido, la presencia en una de estas reuniones de la Vicepresidenta de la Comisión, Neelie Kroes, y la del Comisario Barnier, en la reunión de junio de 2012.

Esta Resolución se nutre en gran parte de los trabajos y las conclusiones obtenidos a lo largo de todas las reuniones y también de los informes anteriormente mencionados, pero no es solo eso. Lo que vamos a votar aquí es algo mucho más importante. Ahora nos disponemos a cerrar el círculo que comenzamos hace años con una firme declaración parlamentaria que pone de manifiesto este compromiso y en la que pedimos al resto de instituciones —a la Comisión y al Consejo— que se comprometan en igual medida para llevar a cabo las políticas necesarias para hacerlo efectivo.

Hoy tenemos aquí al Comisario Barnier, que ha realizado un gran trabajo para llevar esto a cabo y ha demostrado una gran voluntad y resolución para hacer de las palabras hechos. También otros comisarios han contribuido enormemente a que hoy estemos caminando definitivamente hacia la consecución de un verdadero mercado único digital. A lo largo de la legislatura hemos aprobado distintas propuestas legislativas y no legislativas y estamos en el proceso parlamentario para hacer efectivo un gran avance hacia esta meta.

Hoy hablo, por ejemplo, de la Directiva sobre los derechos del consumidor, del Reglamento sobre la resolución de disputas *on line*, del trabajo sobre los derechos de la propiedad intelectual, sobre el *cloud computing*, sobre la protección de datos, sobre la conectividad, por mencionar solo algunos.

Hagámosla y sigamos trabajando juntos hacia la realidad del sueño para alcanzar un verdadero mercado único digital en Europa. Siempre he dicho, y lo seguiré manteniendo, que la salida de la crisis tiene también formato digital. Hagámoslo realidad.

4-017-000

**Evelyne Gebhardt (S&D).** - Herr Präsident! Wir laufen Gefahr, dass viele Verbraucher schlichtweg vom digitalen Binnenmarkt abgehängt werden. Wir brauchen deshalb dringend Regeln, die den universellen Zugang zu Internet-Dienstleistungen für alle Bürger und Bürgerinnen in der Europäischen Union gewährleisten. Zugänglichkeit von Online-Diensten, Ausbau des Hochgeschwindigkeitsbreitbandnetzes, Netzneutralität, Entwicklung der technischen Infrastruktur, das sind die Stichworte, die wir in dieser Entschließung wiederfinden. Ich möchte mich bei Herrn Arias und auch Herrn Correia bedanken für die hervorragende Arbeit, die sie in diesem Zusammenhang geleistet haben.

Gerade diese Fragen sind es, die wir angehen müssen. Netzneutralität ist aber eine Grundbedingung, damit all dies auch wirklich gewährleistet werden kann. Deswegen bin ich doch erstaunt, dass die EVP gerade zu diesem Punkt eine getrennte Abstimmung verlangt hat. – Zurückgezogen? Herr Schwab, manchmal sind Sie doch auch vernünftig! Danke schön! – Denn gerade diese Netzneutralität ist etwas, das ganz grundlegend ist. Wir müssen dafür sorgen, dass alle Bürger und Bürgerinnen, dass alle Unternehmer und Unternehmerinnen, auch am Land, einen Zugang haben – und zwar jeder den gleichen Zugang mit der gleichen Geschwindigkeit. Darum geht es nämlich, dafür zu sorgen, dass alle gemeinsam da rangehen können.

Ich denke, dass wir hier eine sehr gute Entschließung haben, und freue mich schon auf die Abstimmung nachher.

4-018-000

**Marietje Schaake (ALDE).** - Mr President, the single market is both one of the EU's strongest legacies and one its most prevailing myths. It is not finished. When it comes to



the digital single market, certainly we must move mountains of barriers to unlock the hundreds of billions of euros in value that we can add to the EU's economy.

The priorities for the MFF stand in stark contrast to what is needed in order to make the EU the world's most competitive digital market. That should be our ambition, but it requires resources for the next century – not the last. We have also been eagerly awaiting substantial proposals by the Commission to reform and harmonise intellectual property rights. The current, fragmented system that looks at copyright through the lens of the printing press in a time of hyper-connectivity is not relevant any more. The reforms must reflect the public interest of access to knowledge, culture and information and the need to stop disproportionately protecting incumbents in the market.

We need innovation and competition. That is why it is also high time that the Commission enshrines net neutrality in law. We must ensure a level playing field online and should respect and protect the open Internet. Citizens expect more from governments, and rightfully so. Open data, open standards, e-government and ICT skills in education must all contribute to better delivery for our people.

4-019-000

**Adam Bielan (ECR).** - Panie Przewodniczący! Jestem przekonany, że pełne uruchomienie jednolitego rynku cyfrowego umożliwi wzrost konkurencyjności oraz zdynamizuje rozwój gospodarki opartej na wiedzy. Coraz powszechniejszy dostęp do sieci poprzez łącza szerokopasmowe stymuluje systematyczny wzrost działalności biznesowej realizowanej w internecie. Znajduje to odzwierciedlenie szczególnie w zakresie transgranicznej wymiany handlowej. Dalszy rozwój rynku cyfrowego powinniśmy więc postrzegać w charakterze priorytetu politycznego. W tym celu należy skoncentrować się przede wszystkim na likwidowaniu barier takich jak skomplikowane zasady podatku VAT, podwójne opodatkowanie czy wybiórczo uznawane faktury. Niedostateczna w wielu regionach infrastruktura komunikacyjna, ze szczególnym uwzględnieniem rozwoju sieci komórkowych, wymaga pilnych inwestycji. W interesie konsumentów leży wzmocnienie zarządzania jednolitym rynkiem cyfrowym oraz zapewnienie pełnej neutralności sieci. Poprzez adresowane do mikroprzedsiębiorstw odpowiednie programy pomocowe należy również stale wspomagać ich działalność online i zachęcać do rozszerzania zakresu usług, aktywizując tym samym przynajmniej część bezrobotnych obywateli.

4-020-000

**Andreas Schwab,** *im Namen der PPE-Fraktion.* – Herr Präsident, Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Zunächst einmal möchte ich mich bei unserem Kollegen Pablo Arias und den Schattenberichterstatern der anderen Fraktionen dafür bedanken, dass sie diesen Entwurf heute für das Plenum erarbeitet haben.

Der digitale Binnenmarkt, die digitale Revolution hat die europäische Wirtschaft in erheblichem Maße revolutioniert und damit den Bürgerinnen und Bürgern und den Verbraucherinnen und Verbrauchern viele neue Möglichkeiten geschaffen. Mit dieser neuen Realität, mit diesen neuen Ausgangsbedingungen und angesichts der Schwierigkeiten der Wirtschafts- und Finanzkrise ist es unsere Pflicht, zu versuchen, die Chancen, die in dieser Entwicklung liegen, für alle Bürgerinnen und Bürger in Europa nutzbar zu machen. Deswegen ist das Ziel dieser EntschlieÙung, dass wir gemeinsam versuchen, die Rahmenbedingungen im europäischen Binnenmarkt so zu gestalten, dass tatsächlich alle Bürgerinnen und Bürger von diesem Binnenmarkt profitieren können. Denn heute ist es

leider so, dass nach wie vor die Zersplitterung nicht nur in rechtlicher Hinsicht in Europa an vielen Stellen Hindernisse schafft.

Ich sehe Frau Trautmann, die stark an der Frage gearbeitet hat, wie wir das Roaming vereinfachen können. Es gibt viele andere Kolleginnen und Kollegen, die sich an anderen Stellen eingesetzt haben. Ich selbst war mit der Verbraucherrechte-Richtlinie beschäftigt und habe gesehen, dass 27 nationale Rechtsregimes am Ende eben dazu führen, dass der Verbraucher gerade nicht die Möglichkeit bekommt, immer dort im Ausland einzukaufen, wo er dies möchte. Dieser Zustand ist langfristig nicht haltbar, auch wenn manche heute von diesem System profitieren – die Mitgliedstaaten, die ihre nationalen Gesetze nicht anzupassen haben, die Monopolisten oder die Marktführer, die davon profitieren. Dies ist kein zukunftsweisendes Konzept, daran müssen wir arbeiten!

Deswegen glaube ich drittens, dass wir deutlich machen müssen, wie die Verbraucherinnen und Verbraucher von diesem digitalen Binnenmarkt profitieren können. Es gibt Studien, dass dort, wo die Verbraucher tatsächlich die Wahl haben, bis zu 20 % Wirtschaftswachstum möglich ist und 25 % zusätzliche Jobs entstehen können. Ganz zu schweigen davon, dass auch erhebliche Preisnachlässe und damit Kosteneinsparungen für die Verbraucher möglich sind.

Herr Präsident, dafür sind aber Investitionen notwendig. Dafür sind Anstrengungen notwendig, und die finden wir in der Akte, die wir hoffentlich bald bekommen.

4-021-000

**Josef Weidenholzer (S&D).** - Mr President, the digital single market is essential for economic growth and competitiveness in Europe. Progress has already been made since the agenda was presented but in order to really achieve this goal, providing maximum consumer choice and freedom, further efforts in the field of accessibility, protection of neutrality, data portability and data protection are needed.

In an efficient single market, it is necessary for each consumer to have access to Internet services and content. EU-wide broadband provision and universal and equal access to high quality and fast Internet services for all citizens are essential for a high level of participation of all consumers in the digital single market.

Achieving more economic, social and cultural innovation requires the development of a clear, simple and flexible copyright and licensing system.

4-022-000

**Emma McClarkin (ECR).** - Mr President, the completion of the digital single market will unlock the potential of the single market and this must be a key strategic priority for the EU. The digital single market could add EUR 800 billion to the EU economy, which is the equivalent of EUR 4 200 per household.

The resolution therefore underlines the importance of political leadership in Member States and by the EU institutions. A number of specific actions are proposed in order to complete the digital single market, such as investment in fixed and mobile networks, a review of the intellectual property rules and improved e-payment and delivery services.

However, I am sceptical about a paragraph in the text which has come from the Committee on Legal Affairs, calling for a European sales law. The ECR will vote to reject this paragraph

as there is a severe lack of evidence on the need for or benefits of a common European sales law for businesses and consumers.

Nonetheless, I strongly support this resolution drafted by Pablo Arias Echeverría and my colleague, Malcolm Harbour, which is a welcome step towards the completion of the digital single market.

4-023-000

**Pilar del Castillo Vera (PPE).** - Señor Presidente, señor Comisario, voy a tratar de hacer un uso eficiente de mis 90 segundos, pero no puedo dejar de empezar por felicitar a los ponentes, a mis colegas Malcolm Harbour y Pablo Arias.

Las tecnologías de la información y de la comunicación están siendo un acelerador definitivo del desarrollo de ese viejo proyecto, que tiene ya más de 50 años y que está en el corazón del proyecto europeo, que es el mercado interior europeo. Las tecnologías de la información y de la comunicación están sirviendo para facilitar plenamente, en los últimos cinco años, el mercado interior europeo, desarrollando esa parte del mercado que llamamos «mercado digital», pero que no es sino un aspecto, una dimensión, del mercado interior europeo.

Yo me quiero concentrar en un aspecto que me parece todavía insuficientemente abordado por todos los que empleamos nuestras energías y nuestros esfuerzos en esto: la plena digitalización del sector público. El sector público tiene una importancia decisiva en Europa, es un acelerador. Si realmente conseguimos que haya una plena digitalización del sector público, de las administraciones públicas europeas, estaremos impulsando a una velocidad extraordinaria el desarrollo del mercado interior y, con ello, del mercado digital europeo.

4-024-000

**Petra Kammerevert (S&D).** - Herr Präsident! Drei Dinge sind aus kulturpolitischer Sicht für die Vollendung des digitalen Binnenmarkts entscheidend.

Erstens: Der Erfolg des Internets ist auf seinen offenen Charakter zurückzuführen. Er kann nur durch klare gesetzliche Absicherung der Netzneutralität bewahrt werden. Transparenzanforderungen, wie die Kommission sie jetzt vorschlagen will, reichen hier bei weitem nicht aus. Wir müssen auch umfassend auf die Interoperabilität von Angeboten achten, damit Innovationen sich entfalten können und sich bündeln lassen. Von diesen beiden Grundprinzipien hängt der diskriminierungsfreie Zugang jedes Einzelnen ab.

Zweitens: Wir wollen Kreative und Urheber in der digitalen Ökonomie stärken. Ziel muss ein fairer und gerechter Ausgleich der Interessen zwischen Nutzern und Urhebern sein, der die kulturellen und ökonomischen Potenziale der Kultur- und Kreativwirtschaft früh erkennt und fördert. Auf europäischer Ebene bedarf es hierfür sehr viel größerer Anstrengungen für ein modernes Urheberrecht. Hier hätte ich mir in dieser Legislaturperiode mehr gewünscht.

Drittens: Eine hohe Medienkompetenz aller wird entscheidend dafür sein, die Weiterentwicklung des Wachstumsmarkts voranzutreiben. Jeder soll die Möglichkeiten der digitalen Gesellschaft selbständig nutzen können und sich vor Risiken schützen können. Hier brauchen wir ein hohes Datenschutzniveau.

Ich hoffe auf die Verabschiedung des Berichts.

4-025-000

**Evžen Tošenovský (ECR).** - Pane předsedající, rozvoj jednotného digitálního trhu je zásadní pro zvýšení konkurenceschopnosti zemí Evropské unie na globálních světových trzích. Rozdílné ceny datových služeb, nerovnoměrné pokrytí a rychlostní internetové spojení a komplikovaná konektivita digitálních služeb jsou významnou bariérou pro fungování jednotného digitálního trhu. Obrovský nárůst požadavků na přenos dat se bude jen zvyšovat i rozvojem „cloud“ systémů.

Z těchto důvodů je skutečně důležitý urychlený rozvoj vysokorychlostního Internetu jako základní infrastruktury. Snahou členských zemí by mělo být najít společné řešení těchto problémů. Jsem přesvědčen, že realizace širokopásmového Internetu na co největším prostoru Evropy je zásadní podmínkou pro skutečný jednotný digitální trh. Tomuto by měl napomoci i program podpory vysokorychlostního Internetu v rámci *Connecting Europe Facility*, kde jsem zpravodajem pro tento program.

4-026-000

**Małgorzata Handzlik (PPE).** - Panie Przewodniczący! Jednolity rynek cyfrowy ma duże znaczenie dla przedsiębiorczości. Firmy europejskie, działając transgranicznie, muszą się uporać z 27 systemami prawnymi, a to generuje wysokie koszty, co stanowi uciążliwą barierę, w szczególności dla małych i średnich przedsiębiorstw. Przypomnę, że to właśnie MŚP wygenerowały w ostatnich latach aż 85% nowych miejsc pracy. W jednolitym rynku cyfrowym dostrzegam szansę na ograniczenie biurokracji, na internacjonalizację MŚP, na poprawę otoczenia prawnego czy administracyjnego, w którym działają.

Cieszę się, że Pan Komisarz również mówił o potencjale handlu elektronicznego i planowanych inicjatywach, w szczególności w kontekście bezpieczeństwa płatności elektronicznych. Ma to ogromne znaczenie dla MŚP, które czekają na konkretne działania.

Kompletny rynek cyfrowy jest też szansą na powstanie nowych firm, które chciałyby działać w tym obszarze. Potencjał jest więc ogromny, gdyż nie tylko zaistnieje szansa stworzenia potężnie funkcjonującej gospodarki internetowej, ale również skorzystają na tym firmy działające w innych sektorach, właśnie dzięki usunięciu barier administracyjnych. To jednak musi stać się faktem. Jednolity rynek cyfrowy musi działać, w przeciwnym razie firmy nie zaufają internetowi, będą bały się korzystać z możliwości, jakie daje to narzędzie, jeżeli chodzi o rozwijanie firm. Kolejną kwestią jest kwestia dyrektywy usługowej: dzięki jej właściwemu wdrożeniu łatwiej będzie również rozwijać jednolity rynek cyfrowy.

Na koniec gratuluję posłom sprawozdawcom.

4-027-000

**Catherine Trautmann (S&D).** - Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, nous voulons tous réussir le marché numérique. Alors, je voudrais simplement faire trois remarques.

La première, Monsieur le Commissaire, est que la Commission a des instruments qu'elle pourrait mieux utiliser: c'est la régulation des télécommunications. Elle aurait pu commencer, pour booster le marché numérique, par utiliser sa compétence pour identifier les marchés transnationaux. Je pense qu'il s'agit là d'un outil majeur, qu'il faut absolument mobiliser.

Deuxième point, les infrastructures. Vous avez terminé en évoquant les télécommunications. Nous avons fait un constat terrible: un milliard reste dans le mécanisme pour l'interconnexion en Europe en vue de pouvoir répondre à un objectif d'accès équitable sur tout le territoire de l'Union européenne. Il n'y a pas de marché numérique sans possibilité d'avoir, effectivement, pour toutes nos régions, toutes nos communes et tous nos citoyens, un accès aux services.

Enfin, ma dernière remarque porte sur la vision d'ensemble. Nous avons toute une série de textes d'initiative. Cette résolution montre la volonté de notre Parlement d'introduire de la cohérence dans une politique d'ensemble pour l'emploi, pour la performance de l'Union, pour un véritable marché et pour la protection des consommateurs.

4-028-000

**Zofija Mazej Kukovič (PPE).** - Zahvala poročevalcem za izjemno zanimivo in pomembno poročilo.

Enotni digitalni trg bo v prvi vrsti omogočal večjo mobilnost srednje velikih in malih podjetij. Pri tem bo seveda tudi znižal njihove stroške poslovanja. Pomembno pa je, da tudi v javnih ustanovah in v javnem sektorju pride do znižanja stroškov in s tem tudi do znižanja davkov, v končni fazi, za davkoplačevalce.

Enotni trg bo podpiral čezmejno zdravljenje pacientov in tudi učenje na daljavo, predvsem starejših. Kajti starejši je nujno, da se poučijo o uporabi digitalnih orodij širše, zaradi tega, ker na srečo mladim so ta znanja položena že v zibelko.

In še o varnosti. Evropejkam in Evropejcem je nujno vliti tudi zaupanje v digitalno orodje in digitalne sisteme glede varnosti in njihove zasebnosti.

4-029-000

**Marielle Gallo (PPE).** - Monsieur le Président, quel que soit le secteur d'activité, l'usage de solutions numériques dans l'entreprise est un formidable accélérateur de croissance. Même pour les PME, le fait d'intégrer les nouveaux outils et usages technologiques permet de réagir avec efficacité, rapidité et économie.

À cet égard, je pense qu'il faut développer une véritable stratégie européenne du *cloud computing* – correspondant déjà au troisième âge du numérique –, qui permet de s'affranchir des infrastructures et d'échelonner les coûts d'investissement en choisissant un abonnement mensuel tout en garantissant une mise à jour permanente.

Mais si le numérique transforme les entreprises, il modifie aussi les relations humaines entre salariés et vis-à-vis des clients. Il s'agit donc de ne pas négliger l'humain. C'est la difficulté à laquelle sont confrontés, aujourd'hui, les acteurs américains avec leur *Patriot Act* et l'utilisation des programmes de surveillance tels que PRISM.

Nos lois européennes sont, au contraire, protectrices de l'intégrité et de la confidentialité des données. C'est pourquoi il convient d'accorder la préférence aux opérateurs locaux, régis par notre législation, et, donc, de concevoir les offres européennes de façon à ce qu'elles soient concurrentielles.

4-030-000

*Uwagi z sali*

4-031-000

**Róža Gräfin von Thun und Hohenstein (PPE).** - Panie Przewodniczący! Mówiliśmy dużo o tym dzisiaj i zgadzam się całkowicie, że na wspólnym rynku europejskim – mimo tego, że jeszcze bardzo dużo przed nami – już bardzo dużo osiągnęliśmy. Naprawdę cieszę się bardzo, Panie Komisarzu, że właśnie z Panem możemy w tym zakresie intensywnie pracować, ale jak sobie przypomnimy, że tylko 6 na 10 europejskich e-sklepów prowadzi sprzedaż transgraniczną, to okazuje się, że ten rynek jeszcze nie jest wykorzystany. Mnóstwo jest barier: różne stawki VAT-u w Unii Europejskiej, usługi pocztowe, które są nieefektywne i zamykają się wewnątrz granic państw członkowskich. Jest bardzo wiele do zrobienia. Musimy budować zaufanie poprzez poprawę bezpieczeństwa, przejrzystości na rynku cyfrowym, w tym oczywiście poprzez zniesienie roamingu. Chciałabym koleżance z grupy Liberalów przypomnieć, że Liberalowie nie wspierali nas w osiągnięciu jak najniższych stawek w roamingu i mam nadzieję, że to się zmienił.

Musimy dużo lepiej komunikować się z obywatelami Unii Europejskiej, zarówno z przedsiębiorcami, jak i z konsumentami, żeby wykorzystywać ich wiedzę i doświadczenie. I zapewne wtedy ten rynek będzie bardziej otwarty i większe będą szanse na wyjście z kryzysu.

4-032-000

**Catherine Stihler (S&D).** - Mr President, thank you to Mr Arias Echeverría, Mr Correia de Campos and our Chair for the debate today. I agreed with Ms Gebhardt's point on digital inclusion, Ms Schaake's point about open knowledge and Ms del Castillo Vera's point about public space.

This is why I want to say something about libraries and access to books in an e-format, which is so very important. Currently many libraries in the European Union are being denied access to books in a digital format, because publishers are refusing to provide that format. Knowledge should not come at a price and, after all, we want a knowledge-based economy. So, if we want to prevent the development of a 'book apartheid' between those who can afford books and those who cannot, we need coordinated action at European level. We currently have an opportunity to take such action if we want to ensure that libraries have books in an e-format, and this is absolutely critical for Europe's future.

4-033-000

**Andreas Mölzer (NI).** - Herr Präsident! Was Internetnutzer schon lange wussten, hat nun auch eine EU-Studie bestätigt: User erhalten von ihren Providern nicht jene Download-Geschwindigkeit, für die sie eigentlich bezahlen, sondern nur zwei Drittel davon. Die Mobilfunkanbieter sichern sich bekanntlich in den Verträgen mit Klauseln wie Bandbreitenkorridor entsprechend ab. Natürlich ist die tatsächliche Übertragungsgeschwindigkeit von einer Reihe von Faktoren abhängig: Abstand von der Schaltstelle, Kabelqualität, elektrische Anlagen in der Nähe, Anzahl der Anschlüsse usw. Den meisten Nutzern geht es ja nicht um eine garantierte Leistung, sondern darum, was in der Regel eben verfügbar ist.

Mit einem Leistungseinbruch zwischendurch kann man ja leben, solange dies nur selten passiert. Aber genau das passiert leider öfter in ländlichen Regionen, also gerade dort, wo viele auf gute Anbindung angewiesen sind und mangels lokaler Jobangebote ihren Lebensunterhalt beispielsweise in Heimarbeit verdienen oder wo Einkäufe mangels

vorhandener Infrastruktur über das Internet getätigt werden müssen. In den Folgestudien sollten wir also regionale Verteilungen verstärkt mit untersuchen.

4-034-000

**Danuta Jazłowiecka (PPE).** - Panie Przewodniczący! Internet i związane z nim nowe technologie odgrywają bardzo ważną rolę w przygotowywanych przez Komisję Europejską programach pobudzania unijnej gospodarki. Stworzenie gospodarki opartej na wiedzy i dostępie do globalnej sieci pozwoli Europie utrzymać dotychczasową pozycję w świecie, w którym konkurencyjność odgrywa coraz większą rolę. Dostrzeżenie w globalnej sieci ogromnej szansy na pobudzenie jednolitego rynku, zwłaszcza przez zwiększenie transgranicznej wymiany towarów i usług, jest szalenie ważne szczególnie dzisiaj.

Z drugiej jednak strony powinniśmy pamiętać o zagrożeniach związanych z internetem i nowymi technologiami komunikacyjnymi. Godna uznania jest zatem aktywność Komisji Europejskiej w zakresie walki z niebezpieczeństwami coraz częściej pojawiającymi się w związku z dynamicznym rozwojem globalnych sieci. Szkodliwe porady, kradzież pieniędzy czy tożsamości, oszustwa handlowe – to tylko kilka ze szkodliwych zachowań w środowisku online. Wypracowanie mechanizmów zwalczania zagrożeń powinno iść w parze z rozwojem wykorzystania rynku cyfrowego w rozwoju gospodarczym i społecznym.

4-035-000

**Seán Kelly (PPE).** - Mr President, Commissioner Barnier and speakers from all sides of the House have pointed out the need to complete the digital single market. Indeed, it is a sine qua non for the development of European economies. People have referred, and rightly so, to the need for full digitalisation of the public sector, development of e-health, e-commerce and particularly to making high-speed broadband available right across Europe.

A special mention concerning e-commerce: trust has been mentioned and that is absolutely vital. We need to encourage people to trade online, and SMEs to trade online, but we have to put the tools there to give them confidence to do so.

Also, I would like to point to one thing which is happening in my constituency and has now spread worldwide, which I launched here in the European Parliament on 29 January, called CoderDojo. It is a mentoring programme to help young people develop skills of coding and programming because we have a great shortage of that expertise in Europe.

4-036-000

**Sari Essayah (PPE).** - Arvoisa puhemies, arvoisa komission jäsen, haluaisin erityisesti kiittää komissiota siitä viimeviikkoisesta tiedotuksesta, että komissio aikoo ottaa käyttöön avoimen lähdekoodin ohjelmat. Digitaalisten sisämarkkinoiden toteuttaminen vaatii todellakin myöskin toimivia maksumarkkinoita, erityisesti yhtenäisen eurooppalaisen euromaksualueen SEPAn loppuun saattamista.

Tällä hetkellä olen kuullut huolestuttavia uutisia eri puolilta Eurooppaa, että SEPA-alueen toteuttaminen ei ole samassa vauhdissa eri maissa ja tuo helmikuun takaraja 2014 on joidenkin mielestä liian aikainen. Olisin kysynytkin komission jäseneltä, että onko komissiolla tietoa siitä, että tullaanko tuo helmikuu 2014 SEPAn tällaisena deadlinea saavuttamaan? Miten eri maissa nyt tämä SEPA-alueen käyttöönotto on edennyt? Tietysti haluan myöskin kiittää siitä, että e-lasku on nyt tulossa sitten komission esityksissä.

4-037-000

(*Koniec uwag z sali*)

4-038-000

**Michel Barnier**, *membre de la Commission*. – Monsieur le Président, je vais essayer, même rapidement, de répondre à chacune et chacun d’entre vous. Je vous ai écoutés avec beaucoup d’attention.

D’abord, pour être juste, il faut en effet dire, Monsieur le Président, que nous débattons ce matin du marché unique numérique parce que votre Parlement et, en particulier, votre commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs, Malcom Harbour et M. Arias Echeverría, ont accompli un très gros travail. Et cette résolution, qui est extrêmement précise, diverse aussi, soutenue par la quasi-totalité d’entre vous et de vos groupes, est absolument un élément extrêmement important, qui – de mon point de vue – peut être considéré comme un encouragement pour la Commission, en vue de la soutenir dans ses efforts.

Je voudrais commencer par remercier le président Harbour et M. Arias Echeverría. J’ai été heureux de participer aux travaux de votre groupe, il y a quelques semaines. Cette résolution décisive éclaire les prochaines étapes et, comme vous l’avez souhaité, Madame Trautmann, va nous permettre – peut-être enfin, mais vous le voyez bien, de par la multiplicité des textes dont j’ai parlé tout à l’heure, ceux qui sont déjà là, ceux qui sont en cours, ceux à venir – de mieux souligner cette vue d’ensemble – je reprends votre mot –, qui manque peut-être, jusqu’à présent, sur le marché unique numérique. Nous ferons d’autres propositions, je vous l’ai dit, pour le prochain Conseil européen d’octobre.

Plusieurs d’entre vous, M. Bielan, le premier, puis Andreas Schwab, Marielle Gallo, à propos du *cloud*, M. Mölzer et M. Kelly, ont évoqué l’investissement. Vous l’avez vous-même fait, Madame Trautmann, à propos du mécanisme pour l’interconnexion en Europe, dont j’ai moi-même dit qu’il était doté de crédits insuffisants.

Oui, je pense qu’il doit être question d’investissements dans le numérique, précisément pour parvenir à cette non-discrimination, sur laquelle je vais revenir. C’est aussi pourquoi j’ai lancé, dans l’autre partie de mon travail sur la régulation financière, ce livre vert sur l’investissement à long terme. Il s’agit de savoir comment aider, par la réglementation bancaire ou des marchés financiers, par la gouvernance, par la fiscalité, peut-être par des crédits aussi, par l’intermédiaire de la Banque européenne d’investissement, l’investissement à long terme, dont nous avons évidemment besoin pour le développement de ce marché unique numérique – le mécanisme pour l’interconnexion en Europe est là mais ne suffira pas. Mme Gallo parlait du *cloud*. Monsieur Kelly, je sais votre engagement sur la protection des citoyens et des données personnelles. J’ai moi-même dit, dans mon introduction, tout à l’heure, que s’il y a une leçon, parmi d’autres peut-être, à tirer de cette crise sur l’espionnage dont l’Europe est victime, c’est une leçon, pour l’avenir, sur la nécessité d’une volonté politique de doter l’Europe des outils de son autonomie stratégique. J’ai cité Galileo, les entreprises de télécommunications, mais le *cloud* en fait clairement aussi partie.

Nous disposons sur tous ces sujets de plusieurs outils pour construire cette autonomie stratégique de l’Europe.

Mme Trautmann a évoqué l’action que nous conduisons pour mieux utiliser la régulation Télécom, en nous encourageant à aller plus loin. Je rappelle que notre action se fonde sur



la réalité concurrentielle des marchés, qui restent, malheureusement, trop nationaux, trop fragmentés. L'initiative que Mme Kroes présentera au mois de septembre pour les télécommunications, veut précisément – et je le sais, avec votre soutien – évoluer vers un vrai marché européen unique.

Plusieurs d'entre vous ont évoqué la non-discrimination, principalement géographique. Monsieur Correia de Campos, j'y ai été sensible parce que vous savez que je suis attaché à ce handicap de l'éloignement des régions ultrapériphériques, mais on trouverait, dans le continent lui-même, d'autres exemples de cette discrimination due à l'altitude, à l'éloignement, à l'isolement dans certaines régions. Mme Gebhardt et Mme Mazej Kukovič ont évoqué ce point. Je n'oublie pas non plus ce qui a été dit sur la discrimination générationnelle, évoquée tout à l'heure par Mme Kammerevert. Vous avez raison d'insister sur cette exigence de non-discrimination géographique des consommateurs. C'est aussi pourquoi nous allons publier prochainement un guide sur l'application de ce principe, notamment au regard de l'article 20 de la directive sur les services.

Je voudrais aussi dire à M. Weidenholzer ou à Mme Kammerevert, qui ont évoqué le droit d'auteur, que les travaux que je conduis depuis trois ans – et j'ai mis beaucoup de textes, qui ne sont pas encore votés, sur votre table et celle du Conseil – visent précisément à faire en sorte que le droit d'auteur soit modernisé, vive avec son temps, comme la propriété intellectuelle. Et ce temps est clairement celui du marché unique et celui de l'internet, pour l'accès du plus grand nombre de citoyens au contenu. Je souhaite simplement que les textes que je vous ai proposés – certains ont été votés – puissent être votés prochainement, j'espère, par exemple, pour les licences multi-territoriales et la meilleure gouvernance des sociétés de gestion des droits d'auteur.

Fiona Hall et Róza Thun ont évoqué le *roaming*. Effectivement, une nouvelle baisse est intervenue le 1er juillet. Il faut globalement aller plus loin. C'est l'initiative que nous préparons sur les télécommunications, que je viens d'évoquer. Neelie Kroes a elle-même confirmé qu'à terme, la surcharge *roaming* devait disparaître.

Je vous remercie, Madame Hall, aussi de votre invitation à visiter un café numérique dans votre circonscription. Je verrai si je peux trouver le temps d'y aller. Dès que je peux sortir de mon bureau, j'en suis très heureux. Je verrai si je peux m'y rendre. En tout cas, je vous remercie de votre appel pour l'effet de longue traîne de l'internet, que j'ai évoqué.

Mme Gebhardt et Mme Schaake ont évoqué les infrastructures de haut débit, la neutralité du net, qui est essentielle, tout comme, d'ailleurs, l'accès universel au haut débit. Je pense que le mécanisme pour l'interconnexion en Europe y contribuera. Puis, nous avons, cette année – je le rappelle – cette initiative sur la neutralité du net, que conduit ma collègue Neelie Kroes.

S'agissant des standards ouverts, que Mme Schaake a évoqués, nous allons, là aussi, clarifier notre position, et nous devons promouvoir, comme vous le souhaitez, les accès ouverts à travers ces standards. La Commission vient d'adopter une communication sur ces derniers, notamment dans les télécommunications.

Mme McClarkin a évoqué le droit commun des ventes et a exprimé quelques doutes. Je veux rappeler que, dans notre proposition, ce sera une option laissée aux commerçants qui travaillent sur l'électronique, pour vendre dans toute l'Union européenne avec un haut niveau de protection des consommateurs. Nous ne remplaçons pas les lois nationales sur la consommation, mais nous ouvrons une possibilité supplémentaire.

Mme Handzlik, tout à l'heure, et Mme del Castillo Vera ont évoqué un chantier très important sur lequel il y a de bonnes économies à faire: il s'agit de la numérisation, de la digitalisation des marchés publics et de la commande publique, qui représente 18 % du PIB européen. J'aimerais dire à cet égard que j'ai présenté plusieurs initiatives, avec mes collègues, qui visent cette numérisation, qu'il s'agisse très récemment de la signature électronique ou, plus récemment encore, de la facturation électronique.

Je voudrais qu'avec vous, nous aboutissions à cette numérisation des marchés publics et de la commande publique. Il y a 70 ou 80 milliards d'économies à faire, chaque année, en termes de paperasse en moins, si l'on numérisait l'ensemble de la commande publique.

Voilà, je voudrais terminer en évoquant, comme Mme Stihler l'a souhaité, les enjeux des livres numériques. La Commission a déjà agi en la matière pour empêcher certaines pratiques restrictives. C'est ce qu'a fait mon collègue, M. Almunia. Ce marché se développe et nous accompagnons ce mouvement avec l'ensemble de nos stratégies. C'est notamment ce que j'attends, personnellement, de l'initiative *Licensing Europe*, qui est engagée. J'ai dit que, cet après-midi, nous allions faire une évaluation à mi-parcours de ce travail, et je compte beaucoup sur les résultats de ces différents ateliers pour faire progresser l'ouverture du marché unique dans ce domaine.

Enfin, Mme Essayah a évoqué SEPA et notre initiative, prévue très prochainement, qui inclura des mesures sur la gouvernance de SEPA. Je ferai le point très objectivement sur les délais qui semblent nécessaires, quelquefois, pour réaliser les objectifs fixés.

Je vous remercie vivement de votre attention et je remercie encore une fois vos deux animateurs concernant ce sujet, notamment le président Malcolm Harbour et M. Arias Echeverría, pour leur engagement et leur détermination, qui ont été très utiles pour nous aider à rassembler tous ces sujets – comme dans votre résolution, nous voyons bien qu'ils sont très nombreux – et à leur donner une vue d'ensemble sur ce grand enjeu du marché unique numérique.

*(Applaudissements)*

4-039-000

**Przewodniczący.** – Otrzymałem jeden projekt rezolucji <sup>(1)</sup> złożony zgodnie z art. 110 ust. 2 Regulaminu.

Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się w czwartek 4 lipca 2013 r. o godz. 12.00.

**Oświadczenia pisemne (art. 149)**

4-039-002

**Sergio Berlato (PPE), per iscritto.** – Nel settore digitale l'Europa mostra difficoltà a tenere il passo con i livelli d'innovazione delle altre economie avanzate. A mio avviso tale lacuna non può essere colmata senza un vero mercato unico digitale. In questo contesto, plaudo agli sforzi delle Istituzioni comunitarie volti all'eliminazione delle barriere ancora esistenti per giungere al completamento del mercato digitale europeo, compresa la richiesta avanzata dal Consiglio UE dello scorso marzo alla Commissione, per la messa a punto, entro il

---

(1) Patrz protokół posiedzenia.

prossimo mese di ottobre, di un piano *ad hoc* per spingere l'armonizzazione digitale a livello continentale. Ritengo che il ritardo nella realizzazione del mercato unico digitale rischi di penalizzare fortemente gli investimenti delle imprese europee rispetto ai loro concorrenti americani che sono avvantaggiati da un forte mercato interno regolato in modo aperto e favorevole ai contenuti digitali. In tempi di crisi economica e finanziaria è essenziale agire per stimolare la crescita e creare occupazione, ponendo l'accento sul fatto che il completamento del mercato unico digitale sarebbe un cruciale passo in avanti verso il conseguimento di tale obiettivo. Alla luce di queste considerazioni, sollevo l'attenzione della Commissione europea sull'opportunità di attuare al più presto il suo piano di lancio e completamento del mercato unico digitale.

4-039-003

**András Gyürk (PPE)**, *írásban*. – Az egységes piac megteremtése szempontjából nagy előrelépésnek tekintem, hogy a tavaly elfogadott roaming szabályozás értelmében a hét elején tovább csökkentek a roamingdíjak. A piaci szereplők erősebb versenyre kényszerülnek az adatroaming területén is, amely azért különösen fontos, mert az elmúlt hat évben több mint hatszorosára nőtt a roaming-adatviteli szolgáltatások piaca. Egyetértek a szabályozás céljával: működőképes belső piacot kell létrehozni a roaming szolgáltatások területén, és meg kell szüntetni a különbséget a hazai tarifák és a roamingárak között. A roamingrendelet még mindig nem oldja meg a piac strukturális egyenlőtlenségéből eredő hibákat. Ezért a jövőben biztosítani kell a technológiák és a szolgáltatók nagyobb versenyét, illetve az infrastruktúrához való szabad hozzáférést. A verseny ösztönzése érdekében fontos, hogy a roamingrendelet ne a távközlési piac további koncentrációjához vezessen, hanem tegye lehetővé új szereplők belépését is a piacra. A roamingdíjak csökkentése és a strukturális reformok mellett elengedhetetlennek tartom a tagállami végrehajtás koordinálását, illetve a nagyobb átláthatóság biztosítását. A Bizottság elemzéséből kiderül, hogy számos országban hiányos a jogszabályok hazai jogrendbe való átültetése. Fogyasztói szempontból a legnagyobb problémát az internetes szolgáltatások minősége jelenti, továbbá az árak és a szolgáltatási csomagok is nehezen összehasonlíthatóak. A szolgáltatási minőség és az árak nyomon követése érdekében meg kell erősíteni a szabályozó hatóságok és a fogyasztóvédelmi szervezetek szerepét.

4-039-004

**Tunne Kelam (PPE)**, *in writing*. – While completion of the single market is one of the main goals the EU still has to accomplish, completing the digital single market seems to advance at a faster pace. Again here we could talk about political will: in this case it comes from the Commission which has laid down detailed plans and measures on how to bring about the digital agenda. The world is changing at a rapid pace and is going digital, making borders, physical location and presence virtually null and void. This new reality offers unlimited opportunities for doing business, creating employment, learning, participating. The EU's main task is to ensure the same technological progress in every Member State so the systems needed for a vibrant, innovative and secure cyberspace can be set up. Broadband Internet connection for everyone is a key issue here. Secondly, obstacles in e-commerce need to be eliminated. Cross-border e-business in the EU should be easier than the physical version. We need to set up a European digital signature, e-identifications, harmonise online consumer rights and make rapid progress on citizens' digital skills, awareness and cyber hygiene. Member States such as Estonia have shown us how to be an e-tiger, now we need to turn this into a European e-tiger to ensure our e-sustainability and acquire our e-potential.

4-039-006

**Hans-Peter Mayer (PPE)**, *schriftlich*. – Ich bin froh, dass die Annahme dieses wichtigen zukunftsorientierten Berichts heute erfolgt ist und nicht vertagt wurde. Insbesondere ist von großer Bedeutung, dass die Änderungsanträge des JURI zum Gemeinsamen Europäischen Kaufrecht in Form eines fakultativen Instruments angenommen und damit bestätigt wurden. Hiermit senden wir ein deutliches und wichtiges Signal: Das Gemeinsame Europäische Kaufrecht wird, wie auch schon die Entschließung A7-0164/2011 des Europäischen Parlaments vom 8.6.2011 gezeigt hat, vom Europäischen Parlament unterstützt. Vor allem im digitalen Binnenmarkt wird das Gemeinsame Europäische Kaufrecht eine große Rolle spielen und den Binnenmarkt bedeutend fördern. Das Europäische Parlament zeigt mit dieser Entschließung, dass es dies erkannt hat. Verbraucher und Unternehmer werden, auch über den digitalen Binnenmarkt hinaus, vom Gemeinsamen Europäischen Kaufrecht profitieren. Dies gilt insbesondere für die Bereiche Cloud Computing und digitale Inhalte.

## **8. Skład Parlamentu: patrz protokół**

## **9. Wpływ kryzysu na dostęp słabszych grup społecznych do opieki (debata)**

4-042-000

**Przewodniczący**. – Kolejnym punktem porządku dnia jest sprawozdanie sporządzone przez Jean Lambert w imieniu Komisji Zatrudnienia i Spraw Socjalnych w sprawie wpływu kryzysu na dostęp słabszych grup społecznych do opieki (2013/2044(INI)) (A7-0221/2013)

4-043-000

**Jean Lambert**, *rapporteur*. – Mr President, I want to start by warmly thanking colleagues from the different political groups who have worked on this report with me in an extremely constructive atmosphere. I also want to thank the many individuals and organisations – whether professional associations, non-governmental organisations or voluntary bodies – that have provided their direct experience and evidence about what is happening on the ground at the moment in our Member States to those who are particularly vulnerable. We have tried to reflect their voices in this report and provide some ways forward.

We take as our starting point the declaration that all human beings are born free, with equal dignity and equal rights, and we believe that it is the responsibility of Member States to promote and guarantee those rights.

We are also saying that the fundamental values of the European Union should be respected even in a crisis situation, and access to care, healthcare and social assistance should be seen as a basic right for all within the European Union.

We know that times are hard in many countries, but we have also heard how political choices are making things harder. We have heard much in this Parliament about the dire situation of young people without employment. Yet some Member States stop health insurance after a certain period of time out of work. It is the European Year of Citizens, yet some Member States are making it more difficult for EU nationals to access healthcare to which they are entitled. The EU has a Roma strategy, yet we still have many examples of prejudice affecting access to healthcare despite the existing EU legislation.

The Parliament welcomed the Commission recommendation on children and the recognition of the need to invest in early years to enhance life chances, yet we are seeing an increasing number of children taken into care linked to family poverty, and others going without basic vaccinations. Rising costs, falling income and cuts in services make it difficult to maintain the preventative services to which our governments have signed up, and we are storing up longer-term problems.

We heard about those providing and receiving care: many of them informal carers, many becoming a vulnerable group in themselves. People with disabilities told us that not only are some places going back to old models of institutional care rather than supporting independent living, but the levels of hate crime against people with disabilities are rising as they are increasingly viewed as burdens. They are not the only groups now experiencing harassment or even violence.

So the list of problems is long, but we also try to look at some solutions. Some are straightforward, such as the provision of accurate and understandable information. Tackling discrimination and extending the legal framework at EU level would also be seen as useful. But we have also called for Member States to carry out social impact assessments on austerity measures and to address the shortfalls. The Commission and Member States, in cooperation with all relevant stakeholders, and that means vulnerable people themselves, should monitor and address – that is the active part in national reform plans – which policies run counter to the EU's 2020 poverty reduction targets.

We want the Commission to include social safeguards protecting care and social services and social protection systems in agreements with countries in receipt of financial assistance. Many of us find it incredible that that has not already been done.

We want to see support for carers and are asking the Commission to bring forward proposals for a carers' leave directive. A social dialogue for the care sector could also help raise standards for the workforce.

There are many other proposals in our report and I am sure we will hear those in the debate this morning. Once again, I thank colleagues for their very active input and support in this important issue.

4-044-000

**Johannes Hahn**, *Member of the Commission*. – Mr President, I wish to thank the rapporteur, Ms Lambert, and the shadow rapporteurs for developing this report and for having this debate in plenary. It rightly draws the attention of policy makers at all levels – European, national, regional and local levels – to the impact the economic crisis is having on vulnerable groups in society and their access to health and other forms of care.

The Commission shares the view that the social investment approach to health and long-term care is needed. Investing in sustainable health systems and people's health and reducing inequalities is decisive for economic growth. Investing in prevention and organising early intervention can also prevent much higher costs at a later stage for both the individual and society as a whole.

The Social Investment Package adopted by the Commission in February 2013 outlines concrete measures of how to reorient social policies so they focus on preparing people to confront risks throughout their lives rather than simply repairing the consequences.

The Commission is working together with Member States and stakeholders on the implementation of the Package, including in the areas of health and long-term care. The Package also provides suggestions on how to best use the European Social Fund (ESF) to achieve these goals. In the current situation there are more and more demands on the ESF to support Member States in helping their people and particularly the most vulnerable ones.

Therefore it is important that the ESF receives the appropriate share of cohesion policy resources in each Member State. The Commission further welcomes the agreement that was reached to allow Member States that so wish to increase their allocation to the European programme for the most deprived up to a total of EUR 3.5 billion.

In the framework of the European Semester the Commission highlighted the importance of access to and the quality of services. It called for broad access to affordable and high-quality services, such as social and health services, child care, housing and energy supply. The annual growth survey also called for ensuring the cost effectiveness and sustainability of healthcare services by assessing their performance against the twin aim of a more efficient use of public resources and access to high quality health care.

The Commission welcomes the strong emphasis the report puts on the role of informal carers and the toll care duties often take on their professional and private lives. The Commission is working with Member States on improving the quality of long-term care in the context of the Social Protection Committee. A report on this issue will be available early in 2014.

One further avenue to ensure access to care for vulnerable groups is the completion of the legal framework for protection against discrimination at EU level by adopting the directive based on Article 19 of the Treaty on the Functioning of the European Union and monitoring transposition and application.

Discrimination on grounds of religion, disability, age and sexual orientation is unacceptable in European societies not only in the labour market but also in access to goods and services. It undermines the achievements of the Europe 2020 targets, in particular the attainment of a high level of employment and poverty reduction, and may threaten European values such as social cohesion and solidarity.

To conclude, I will just reiterate the Commission's commitment to work along many of the lines set out in the report. This is demonstrated by the initiatives we have taken to maintain and improve access to care services for persons in vulnerable situations.

4-045-000

**Inês Cristina Zuber**, *relatora de parecer da Comissão dos Direitos da Mulher e da Igualdade de Oportunidades*. – Senhor Presidente, o parecer da Comissão FEMM referente ao relatório sobre o impacto da crise no acesso dos grupos vulneráveis aos cuidados de saúde, do qual sou relatora, é bastante claro. Todas as pessoas têm o direito à saúde, independentemente da sua condição económica e social, e a responsabilidade de assegurar este direito cabe aos sistemas de saúde públicos.

O parecer diz ainda que os cortes orçamentais na saúde não resultam apenas da crise, mas sobretudo das medidas de austeridade que supostamente seriam a solução para fazer face à crise, que, pelo contrário, têm resultado num retrocesso no direito das mulheres à proteção na saúde.

Assim, a Comissão recomenda vivamente que seja contrariada a tendência dos cortes orçamentais nos sistemas de saúde públicos, recomenda à Comissão FEMM que, em sentido inverso, se invistam nestes sistemas para que, no que se refere às questões das mulheres, se combatam as desigualdades entre homens e mulheres no domínio da saúde, se combatam os principais problemas de saúde pública que as mulheres enfrentam, se garanta o direito à saúde sexual e reprodutiva, se garantam serviços de saúde para as mulheres vítimas de violência e cuidados de saúde para os bebés.

A Comissão FEMM recomenda ainda que se reforcem os serviços de saúde no que diz respeito aos cuidados primários e que seja garantido o direito universal ao acompanhamento médico periódico. Infelizmente, as políticas da União Europeia, nomeadamente as políticas de consolidação orçamental, têm significado totalmente o contrário do que está plasmado neste parecer e neste relatório e essa é a face real da União Europeia.

4-046-000

**Heinz K. Becker**, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident, Herr Kommissar Hahn, werte Kolleginnen und Kollegen! Heute beschließen wir im Europäischen Parlament nicht mehr und nicht weniger als einen verbesserten Zugang zu Gesundheit, zu Medizin, zur Fürsorge und Pflegebetreuung schutzbedürftiger Menschen, von denen es in Europa nicht wenige gibt. Zugleich stärken wir aber auch das europäische Sozialmodell, das weltweit führende, mit Abstand beste. Als Schattenberichterstatter danke ich ganz herzlich der Berichterstatterin Lambert für die professionelle Zusammenarbeit. Auch der Kommission ist zu danken, da sie in der Krise erkannt hat, dass Handeln notwendig ist und Initiative ergriffen werden muss. Gerade in dieser Krise haben wir dazu im Parlament eine Fülle wichtiger und wertvoller zusätzlicher Inputs geliefert, Mechanismen eingebaut, von denen ich einzelne, für die Zukunft wichtige hervorheben will.

Das Europäische Semester wird sich in Zukunft dieser Zugänglichkeit und der Qualität der Pflegedienste deutlich widmen müssen. Prävention und *lifelong healthy aging* – um es auf Deutsch auszudrücken – sind von der Schule über den Arbeitsplatz bis in den Ruhestand fix zu implementieren. Der Leistung Familienangehöriger in der Pflege – wie wir wissen, vorwiegend Frauen, Mütter, Töchter – ist im Familienbereich entsprechender Stellenwert beizumessen, und es müssen ihnen Rahmenbedingungen angeboten werden, die Pflegeurlaub und ähnliche entlastende Methoden umfassen. Ich bin stolz zu sagen, dass gerade heute im österreichischen Parlament eine Neuregelung und ein Ausbau der Pflegekarenz und der Pfl egeteilzeit beschlossen werden.

Die Kommission ist aufzufordern, diese Rahmenbedingungen für Pflegeurlaube zu entwickeln. Es ist eine Initiative, die umzusetzen ist. Neue Technologien wie die Telemedizin sind entsprechend wichtig, ebenso wie Qualifikation und beste Ausbildung, die zum Standard werden müssen. Es ist eine riesige Jobchance für die junge Generation.

Ich möchte generell abschließend feststellen, dass das Benchmarking für europäische Mitgliedstaaten verpflichtend werden muss und endlich der Europäische Rat seine Blockierung der Diskriminierungsrichtlinie aufgeben muss. Das sind wir den Menschen schuldig, insbesondere den schutzbedürftigen.

4-047-000

**Birgit Sippel**, *im Namen der S&D-Fraktion*. – Herr Präsident! Vielen Dank vor allem auch an die Berichterstatterin. Ich hoffe wirklich auf eine breite Zustimmung für diesen Bericht, aber im Grunde genommen ist es ein Skandal, dass wir einen solchen Bericht überhaupt

vorlegen müssen. Das Bild Europas war lange Zeit sehr positiv: relativer Wohlstand, solide soziale Sicherungssysteme, die allen Bürgerinnen und Bürgern Zugang unter anderem zu Pflege und medizinischer Versorgung sicherten. Doch dieses Bild bekommt deutliche Risse! Und das in besonderer Weise in den Programmländern, aber nicht nur dort!

Die massive Zunahme von Jugendarbeitslosigkeit, Kürzung von Renten und Sozialleistungen einerseits sowie erhöhte Zuzahlungen zu Medikamenten und Zugangsgebühren für die Gesundheitsversorgung andererseits zeigen Folgen. Mitten in Europa steigt die Zahl von Menschen, denen bei Gesundheitsversorgung und Pflege der Zugang zu Leistungen massiv erschwert wird. Besonders betroffen sind ältere Menschen, Kinder aus einkommensschwachen Haushalten, Arbeitslose, Migranten und Menschen mit Behinderungen. Und es ist ein Skandal, dass mitten in Europa Menschen für ihre Medikamente betteln oder aus Armut ganz auf eine medizinische Versorgung verzichten müssen.

Allzu lange haben wir uns infolge der Krise auf fiskalische Fragen konzentriert und die sozialen Auswirkungen, die gesundheitlichen Folgen sowie auch daraus resultierende langfristige Kosten ignoriert. Wir können nicht länger zusehen, wie wir gerade eine ganze Generation junger Menschen verlieren und grundlegende soziale Dienstleistungen wie medizinische Versorgung auf dem Altar einer rigiden Kürzungspolitik geopfert werden. Wir brauchen ganz generell eine verstärkte soziale Folgenabschätzung und eine stärkere Beachtung sozialer Kriterien bei der Evaluierung öffentlicher Haushalte. Wir benötigen ganz konkret dringend Investitionen in Arbeit und Ausbildung – auch im Bereich der Gesundheitsberufe. Wir brauchen hier und in allen anderen Bereichen faire Arbeitsbedingungen und eine Stärkung der sozialen Sicherungssysteme.

Das demokratische und soziale Europa ist die Zukunft – auch für unsere Bürgerinnen und Bürger! Doch wir müssen sie gestalten, und das nicht irgendwann, sondern ganz genau jetzt!

4-048-000

**Marian Harkin**, *on behalf of the ALDE Group* . – Mr President, first of all I want to thank the rapporteur for her important and comprehensive report. I think it is important because, in the middle of all the debate about austerity, about six-packs and two-packs, ESM and EFSF, sometimes we forget about real people, about ordinary people and how they are living with the impact of the current crisis. Some of those people are being asked to pay an unacceptably high price and that unacceptably high price is for them, their children and their elderly parents.

In some countries there is inadequate care provision; sometimes, there is virtually none. That is the reality of people's lives and while we continue to debate and speak of austerity policies, we often forget, or at least we seem to accept, that some people suffer. The question is: are we prepared to let vulnerable people wait and wait, to be denied access to care. The answer to that is 'yes', because it is happening. In some countries, such as Greece, systems have broken down. In other countries, like my own – Ireland – the health system is severely stretched. It is fracturing in places and some people are paying a very high price.

Just last Saturday I spent one hour with the carers' representative from my own region. She is extremely concerned about the mental and physical health of family carers and she told me that, in the region, not since January has one care package been approved. Not even one. That does not mean that people's lives are immediately threatened, but it does



mean two things. It means, first of all, that those who need care simply do not get it. They lose their dignity, and their quality of life is severely compromised, particularly for those with mobility or disability issues. They lose their independence and they lose any choice or control over their own lives.

Just imagine if that happened to us. How would we deal with that? And then the informal carers that the Commissioner spoke of are under unbearable pressure, stretched beyond limits with little or no assistance, no respite and real evidence of serious impacts on mental and physical health. As Jean said in her report, we need to carry out assessments of the social impact of austerity measures and how they affect people's lives and we need to stop focusing entirely on fiscal stability and also look at access and quality of care.

4-049-000

**Ana Miranda,** *em nome do Grupo Verts/ALE.* – Senhor Presidente, parabéns à relatora que apresenta um problema sério: salvar os serviços públicos como a saúde e a assistência social. A interferência da troica nos orçamentos nacionais, assim como as medidas antissociais e de austeridade de alguns Estados-Membros, provocam um impacto social direto com consequências de pobreza e de exclusão social. Estes serviços são fundamentais, tendo em conta a demografia e as consequências sociais da crise, o duro impacto da crise no acesso dos grupos vulneráveis aos cuidados de saúde é uma evidência das graves políticas de austeridade e cortes sociais que alguns Estados-Membros têm vindo a seguir.

A Europa era um exemplo de modelo social e, agora, a Europa está na via de reduzir o bem-estar social, o acesso aos serviços públicos e à igualdade de oportunidades. Falamos dos cidadãos mais vulneráveis, dos mais carenciados, dos mais excluídos, dos mais pobres, dos que, por causa da crise, se têm tornado ainda mais pobres. Temos quase, Senhor Comissário, 25 % de pessoas na Europa em exclusão de pobreza. Agora, a cara da pessoa vulnerável já não é a mesma que era há uma década, agora, qualquer um pode ser vulnerável: ao perder o emprego, ao perder a casa, ao ter um salário baixo, ao ser jovem ou ao ser velho, qualquer grupo pode ser cronicamente pobre.

Assistimos, sem qualquer dúvida, à emergência de um novo grupo de mulheres e homens vulneráveis, aos novos necessitados. Os serviços públicos têm, pois, uma grande importância para as nossas vidas e retalhá-los é uma evidência de que a atual construção europeia vai contra os direitos humanos essenciais, preferindo retalhar serviços básicos em vez de os apoiar. Com a desculpa da crise, muitos Estados-Membros consolidaram a privatização da saúde, fomentando dois tipos de saúde, uma para os ricos e outra para os pobres, reduziram serviços, limitaram o acesso público de certos grupos aos cuidados de saúde e ao reembolso de certos tratamentos, de medicamentos, de próteses, de alimentos essenciais, ao reembolso de programas em ambulâncias, e aos serviços sociais, como os da dependência.

Alguns Estados-Membros também criaram barreiras através das regras da segurança social. Tome-se como exemplo os casos em que um seguro de saúde cessa após um período de desemprego ou em que os sistemas recusam o acesso de certos grupos, tais como os imigrantes sem documentos, a cuidados primários urgentes, como sucede em Espanha. Ou ainda os casos em que os sistemas que apenas consideram trabalhadores a tempo inteiro em detrimento dos trabalhadores a tempo parcial ou com atividade ocasional. As mulheres também, sobretudo as mulheres de minorias étnicas e mulheres migrantes, encontram-se particularmente desfavorecidas.

Alguns Estados-Membros estão a modificar ou a reformar os seus sistemas de segurança social, as pessoas sem-abrigo ou em alojamentos a curto prazo estão a crescer em alguns Estados-Membros, o que, em muitos casos, compromete a continuidade dos serviços sociais. O aumento dos custos de cofinanciamento e das receitas estão a impedir estas pessoas de procurarem os cuidados numa fase inicial, levando à incidência de posteriores cuidados de saúde mais caros e urgentes. A vergonha e o estigma na procura de cuidados de certas doenças, como a SIDA ou mesmo o cancro, provocam também a redução de serviços. Também os cortes salariais decorrentes do abandono do apoio que resultaram, por exemplo, no encerramento de hospitais de unidades básicas, como sucedeu na Galiza, o meu país, ou o caso de trabalhadores e trabalhadoras da saúde que emigram, como as enfermeiras espanholas que vão para o Reino Unido ou para a Alemanha. Exemplos de cortes em investimentos como sucedeu no meu país, onde 650 mil galegos e galegas estão em situação de exclusão, onde há 17 mil lares onde não entra um euro e onde se regista 50 % de desemprego juvenil. Por favor, reajam a este problema tão grave.

4-050-000

**Milan Cabrnoch**, *za skupinu ECR*. – Pane předsedající, děkuji paní zpravodajce za vypracování zprávy. Sdílím východiska paní zpravodajky, že obecně se přístup ke zdravotní péči zhoršuje, a to především nebo mimo jiné v oblasti zranitelných skupin: mladých, seniorů, chudých či přistěhovalců. Sdílím také obavy, že situace se nebude zlepšovat. Nesouhlasím však s navrhovaným řešením.

Evropská unie nemá žádnou odpovědnost za zdravotnictví v jednotlivých členských zemích, a proto by měla podporovat členské země v provedení reform, podporovat je především ve zlepšení hospodářské situace, a nikoli je úkolovat. Pokud prostředky nevytvoříme, tak je také nebudeme moci přerozdělovat, ani ve prospěch zranitelných, ani ve prospěch nikoho jiného.

Příčiny jsou hospodářské, příčiny jsou také ve struktuře poskytování zdravotní péče. Naše populace stárne a členské země na to musí reagovat a v mnoha zemích ještě nebyly provedeny reformy. Řešení není v tom, že vyhlásíme deklaratorně práva občanů, není v tom, že zakážeme zemím škrtat a nutit je do dalšího zadlužování, ani je lépe monitorovat či draftovat doporučení a dávat jim domácí úkoly. Řešení leží v ekonomické prosperitě a v reformách zdravotních systémů.

4-051-000

**Patrick Le Hyaric**, *au nom du groupe GUE/NGL*. – Monsieur le Président, je veux d'abord me féliciter du rapport de Mme Jean Lambert. Elle a raison de montrer à quel point la politique d'austérité dégrade dangereusement l'accès aux soins, particulièrement pour les citoyens les plus fragiles. On ne peut aussi que se féliciter du consensus qu'il va y avoir autour de ce rapport.

Mais dans ces conditions, il nous faudrait pousser la logique jusqu'au bout, et demander ensemble l'arrêt du démantèlement des droits sociaux et humains dans chacun de nos pays, l'arrêt de l'application du *two-pack* et du traité budgétaire: ils organisent cette austérité, qui constitue un anti-humanisme. Il aurait fallu tenir bon sur le budget européen, et non pas voter sa diminution, comme cela a été fait, afin d'obtenir les sommes indispensables pour le Fonds européen d'aide aux plus démunis.

On ne peut voter des textes qui font mal aux gens et, ensuite, produire ici des rapports ou faire de belles déclarations pour constater le mal. Il faut cesser de considérer la santé comme

une marchandise et donc l'exclure du cadre de la concurrence et du débat sur le marché transatlantique. La santé devrait devenir, pour le Parlement européen, un bien commun à défendre plus que jamais.

4-052-000

**Mara Bizzotto**, *a nome del gruppo EFD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, 27 milioni di disoccupati, soprattutto giovani, 120 milioni di cittadini a rischio povertà, non sto parlando di una situazione di un paese lontano colpito da chissà quale e impreveduta catastrofe, ma dell'Europa del 2013.

Collegli, mi unisco a voi nel chiedere all'Unione nuove misure per favorire l'assistenza sanitaria e sociale ai gruppi vulnerabili. Solo se stabiliamo oggi – senza se e senza ma e senza quel falso buonismo che troppo spesso c'è qui dentro – che a essere vulnerabili in Europa sono prima di tutto gli europei; sono i cittadini dei nostri paesi membri, quelli costretti a emigrare per cercare lavoro, sono le famiglie europee che dopo aver versato per anni i contributi allo Stato sono rimaste senza assistenza e sono costrette, in casi estremi, sempre più spesso purtroppo, a cercare cibo nei rifiuti oppure a rivolgersi alla Caritas per aver cibo o altri aiuti.

Consiglierei a qualche burocrate di Bruxelles o a qualche parlamentare magari di uscire dai propri uffici e andare nelle nostre città e vedrebbe purtroppo anche questo. Sono almeno quattro milioni gli italiani tra i 40 e i 60 anni che pur avendo un lavoro vivono di stenti, senza potersi permettere un pasto decente, un tetto sulla testa.

Davanti a questa emergenza umanitaria smettiamola di perderci nella retorica sulle minoranze, sui rom, sui clandestini e soprattutto smettiamola di chiedere a chi sta male – i nostri cittadini – di stare peggio. Prima di stendere fiumi di parole sull'importanza dell'inclusione, pensiamo alla nostra gente che ha lavorato una vita e che oggi non riesce ad arrivare alla fine del mese.

4-053-000

**Patricia van der Kammen (NI)**. - Voorzitter, volgens dit verslag over de toegang tot zorg voor kwetsbare groepen moet de EU zich voortaan gaan bemoeien met het gezondheidszorgbeleid van de lidstaten. Zo zou volgens de rapporteur in het Europees semester ook rekening moeten worden gehouden met zaken als toegankelijkheid en kwaliteit van zorgdiensten.

Veel gekker moet het niet worden! Het verslag pleit zelfs voor gratis zorg voor kwetsbare bevolkingsgroepen. Voorzitter, gratis bestaat niet, want iemand moet immers de rekening betalen. Dit verslag is alweer een voorbeeld van de vreselijke eurofiële drang tot alomvattende EU-bemoeienis. In Nederland hebben we prima sociale en medische voorzieningen die voor elke burger toegankelijk zijn. EU-bemoeienis zal er enkel toe leiden dat landen die hun zaken op orde hebben de portemonnee mogen trekken om bij te dragen aan landen die hun zaken niet op orde hebben. Het socialistische EU-beleid belooft keer op keer *inefficiency* en gebrek aan organisatie.

Voorzitter, laat heel duidelijk zijn dat gezondheidszorgbeleid en socialezekerheidsbeleid nationale aangelegenheden zijn. En laat nog duidelijker zijn dat dat wat de PVV betreft ook zo moet blijven!

4-054-000

**Philippe Boulland (PPE).** - Monsieur le Président, chers collègues, je tiens à remercier la rapporteure pour son excellent travail.

Nous avons le devoir, nous politiques, d'enrayer la spirale infernale de la crise. Des concitoyens qui perdent leur emploi, qui vivent au jour le jour l'austérité vont forcément réduire des dépenses jugées non essentielles à leurs yeux, et ceci peut malheureusement concerner les soins de santé.

Notre responsabilité est de penser sur le moyen et le long terme. Nous ne pouvons pas accepter que ces patients potentiels ne puissent accéder à un système de soins adéquat, ni que des chômeurs en fin de droit perdent toute assurance maladie. C'est tout un modèle de société construit sur la solidarité, via nos systèmes de sécurité sociale, qui risquerait de s'effondrer et notre Europe sociale, d'en pâtir.

Moins on fait de préventif, plus on fera de curatif et plus on fera appel aux services d'aide à la personne, qui sont déjà confrontés à une forte demande. Faute de moyens financiers, faute d'allégements administratifs et fiscaux pour les services sociaux d'intérêt généraux, faute de reconnaissance professionnelle, ces services d'aide à la personne ne peuvent pas se développer en nombre suffisant.

Certes, les États membres sont sollicités de toute part pour réaliser des investissements dans les domaines stratégiques: soutenir les PME, relancer la croissance. Mais rappelons-nous que nous évoluons dans un modèle d'économie sociale de marché et que toute mesure économique a un impact social qui doit être mesuré. C'est pourquoi il faut, en matière d'accès aux soins, assurer des formations adaptées et continues pour les professionnels de santé, développer des structures de consultation médico-sociales et accentuer les investissements dans la télémédecine pour pouvoir soigner les personnes situées dans des zones géographiquement éloignées ou pour pallier les déserts médicaux qui se propagent partout en Europe.

Je ne veux pas qu'un jour, on puisse accuser le Parlement de non-assistance à Europe en danger.

4-055-000

**Edite Estrela (S&D).** - As crises não têm o mesmo impacto em todas as pessoas. As principais vítimas são os mais desfavorecidos: as crianças, os idosos, as pessoas com deficiência. Os cortes nos serviços sociais e de saúde já se fazem sentir em muitos Estados-Membros. Há doentes, sobretudo idosos, que não têm acesso à medicação.

Por outro lado, alguns Estados-Membros têm complexos procedimentos de acesso à segurança social, o que impede algumas pessoas de receberem aquilo a que têm direito e contribui para o aumento da pobreza e da doença nos grupos mais vulneráveis.

Os cuidados de saúde para pessoas com necessidades específicas encontram-se igualmente ameaçados. As medidas de redução de custos, como a introdução de taxas moderadoras de saúde pagas antecipadamente, o aumento das despesas não reembolsáveis ou a exclusão de grupos vulneráveis, como os migrantes irregulares, do acesso aos cuidados de saúde, não foram totalmente avaliadas quanto às suas consequências. Não se pode cortar no essencial e a saúde é essencial.

4-056-000

**Niccolò Rinaldi (ALDE).** - Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'Europa non ha, come sappiamo, una competenza diretta nell'assistenza sociale e nell'assistenza medica, però noi non possiamo nasconderci dietro questo "mantra" delle competenze degli Stati membri.

Certamente, c'è un fondamento legale in questo argomento, ma non giustifica l'alterazione di quella che alla fine diventa la stessa identità europea che è un'unione basata sulla solidarietà. Assistenza e assistenza medica vuol dire anche ponte tra chi ha bisogno e tra chi può aiutare e che include, naturalmente, le responsabilità dello Stato. L'Europa avrebbe bisogno di includere forse tra i suoi parametri di convergenza anche un indicatore di qualità dei servizi sociali e dei servizi medici, creando una sorta di porto franco – così nel mio partito lo abbiamo definito – protetto da tagli indiscriminati che garantisca l'accesso ai servizi sanitari.

Ma anche altre cose, la qualità all'educazione, anche attraverso insegnanti di sostegno, aiuto psicologico laddove questo sia necessario, un'attenzione particolare nei confronti della terza età, nei confronti delle popolazioni migranti, la formazione permanente, la prevenzione, la lotta concreta, in particolar modo rispetto a problemi sanitari e sociali per coloro che sono affetti dall'indigenza. Parametri più stringenti a livello europeo che probabilmente potrebbero indurre i governi nazionali a politiche che eliminino i tanti sprechi che ci sono, premiando la qualità.

L'onorevole Jean Lambert come relatrice ha fatto un lavoro, secondo me, eccellente come sempre – sa quello di cui parla, un vademecum di buone pratiche e di cose che si possono fare e non di "*wishful thinking*", non semplicemente di buoni auspici – che è prezioso tanto per la Commissione quanto per le amministrazioni nazionali. Mi auguro che questa voce possa essere ascoltata per non tagliare in due l'Europa, tra chi ha bisogno e chi non aiuta, perché questa cesura alla fine fa saltare tutto, fa saltare la stessa identità europea.

4-057-000

**Paul Murphy (GUE/NGL).** - Mr President, it was Aristotle who said that you can judge a society by the way in which it treats its most vulnerable citizens. What judgment would he pass on Europe today, when you have governments and EU leaders driving austerity policies that condemn the poor, the elderly, minority groups and people with disabilities to poverty and increasing hardship in order to protect the interests of the bankers, the bond holders and big business?

The Irish Government, the star pupil of austerity according to the Commission, has waged war on the most vulnerable people. It has deliberately targeted support and services for people with disabilities and children with learning difficulties. Many here will cry crocodile tears and give out about how unfair all this is, while their parties at home will say there is no alternative: we have to vote for cuts.

We have had enough of this hypocrisy. Austerity is not inevitable. It is not unavoidable. It is a political choice to protect some at the expense of others. I salute those people with disabilities, older people, and other vulnerable groups who have been to the fore in campaigning against austerity right across Europe.

4-058-000

**Jaroslav Paška (EFD).** - V každej slušnej civilizovanej spoločnosti je starostlivosť o zraniteľné skupiny obyvateľstva integrálnou súčasťou sociálnej politiky. Väčšina krajín

Európskej únie už dlhodobo rozvíja svoje systémy a mechanizmy, ktorými realizuje nevyhnutnú pomoc odkázaným skupinám obyvateľstva.

Zhoršená hospodárska situácia už od roku 2009 generuje väčšiu záťaž na sociálne systémy členských štátov, pretože počet nezamestnaných stále rastie a sústavne narastá aj chudoba obyvateľstva. Preto musíme pohotovo zareagovať na tento nepriaznivý trend a hľadať ďalšie nové možnosti ako pomôcť odkázaným skupinám zabezpečiť si aspoň elementárne potreby pre dôstojný život.

Jednou zo základných potrieb každého človeka je prístup ku každodennému stravovaniu. A myslím si, že práve v oblasti potravinovej politiky máme v Únii také rezervy, ktoré by sme mohli v dnešných ťažkých časoch v záujme zlepšenia pomoci odkázaným skupinám účinne mobilizovať.

Európski poľnohospodári sú schopní vyprodukovať dostatočné množstvo potravín pre všetkých obyvateľov Únie. Naši odkázaní spoluobčania však často nemajú dosť peňazí ani na to, aby si obstarali potrebnú stravu. Európska komisia však poskytuje poľnohospodárom dotácie na to, aby len udržiavali pôdu a negenerovali nadprodukciiu potravín.

Možno keby sme miesto týchto dotácií dokázali od poľnohospodárov takúto nadprodukciiu potravín vykúpiť a za symbolické ceny ju odovzdať charitatívnym a sociálnym inštitúciám či zdravotníckym zariadeniam, vytvorili by sme mechanizmus, ktorým by sme dokázali eliminovať ohrozenie populácie podvýživou či hladom.

4-059-000

**Regina Bastos (PPE).** - Senhor Presidente, Senhor Comissário e Colegas, louvo o trabalho da relatora e dos relatores-sombra, particularmente do meu grupo político. Todos sabemos que a crise económica que vivemos tem graves consequências sociais. O impacto na saúde dos europeus é uma dessas consequências. Temos a responsabilidade de acabar com esta espiral de aumento do desemprego e da pobreza que dificulta o acesso aos serviços de saúde e que leva muitos a não conseguir comprar todos os medicamentos de que precisam e a aceder a cuidados médicos. É preciso evitar que as medidas de austeridade, que reduzem o orçamento destinado aos sistemas públicos de saúde, contribuam também para acentuar as desigualdades no acesso aos cuidados de saúde e que a pessoas mais afetadas sejam as mais carenciadas e frágeis, justamente aquelas que merecem maior e melhor proteção.

Qualquer discriminação em razão da idade, da orientação sexual ou da raça é inaceitável. É imperioso evitar a deterioração dos serviços de saúde nos Estados-Membros e garantir que não se desinvista nos setores sociais e da saúde.

O Fundo Social Europeu, como disse o Senhor Comissário, é um instrumento importante para esse efeito. A proteção e a promoção da saúde devem assim continuar a ser uma prioridade para os Estados-Membros. A qualidade, a longevidade e a dignidade da vida humana assim o exige.

4-060-000

**Emer Costello (S&D).** - Mr President, first of all, I want to commend the rapporteur for the excellent work that has been done on this report. There is no doubt that the crisis has had a disproportionate impact on the most vulnerable of our society, the elderly, children living in poverty, people with a disability and migrants. Indeed, the crisis is forcing more and more people into the margins and making them more vulnerable. In that respect, I

welcome the increase in the fund for European aid for the most deprived. I will be able to deal with that as rapporteur for that report.

The health and social care sector is also a major employer. We need to remember that there are currently nearly three million jobs in this sector and Cedefop reckon that there will be seven million by 2020. We need to ensure that this is decent work. I welcome very much what the Commissioner has said about social investment, but I believe that we need to go further. President Barroso's announcement yesterday in relation to the partial thawing of a restrictive approach to Member States' public investment was welcome, but I would like to have reassurance that this will incorporate care services that are co-funded by the ESF. I think it is important that we implement the recommendations of this report so that we can work towards achieving the EU 2020 targets.

4-061-000

**Kartika Tamara Liotard (GUE/NGL).** - Mevrouw Lambert doet heel goede suggesties om de zorg voor kwetsbare groepen veilig te stellen en ik steun haar dan ook. We moeten echter niet voorbijgaan aan de échte oorzaak van het feit dat steeds meer mensen geen geld hebben voor de dokter. De rapporteur noemt ouderen een kwetsbare groep en dat klopt. Ouderen worden kwetsbaar als hun bejaardentehuis wordt wegbezuinigd, als de AOW wordt gekort en als je pensioen in gevaar komt door niet-legitieme maatregelen van de Europese Unie.

Maar ook andere groepen worden kwetsbaar. Verhoog mensen hun huur, neem hen hun vastarbeidscontract af, laat ze lange reizen maken voor zorgbehandelingen, ja dan worden mensen kwetsbaar. Brussel stuurt daar doelbewust op aan. Het is daarom naïef om juist de Europese Commissie om aanbevelingen te vragen om deze kwetsbare groepen te beschermen. De Commissie heeft die gevolgen zelf veroorzaakt. Het is aan de EU om een stapje terug te doen in deze crisis en de lidstaten financiële ruimte te laten, zeker als het gaat om basisbehoeften zoals zorg.

4-062-000

**Claudio Morganti (EFD).** - Signor Presidente, onorevoli colleghi, non possiamo negare che l'Europa abbia per fortuna un livello assistenziale medio piuttosto elevato, soprattutto se paragonato agli altri paesi come ad esempio gli Stati Uniti.

Non si può tuttavia rischiare di perdere il livello raggiunto a causa della crisi economica in corso, si può tagliare in molti ambiti, ma salute e assistenza non vanno assolutamente toccate. Nella relazione si fa riferimento al progetto di vita indipendente per persone disabili, è una grande opportunità che può consentire loro di vivere in maniera migliore sentendo meno il peso della loro condizione.

Un paio di settimane fa, diversi disabili toscani hanno occupato la sede della regione Toscana a Firenze per chiedere che non venissero tagliati i fondi a sostegno di questi progetti. La situazione sembra essersi risolta per il meglio, forse con le solite promesse da marinaio, ma non è ammissibile dover costantemente ricorrere a simili iniziative per ottenere quello che dovrebbe essere un diritto naturale. La crisi non può incidere sulla vita delle persone che già soffrono maggiormente, questo sembrerebbe logico ma la realtà è piuttosto diversa.

Nel testo si insiste molto sulla necessità di garantire l'accesso alle cure a particolari categorie, tipo i rom e gli immigrati, io dico che purtroppo anche molti cittadini italiani di quello che una volta si chiamava il ceto medio sono in estrema difficoltà ed è anche e soprattutto a

loro che dobbiamo guardare, poiché la crisi sta mettendo in ginocchio un'intera fascia di popolazione che rischia di non poter più ricorrere a determinate prestazioni sanitarie che dovrebbero invece essere loro garantite. Presidente, prima la nostra gente e poi tutti gli altri.

4-063-000

**Sari Essayah (PPE).** - Arvoisa puhemies, hyvä komission jäsen, valiokunnan mietintö nostaa esille tärkeän huolen talouskriisin vaikutuksista heikossa asemassa olevien ryhmien hoidon saantiin. Mietinnössä olisi mielestäni voitu ehkä vielä enemmän korostaa sitä, että toimivan sosiaali- ja terveydenhoitojärjestelmän tulee perustua jokaisen kansalaisen yhdenvertaiseen mahdollisuuteen saada hoivaa, eli niin sanottuun universalismin periaatteeseen, joka on muun muassa pohjoismaisten sosiaaliturvajärjestelmien pohjana.

Vakuutusperustainen järjestelmä, joka perustuu työsuhteeseen ja siitä johdettuihin sosiaaliturvaoikeuksiin, on hyvin hyvin haavoittuvainen järjestelmä talouskriisin oloissa, niin kuin olemme nähneet monissa maissa. Minimietuudet takaava universaali järjestelmä vaatii toimiakseen hyvässä kunnossa olevan julkisen talouden ja myöskin sen tukemiseksi toimivan verotuksen.

Monien maiden tämänhetkisten ongelmien taustalla on se, että verotusjärjestelmä ei toimi, progressio puuttuu, veroaste on liian matala eivätkä monet ihmisryhmät osallistu verojen maksuun. Siksi tarvitaan näitä isoja rakenteellisia uudistuksia jäsenvaltioissa, jotta sosiaali- ja terveydenhuoltojärjestelmät voidaan rakentaa jatkossa kestäväälle pohjalle. Mielestäni on sen tähden lyhytnäköistä vastustaa rakenteellisia uudistuksia, mutta uudistukset on toki tehtävä järkevästi heikommassa asemassa olevien asemaa puolustaen. Se, mihin yhteiskunnassa panostetaan ja mistä puolestaan leikataan, se on aina arvokysymys.

4-064-000

**Andrea Cozzolino (S&D).** - Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, il paradosso di questa nostra discussione è terribile.

Noi siamo qui a discutere degli effetti e delle conseguenze delle nostre scelte, delle nostre politiche. Se cresce l'area della vulnerabilità, che interessa l'intero ciclo della vita, cioè bambini, donne, giovani, immigrati, terza età, è perché in questi anni noi abbiamo perseguito con determinazione una politica cieca di austerità, che ha tagliato i nostri bilanci pubblici e dunque ha messo in discussione un intero modello di welfare e di benessere sociale fino al punto che in molti paesi dell'Europa si sta privatizzando ciò che era pubblico ormai da 10, 15, 20, 30 anni e che faceva degli investimenti sociali la sostanza e l'identità della politica europea.

Che fare allora? Innanzitutto rovesciare queste politiche – non ce la facciamo con politiche di contenimento dei conti pubblici – e riprendere una politica di investimenti pubblici che, appunto, riduce l'area del rischio e mette in campo politiche di prevenzione. Contemporaneamente – ed è l'ultima osservazione – proviamo ad utilizzare la politica di coesione attraverso anche gli investimenti territoriali integrati per tenere insieme Fondo sociale e FESR, quartieri, case e anche politiche attive di assistenza.

4-065-000

**Edit Bauer (PPE).** - Jean Lambert jelentése a válság következményeivel küzdő, kiszolgáltatott csoportok gondjaira hívja fel a figyelmet a tőle megszokott alapossággal és



józanással. A Eurofund ügynökség kutatási eredményei azt mutatják, hogy a válság következtében a szegények még szegényebbé válnak, s nem lehet kétségünk afelől sem, hogy a leginkább érintett és legkiszolgáltatottabb csoport a gyermekeké.

A gyermekszegénység főleg a korai stádiumban súlyos következménnyel jár. Az alultápláltság, a kellő egészségügyi ellátás – például az oltások hiánya – olyan fejlődésbeli rendellenességet okozhat, aminek a későbbi kezelése vagy korrigálása sokkal nagyobb terhet ró a társadalomra. Rég elfeledett betegségek, mint például a tuberkulózis jelennek meg újra, mert gyakran az oltások nem ingyenesek, vagy a gyógyításuk drága gyógyszereket igényel. Az óvodáskorban például minden év óvodai oktatás 10%-kal javítja a gyerek esélyét, hogy később érteni fogja, amit olvas, és enélkül nyilván a lifelong learningról nem beszélhetünk.

Az alapszolgáltatásokhoz való hozzáférést a megszorító intézkedések nem veszélyeztethetik oly mértékben, hogy a közkiadások szempontjából később többszörös terheket jelentsenek. Itt is érvényes, hogy a legolcsóbb megoldás a prevenció, és tény az, hogy az Európai Unió nem tudja ezeket a gondokat megoldani, de az Európai Szociális Alap jó kihasználásával sokat enyhíthetünk a gondokon.

4-066-000

**Jutta Steinruck (S&D).** - Herr Präsident! Ist es nicht schlimm? Die Pflege wird zum Sparobjekt der öffentlichen Haushalte, sie wird zur Ware reduziert. Die Folgen sind auf der einen Seite eine Verschlechterung der Arbeitsbedingungen der Pflegekräfte. Da geht es um Anerkennung, um Qualifizierung, um die Rolle der Sozialpartner und auch um tarifvertragliche Vereinbarungen. Dass der Druck auf die Pflegekräfte zunimmt, zeigen uns auch die Statistiken, die sagen: Burn-out steigt an, nicht nur in Deutschland, auch in Griechenland. Auf der anderen Seite haben wir eine Verschlechterung der Fürsorge für die hilfsbedürftigen Menschen.

Die Realität ist doch, wenn wir uns die Demografie anschauen, dass wir mehr und bessere Pflege brauchen. Dazu müssen die nationalen Pflege- und Gesundheitssysteme umgestellt und neu aufgestellt werden. Man muss sich Gedanken über die Finanzierung machen. Wir brauchen mehr Pflegekräfte, wir brauchen bessere Pflegekräfte. Da muss der Staat sich aufstellen. Das ist ein europäisches Problem, das wir angehen können, indem wir uns austauschen, indem wir *Best-practice*-Beispiele angehen, die dann natürlich auch in der Verantwortung der Mitgliedstaaten umgesetzt werden müssen.

4-067-000

**David Casa (PPE).** -

L-iskop ta' dan ir-rapport li għandna quddiemna huwa biex jiġi studjat l-impatt li l-kriżi halliet fuq il-gruppi l-aktar vulnerabbli. Dan għandu żewġ dimensjonijiet: l-impatt tal-kriżi per se u l-impatt addizzjonali li rriżulta mir-rispons. Bħalma qalet sew ir-rapporteur Jean Lambert, l-impatti fuq dawn il-gruppi vulnerabbli kien estensiv ħafna. Sfortunatament, ir-realtà li għandna quddiemna hija li s-servizzi soċjali huma b'saħħithom biss daqs l-ekonomija li fuqha huma bbażati. Għalhekk hemm bżonn bilanċ bejn is-servizzi soċjali adegwati u l-politika ekonomika ta' dixxiplina li tkun sostenibbli.

Naqbel mija fil-mija mal-enfasi li qed issir fuq is-settur tas-saħħa speċjalment l-isforz li qed isir fil-pajjiżi membri biex daww li jaħdmu fil-qasam tal-kura jkunu aktar rikonoxxuti. Daww li jiehdu ħsieb lill-qrabathom ħafna drabi jkollhom iħallu x-xogħol tagħhom,

parzjalment jew kompletament, u dan ghandu jiġi rikonoxxut mill-Istat. Per eżempju, billi l-hin li jkunu taw jiġi allokat għal fini ta' elegibilità għal pensjoni u benefiċċji oħra li jixirqilhom. Min stharrig li sar, il-kura informali hija mod aktar effiċjenti sabiex jiġi pprovdut servizz, li jkun ta' kwalità oghla u b'inqas spejjeż. Madankollu hafna pajjiżi membri m'għandhomx qafas li jkopri lil dawn il-persuni u m'hemmx linji ta' gwida komuni mal-pajjiżi membri kollha.

Kollox ma' kollox allavolja ma nistax inkun favur kull element inkluz f'dan ir-rapport, dan huwa rapport tajjeb hafna, ibbilancjat u jien ser nappoġġjah u nixtieq ngħid prosit lir-rapporteur.

4-068-000

**Kinga Göncz (S&D).** - Többször foglalkoztunk a válság szociális hatásaival, jelentések készültek a lehetséges megoldásokról. Ezek fő üzenete az volt, hogy az Unió alapvető értékeit válság idején is tiszteletben kell tartanunk, hogy az egészségügyi-szociális ellátást alapjogként kell kezelnünk, hogy külön figyelmet kell fordítanunk a legsérülékenyebb társadalmi csoportokra. Ugyanakkor azt látjuk, hogy minden igyekezetünk ellenére a szegénység kockázatának kitett lakosság aránya nagyon magas, nő az egyenlőtlenség, a kirekesztés, a szegények még inkább elszegényednek. Az egészségügyi és szociális ellátásra fordított keretek csökkentek, romlott az ellátások minősége és az azokhoz való hozzáférés, egyes tagállamokban a legkiszolgáltatottabbak bűnbakként kezelése, kriminalizálása is folyik. A szociális munkát jórészt idősebb emberek, nők, vendégmunkások végzik. Ezúton is kérjük a tagállamokat, hogy javítsák a szociális munka imázsát, támogassák a szociális munka oktatását, a fiatalok toborzását erre a szakmára, és ahelyett, hogy csökkenteni akarnák, inkább használják az Európai Szociális Alap 2014-ben megnyíló pénzügyi lehetőségeit a legszegényebbek társadalmi befogadására.

4-069-000

**Ádám Kósa (PPE).** - A Lambert-jelentés helyesen utal arra, hogy a fogyatékosággal élő személyek jogairól szóló ENSZ-egyezmény 19. bekezdése rögzíti a többféle otthoni, intézményi vagy közösségi ellátó, támogató szolgáltatásokhoz való hozzáférést. Az Európai Unió ennek az egyezménynek részese. A jelentés számos pontjában, különösen a 14., 15. és 16. pontjaiban kitér erre részletesen. A Bizottságot ennek alapján arra kérem, hogy gyakoroljon nyomást a tagállamokra annak érdekében, hogy a jelentés alapján az intézményi vagy közösségi ellátásokon a fogyatékosággal élő személyek méltóságának és igényeinek alapján változtassanak, és oldják ezeket meg.

Én tudom, hogy ez a folyamat hosszú és nehéz. Magyarországon két évvel ezelőtt kezdődött el ez a változás és 30 éves intézménykiváltási stratégia született. Az Európai Unió forrásainak felhasználásával elkezdődött a kis létszámú intézmények kiépítése. Sajnos az Európai Unióban kevés jó példa van erre. Én azt szeretném, hogyha az Unió minden tagállama ezt az utat követné, és a fogyatékosággal élő emberek valóban méltó ellátást kaphatnának a jövőben.

4-070-000

**ΠΡΟΕΔΡΙΑ: ANNY ΠΟΔΗΜΑΤΑ***Αντιπρόεδρος*

4-071-000

**Antigoni Papadopoulou (S&D).** - Madam President, I would like to congratulate the rapporteur. Health protection is a right for every citizen. Unfortunately, however, the current economic crisis has had serious repercussions in several fields, including health policies. Budget cuts in social and health policies mean a dramatic deterioration in access to care services, pharmaceuticals, treatment programmes and even to heating and cooling, with severe consequences for citizens' health. Among the most vulnerable are the poor, the old, marginalised groups including women, jobless young people, migrants and people with disabilities.

Austerity measures, unjust Euro Group decisions and troika failures have hit hard both carers and those receiving care, spreading distress – mostly in Southern Europe, namely Greece, Cyprus, which is my country, Portugal and Spain, but also in Ireland – through high levels of youth unemployment, intolerable pressures on care services and health systems, poverty and malfunctioning of public health and a spreading social crisis. This chaotic situation necessitates emergency action: social impact assessment, effective measures, reforms, funding and an alternative approach for growth, jobs and investment for the benefit of the people.

4-072-000

*Παρεμβάσεις με τη διαδικασία "catch the eye"*

4-073-000

**Joanna Katarzyna Skrzydlewska (PPE).** - Pani Przewodnicząca! Projekt rezolucji, który rozpatrujemy, kieruje naszą uwagę na sytuację tych wszystkich osób, które ze względu na swoje ograniczone możliwości finansowe z przyczyn czysto ekonomicznych nie mogą w pełni korzystać z dostępu do opieki zdrowotnej. Odnosi się to przede wszystkim do tych, którzy z powodu bezdomności czy długotrwałego braku pracy utracili uprawnienia do ubezpieczenia zdrowotnego. Z tego też względu zagrożeni są wykluczeniem społecznym, a ich życiowa sytuacja ciągle się pogarsza. Dlatego dobrze, że Parlament Europejski dostrzega ten istotny problem, daje wyraźny sygnał skierowany do Komisji Europejskiej i rządów państw członkowskich, że kryzys gospodarczy nie może uzasadniać wprowadzenia ograniczeń uniemożliwiających dostęp do publicznej służby zdrowia dla osób trwale bezdomnych czy bezrobotnych.

4-074-000

**Маруся Любчева (S&D).** - Г-жо Председател, г-н Комисар, днес е изключително важно да говорим и да правим повече за социалната политика на Европейския съюз, не само заради кризата, а за да осигурим перспектива за европейските граждани, да се борим срещу бедността.

Докладът обръща внимание на много проблеми, на много проблемни групи, бих откритола два съществени.

Първо, ниското заплащане в системите на образованието, здравеопазването и социалните дейности. Нелогично е да говорим за интелигентен растеж, приобщаващ растеж, при положение че тези, от които зависи образователният и здравен статус на населението, самите те са с нисък стандарт.

Второ, една група, на която трябва да се обърне специално внимание, е тази на жените в селските региони. Често те биват изолирани и маргинализирани, лишени са от възможност да участват във формулирането на политиките в областта на селското стопанство, биват изолирани от системите на социално и здравно осигуряване, не получават реален достъп до програми за професионална квалификация и стимулиране на предприемачеството.

Обезлюдяването на селата и окрупняването на селското стопанство довежда селската жена до бедност и безперспективност.

4-075-000

**Danuta Jazłowiecka (PPE).** - Pani Przewodnicząca! Stwierdzenie, że obecny kryzys ekonomiczny spowodował ograniczenie dostępności usług opieki, jest truizmem. Oczywiście jest, że kłopoty budżetowe państw członkowskich wymusiły ogromne cięcia w wydatkach w sferze socjalnej. Pytanie, które nurtuje obecnie większość ekonomistów i polityków europejskich, dotyczy jednak tego, czy te cięcia nie były zbyt głębokie. Coraz więcej jest głosów wskazujących, że radykalne ograniczenie wydatków budżetowych pogłębiło jedynie kryzys i doprowadziło do zubożenia społeczeństwa.

Nie ma co ukrywać, że dużą część winy za to przypisuje się Komisji Europejskiej, która w ramach trojki narzucała określone rozwiązania. Nadszedł czas, aby dokonała ona autorefleksji i wyszła z propozycjami naprawy sytuacji. Zgadzam się z Jean Lambert, że warto wykorzystać do tego wnioski z Europejskiego Roku Aktywności Osób Starszych i Solidarności Międzypokoleniowej.

Warto też, aby programy przygotowywane przez Komisję w ramach tzw. europejskiego semestru skupiały się nie tylko na stabilności finansowej, ale brały również pod uwagę długofalowe inwestycje społeczne. Coraz bardziej bowiem widać, że podejmowane działania sanacyjne przynoszą krótkotrwałe oszczędności i niestety wywołują długofalowe problemy. Dzisiejsze zaniedbania w sferze ochrony zdrowia, zabezpieczenia społecznego czy wsparcia słabszych grup społecznych zmuszą kraje członkowskie w przyszłości do jeszcze większych wydatków. Dlatego też wszelkie działania oszczędnościowe muszą być robione rozsądnie i poprzedzone analizą potencjalnych problemów, jakie mogą wywołać w przyszłości.

4-076-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D).** - Sociálne nerovnosti v európskych regiónoch sa neustále prehľbujú a situácia medzi najzraniteľnejšími skupinami obyvateľov Únie sa zo dňa na deň zhoršuje.

Nič neriešiacimi škrtmi a úspornými opatreniami sme sa dopracovali k stavu, že chudobní sú ešte chudobnejší, zraniteľní ešte zraniteľnejší a mnohí európski občania nemajú prístup k základným službám zdravotnej starostlivosti či k službám sociálnej starostlivosti.

Nízky či chýbajúci príjem spôsobuje, že ľudia nemajú prístup ani len k základným službám, akou je napríklad vykurovanie. To má v súvislosti so zraniteľnou skupinou obyvateľstva, ako sú starší či chorí ľudia, extrémne negatívne následky.

Reakcia Európskej únie na krízu preto musí mať najmä sociálny rozmer. Škrty a úsporné opatrenia vlád dlhodobo a výrazne zhoršujú kvalitu života obyvateľov Európskej únie.

A tak sa pýtam, aké konkrétne účinné opatrenia, ktoré skutočne zlepšili situáciu z dlhodobého hľadiska, sme v poslednej dobe vlastne prijali? Európania sú skeptickí, mnohí žijú na hranici chudoby ďaleko za hranicou ľudskej dôstojnosti, nemajú prístup k liekom, základným službám a dnes už ani k práci.

4-077-000

**Hannu Takkula (ALDE).** - Arvoisa puhemies, voidaan sanoa näin, että yhteiskunnan todellinen sivistyksen mitta löytyy sitä kautta, millä tavalla me huolehdimme heikommassa asemassa olevista lähimmäisistämme. Näin ollen voidaan sanoa, että Euroopan unioni tai sen jäsenvaltiot ovat juuri niin vahvoja kuin niiden heikoin lenkki. Tässä suhteessa meillä on kyllä valtava sosiaalinen vastuu huolehtia siitä, että ne heikommassa asemassa olevat lähimmäisemme voivat myöskin saada hyvät palvelut siitä huolimatta, että me elämme tällä hetkellä taloudellisen taantuman aikaa.

Tietenkin tässä jäsenvaltioilla on se ensimmäinen rooli, mutta on toki huolehdittava myöskin siitä, että kun sisämarkkinoilla ollaan, Euroopan unionissa tehdään yhteistä politiikkaa, että jonkunlaisen parhaiden käytäntöjen vaihdon kautta, avoimen koordinaation kautta huolehditaan siitä, että elämässä pärjäämisen edellytykset voivat kaikilla Euroopan unionin kansalaisilla toteutua ja ennen muuta jokaisella Euroopan unionin kansalaisella on mahdollisuus ihmisarvoiseen ja hyvään elämään.

4-078-000

**Ruža Tomašić (ECR).** - Željela bih zahvaliti izvjestiteljici radi pokretanja ovog važnog pitanja i pozdravljam priliku rasprave o tome koji je način najbolji za postupanjem sa ranjivim grupama diljem Europske unije. Odredba o krizi važan je socijalni izazov s kojim se suočavaju mnoge zemlje članice Europske unije te jedna od onih odredaba koja se kreirala gotovo većinu ovoga desetljeća.

Dok potuno podupirem mnoge točke ovog izvješća, ne mogu poduprijeti poziv na inicijativu na nivou Europske unije koji bi uz najbolje namjere potencijalno mogao zaobići sposobnost država članica da financiraju i organiziraju odredbu o brizi utemeljenoj na njihovim vlastitim socijalnim potrebama. Važno je naći dobru ravnotežu između vrijednosti koje unapređuje Europska unija te kompetencija država članica.

Nažalost, ovo izvješće sadrži i neke paragrafe za koje vjerujem da bi mogli postaviti opasan presedan pozivom na jednolični koncept u koji se sve zemlje članice moraju uklopiti. EU ima izuzetno važnu ulogu u davanju dodatne vrijednosti područjima u kojima su zemlje članice već odradile svoj posao, što uključuje promicanje olakšavanja razmjene najbolje prakse te koordinaciju političkih inicijativa na način da se poduzmu koraci prema primjerenom funkcioniranju i privođenju kraju jedinstvenog tržišta i promoviranja mobilnosti, sve ono za što u potpunosti vjerujem da će pomoći državama članicama da se razvijaju, kreiraju nova radna mjesta, da na koncu pomognu onima kojima je pomoć najpotrebnija da dobiju priliku za postavljanje i podizanje iz siromaštva.

4-079-000

**Andreas Mölzer (NI).** - Frau Präsidentin! Zweieinhalb Millionen Menschen ohne Krankenversicherung, die sich einen Arztbesuch nicht leisten können, Krankenhäuser,

denen es an Ärzten und Medikamenten fehlt, Kinder, die nicht geimpft werden – das klingt nach einem Dritte-Welt-Land, tatsächlich jedoch sind das die Zustände im EU-Mitgliedstaat Griechenland! Würden sich nicht so viele Griechen zusammenschließen und Selbsthilfeinitiativen gründen, um Menschen in Not ärztliche Behandlung oder einfach nur Lebensmittel zur Verfügung zu stellen, gäbe es sicher längst eine massive humanitäre Krise. Frisch ausgebildetes medizinisches Personal, etwa für die Altenpflege, welches vor Ort seinen Lebensunterhalt nicht mehr verdienen kann, wandert zunehmend in andere EU-Staaten ab.

Wenn wir schon vom Zugang schutzbedürftiger Gruppen zu medizinischer Versorgung reden, dann sollten wir eben auch an die griechischen Kinder denken. Es ist eine Schande, dass die EU zwar jedem Krisengebiet in der Welt mit Medikamenten unter die Arme greift, dass beinahe jeder Asylwerber medizinische Grundversorgung erhält, dass Brüssel allerdings seinen eigenen Bürgern auf EU-Gebiet in einer schweren Stunde wenig oder zu wenig Hilfe angedeihen lässt. Europäische Solidarität sollte vielleicht weniger für die Bankenrettung instrumentalisiert werden, sondern eher für die Unterstützung und medizinische Versorgung von Kindern.

4-080-000

**Iosif Matula (PPE).** - Actuala criză economică a generat constrângeri bugetare în rândul sistemelor de sănătate din Europa. Presiunile financiare au condus la implementarea politicilor de austeritate, subminând, astfel, accesul universal și calitatea serviciilor, cu precădere pentru persoanele vulnerabile. Doresc să atrag atenția asupra unei situații grave existente în țara mea, România, cauzată de închiderea, în urmă cu aproape 2 ani, a Centrului de Patologie Neuromusculară „Dr. Radu Horia” din Vâlcele, județul Covasna. Ca urmare a desființării singurului spital de profil din țară, persoanele diagnosticate cu dizabilități neuromusculare sunt private de îngrijire medicală de specialitate. Acest spital trebuie redeschis urgent. Consider că ajustările bugetelor destinate sănătății publice nu trebuie să afecteze categoriile cele mai vulnerabile. Dimpotrivă, este important ca aceste categorii să constituie o prioritate. Se impune o reformă aprofundată în sprijinul sectoarelor serviciilor de sănătate și de îngrijire, care să fie completată de investiții publice sporite și mai eficiente, în vederea satisfacerii nevoilor cetățenilor, și, în special, a persoanelor vulnerabile.

4-081-000

**Phil Prendergast (S&D).** - Madam President, I would like to thank the rapporteur, Jean Lambert, for her wonderful work on this report, and also Marian Harkin, our own MEP, who works very hard on behalf of carers.

Carers are the forgotten workers, the people who look after their loved ones, seeking to create better value for money by using really limited resources effectively. They want to continue to prioritise service quality and continuity for the most vulnerable and they help to deliver strategic improvements in public policy. Every one euro spent on respite saves five euros in institutional care. Carers in Ireland provide 3.7 million hours a week.

These groups are dependent on financial support from fundraisers and a wide range of charities and local fundraising efforts. So funding for carers should be valued, evaluated, costed and red-circled, with built-in reviews. Carers need a break.

4-082-000

**Petru Constantin Luhan (PPE).** - Într-o perioadă în care criza economică și financiară persistă, se pare că persoanele afectate sunt și cele vulnerabile. Veniturile acestora au continuat să se deterioreze din acest punct de vedere și au afectat, în mare măsură, accesul la îngrijire. Consider că aceasta reprezintă o amenințare majoră pentru această categorie socială și Comisia Europeană, cât și guvernele naționale, trebuie să intre în acțiune și să implementeze măsuri noi. Combaterea sărăciei nu trebuie să se bazeze doar pe măsuri de austeritate, ci trebuie să se bazeze și pe o creștere economică, pe ocuparea forței de muncă, coroborat cu o protecție socială modernă și eficientă. Pentru aceasta, trebuie să depunem toate eforturile pentru o mai bună strategie între politicile europene și naționale, pentru eliminarea discrepanțelor dintre statele membre și, nu în ultimul rând, pentru promovarea unor parteneriate durabile la nivel internațional între instituțiile implicate, atât la nivel european, cât și la nivel național și regional.

4-083-000

**Antonio López-Istúriz White (PPE).** - Señora Presidenta, quisiera simplemente añadir que estas cuestiones a veces la izquierda las utiliza en detrimento de la actividad que están realizando los Gobiernos, por ejemplo el Partido Popular Europeo, en España, donde dedicamos especial interés a las cuestiones sociales, debido también a la crisis que nos ha afectado, y así lo está demostrando mi Gobierno.

Estamos colaborando desde aquí también en cuestiones tan importantes, por ejemplo, la de los niños, que es un sector de la población muy afectado. Estamos proporcionando también ahora las líneas de comunicación europeas, como el teléfono 116, para que los niños puedan expresar todas las cuestiones que están sufriendo en estos momentos. Puede tratarse de maltrato, de secuestros, etc.

Está sucediendo mucho en la Unión Europea; es una población también muy afectada y me gustaría, en esta intervención, pedir que esta cuestión sea abordada realmente como una prioridad, que sé que lo es para la Comisión Europea. También me gustaría que en este Parlamento discutiéramos mucho más sobre ello y aportáramos ese tipo de decisiones.

4-084-000

(Τέλος παρεμβάσεων με τη διαδικασία "catch the eye")

4-085-000

**Johannes Hahn,** *Mitglied der Kommission* . – Frau Präsidentin! Ich möchte meine Gesamtredezeit nicht überschreiten, daher möchte ich eigentlich nur noch einmal meinen Dank für die engagierte Diskussion heute, für den Bericht in Summe, der ganz wichtige Impulse für unsere Arbeit liefern wird, zum Ausdruck bringen.

Ich möchte nochmals in Erinnerung rufen, dass die Bekämpfung der Armut eines der zentralen Ziele der Europa-2020-Strategie ist. Das führt eben dazu, dass auch erhebliche Mittel gerade im Kohäsionsbereich dafür bereitgestellt werden und das eine der thematischen Konzentrationen darstellt. Insofern bin ich überzeugt, dass wir in den nächsten Jahren diesbezüglich signifikante Fortschritte im Interesse unserer Bürgerinnen und Bürger erzielen werden.

4-086-000

**Jean Lambert**, *rapporteur*. – Madam President, my thanks to colleagues who have taken part in today's discussion. I think we have a great deal of consensus here. I just want to reiterate certain of the points, such as the issue of the social impact assessment of cuts that have been made. I think this is coming through as something which people feel is extremely important. I know that it was said that it was almost as if we were demanding of Member States that they do additional homework that we should not be asking them to do. Well, in my earlier life I was a teacher, so maybe I am used to asking people to do homework, but it is also the fact that our Member States have signed up and made a number of commitments.

It was pointed out that they signed up to the UN Convention on the Rights of People with Disabilities. That carries certain responsibilities and implications with it but, even in terms of the national reform plans, there are certain things there which our Member States have agreed to do and agreed to share, and therefore the issue – whether it is about benchmarking, impact assessment or whatever – is about taking account of what they are doing and looking at how they are going to deal with the effects of that in terms of the anti-poverty targets, in terms also, as many have stressed, of the issues of human dignity and indeed what we consider to be solidarity within the European Union and acceptable standards, which I think is extremely important.

The issue about the growing inequalities is also something that I think we should really be concerned about. We are well aware of what the adverse impacts of health inequalities are for people's life chances. There is a lot I think that can be done, even if you are not looking at particularly radical reform: at least close the gaps in systems that allow people to fall through them and lose their right to access care – people who were maybe working on temporary contracts or whatever and who therefore do not actually gain the health benefits that they might otherwise have done in full-term contracts. There are things that can be done to reduce the gaps, to reduce the barriers in terms of access to care.

A lot of points have been made, as well, about the role of carers themselves. It is true – we have heard the figures from all of our Member States about what it actually saves public services when people are caring on an informal basis – but that does need to be recognised. People should not be asked to give up their opportunities to work – their own work-life balance, as it were – to provide that ongoing service without some form of recognition. Recognition within the pension system was mentioned, but it is also extremely important in terms of the support and the care of carers.

There is more that can be done as well, we believe, in terms of actually improving the quality, the decent work side, of those who are providing care on a paid basis. Given the future demands that we have seen, we need to address that very rapidly. Yes, there is money there from the Cohesion Fund, not as much as many of us would have liked, but again that was a political choice made by our national governments, and indeed some in Parliament, but we ought to make sure that this money is spent effectively and to the maximum. Thank you again for the debate and we look forward to the follow-up action on this.

4-087-000

**Πρόεδρος**. - Η συζήτηση έληξε.

Η ψηφοφορία θα διεξαχθεί σήμερα στις 12.00.



**Γραπτές δηλώσεις (άρθρο 149)**

4-087-250

**Minodora Cliveti (S&D)**, *în scris*. – În mai multe state membre, inegalitățile sunt în continuă creștere din cauza înrăutățirii situației celor mai sărace și mai defavorizate persoane din aceste state. În 2011, aproximativ 24,2 % din populația UE era considerată ca aflându-se în situație de risc de sărăcie sau excluziune socială. Un rol important îl joacă serviciile publice în domenii esențiale pentru bunăstare, inclusiv sănătate, educație, justiție, apă, locuințe, transport și asistență în favoarea copiilor și a persoanelor în vârstă. Comisia și statele membre trebuie să stabilească priorități pentru a elimina carențele și a furniza acces efectiv la servicii medicale pentru grupurile vulnerabile, inclusiv femeile sărace, migranții și romii în ceea ce privește protecția socială în domeniul sănătății, garantând disponibilitatea, accesibilitatea ca preț și calitatea îngrijirilor de sănătate, precum și finanțarea adecvată în toate regiunile geografice. De asemenea, prestarea de servicii mobile este importantă pentru a aduce serviciile la cei care le solicită, în zonele urbane și rurale. Comisia și statele membre trebuie să stabilească priorități, să reducă diferențele dintre bărbați și femei și să asigure accesul efectiv al femeilor la serviciile de sănătate și planificare familială, precum și să acorde o atenție specială altor grupuri vulnerabile și defavorizate care au nevoie de protecție socială în domeniul sănătății.

4-087-500

**Sergio Gaetano Cofferati (S&D)**, *per iscritto*. – È timore diffuso che la crisi che stiamo vivendo in questi anni non abbia ancora dispiegato i suoi effetti più duri. Le politiche fin qui messe in campo si sono rivelate inefficaci nel contrastarne gli effetti sociali più gravi ed, in molti casi, hanno avuto effetti controproducenti portando ad un netto peggioramento le situazioni di maggiore debolezza. Le situazioni di maggiore vulnerabilità sono quelle che hanno visto gli effetti peggiori della crisi perché, ad una situazione di debolezza iniziale, si sono da subito aggiunti gli effetti di tagli lineari a servizi essenziali. Tra questi i servizi sanitari e l'accesso universale alle cure dovrebbero essere considerati come elementi non negoziabili, il cui mantenimento e la cui apertura sono essenziali per ampie fasce della popolazione europea. La via dell'austerità è sbagliata ed economicamente inefficace, ma oltre a questo rischia di acuire ingiustizie e sofferenze; l'Europa, anche e soprattutto in un momento di crisi, deve difendere e rafforzare il suo modello sociale, è infatti questo l'unico modo per definire in maniera equa l'uscita dalla crisi.

4-087-750

**Valdemar Tomaševski (ECR)**, *na písmie*. – Panie Przewodniczący! Nie ulega wątpliwości, że kryzys gospodarczy, który przeżywa Unia Europejska, ma negatywny wpływ na dostęp słabszych grup społecznych do opieki. Niepokojące jest wprowadzanie środków oszczędnościowych, które w sposób bezpośredni lub pośredni dotyczą tę grupę osób. Dlatego należałoby przededefiniować priorytety walki z kryzysem tak, aby wymiar społeczny stanowił nieodłączny element działań Unii podejmowanych w reakcji na kryzys.

Na wsparcie zasługuje szczególnie sektor usług opiekuńczych dla osób starszych, osób niepełnosprawnych fizycznie lub mających trudności w uczeniu się. Oszczędności nie mogą dotyczyć projektów wspierających dzieci i młodzież, a także osoby o szczególnych potrzebach socjalnych. Cięcia w wydatkach nie powinny dotyczyć osób wymagających opieki oraz osób ją zapewniających. Walka z pogłębiającym się ubóstwem i wykluczeniem społecznym powinna stać się domeną nie tylko poszczególnych państw, ale też instytucji

unijnych. Dlatego propozycje sprawozdawcy, w których zawarty jest apel do Komisji i Rady o podjęcie działań mających na celu zwiększenie finansowania dla programów ukierunkowanych na słabsze grupy społeczne, są warte poparcia.

Nie można się jednak zgodzić z tezą, że niektóre systemy zabezpieczenia społecznego, których struktura opiera się na koncepcji rodziny, są mniej zdolne do radzenia sobie ze zwiększonymi trudnościami wynikającymi z kryzysu. Jest to podejście błędne, gdyż to rodzina stanowi podstawę wsparcia i pierwszą pomoc dla osób znajdujących się w trudnej sytuacji życiowej.

## 10. Ευρωπαϊκός αριθμός έκτακτης ανάγκης 112 (συζήτηση)

4-089-000

**Πρόεδρος.** - Το επόμενο σημείο στην ημερήσια διάταξη είναι η συζήτηση επί της ερώτησης με αίτημα προφορικής απάντησης προς την Επιτροπή σχετικά με τον Ευρωπαϊκό αριθμό έκτακτης ανάγκης 112: μη εφαρμογή του ψηφίσματος του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου, της 5<sup>ης</sup> Ιουλίου 2001, και του άρθρου 26 της οδηγίας 2009/136/EK των Sonia Alfano, Marc Tarabella, Alain Cadec, Isabelle Durant, Bernadette Vergnaud, Carlos Coelho, Cristian Silviu Buşoi, Claudette Abela Baldacchino, Amelia Andersdotter, Eric Andrieu, Elena Oana Antonescu, Κρίτωνα Αρσένη, Liam Aylward, Zoltán Bagó, Zigmantas Balčytis, Burkhard Balz, Erik Bánki, Elena Băsescu, Regina Bastos, Catherine Bearder, Heinz K. Becker, Ivo Belet, Sandrine Bélier, Jean-Luc Bennahmias, Phil Bennion, Izaskun Bilbao Barandica, Lothar Bisky, Philippe Boulland, Maria Da Graça Carvalho, Françoise Castex, Lara Comi, Emer Costello, Jean Louis Cottigny, Jürgen Creutzmann, Vasilica Viorica Dăncilă, Chris Davies, Susy De Martini, Marielle de Sarnez, Anne Delvaux, Mark Demesmaeker, Christian Ehler, Ioan Enciu, Ismail Ertug, Sari Essayah, Tanja Fajon, João Ferreira, Knut Fleckenstein, Gaston Franco, Mariya Gabriel, Pat the Cope Gallagher, Ildikó Gáll-Pelcz, Μαριέττα Γιαννάκου, Catherine Grèze, Nathalie Griesbeck, Matthias Groote, Françoise Grossetête, Sylvie Guillaume, Fiona Hall, Małgorzata Handzlik, Malcolm Harbour, Marian Harkin, Jolanta Emilia Hibner, Jim Higgins, Vincenzo Iovine, Liisa Jaakonsaari, Lívia Járóka, Krišjānis Kariņš, Martin Kastler, Tunne Kelam, Seán Kelly, Evgeni Kirilov, Mojca Kleva Kekuš, Jürgen Klute, Dieter-Lebrecht Koch, Eija-Riitta Korhola, Ádám Kósa, Jan Kozłowski, Ρόδης Κράτσα-Τσαγκαροπούλου, Agnès Le Brun, Jo Leinen, Corinne Lepage, Eva Lichtenberger, Krzysztof Lisek, Monica Luisa Macovei, Ramona Nicole Mănescu, Marian-Jean Marinescu, Hans-Peter Martin, Jiří Maštálka, Véronique Mathieu Houillon, Marisa Matias, Hans-Peter Mayer, Erminia Mazzoni, Mairead McGuinness, Gesine Meissner, Louis Michel, Ana Miranda, Gay Mitchell, Elisabeth Morin-Chartier, Norbert Neuser, Katarína Neveďalová, Rareş-Lucian Niculescu, Miroslav Ouzký, Ivari Padar, Rolandas Paksas, Αντιγόνης Παπαδοπούλου, Antonia Parvanova, Sirpa Pietikäinen, Pavel Poc, Maurice Ponga, Phil Prendergast, Franck Proust, Mitro Repo, Michèle Rivasi, Robert Rochefort, Ulrike Rodust, Marie-Thérèse Sanchez-Schmid, Petri Sarvamaa, Jacek Saryusz-Wolski, Vilja Savisaar-Toomast, Olga Sehnalová, Joanna Senyszyn, Bart Staes, Γεωργίου Σταυρακάκη, László Surján, Csaba Sándor Tabajdi, Hannu Takkula, Claudiu Ciprian Tănăsescu, Isabelle Thomas, Róza Gräfin von Thun und Hohenstein, Catherine Trautmann, Ramon Tremosa i Balcells, Rafał Trzaskowski, Ιωάννη Α. Τσουκαλά, Ivo Vajgl, Adina-Ioana Vălean, Lambert van Nistelrooij, Alejo Vidal-Quadras, Axel Voss, Henri Weber, Josef Weidenholzer, Sabine Wils, Hermann Winkler, Iuliu Winkler, Anna Záborská, Andrea Zannoni, Gabriele Zimmer, Niccolò Rinaldi, Malika Benarab-Attou, Tiziano Motti και Monika Flašíková Beňová (O-000064/2013 – B7-0212/2013).

4-090-000

**Fiona Hall,** *author* . – Madam President, I have used the 112 number. My assistant has used it too. I wonder how many other people here have done so.

When I had to use the number I was very glad I knew that it was 112. But half of the British people who travelled to another EU country last year did not know that number. So we need to do more work on promoting 112 in an effective way, and I would like to hear from the Commission on how they intend to galvanise Member States to do this.

However, the main aspect of the oral question that I want to focus on concerns access for people with disabilities. Millions of EU citizens do not have access to 112 at present because they are deaf or hard of hearing or have speech difficulties. They are currently denied the right to an efficient rescue service because 112 is currently only a voice service in most countries.

In its Written Declaration no 35/2011, Parliament urged the Commission to ensure equal access to 112 for disabled users. The Commission funded the REACH 112 project some years ago, which concluded that deaf and hard-of-hearing people would not enjoy an accessible 112 until the Next Generation 112 service based on Internet protocol technology was deployed. Such a service could also provide more data to emergency call centres' personnel in cases of emergency.

In its 5 July 2011 resolution, Parliament also asked for funds to be allocated specifically to support the testing and implementation of innovative services based on voiceover Internet and Internet protocol access to 112, which could be initiated through network-independent applications in anticipation of the establishment of the Next Generation 112 system in the EU. Such a testing programme would also provide guidance on the regulations that could apply to voiceover Internet providers and network operators.

I would be grateful if the Commission could tell us about the specific steps that have been taken to support the deployment of the Next Generation 112 service in Europe and also the time frame for funding this important programme.

4-091-000

**Hannu Takkula,** *laatija* . – Arvoisa puhemies, on aivan totta, että tämä kysymys eurooppalaisesta hätänumerosta 112 on erittäin ajankohtainen ja tärkeä. Parlamenttihan teki tästä päätöksen 5. heinäkuuta 2011 ja näin ollen on odotettu, että se lähtisi asianmukaisesti toimimaan eri puolilla Eurooppaa, mutta tämä täytäntöönpano on viivästynyt ja tietenkin tässä on se iso kysymys meillä komission suuntaan: Miksi?

Kysymys on kuitenkin erittäin tärkeästi EU-kansalaisten turvallisuudesta. Varsinkin erityistilanteissa, katastrofin yllättäessä tarvitaan toimivaa järjestelmää, jonka kansalaiset yleisesti tietävät ja tuntevat ja näin ollen, joka myöskin sitten takaa avun nopeasti ja luotettavasti. Kun tarvitaan apua, niin kansalaisten on pystyttävä luottamaan siihen, että se järjestelmä myöskin toimii ja että se on sujuvaa. Voi sanoa näin, että monta kertaa näissä tilanteissa, kun tätä järjestelmää tarvitaan, on todella tosi kysymyksessä. On kysymyksessä ihmisten terveys tai jopa henki.

Myöskin se on muistettava, että liikkuvuus on yksi iso asia tämän päivän Euroopan unionissa. Meillä on vapaa liikkuvuus, ja senkin vuoksi on erittäin tärkeää, että näitä 112-palveluita kehitetään. Nimittäin on tärkeää myös, että EU-kansalaiset voivat saada ainakin muutamalla kielellä sen palvelun. Näin tiedän suomalaisena, että kun täällä

Ranskassa esimerkiksi pyrkii saamaan palveluja, niin täällä ei saa yleensä millään muulla kielellä kuin ranskalla.

Olisi tärkeätä kyllä, että noissa keskuksissa olevat ihmiset, jotka ovat 112-numeron palveluksessa, he voisivat puhua ainakin englantia, saksaa, ranskaa, näitä suurimpia eurooppalaisia kieliä, eikä niin, että heidän kielitaitonsa on myöskin rajattu. Tähän olisi hyvä myöskin kiinnittää huomiota, koska se on tärkeä asia. Toki jokaisessa jäsenvaltiossa on sitten saatava palvelu kaikilla jäsenvaltion virallisilla kielillä, niin kuin Suomessa suomeksi, ruotsiksi ja saameksi, mutta lähtökohtaisesti myöskin olisi hyvä, että tämä kielikysymys huomioitaisiin ja sitä kautta se pystyisi palvelemaan laajemmin.

Tarvitaan siis myös tehokkaampaa tiedottamista tästä asiasta, että kaikille ihmisille tulee tietoon, että on olemassa tämä 112-palvelu. Tällä hetkellä nuo tutkimukset kertovat, että yllättävän vähän, vain jopa noin puolet Euroopan unionin kansalaisista, tietävät tämän palvelun. Tässäkin suhteessa toivon, että komissio sitten nopeasti laittaa asian täytäntöön ja myöskin tehostaa tätä tiedottamista.

4-092-000

**Johannes Hahn**, *Member of the Commission*. – Madam President, the Commission is firmly committed to ensuring better awareness and implementation of 112 in Member States. Meanwhile the Commission has taken a number of initiatives to address the issues raised by Parliament.

We agree that the Commission has a role to play in supporting Member States' efforts to promote 112. Together with Vice-President Kallas, we invited transport companies to join a year-long campaign to raise the awareness of customers when travelling in another Member State. This year we have extended the initiative to travel agencies and tour operators. The Commission, together with the authorities, produced a video campaign in Greece. We intend to promote this approach in other Member States where awareness is low.

Caller location is an important element for effective access to emergency services. The regulatory authorities in Member States are responsible for defining criteria for accuracy and reliability of caller location information. Taking into account the ongoing expert work in CEPT, the Commission is working with Member States to build a common understanding on requirements for this criterion.

As a follow-up to last year's COCOM 112 implementation report, Neelie Kroes' services, together with Member States, have developed a set of key performance indicators (known as KPIs) to facilitate comparison of data on the implementation of 112. Building on last year's pilot, we will now refocus our reporting exercise on the KPIs. We will thus have more transparency and comparability on the performance of emergency access services in Member States.

Parliament's call for an independent evaluation of the quality of service and the deployment of a reverse 112 system is very much in the remit of Member States. As for providing a platform to share best practices, the expert group on emergency access is serving this purpose.

An EU-funded project has provided valuable input to improve accessibility for disabled end users. Pilot projects in five Member States have demonstrated the maturity of total

conversation technology – combining voice, text and video, including the use of relay services and access to 112. Further standardisation efforts are underway.

4-093-000

**Andreas Schwab**, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Frau Präsidentin, Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich bin den Initiatoren dieser mündlichen Anfrage außerordentlich dankbar. Nehmen Sie doch ein Stück weit das auf, was Frau Kollegin Rapti und Frau Kollegin Thun und Hohenstein für den Ausschuss für Binnenmarkt und Verbraucherschutz vor einigen Monaten bereits in einem Initiativbericht angesprochen haben.

Herr Kommissar, wir haben heute Morgen über den digitalen Binnenmarkt gesprochen und über die Schwierigkeiten, die sich uns stellen, diesen digitalen Binnenmarkt zu vollenden. Wir sehen am Beispiel der Rufnummer 112, dass Verbraucherinnen und Verbraucher, die grenzüberschreitend beispielsweise in Urlaub fahren und in einer solchen Situation hoffentlich möglichst selten, aber im Einzelfall eben doch Hilfe brauchen, am Ende an den alten Grenzen der Mitgliedstaaten scheitern. Deswegen zeigt das Beispiel der Notrufnummer 112, die ja noch immer nicht in allen Mitgliedstaaten in der Weise verfügbar ist, wie es für die Verbraucherinnen und Verbraucher günstig wäre, dass wir den Druck – und da bitte ich dringend auch Sie, Herr Kommissar Hahn, uns zu helfen – auf die Mitgliedstaaten aufrechterhalten müssen, diese Barrieren, die im Binnenmarkt an dieser Stelle immer noch bestehen, dringend abzubauen und dazu beizutragen, dass das, was auch Kollege Takkula vorhin gesagt hat, am Ende tatsächlich möglich wird, vor allem eben auch die Anpassungen an die unterschiedlichen Sprachen der Anrufer. Heute ist das System ja im Prinzip nur für diejenigen Verbraucherinnen und Verbraucher verfügbar, die die Sprache beherrschen, die im jeweiligen Mitgliedstaat gesprochen wird. Das wird langfristig kein System sein, das uns zufriedenstellt. Auch das Projekt eCall, ein technisches Projekt in den Kfz, wird diesen Missstand nicht beheben können. Deswegen werden wir weiter politisch daran arbeiten müssen.

4-094-000

**Olga Sehnalová**, *za skupinu S&D*. – Paní předsedající, evropské tísňové číslo 112 považuji skutečně za jednu z nejvýznamnějších evropských iniciativ ke zvýšení bezpečnosti občanů. 112 je k dispozici zdarma každému volajícímu v případě nebezpečí či nouze, a to kdekoli v EU.

Přestože se celoevropská linka tísňového volání těší ukotvení v právním rámci EU i přes nesporné výhody, které občanům přináší, stále existují překážky v jejím používání a prosazení. Už jsme to slyšeli. Problémem je nedostatečná implementace směrnice z roku 2009 ze strany členských států i pokrok Komise v souvislosti s jejím prováděním.

Zmíním dva konkrétní aspekty. O jednom z nich mluvila paní Hall. Ačkoliv je podle článku 26 směrnice garantován rovný přístup ke službě 112 občanům se zdravotním postižením, na začátku roku 2013 byla možnost dovolat se na tísňové číslo jinak než pomocí hlasu přístupná pouze ve 12 členských státech. Milionům osob s postižením je tak odepřen přístup k této službě.

Druhý aspekt, jako zpravodajka Evropského parlamentu pro zavedení systému e-call – automatického přivolání pomoci v případě nehody vozidla – musím rovněž připomenout, že e-call, který má dle návrhu Komise začít fungovat od roku 2015 v celé Evropské unii i dalších zemích, je přímo závislý na správném fungování evropského čísla tísňového volání

112. Zajímá mne proto, jak hodlá Komise v souvislosti s e-callem konkrétně podpořit vytvoření potřebné fungující veřejné infrastruktury k řádnému přijímání a vyřizování nouzových hovorů.

4-095-000

**Phil Bennion**, *on behalf of the ALDE Group* . – Madam President, how many European citizens, including UK citizens for that matter, know that wherever they are in the European Union they should be able to reach emergency services using the 112 number? And I do say 'should'. It is one of the really concrete tools that we offer citizens and it can protect, it can help their security when travelling around Europe and even save lives in certain circumstances.

But there is a big issue of awareness of 112. The citizen is simply not aware of this service. There is also a big problem with the Member States and their implementation. The Commission has so far launched 17 infringement procedures against 15 countries, due to either lack of availability, lack of caller location, or inappropriate handling of 112 calls.

The implementation of 112 is crucial if we also want to development eCall, as Mrs Sehnalová has just pointed out. This system is installed in cars and it is triggered if an accident takes place. We need to make sure that Member States improve the functioning of 112 so that it is able to handle these automatic calls from cars before – and I have said this in previous debates – before it becomes mandatory for all new cars to have this system installed.

A further point is mobile coverage. Given that you still need to be able to make a mobile phone call to reach 112. I would like to ask the Commission two questions: have the Member States really made their systems ready to deal with 112 calls and eCalls and, also, given the massive cuts in the Connecting Europe facility, what are the future plans of the Commission with regard to mobile coverage across Europe, particularly in rural areas where we know that currently mobile coverage is very patchy?

This system is simply not going to have the confidence of the people if it does not work simply because in many areas there is no mobile coverage.

4-096-000

**Isabelle Durant**, *au nom du groupe Verts/ALE* . – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, personnellement, j'ai un peu de mal à comprendre comment, dans certains domaines, on avance à toute vitesse, on met une pression maximale – si je prends les exemples des trajectoires budgétaires ou d'autres domaines, où la pression sur les États membres et la pression à l'efficacité de mettre en place une mesure est extrêmement grande.

Ici, en revanche, je ne comprends pas comment, après tant d'années, nous nous trouvons toujours dans la même situation, à savoir que le 112 est connu, au mieux, par un citoyen sur quatre dans l'Union européenne.

Et donc, vous nous indiquez un certain nombre de pistes suivies par la Commission sur lesquelles, en tout cas, j'aimerais des précisions, à la fois sur la manière d'organiser de façon un peu plus transdisciplinaire les différentes DG de la Commission qui ont à s'entendre pour essayer de faire avancer les choses – on a cité quelques exemples. Mais aussi, ce serait bien de nous dire, par exemple, si le problème est dans les États membres. Si tel est le cas, dites-le nous, de manière à ce que nous puissions relayer dans nos États membres la nécessité d'avancer sur un certain nombre d'aspects qui seraient problématiques.

Troisième chose, je pense qu'il extrêmement préoccupant qu'à l'époque où les technologies au 21e siècle sont ce qu'elles sont, que nous soyions, nous, Européens, incapables d'avoir un numéro à la fois connu et fonctionnel sur notre territoire. Ce n'est pas acceptable.

Donc, je crois vraiment qu'il faut que la Commission, à son niveau, se mette une pression maximale pour obtenir des résultats rapides qui ne se résument pas à des indicateurs de performances, mais une vraie pression interdisciplinaire des différentes DG de la Commission est nécessaire pour que, dans quelques années enfin, ce numéro soit fonctionnel pour tous les citoyens européens.

4-097-000

**Malcolm Harbour**, *on behalf of the ECR Group* . – Madam President, in a way it is disappointing that yet again this Parliament has to keep pressure on the Commission on this crucial issue. I pay tribute to colleagues who have worked on this but – given that the Universal Service Directive, on which I was the rapporteur, was passed in 2002 and called for the full implementation of 112 including caller location information, and that this call was supplemented by my report on reforming universal service provision in 2009, and also by Mr Schwaab's contribution to the Consumer Rights Directive – is it not about time that Member States stepped up to accept their responsibility?

I want to talk about something that my colleagues have not talked about, which is this question of caller location data, offering the fantastic possibility of additional information to help people in an emergency. It will be vital indeed for the eCall services which Mr Bennion talked about earlier. Provision for this was clearly in the 2002 text, and Member States were asked to get together to come up with common technical standards for reliable, speedy and accurate information. They have yet to do so, although we know the necessary technology is available. I insist that the Commission should get its act together on the technical standards for caller location, in conjunction with eCall, as soon as possible, and that we should not accept any further unnecessary delays.

4-098-000

**Martina Anderson**, *on behalf of the GUE/NGL Group* . – Madam President, we need to be able to give the 112 number the attention and promotion it deserves, and to that end I would like to ask the Commissioner what else could be done.

Although in 2011 the European Parliament adopted a resolution on this 112 emergency number which called for greater implementation and promotion of the number, the results have unfortunately been uneven and insufficient as far as you have heard in this Chamber today.

It is to be regretted that in a recent Eurobarometer survey just over a quarter of respondents could correctly identify 112 as a number to call anywhere in Europe in case of an emergency. Indeed in my own country, Ireland, just 14% of the population when asked could say that they received any information on the number, despite the expectation that Member States and governments would inform their citizens of its existence. This is one of the worst levels in Europe but many other countries are doing little better.

As we approach the holiday season, with millions of Europeans travelling abroad with family members young and old, it is pertinent to remember the importance of 112, which evidently needs more promotion. Now I recently became a 112 champion as I want to play my part in raising awareness but I also share the concerns that were expressed by Ms

Hall in her contribution about the importance of equal access to 112 for those who are deaf or hard of hearing.

4-099-000

**Róża Gräfin von Thun und Hohenstein (PPE).** - Pani Przewodnicząca! Dane europejskie są właściwie strasznie ponure, jeśli chodzi o wypadki na drogach. Pokazują, że ok. 40 tysięcy Europejczyków traci życie w wypadkach drogowych i liczy się, że ok. 150 tysięcy Europejczyków rocznie zostaje inwalidami, a prognozy wskazują na to, że wypadki drogowe były 9. przyczyną śmierci w roku 2004, a do roku 2020 awansują na trzecie miejsce. To nie są bardzo wesołe dane w czasie i w momencie, kiedy miliony Europejczyków wyruszają samochodami na wakacje. Funkcjonujący numer 112 może uratować tysiące osób, ich życie i zdrowie. Zgadzam się z głosami moich przedmówców. Cieszę się z obu inicjatyw Komisji Europejskiej dotyczących e-call. E-call może ratować, liczy się, że prawie 3 tysiące osób rocznie, ale on nigdy nie zadziała, jeżeli nie będzie działał numer 112, łatwy w użyciu, znany wszystkim, pokrywający całą przestrzeń europejską. To jest sprawa dla nas dzisiaj akurat ogromnej wagi.

4-100-000

**Marc Tarabella (S&D).** - Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, tous les collègues vont dans le même sens. Le constat est chaque fois le même: la connaissance du 112 stagne, cela a été dit. Un citoyen sur quatre en moyenne connaît le 112. Les critères de précision de la localisation, que rappelait Malcolm Harbour très justement, n'ont pas été définis; le fonctionnement du système dans son ensemble est encore imparfait dans de nombreux États membres.

A contrario, pour l'eCall, supporté par la Commission, tout a été plus simple et plus vite. Les députés ont été conviés aux groupes de travail organisés par la Commission, ce qui n'a pas du tout été le cas pour le 112, puisque l'accès leur a souvent été refusé aux réunions, qui étaient d'ailleurs organisées à Bruxelles, lorsque nous étions à Strasbourg.

Tout cela m'amène à poser les quelques questions suivantes. Premièrement, j'aimerais vous demander si la Commission a quelque chose à cacher en ce qui concerne le 112, vu les maigres progrès que l'on a accomplis. On pourrait progresser beaucoup plus vite, clairement. Ensuite, quel est le budget annuel affecté au numéro d'urgence européen par rapport à celui de l'eCall? Pouvez-vous nous donner un comparatif? Par ailleurs, quelle structure avez-vous mise en place pour favoriser la coopération entre les différents services de la Commission sur ce sujet? Et, enfin, quel budget affectez-vous chaque année au financement des projets sur le 112?

C'est là un dossier emblématique, qui donnerait un signal clair aux citoyens, dans une période troublée, dans une période où les citoyens doutent de l'efficacité européenne. Voilà un bel exemple de dossier où il faudrait se hâter pour montrer aux citoyens que l'Europe est un plus et que l'on peut faire beaucoup de choses pour eux, surtout quand ils sont dans une situation de détresse, telle qu'une situation dans laquelle ils doivent faire appel aux urgences.

C'est vraiment un dossier dans lequel, Monsieur le Commissaire, je pense qu'il faut se hâter maintenant. J'espère que vous nous donnerez des informations encourageantes à cet égard.



4-101-000

**Marian Harkin (ALDE).** - Madam President, Article 26(3) of the Universal Service Directive provides that 'Member States shall ensure that calls to the single European emergency number "112" are appropriately answered and handled in a manner best suited to the national organisation of emergency systems'.

Citizens need to feel secure, they need to feel confident when they ring 112, because it could literally be a matter of life or death. Therefore we have to be able to guarantee the quality of the service. I believe the only way we can guarantee the quality of the service is to gather and publish data on how well it works.

In that context I would like to ask the Commission: have the Commission or Member States compiled data on the time and effectiveness of answering and handling calls to 112 and other national emergency numbers for each Member State? How does the Commission ensure the effectiveness of answering and handling 112 calls as compared to national emergency numbers? Finally, Commissioner, for whatever data we have, did the methodology used guarantee the independence and objectivity of the comparison and where has that relevant data been published?

4-102-000

**Dieter-Lebrecht Koch (PPE).** - Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Haben Sie persönlich schon einen Schockzustand erlebt, vielleicht infolge eines schweren Unfalls oder einer lebensbedrohlichen Situation? Dann werden Sie sich sicherlich erinnern, dass Ihnen in diesem Moment weder Namen noch wichtige Telefonnummern einfielen. Gerade in der Urlaubszeit, in der Ferienzeit, in der z. B. ein Brite Urlaub in Polen und ein Lette Urlaub in Südfrankreich macht, ist die Frage, ob es eine europaweit funktionierende Notrufnummer gibt und wie sie lautet, immens wichtig. Jeder sollte sie kennen! Da in unserem offenen europäischen Binnenmarkt solche Situationen überall eintreten können, ist die einheitliche Notrufnummer 112 so bedeutsam.

Gerade auch zur Umsetzung des elektronischen Notrufs eCall, zu dem sich alle Mitgliedstaaten in einem *Memorandum of Understanding* verpflichtet haben, ist die einheitliche Notrufnummer von existentieller Bedeutung. Deshalb fordert das Europäische Parlament in seinem Initiativbericht zu eCall, dass dieser auf der Notrufnummer 112 beruht. Schließlich ist eCall ein Dienst im Sinne der Daseinsvorsorge und eine hoheitliche Aufgabe. Nur dadurch wird ein kostenloses, flächendeckendes Funktionieren ohne Diskriminierungen möglich.

Die Mitgliedstaaten haben großen Nachholbedarf bei der Ausrüstung ihrer Notrufzentralen mit Hard- und Software auf der Basis 112. Es ist an der Zeit, dass sie handeln. Kommission, was tun Sie dazu?

4-103-000

**Ismail Ertug (S&D).** - Frau Präsidentin, Herr Kommissar! Bereits 1991 haben sich die Mitgliedstaaten darauf verständigt, dass man eine einheitliche Euronotrufnummer benötigt. Trotz alledem, obwohl das sehr lange her ist, wissen nur knapp 25 % der EU-Bürger, dass es überhaupt diese einheitliche Nummer gibt. Ich denke, das muss sich ändern! Zum Beispiel in Italien, wo nur gerade 5 % der Menschen wissen, dass es diese Nummer gibt, im Vergleich zu Polen, wo es die Hälfte der Bevölkerung weiß. Das ist das eine, das sich ändern muss.

Ganz wichtig ist auch die Anruferlokalisierung. Wir müssen irgendwie Mittel und Wege finden, dass es im Ausland, wo es durchaus im Notfall Verständigungsschwierigkeiten gibt,

eine automatische Anruferlokalisierung gibt. Herr Kollege Koch hat es gesagt, wir haben im Verkehrsausschuss mit eCall einen ganz wichtigen Bereich, den wir umsetzen wollen.

Die Europäische Konferenz für Post und Telekommunikation wird nach meinem Kenntnisstand erst Ende 2014 einen Vorschlag machen, wie man damit umgehen muss. Dann frage ich mich aber, wenn die erst Ende 2014 mit dem Vorschlag kommen, bis wann die Kommission dann überhaupt in der Lage sein wird, hier eine vernünftige Vorschrift zu machen. Das ist meine erste Frage. Was will die Kommission dagegen tun, und wie will sie letztendlich in diesem Bereich tätig werden?

4-104-000

**Ildikó Gáll-Pelcz (PPE).** - Tisztelt biztos úr! Köszönöm a tájékoztatóját, és azt is, hogy fontosnak tarja ezt a kérdést, nem csak elméletileg, hanem gyakorlatban is. Egy folyamatos érkezés keretében szeretnék áttekinteni, hogy ez a segélyhívó szám, amely életet menthet, hogyan működik a tagállami gyakorlatban.

Engedje meg, hogy én is megosszam Önnel a saját tapasztalataimat. 2006-ban került bevezetésre Magyarországon ez a segélyhívó szám és 2012-től kezdve 19 millió eurót fordítottak arra a célra, hogy a korábbi hívószámokat megszüntessék, illetve kivezessék a rendszerből, és ez a szám igazából betölthesse a funkcióját. Azt gondolom, hogy ezeket a célkitűzéseket ösztönözni kell. Egyetértek Harbour elnök úrral, a XXI. században megengedhetetlen, hogy közös informatikai háttér nélkül működjön ez a rendszer, ami nem biztosítja az adatkeresés és a helymeghatározás fontosságát.

Csatlakozni szeretnék azon képviselőkhöz is, és hangsúlyozni szeretném azt, hogy egyenlő elérést kell biztosítani minden polgár számára. Akik fogyatékkal élnek még inkább nehéz helyzetbe kerülnek akkor, amikor ezt a segélyhívó számot szeretnék elérni és használni. Elmondom Önnek biztos úr, hogy a tapasztalataim nem kedvezőek. Néhány tagországban kipróbáltam, és eltérő módon kapcsol ez a hívószám és ad segítséget. Ez nem megfelelő eljárás mód ebben az esetben. Ennek az egységesítésére mindenféleképpen törekedni kell. Azt gondolom, hogy nagyon hasznos ez a vita, nagyon fontos ennek a vitának a célja. Minden képviselő ugyanazt mondja: várjuk a Bizottságtól azt, hogy az elismertsége és az ismertsége ennek a segélyhívó számnak nagyobb legyen, teljesebb körű legyen, ezért egyfajta tudatosításra van szükség ebben a rendszerben, amit azt gondolom, hogy nem a távoli jövőben, hanem a nagyon közeli jövőben kell biztosítani. Mi készek vagyunk erre az együttműködésre, de várjuk a Bizottságnak az irányító munkáját ebben a folyamatban.

4-105-000

**Josef Weidenholzer (S&D).** - Frau Präsidentin! Die Notrufnummer 112 ist eine sehr positive Errungenschaft. Kostenlos und unionsweit Nothilfe zu erreichen, könnte eine Erfolgsstory sein. Leider ist die Nummer unbekannt, ich habe das auch im Kollegenkreis überprüft. Sie ist nicht für alle zugänglich, vor allem nicht für Menschen mit Beeinträchtigungen. Sie ist auch ein Symbol für die Unfähigkeit Europas, Probleme zu lösen. Ich verstehe nicht, warum es nicht einmal möglich ist, eine gemeinsame Notrufnummer zustande zu bringen. Es könnte tatsächlich ein Symbol dafür sein, dass wir etwas Gemeinsames leisten können. In diesem Sinne halte ich es für sehr wichtig, das endlich durchzuziehen.

4-106-000

**Alain Cadec (PPE).** - Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, chers collègues, qui, parmi nous, ne s'est jamais retrouvé confronté à une situation d'urgence dans un pays étranger et s'est demandé quel numéro de secours appeler? Alors que les Européens sont de plus en plus mobiles à l'intérieur de l'Union, il fallait mettre fin à ce casse-tête.

Le 112 est la réponse à cette situation. Concrètement, de l'Espagne à la Finlande, en passant par la Pologne ou la République tchèque, ce numéro peut être utilisé pour contacter les secours dans tous les États membres de l'Union européenne. C'est un numéro gratuit, ce qui est, évidemment, un avantage considérable quand on sait que les frais d'itinérance sont toujours un problème pour les Européens qui voyagent dans un autre État membre de l'Union. Le 112 est donc un projet très concret, qui facilite grandement l'existence des citoyens.

À moins d'un an des élections européennes, il faut communiquer sur cette initiative utile aux citoyens. Le 112 ne doit pas être utilisé par les seuls fonctionnaires européens qui travaillent à Bruxelles et qui connaissent évidemment ce numéro. Il serait donc intéressant, Monsieur le Commissaire, que la Commission travaille à une large stratégie de communication, en particulier dans cette période estivale, pour essayer de promulguer ce numéro 112.

Ce numéro d'urgence, sous sa forme actuelle, doit encore être amélioré. Le fait que l'agent téléphonique ne parle que quelques-unes des langues de l'Union est un véritable frein à l'efficacité de ce lien d'urgence. Ce genre de situation contrevient, par ailleurs, au principe de multilinguisme qui préside au fonctionnement de l'Union européenne. La localisation des appels peut également être perfectionnée puisqu'on estime que, pour 6 millions d'appels par an, les services d'urgence perdent un temps vital pour localiser un interlocuteur. Or, ce qui est en jeu, parfois, ce sont des vies humaines. Il n'y a pas de temps à perdre.

Enfin, pour conclure, il est primordial de ne pas introduire de discriminations avec le 112 en nous assurant que les sourds et muets, qui sont des citoyens à part entière, puissent également bénéficier de ce service d'urgence. Quelques pays ont mis en place un système de sms de détresse, mais cette démarche gagnerait à être généralisée et systématisée.

Pour terminer, je dirai ceci: nous sommes bien à Strasbourg, mes chers collègues. Restons-y. C'est le siège de l'Union européenne!

4-107-000

*Παρεμβάσεις με τη διαδικασία "catch the eye"*

4-108-000

**Romana Jordan (PPE).** - Za komunikacijo z državljani veliko uporabljam družbena omrežja, ki so zame pomemben vir neodvisnih informacij o tem, kako ljudje ocenjujejo naše delo.

In tokrat sem jih povprašala po številki 112. Tudi sama sem bila presenečena, kajti še nikoli se mi niso tako množično odzvali kot tokrat. In občutek imam, da ljudje v Sloveniji, to je v državi, v kateri živim, zelo dobro poznajo to številko. Pisali so mi tudi o izkušnjah, ki jih imajo z njo in da so zelo dobre. Naklonjeni so takemu našemu sodelovanju.

Zato se tudi sama pridružujem številnim kolegom in pozivam Komisijo, da pripravi akcijski načrt, ki bo vseboval ukrepe, ki bodo uporabo številke 112 še izboljšali. Še posebej se mi

zdi pomembno izboljšati osveščenost, potem dodati informacijo o lokaciji klicatelja in pa omogočiti uporabo številke za ljudi s posebnimi potrebami. Zelo pomembno pa je tudi omogočiti večjezičnost, kajti to je pestrost in zaklad Evropske unije in ne sme omejevati naše skupne varnosti.

4-109-000

**Iosif Matula (PPE).** - Există, evident, multe deficiențe în ceea ce privește funcționarea numărului european de urgență. În primul rând, faptul că doar 27% din cetățenii europeni știu de existența acestui număr, în ciuda campaniei de informare desfășurate, îmi confirmă faptul că trebuie reanalizate metodele de diseminare a informației. Un alt aspect îngrijorător îl constituie metodele de localizare a apelanților. În primul rând, accesul la numărul de urgență al persoanelor cu dizabilități, precum și modul cum pot fi identificate. Pe de altă parte, am primit semnale prin care cetățenii europeni deplâng capacitatea limitată de localizare în zone izolate sau acolo unde nu pot fi furnizate repere stradale. O altă problemă constă în dificultatea accesului echipajelor de urgență la persoanele apelante. Sugerez autorităților locale și regionale să furnizeze planuri de acces alternative, pentru situații de urgență. În acest cadru aș dori să includ și corelarea planurilor menționate la nivel interregional și transfrontalier.

4-110-000

**Phil Prendergast (S&D).** - Madam President, like other speakers here this morning, I want to raise the problem of awareness of 112 numbers, because one out of five Irish people quoted an incorrect number when asked whether they knew what number to dial in an emergency. While the level of awareness has increased over the past few years we do need to keep spreading the word about this very simple and potentially life-saving three-digit number, especially as increasing numbers of young people are leaving to work and study on the continent.

The Commission must remain alert to implementation shortcomings and take action to broaden access to alternatives to voice calls for disabled users. Mobile network coverage gaps in remote and rural areas, as mentioned by other colleagues, remain an issue of serious concern. I wish, finally, to pay tribute to my colleague, Ms Sehnalová, for her work on automated vehicle calls in case of accidents and urge the Commission to act upon her conclusions.

4-111-000

**Seán Kelly (PPE).** - A Uachtaráin, gan dabht is ábhar an-tábhachtach é seo go háirithe maidir le daoine a bhíonn ag taisteal agus b'fhéidir gan aon ghaolta nó aon chairde acu mar gur féidir leo glaoch ar an uimhir 112 má bhíonn siad i ndainséar. Dá bhrí sin tá sé tábhachtach go mbeadh níos mó aird dírithe ar an uimhir seo.

Fáiltím roimh an méid a dúirt an Coimisinéir Hahn faoi na hiarrachtaí atá á ndéanamh aige, agus a bheidh á ndéanamh aige amach anseo, chun níos mó aird a dhíriú ar an uimhir 112. Tá sé sin an-tábhachtach.

Freisin, mar a dúirt Fiona Hall, caithfidh é a leathnú amach i dtreo is go bhfreastalóidh sé ar na daoine a bhfuil máchail orthu, go háirithe na daoine atá bodhar. Sin pointe an-tábhachtach.

An pointe a rinne Hannu Takkula: tá súil go mbeidh an tseirbhís ar fáil sna príomhtheangacha – Béarla, Fraincis agus Gearmáinis – agus b'fhéidir é a leathnú amach go dtí na teangacha eile níos déanaí.

4-112-000

**Michael Theurer (ALDE).** - Frau Präsidentin, Herr Kommissar! Die Notrufnummer 112 kann Leben retten! Wir haben ja glücklicherweise eine höhere Mobilität, die Reisefreiheit macht es möglich. Ich möchte an dieser Stelle aber auf die Subsidiarität eingehen. Es ist ja die Frage, warum das die Europäische Union machen muss. Die Mitgliedstaaten hätten das Ganze schon längst umsetzen können. Aber offensichtlich funktioniert das nicht. Es ist ein Armutszeugnis, dass die Mitgliedstaaten das alleine nicht hinbekommen. Ich finde es richtig, im Sinne der Bürgerrechte, im Sinne der Verbesserung der Notrufalarmierung und auch der Standortbestimmung, dass wir das einführen, aber ich möchte an dieser Stelle einfach sagen: Hier muss die EU jetzt im Dienste, im Interesse der Bürgerinnen und Bürger tätig werden, weil es die Mitgliedstaaten alleine nicht geschafft haben.

4-113-000

**Małgorzata Handzlik (PPE).** - Szanowna Pani Przewodnicząca! Ponownie dzisiaj rozmawiamy o problemie nie tyle braku przepisów, ale niedostatecznym poziomie ich wdrożenia. Od czasu przyjęcia rezolucji Parlamentu minęło kilka lat, a, jak pokazują dane, wielu Europejczyków wciąż nie wie o istnieniu numeru 112, zaś ci, którzy o nim wiedzą, często przekonują się, że system ten po prostu nie działa i zamiast szybkiej pomocy otrzymują radę, aby zadzwonić pod inny numer. Zadaję więc sobie pytanie, jakie konkretnie kroki i, przede wszystkim, kiedy zostaną podjęte, w szczególności, jeżeli chodzi o możliwość wykorzystywania numeru 112 w obie strony, czyli też na przykład do informowania obywateli o nadchodzącej klęsce żywiołowej.

Parlament przyjął też podczas tej sesji plenarnej rezolucję dotyczącą bezpieczeństwa ruchu drogowego, w której podkreśla konieczność instalowania systemu eCall w samochodach, co związane jest z użyciem numeru 112, tak aby jak najszybciej informować odpowiednie służby o wypadku, a dzięki temu aby one mogły szybciej reagować. Do tego potrzebne jest jednak wdrożenie systemu numeru 112. Komisja przyjęła już odpowiednie propozycje, ale znowu pojawia się pytanie o kwestię wdrożenia. Proszę Komisję o ustosunkowanie się do tej kwestii.

4-114-000

**Franz Obermayr (NI).** - Frau Präsidentin! Grundsätzlich ist eine europaweite Notrufnummer eine recht praktikable Lösung. Allerdings macht ihre mangelnde Bekanntheit den parallelen Einsatz der nationalen Rufnummern aber zwingend erforderlich. Umso bedeutender wird folglich die Effizienz bei der Bearbeitung und Übermittlung der eingehenden Anrufe sein. Zum anderen sollte zwischen den einzelnen Mitgliedstaaten der EU eine ähnliche Geschwindigkeit und Professionalität bei der Bearbeitung und Weiterleitung erreicht werden. Das ist im Notfall elementar!

Zum anderen sollte aber vermieden werden, dass die Kommission durch starre generalisierte Vorgaben ungewollt bestehende und bestens funktionierende Praktiken – ich denke an Österreich – in einzelnen Mitgliedstaaten zerstört. Routine würde da durch Chaos ersetzt werden. Dementsprechend fordere ich bei der Festlegung der Effizienzkriterien zur Dienstleistungskette 112 einen ergebnisorientierten Bewertungsansatz – mit anderen

Worten regelmäßige EU-weite Stichprobenkontrollen mit Rüge, mit Lob, aber auch mit einer Problemrangliste statt einer praxisfernen Regelflut. Nur so können wir die Erwartungen der Bürger in eine einheitliche Notrufnummer auch erfüllen!

4-115-000

**Piotr Borys (PPE).** - Pani Przewodnicząca! Kwestia numeru 112 jest elementem zaufania do wspólnej Europy. Dzisiaj w momencie, kiedy nie mamy granic, kiedy tak wiele ludzi korzysta z mobilności, kwestia dotycząca bezpieczeństwa jest elementem fundamentalnym. Dlatego mając przepisy powinniśmy je tylko lepiej wdrażać w systemie praktycznym. Uważam, że trzeba jeszcze w dużej części zbadać stan wdrożenia numeru 112 w poszczególnych państwach członkowskich, wszędzie to działa. Natomiast potrzebna jest lepsza koordynacja, potrzebny jest również system możliwości reagowania na wielojęzyczność wiedząc o tym, że w tzw. złotej godzinie przeżycia szanse po wypadku z każdą minutą maleją. Dlatego tak ważne jest wdrożenie w systemie praktycznym identyfikacji lokalizacji, przede wszystkim lepszej komunikacji głównie w strefie przygranicznej.

Na końcu wydaje mi się, że dla lepszej popularyzacji powinniśmy w większym stopniu namówić wszystkich operatorów komórkowych, aby przy każdym przekroczeniu granic wewnętrznych Unii Europejskiej informować o możliwości skorzystania z numeru 112. To jest darmowa reklama tego numeru dla obywateli, którzy przekraczają granice.

4-116-000

(Τέλος παρεμβάσεων με τη διαδικασία "catch the eye")

4-117-000

**Johannes Hahn,** *Member of the Commission* . – Madam President, I would like to thank honourable Members for their continued interest in the European emergency number, 112. The Commission is ever vigilant and provides support to Member States, as outlined earlier. We will keep the Parliament updated as the experts provide us with EU-level solutions for the issues you have raised. Allow me to take this opportunity to invite you to continue to encourage Member States to ensure that the use of 112 is integrated in their policy and actions.

4-118-000

**Πρόεδρος.** - Η συζήτηση έληξε.

**Γραπτές δηλώσεις (άρθρο 149)**

4-118-125

**Zuzana Brzobohatá (S&D),** *písemně.* – Jednotnou linku tísňového volání v celé Evropské unii považují za velmi důležitou. Již existující jednotná evropská tísňová linka 112 by měla být běžně dostupná pro všechny občany. Proto je důležité, aby každý občan věděl, kam se má v nouzi obrátit. Ve chvíli, kde jde o sekundy a o život, by neměl občan, který navštíví jinou zemi EU, přemýšlet o tom, kam se v nouzovém případě obrátit. Proto je nezbytné další informování občanů o této lince a nastavení technických podmínek tak, aby občané mohli linku 112 využívat všude a bez technických problémů – a to i občané se zdravotním postižením.

4-118-250

**Monica Luisa Macovei (PPE)**, *în scris*. – 112 are rolul de a reduce timpul de răspuns și de reacție al echipelor de intervenție oriunde în Europa. În plus, persoanele care călătoresc în spațiul european știu că același număr de urgență este valabil în toate țările. Atrag atenția că Decizia Consiliului nr. 396 din 1991 privind introducerea și implementarea numărului unic de urgență european cere statelor membre să asigure aplicarea procedurilor numărului unic de urgență și popularizarea numărului 112 oriunde în Europa. Un exemplu de bună practică se înregistrează în România. Dacă în 2007, Comisia Europeană acuza deficiențe de implementare a deciziei, acum, conform Eurobarometrului Flash 2013, peste 90% din populația României cunoaște și folosește numărul 112 pentru situații de urgență. Procedurile de infringement financiar din cauza neimplementării directivelor tehnice de telecomunicație impuse de Comisie, printre altele, Italiei și Lituaniei, nu rezolvă problema gradului scăzut de popularizare a 112, ca număr european de urgență. Fac apel la statele membre subliniind că au obligația nu numai de a implementa prevederile tehnice, dar și de a populariza 112 ca număr european unic, pentru ca oamenii să acceseze cât mai repede serviciile de urgență.

4-118-500

**Marian-Jean Marinescu (PPE)**, *în scris*. – La data de 12 septembrie 2011, Parlamentul European a adoptat Declarația scrisă 0035/2011 privind necesitatea unui serviciu de urgență 112 accesibil și persoanelor cu handicap. Această declarație a solicitat Comisiei să prezinte propuneri legislative și de standardizare astfel încât serviciile 112 să fie accesibile și utilizatorilor surzi, cu deficiențe de auz și de vorbire, și să propună un serviciu care utilizează limbajul semnelor prin tehnologii video și cu conținut sub formă de text. Din păcate, numărul 112 rămâne, în continuare, inaccesibil pentru o mare parte a persoanelor cu handicap. Cer Comisiei să facă eforturi pentru punerea în aplicare și promovarea numărului pentru apeluri de urgență valabil în întreaga Uniune Europeană. Comisia trebuie să pună în aplicare utilizarea tehnologiilor de nouă generație privind serviciul 112, precum și a criteriilor obligatorii de acuratețe și fiabilitate pentru localizarea apelantului către serviciile de urgență. Nu în ultimul rând, cer Comisiei să prezinte un plan de acțiune pentru a sprijini statele membre în campaniile de informare și de sensibilizare a publicului privind serviciul european 112.

## 11. Συνδεδεμένη τηλεόραση (συνοπτική παρουσίαση)

4-120-000

**Πρόεδρος**. - Το επόμενο σημείο στην ημερήσια διάταξη είναι η συζήτηση επί της έκθεσης της Petra Kammerevert, εξ ονόματος της Επιτροπής Πολιτισμού και Παιδείας, επί της πρότασης σχετικά με την υβριδική τηλεόραση («συνδεδεμένη τηλεόραση – Connected TV») (2012/2300(INI)) (A7-0212/2013)

4-121-000

**Petra Kammerevert**, *Berichterstatterin*. – Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Dank zuerst an meine Schattenberichterstatter und Schattenberichterstatterinnen. Der Bericht kommt zur rechten Zeit. Niemand zweifelt mehr daran, dass hybrides Fernsehen europäische Medienregulierung an ihre Grenzen führt. Es gilt heute, wichtige gesellschaftspolitische Weichenstellungen auf den Weg zu bringen, damit uns nicht die normative Kraft des Faktischen einholt.

Medienkonvergenz eröffnet ein breites Spannungsfeld. Während die einen Morgenluft wittern und die Chance sehen, Medienregulierung zugunsten des Wettbewerbsrechts völlig aufzugeben, gibt es andere, die Rundfunkregulierung dem Internet überstülpen wollen. Beide Wege sind falsch. Solange Konsens darüber besteht, dass wir mit medienpolitischen Regeln gesellschaftspolitisch gewünschte Effekte erzielen wollen – ob Jugendschutz oder Medienvielfalt –, können wir diesen Bereich nicht behandeln wie den Handel mit Brot oder Butter. Medien sind Wirtschafts- und Kulturgüter gleichermaßen. Solange wir uns einig sind, dass Medieninhalte nicht umfassend kontrolliert werden dürfen, müssen wir kreative Ideen entwickeln, um ein zukunftsfestes Regulierungssystem zu etablieren, das diese Balance wahrt.

Es gibt neue Mitspieler auf dem Markt, Plattformanbieter und Fernsehgerätehersteller zum Beispiel, die aber von der AVMD-Richtlinie bislang überhaupt nicht erfasst werden. Beide sind aber unumstritten in der Lage, Türwächter zu werden, die darüber entscheiden, welche Inhalte an die Öffentlichkeit gelangen bzw. gefunden werden und welche nicht. Die Auffindbarkeit von Inhalten wird zu einer der entscheidenden Fragen der konvergenten Medienwelt. Dieser Tatsache wird jegliche Medienregulierung Rechnung tragen müssen, die auch künftig Wirkung entfalten soll.

Der Bericht stellt Grundprämissen auf und gibt nicht alle Antworten auf alle bestehenden Fragen. Ich bin davon überzeugt, dass eine zukunftsfeste Medienregulierung stärker auf Ko- und Selbstregulierung setzen muss, gekoppelt an Anreizsysteme, über die dann zu diskutieren sein wird. Nur so lässt sich der staatliche Einfluss angemessen auf eine Missbrauchsaufsicht begrenzen, ohne gleichzeitig Vielfaltsicherung, faire Werberegulierung sowie Kinder- und Jugendschutz aufgeben zu müssen. Nur so lässt sich die Vorzensur vermeiden, die mir von einigen unverständlicherweise vorgeworfen wurde. Jeder Mediendienst soll auf dem Bildschirm eines hybriden Fernsehgeräts privilegiert auffindbar sein, der unabhängig vom Inhalt einen spezifischen gesellschaftlichen Auftrag erfüllt oder konsensual vereinbarten Anforderungen genügt, die allgemeinen gesellschaftlichen Interessen dienen. Dabei darf jeder Mediendienst mitspielen. Es kann nicht sein, dass künftig Plattformanbieter oder auch Gerätehersteller bestimmen, was wir auf dem Bildschirm finden und was nicht. Am Ende muss ohnehin der Zuschauer entscheiden, welche Inhalte er wo finden möchte.

Wir müssen sicherstellen, dass dies einfach und benutzerfreundlich möglich ist. Schon jetzt gibt es Anzeichen für unzureichenden Schutz der Signal- und Inhalteintegrität. Wir sollten medienregulatorisch sicherstellen, dass Überblendungen von fremden Inhalten nur dann zulässig sind, wenn der Zuschauer oder der Anbieter des Primärinhalts dies autorisiert.

Im Zuge des Zusammenwachsens von Rundfunk und Internet entwickeln sich neue spezifische Werbeformen. Lineare Dienste sind dabei zurzeit strengen Regeln unterworfen, nichtlineare Internetdienste dürfen fast alles. Das führt zu neuen Wettbewerbsverzerrungen und stellt private Rundfunkveranstalter vor Refinanzierungsprobleme. Die bisherige quantitative Werberegulierung, bei der Minuten pro Stunde gezählt werden, ist schlicht prähistorisch und gehört auf den Prüfstand.

Schließlich halte ich es für unbedingt notwendig, dass es grundsätzlich Privatangelegenheit bleibt, ob jemand lieber eine Arztserie, eine Dokumentation oder Stern-TV über sein hybrides Fernsehgerät konsumiert.

Die in dieser Woche geführte Debatte über das Erfassen und Sammeln von Daten sollte uns allen eindringlich vor Augen geführt haben, dass es neben dem vielen Guten, was die



schöne neue Medienwelt uns zu bieten hat, auch Gefahren gibt, die fundamentale Grundrechte in ihrem Kern tangieren. Ich hoffe, dass wir mit diesem Bericht ein paar Pflöcke einschlagen, die richtungweisend für die weitere Diskussion in den kommenden Jahren sein werden. Ich hoffe auf eine breite Mehrheit in diesem Hause.

4-122-000

*Παρεμβάσεις με τη διαδικασία "catch the eye"*

4-123-000

**Sabine Verheyen (PPE).** - Frau Präsidentin! Der Bericht von Petra Kammerevert beleuchtet einen Teilbereich der konvergenten Medienwelt. Die Grenzen zwischen den unterschiedlichen Medienangeboten verschwimmen bei der Verbreitung von Inhalten über das Internet mehr und mehr.

Smart-TVs stellen eine besondere Form im Bereich der konvergenten Medien dar. Es ist die Verschmelzung klassischer Rundfunkangebote mit der Möglichkeit, gleichzeitig auch Angebote aus dem Netz zu nutzen. Dies stellt eine besondere Herausforderung für den audiovisuellen Mediensektor dar, der durch die Audiovisuelle-Mediendienste-Richtlinie einer strengen Regulierung unterliegt, während Angebote im Internet von Regulierungen wie E-Commerce und anderen betroffen sind. Hier kommen ähnliche Angebote mit unterschiedlicher Regulierungsdichte zusammen. Wir müssen hier Antworten finden, die der Offenheit im Internet auf der einen Seite, aber auch der gesellschaftlichen Relevanz des Rundfunks auf der anderen Seite gerecht werden.

Wir werden uns in den nächsten Monaten mit dem Thema der Medienkonvergenz intensiv weiterbeschäftigen. Mit diesem Bericht wird ein erster Schritt in die richtige Richtung unternommen. Ich bedanke mich für die gute Kooperation mit der Berichterstatteerin.

4-124-000

**Milan Zver (PPE).** - Rad bi čestital poslanski kolegici v Odboru za kulturo, Petri Kammerevert, saj njeno poročilo obravnava temo, ki bo v prihodnjih letih vse bolj pomembna.

Televizija ima med vsemi mediji še posebno veliko sugestivno moč in kot taka velik družben pomen. Veljavna avdiovizualna direktiva dobro opredeljuje naloge navadne televizije. Razmišljati pa moramo tudi dolgoročno. V prihodnje bo vedno bolj popularna tehnologija, ki združuje televizijo in pa internet. Vedno večjo moč bodo imeli proizvajalci teh novih naprav in upravjalci portalov, skozi katere bomo uporabniki dostopali do medijskih vsebin.

Zato je pomembno, da se že danes pripravimo na prihajajoče spremembe, tudi v primeru tako imenovane povezane televizije, da zaščitimo načela raznolikosti, dostopnosti, nediskriminatornosti in celovitosti vsebin, pa tudi varstva osebnih podatkov. Prav tako moramo zagotoviti, da bodo naprave kompatibilne z drugimi napravami in tako preprečiti monopole.

4-125-000

**Nadja Hirsch (ALDE).** - Frau Präsidentin, sehr geehrter Herr Kommissar! Es ist kein Wunder, dass wir als Liberale diesen Bericht heute ablehnen werden, denn er ist tatsächlich

ein Schritt zur Zensur. Auch wenn man das in diesem Bericht noch nicht 1:1 herauslesen kann, aber er geht in diese Richtung.

Man muss ganz klar sagen, Kollegin Kammerevert, wir wollen nicht, dass Plattformen alles regulieren, wir wollen aber auch nicht, dass die Politik reguliert, was der einzelne Konsument zu sehen hat. Es kann nicht sein, dass wir über politische Aktivitäten erklären: Dieses ist gut; dieses ist schlecht; dieses darf der Konsument leicht finden; dieses darf der Konsument schnell finden. Alles andere, was vielleicht dem politischen Willen nicht zuträglich ist, soll weiter hintangestellt werden. Meines Erachtens ist das der erste Schritt hin zur Zensur. Und genau das wollen wir als Liberale nicht.

Wir müssen uns dessen bewusst sein, dass eine Vielfalt zukünftig da ist. Früher galt der öffentlich-rechtliche Rundfunk als Einrichtung zum Schutz des Wissens, heute ist er sozusagen in Gefahr, weil wir so viel Vielfalt haben. Ich glaube, der Konsument kann selbst entscheiden, was er sehen will.

4-126-000

**Emma McClarkin (ECR).** - Madam President, connected TV is an exciting innovation. The hardware and the hyper-platforms are already common in many homes, but we are standing at the beginning of this revolution when it comes to the development of the software. This report highlights the challenges in areas such as media pluralism, advertising and protection for minors. It also stresses the need to ensure fair competition between European content suppliers which are governed by EU legislation and major international platforms which are not.

We also need to look at the rules governing advertising in the audiovisual media and the protection of minors. They do not currently apply to the Internet. We are therefore calling on the Commission to consider an appropriate European framework ensuring that content quality and integrity are the same, whether it is broadcast or supplied by an alternative media platform.

Finally I would like to highlight the fact that there are still vast areas of the UK and across Europe with poor Internet infrastructures. Unless we can address these challenges, connected TV will be a luxury which can only be enjoyed by citizens living in urban areas with high Internet speeds. But I recommend the report and I will be voting in favour of it.

4-127-000

**Andreas Mölzer (NI).** - Frau Präsidentin! Wenn unter dem Schlagwort *Connected TV* nun das Zusammenwachsen von Internet und Fernsehen tatsächlich gelingen soll, wäre meines Erachtens eine einfache Handhabung und intuitive Benutzeroberfläche wichtig für den Erfolg von intelligent vernetzten Geräten. Fest steht jedenfalls, dass der klassische Begriff des Fernsehsenders in der Welt des vernetzten Fernsehens wohl nur mehr Geschichte ist.

Es gibt eine Vielfalt von Arten, in denen Inhalte im vernetzten Fernsehen bereitgestellt und auch konsumiert werden können, von der Ansammlung von Links auf *catch-up-TV-websites* und Mediatheken der Veranstalter und Apps, die sich auf bestimmte Inhaltsarten spezialisieren, bis hin zu Seiten in sozialen Netzwerken, die einzelnen Sendungen gewidmet sind. Vernetztes Fernsehen bringt damit natürlich auch eine Reihe von Herausforderungen für den europäischen Rechtsrahmen mit sich. Zum Beispiel ist es fraglich, ob in den Bereichen Werbung und Jugendschutz gegenwärtig dieser europäische Rechtsrahmen ausreicht.

Es bleibt natürlich auch die Herausforderung bestehen, ob die nationalen Regulierungsbehörden mit der technologischen Entwicklung auch wirklich Schritt halten können.

4-128-000

**Piotr Borys (PPE).** - Przede wszystkim chciałbym pogratulować Petrze Kammerevert, naszej koleżance z Komisji Kultury, dobrego sprawozdania. To jest ważne sprawozdanie pod kątem zmian na rynku usług medialnych, dlatego że technologia i możliwość zsumowania w jednym ekranie sygnału telewizji satelitarnej, internetowej, cyfrowej et cetera daje dzisiaj nowe możliwości.

Ważne pytania, które zostały postawione, dotyczą przede wszystkim kwestii związanych z ochroną dzieci przed reklamą, kwestii związanych z limitami ilości reklamy na każdą godzinę przekazu, wiedząc o tym, że ta telewizja będzie dedykowana odbiorcy pod kątem jego preferencji i możliwości korzystania. To są również wielkie możliwości z korzystania z telewizji przez osoby niepełnosprawne, przez osoby niesłyszące, niedowidzące (kwestia dostosowania sprzętu). Więc uważamy, że to sprawozdanie jest bardzo dobrym sygnałem, aby dyskutować o telewizji w nowych ramach finansowych, aby uwzględnić zarówno linearny, jak i nielinearny system. Dobrze więc, że stawiamy te pytania. W przyszłości czeka nas pewnie zmiana dyrektywy, ale na tę chwilę należy uznać, że odbyła się dobra dyskusja dzięki temu sprawozdaniu, za które bardzo dziękuję.

4-129-000

(Τέλος παρεμβάσεων με τη διαδικασία "catch the eye")

4-130-000

**Johannes Hahn, Member of the Commission.** – Madam President, we welcome Parliament's report on connected TV. This timely report addresses a wide range of issues which reflect the complexity of convergence in the audiovisual sector. The Commission has itself recently published a Green Paper on 'Preparing for a fully converged audiovisual world', which is the basis of an ongoing public consultation.

Connected TV and the subsequent convergence of ICT technologies presents opportunities and challenges which will impact those in the audiovisual sector and the values underpinning this policy area. We will assess Mrs Kammerevert's report alongside the expected inputs of the Green Paper consultation. As stated in your report, we will also be analysing, amongst other things, how convergence will impact the relevance and usefulness of the existing regulatory mechanism. We are therefore looking forward to receiving feedback on this question in the public consultation.

With regard to increasing convergence in the audiovisual sector and the impact on the Audiovisual Media Services (AVMS) Directive, we have already encountered a wide range of views. While some point to the need for adjustments, others argue that the directive – which was adopted not so long ago – still works well.

The option of self- and co-regulation has also been mentioned. This is why we have included these questions in the Green Paper. The Commission is open-minded regarding the necessity for a review of the AVMS Directive in the follow-up to the Green Paper consultation. If such a review were to be identified, we would consider this for the future. The consultation is open until the end of August 2013. We look forward to good cooperation with Parliament

on the preparation of any future audiovisual policy initiatives, be it through legislative action or other measures. The Commission's goal in this area is to ensure economic growth and respect for European values, including the promotion of cultural diversity.

4-131-000

**Πρόεδρος.** - Η συζήτηση έληξε.

Η ψηφοφορία θα διεξαχθεί σήμερα στις 12.00.

**Γραπτές δηλώσεις (άρθρο 149)**

4-131-125

**Zoltán Bagó (PPE),** *írásban.* – A csatlakoztatott televíziózásról szóló irányelv kidolgozására a médiaszolgáltatások gyors fejlődése, a technológiák összeolvadása miatt volt szükség. A televíziózás társult az internet-hozzáféréssel, a nem lineáris médiaszolgáltatással, amelyet bővebben már nem foglal magában a korábban elfogadott, audiovizuális médiaszolgáltatásokról szóló irányelv. Gratulálok az előadó kollégának, aki a már elfogadott irányelvek fejlesztését indítványozta, illetve figyelmet fordított a technológia előrehaladtával szükséges korszerűsítésükre. Örömmre szolgál, hogy a jelentés külön kitér a felhasználó személyes adatainak védelmére. Egyetértek azzal, hogy a szabad adatáramlás során fontos a felhasználó anonimitásának fenntartása. Az audiovizuális médiaszolgáltatásokról szóló irányelv továbbfejlesztése azért is elengedhetetlen, mert a médiaszolgáltatások részét képezik a társadalompolitikának, így biztosítani kell a tartalmak szabad fellelhetőségét a médiafelhasználó számára. A jelentést szavazatommal magam is támogatom!

4-131-250

**Iosif Matula (PPE),** *în scris.* – Progresul tehnologic a condus la sporirea autonomiei utilizatorilor, prin combinarea televiziunii liniare, a radioului și a internetului în ceea ce numim televiziunea conectată. În plus față de caracterul economic, mijloacele de comunicare servesc și unui scop cultural, cu o importanță deosebită pentru societate. De aceea, este vitală reglementarea calității serviciilor oferite, din punctul de vedere al conținutului, dar și al publicității difuzate. În acest context, un aspect aparte îl reprezintă protecția minorilor și, spre exemplu, necesitatea de a interzice anumite reclame din motive de sănătate. Consider importantă și încurajarea furnizorilor de servicii mass-media să asigure accesibilitatea pentru persoanele cu deficiențe de văz și auz, a căror situație variază mult, în funcție de țările de reședință. De o egală însemnătate mi se pare și educația în domeniul mass-media a cetățenilor europeni, prin inițiative direcționate către toate categoriile de vârstă, astfel încât toată lumea să țină pasul cu evoluțiile tehnologice. Totodată, consider că e nevoie de o mai mare atenție față de aspectul protecției datelor personale. Trebuie evitate posibilele abuzuri în colectarea informațiilor, care e recomandat să se facă exclusiv cu acordul respectivilor utilizatori.

4-131-500

(Η συνεδρίαση διακόπτεται στις 11.55 εν αναμονή της ώρας των ψηφοφοριών και επαναλαμβάνεται στις 12.00.)

4-132-000

**VORSITZ: RAINER WIELAND***Vizepräsident***12. Zusammensetzung der Fraktionen: siehe Protokoll****13. Abstimmungsstunde**

4-135-000

**Der Präsident.** – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Abstimmungsstunde.

**13.1. Weitere Makrofinanzhilfe für Georgien (A7-0244/2013 - Vital Moreira)  
(Abstimmung)**

4-137-000

– *Nach der Abstimmung:*

4-138-000

**Anni Podimata (S&D).** - Mr President, since yesterday we have all been following the news on the situation in Egypt. This is not the point of my intervention: I know that we all wish violence to be avoided and the rights of the Egyptian people to be fully respected. I would like to draw your attention to a dimension that, I believe, requires our full and direct involvement.

According to the NGO Human Rights Watch, during the last four days alone almost 100 women – protesters or journalists, locals or foreigners – have been raped or sexually assaulted in Cairo. This is totally and completely intolerable. Unfortunately, we do not have time for a proper debate or for a proper resolution, but I believe that as an institution and as a European Union we have to be adamant. We have to make it absolutely clear that, no matter who is in charge in Egypt, the EU will not establish proper and normal relations until we are sure that any kind of aggression against women is duly prosecuted and punished.

*(Applause)*

**13.2. Angriffe auf Informationssysteme (A7-0224/2013 - Monika Hohlmeier)  
(Abstimmung)**

4-140-000

– *Vor der Abstimmung:*

4-141-000

**Monika Hohlmeier (PPE).** - Herr Präsident! Liebe Kolleginnen und Kollegen, ganz kurz: Ich will nicht zum Inhalt sprechen. Fast alle Fraktionen sind sich einig, dass wir einen erfolgreichen Trilog haben. Ich würde den Kollegen von der ALDE bitten, doch auf seinen mündlichen Änderungsantrag zu verzichten, da der Inhalt des mündlichen Änderungsantrags bereits im Text enthalten ist. Es macht gar keinen Sinn, einen mündlichen

Änderungsantrag zu stellen, der bereits von dieser Strafrechtsrichtlinie abgedeckt ist. Dann müsste man nicht im Gegensatz zueinander stehen.

4-142-000

**Der Präsident.** - Der mündliche Änderungsantrag wurde nicht eingebracht.

– *Vor der Abstimmung über Änderungsantrag 1:*

4-143-000

**Toine Manders (ALDE).** - Over dit dossier wordt al drie jaar onderhandeld en het is goed dat dit vandaag wordt aangenomen. Het is in een dialoog vastgesteld. Maar we merken inmiddels wel dat er veel meer fraude op internet plaatsvindt dan alleen *hacking* van informatiesystemen. Onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat de Commissie én de Raad hiermee akkoord gaan, wil ik toch graag een korte aanvulling in artikel zes voorstellen, namelijk: *'and other forms of internet fraude'*. Er wordt namelijk op dit moment zo ontzettend veel internetfraude gepleegd dat het vertrouwen in deze heel belangrijke sector wordt ondermijnd. Ik hoop dat wij erover kunnen stemmen.

4-144-000

*(Der mündliche Änderungsantrag wird nicht übernommen.)*

### **13.3. Überwachungsprogramm der US-amerikanischen NSA sowie Überwachungsbehörden in verschiedenen Mitgliedstaaten; ihr Einfluss auf die Privatsphäre der EU-Bürger (RCB7-0336/2013, B7-0336/2013, B7-0337/2013, B7-0338/2013, B7-0341/2013, B7-0342/2013, B7-0343/2013) (Abstimmung)**

4-146-000

– *Vor der Abstimmung:*

4-147-000

**Ana Gomes (S&D).** - Mr President, I would like to call to the attention of colleagues that we are voting on this resolution because there was a whistle-blower, Mr Snowden, who deserved political asylum and consideration, and I would also like to remind colleagues of the need for this Parliament to reject the outrageous violation of international law that several European countries ...

*(The President cut off the speaker)*

4-148-000

**Der Präsident.** - Frau Gomes, ich kann keine Debatte über diesen Bericht zulassen.

– *Vor der Abstimmung über Ziffer 16:*

4-149-000

**József Szájer (PPE).** - Mr President, on behalf of the PPE Group I would like to propose an oral amendment which is the following: 'Instructs the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs and its Committee on Foreign Affairs, within their respective sphere of responsibilities, to conduct an in-depth inquiry into the matter in collaboration with national parliaments and the EU-US expert group set up by the Commission and to

report back by the end of the year by:'. This is the text we would like to include. There is an obvious reason to include the Committee on Foreign Affairs in this respect as well.

4-150-000

**Hannes Swoboda (S&D).** - Herr Präsident! Ich wollte nur dem Haus mitteilen, dass wir soeben in der Konferenz der Präsidenten eine Lösung gefunden haben, der auch der Kollege Brok zugestimmt hat, dass es nämlich der Ausschuss für bürgerliche Freiheiten, Justiz und Inneres in Zusammenarbeit sicherlich mit dem Ausschuss für auswärtige Angelegenheiten und auch einigen anderen Ausschüssen ist. Wir haben also eine Einstimmigkeit in der Konferenz der Präsidenten, die diesen Antrag hinfällig macht, mit Zustimmung des Kollegen Brok.

4-151-000

*(Der mündliche Änderungsantrag wird nicht übernommen.)*

#### **13.4. Organisation der Wahlen zum Europäischen Parlament im Jahr 2014 (A7-0219/2013 - Andrew Duff) (Abstimmung)**

#### **13.5. Ausfuhr von Militärgütern: Umsetzung des Gemeinsamen Standpunkts 2008/944/GASP des Rates (RCB7-0258/2013, B7-0258/2013, RCB7-0260/2013, B7-0260/2013, B7-0262/2013, B7-0263/2013, B7-0264/2013, B7-0267/2013) (Abstimmung)**

#### **13.6. Aufnahme von Verhandlungen über ein plurilaterales Abkommen über Dienstleistungen (B7-0314/2013, B7-0317/2013) (Abstimmung)**

#### **13.7. Anstieg der norwegischen Zölle auf landwirtschaftliche Erzeugnisse (B7-0327/2013) (Abstimmung)**

#### **13.8. Vollendung des digitalen Binnenmarkts (B7-0331/2013) (Abstimmung)**

4-157-000

– Vor der Abstimmung:

4-158-000

**Evelyne Gebhardt (S&D).** - Herr Präsident! Sie sehen eine Abstimmung zu Ziffer 39, eine Ziffer, die in dieser Entschließung nichts zu suchen hat, da es um einen Initiativbericht geht und wir im Ausschuss für Binnenmarkt und Verbraucherschutz und im Rechtsausschuss gerade in der Gesetzgebung sind. Nächste Woche wird im IMCO-Ausschuss abgestimmt, im September im JURI-Ausschuss. Deswegen haben mein Kollege Luigi Berlinguer und ich selbst für diese zwei Ausschüsse beschlossen, dass wir unserer Fraktion empfehlen, an der Abstimmung über Ziffer 39 nicht teilzunehmen, um der Diskussion, die in legislativer Arbeit gemacht wird, nicht vorzugreifen. Unabhängig davon, was mit der Ziffer 39 geschehen wird, werden wir der Gesamtentschließung natürlich zustimmen, weil für uns diese Ziffer irrelevant und der Rest der Entschließung sehr positiv und sehr gut ist.

#### **13.9. Auswirkungen der Krise auf den Zugang schutzbedürftiger Gruppen zu Pflegeleistungen (A7-0221/2013 - Jean Lambert) (Abstimmung)**

### **13.10. Vernetztes Fernsehen (A7-0212/2013 - Petra Kammerevert) (Abstimmung)**

### **13.11. Berichtigungshaushaltsplan Nr. 1/2013 - Ausgaben im Zusammenhang mit dem Beitritt Kroatiens zur Europäischen Union (A7-0246/2013 - Giovanni La Via) (Abstimmung)**

4-162-000

– Vor der Abstimmung:

4-163-000

**Ivana Maletić (PPE).** - Poštovani predsjedavajući, kolege i kolegice zastupnici, jako mi je drago što mogu reći nekoliko riječi o temi na kojoj sam najviše radila tijekom pregovora u Republici Hrvatskoj. Financijska omotnica predviđena za Republiku Hrvatsku u poglavlju 33. sada će biti izglasana i postati dio proračuna Europske unije. Ta sredstva su jako važna našoj zemlji za poticanje rasta, razvoja, zapošljavanja, konkurentnosti i infrastrukturne izgradnje. Zahvaljujem vam svima na glasanju za proračun u tom dijelu, zahvaljujem na pažnji i hvala na iskazanoj dobrodošlici tijekom ovih dana Republici Hrvatskoj.

(pljesak)

4-164-000

**Franziska Katharina Brantner (Verts/ALE).** - Herr Präsident! Wir wollten nur kurz darauf hinweisen, dass Kroatien letzten Freitag, zwei Tage vor dem Beitritt, die sogenannte Lex Perković angenommen hat, die eine die Auslieferung nach Deutschland nicht mehr vorsieht. Das empfinden wir als nicht sehr faires Vorgehen direkt vor dem Beitritt.

### **13.12. Vorschlag für einen Beschluss des Europäischen Parlaments und des Rates zur Änderung der Interinstitutionellen Vereinbarung vom 17. Mai 2006 über die Haushaltsdisziplin und die wirtschaftliche Haushaltsführung in Bezug auf den mehrjährigen Finanzrahmen, um dem aufgrund des Beitritts Kroatiens zur Europäischen Union entstehenden Ausgabenbedarf Rechnung zu tragen (A7-0247/2013 - Reimer Böge) (Abstimmung)**

### **13.13. Vorbereitung des Arbeitsprogramms der Kommission 2014 (B7-0315/2013, B7-0316/2013, B7-0325/2013, B7-0326/2013, B7-0328/2013, B7-0329/2013) (Abstimmung)**

### **13.14. Lage in Ägypten (RCB7-0362/2013, B7-0362/2013, B7-0363/2013, B7-0364/2013, B7-0365/2013, B7-0366/2013, B7-0367/2013) (Abstimmung)**

4-168-000

– Vor der Abstimmung:

4-169-000

**Véronique De Keyser (S&D).** - Monsieur le Président, étant donné la situation dont l'Égypte est actuellement le théâtre, les cinq groupes signataires de la résolution commune se sont mis d'accord sur une procédure un peu spéciale – et je l'explique en gros pour les collègues –, qui revient à remplacer, au pied levé, la résolution existante par un amendement oral, qui comprend un considérant et un paragraphe. Ce que je vais vous lire, c'est ce



considérant et ce paragraphe. Mais cela implique techniquement, Monsieur le Président, de retirer tous les visas, tous les considérants et tous les paragraphes, à l'exception du paragraphe 11, qui dit "instructs its President to ...". Donc on retire tout ça, on laisse le paragraphe 11, et je vous lis l'amendement oral, tel que les groupes l'ont souhaité. Je vais le lire en anglais:

having regard to the statements of General Abdul Fatah Khalil Al-Sisi, Chairman of the Supreme Council of the Armed Forces of Egypt, of 4 July 2013,

'A. whereas, in its statement of 4 July 2013, the Supreme Council of the Armed Forces announced the suspension of the constitution, the transfer of power to the head of the High Constitutional Court until early presidential elections are held, to be followed by parliamentary elections, and the forming of a national coalition government and a committee to look into amendments to the constitution; whereas Mr Adly Mansour has been sworn in as interim President;

'1. Expresses its deep concern at the situation in Egypt following the military intervention; underlines that power should be transferred to democratically-elected civilian authorities as soon as possible; expresses its fundamental solidarity with all those Egyptians who cherish democratic aspirations for their country and calls for a rapid return to the democratic process, including the holding of free and fair presidential and parliamentary elections in a fully inclusive process with the participation of all democratic actors;'

That is it.

(Applause)

4-171-000

(Der mündliche Änderungsantrag wird übernommen.)

## 14. Stimmerklärungen

### 14.1. Weitere Makrofinanzhilfe für Georgien (A7-0244/2013 - Vital Moreira)

4-174-000

#### Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-175-000

**Adam Bielan (ECR).** - Panie Przewodniczący! Gruzja pozostaje systematycznie rozwijającym się krajem partnerskim o zdecydowanie proeuropejskich aspiracjach. Unijna pomoc makrofinansowa dla tego kraju w założeniu ma podtrzymać jego stabilizację finansową. To bardzo ważne zadanie, które należy postrzegać również w charakterze inwestycji we wzajemne relacje. Strategicznym celem Brukseli winno być bowiem rozszerzenie o kraje Partnerstwa Wschodniego, obecnie zaś należy dążyć do podpisania traktatu stowarzyszeniowego. Również Stany Zjednoczone przekazują środki finansowe z przeznaczeniem na podniesienie standardów sił zbrojnych w celu zbliżenia Gruzji do NATO. Jest to polityka zgodna z interesami państw członkowskich Unii w zakresie bezpieczeństwa. W przypadku Gruzji dodatkowo bowiem wciąż realne pozostaje zagrożenie ze strony Rosji. To bardzo ważne, że główną zasadą w zakresie rozstrzygnięcia o pomocy makrofinansowej pozostała zwykła procedura. Choć uzgodniono bardziej

rygorystyczne warunki pomocy, osiągnięte porozumienie umożliwi wypłatę funduszy przeznaczonych dla Tbilisi.

4-176-000

**Charles Tannock (ECR).** - Mr President, I have long considered myself a strong friend of Georgia, which has made great strides in its democratic transition since the Rose Revolution overthrew the dictatorship about ten years ago. While many of us continue to look with unease at the difficult relations between President Saakashvili at the end of his mandate and Prime Minister Ivanishvili, there does appear to be some cause for concern with regard to the overall situation for human rights in that country. Nevertheless, we must be vigilant. My group still supports a system of macro-financial assistance, which will assist the Georgian authorities in developing their infrastructure and we do hope they are moving closer also towards EU integration with the ENP. It is in all our interests to see a strong, prosperous and democratic Georgia ahead of the fresh presidential election scheduled for October. We must hope that this new tranche of money will help it achieve these goals.

4-177-000

**Hannu Takkula (ALDE).** - Arvoisa puhemies, äänestin tämän mietinnön puolesta. On tietenkin tärkeää, että näitä nousevia, kehittyviä demokratioita ollaan tukemassa, niin kuin Georgiaakin. Mutta mitä tulee sitten taloudelliseen apuun, niin minun mielestäni tässä meidän on hyvä muistaa, että lähtökohtaisesti, niin kuin vanha sanonta sanoo, että ei pidä antaa kalaa, vaan pitää opettaa kalastamaan. Eli meidän pitää pyrkiä luomaan sinne heille edellytyksiä rakentaa omaa yhteiskuntaansa eikä niin, että he tottuvat jonkunlaisen passiivisen avun saantiin, eli Euroopan unioni lähtee rahoittamaan.

Meillä on monia esimerkkejä Euroopan unionista. Me olemme lähteneet rahoittamaan maita, antamaan erilaisia avustuksia, jotka ovat oikeastaan rauenneet tyhjiin. Sen vuoksi on erittäin tärkeää nyt tässä prosessissa huolehtia siitä, että me autamme heitä itse auttamaan itseään, eli luodaan edellytyksiä. Toki on tärkeää myöskin huolehtia siitä, että kun Georgian kanssa tehdään yhteistyötä, että nämä perusasiat, jotka ovat Euroopan unionille tärkeitä, ihmisoikeudet ennen muuta, siinä maassa voisivat kehittyä ja parantua. Mutta niin kuin sanoin, avun täytyy olla tällaista apua, että me olemme tukemassa.

4-178-000

**Peter Jahr (PPE).** - Herr Präsident! Weitere Makrofinanzhilfen für Georgien – auch ich habe diesem Bericht zugestimmt, denn ich finde es gut, dass die Europäische Union sich im positiven Sinne einmischt und auch hilft. Das ist richtig so! Doch ein kleiner Wermutstropfen, das muss ich auch hier zu Protokoll geben: Für mich ist es wichtig, dass wir erstens helfen, aber zweitens sollten wir doch ausdrücklich eine Erfolgskontrolle durchführen. In diesem Sinn finde ich es nicht so richtig logisch, dass wir sagen, bei Makrofinanzhilfe bis zu einem Schwellenwert von 90 Mio. Euro machen wir noch ein Beratungsverfahren. Erst über diesem Betrag wird eine strengere Formulierung bezüglich der Auszahlung durchgeführt. Das halte ich nicht für logisch, aber jede Geschichte kann man noch verbessern.

Ich fordere Sie eindringlich auf, dass wir nach dieser Geschichte beim nächsten Mal genauer nachprüfen, wofür dieses Geld eingesetzt worden ist und welche Wirkung es gebracht hat.

4-179-000

### Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung

4-179-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Aprovo o presente Relatório, tendo em conta que o principal objetivo deste dossiê consistia em chegar a um acordo quanto ao procedimento para a prestação de assistência macrofinanceira (AMF) à Geórgia (46 milhões de euros), a fim de apoiar o processo de estabilização económica do país e cobrir as necessidades da sua balança de pagamentos. O Conselho e o Parlamento tinham opiniões diferentes sobre o modo como deveria ser adotado o Memorando de Entendimento, que engloba a política económica e as condições financeiras a que AMF está sujeita. Segundo o Parlamento, tal deveria ser feito através do procedimento consultivo, tal como proposto pela Comissão, mas, segundo o Conselho, o procedimento de exame seria mais apropriado. Concordo com a saída encontrada que consistiu em incluir os elementos do *compromisso virtual* alcançado sobre o dossiê KASAK numa declaração comum que seria apoiada pelo Parlamento e pelo Conselho, e que seria adotada juntamente com a decisão sobre a AMF, à Geórgia sobre a qual foi alcançado um acordo na noite da conciliação. A Comissão não se opôs esta solução.

4-180-000

**Elena Băsescu (PPE)**, *în scris*. – Chiar dacă am votat în favoarea raportului, doresc să atrag atenția că guvernul georgian folosește un dublu standard în comunicarea cu partenerii externi, în special cu cei din Uniunea Europeană. Pe de o parte, este reiterat angajamentul pentru continuarea reformelor interne, care să ducă la o eventuală integrare europeană, iar pe de alta, au loc arestări, acțiuni de intimidare, presiuni asupra adversarilor politici, care sunt de fapt cei care au deschis drumul Georgiei spre Uniunea Europeană. În tot acest timp, reacțiile nu sunt concrete din partea instituțiilor europene. Parlamentul European, puternic divizat pe această temă, asistă cum sunt arestați foști miniștri, foști parlamentari sau chiar un fost premier.

4-180-500

**Nora Berra (PPE)**, *par écrit*. – Les assistances macro-financières (AMF) sont accordées par l'UE à des pays tiers. Elles sont limitées dans le temps et sont subordonnées aux progrès réalisés par les pays tiers concernés dans la stabilisation de leurs finances publiques. À la suite du conflit entre la Géorgie et la Russie, l'UE s'est engagée à verser une aide à la Géorgie d'un montant maximum de 500 millions d'euros. En 2009, l'UE a accordé une AMF à la Géorgie (46 millions d'euros), lui permettant de répondre aux besoins de financement extérieur pour 2009 et 2010. En 2010, la Géorgie a demandé l'octroi d'une aide supplémentaire. Au regard du contexte économique fragile de la Géorgie, la Commission a proposé d'accorder une AMF supplémentaire d'un montant équivalent à la précédente, soit 46 millions d'euros. Cependant, cette aide est conditionnée. Des mesures doivent être prises pour prévenir la fraude et autres irrégularités, des réformes structurelles devront être entreprises par la Géorgie pour rendre le système de gestion des finances publiques plus transparent, plus cohérent, plus responsabilisant), l'aide est mise en place pour une durée de 2 ans et demi après l'entrée en vigueur du protocole d'accord. Au regard de ces éléments, je me suis prononcée pour le rapport.

4-180-750

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de nouveaux financements dans le cadre de l'assistance macro-financière de l'UE pour permettre à la Géorgie de corriger sa balance de paiements suite au conflit de 2008 entre la Russie et la Géorgie. En réponse à ses besoins de financement extérieur suite à la crise de 2008, une aide spéciale avait été dégagée en 2009 et 2010. Face au contexte économique fragile, une aide supplémentaire d'un montant équivalent à la précédente a été proposée.

4-180-875

**Arkadiusz Tomasz Bratkowski (PPE)**, *na piśmie*. – Poparłem sprawozdanie w sprawie dalszej pomocy makrofinansowej dla Gruzji przedstawione przez posła Vitala Moreirę zgodnie z wypracowanym przez Radę, Parlament oraz Komisję kompromisem. Głównym zagadnieniem było osiągnięcie porozumienia w sprawie obowiązującej procedury makrofinansowej dla przyznawania dotacji. Zgodnie z ustaleniami Gruzja powinna otrzymać 46 mln euro, które mają być przeznaczone na wsparcie stabilizacji gospodarczej oraz pokrycie potrzeb w zakresie bilansu płatniczego. Gruzja będzie mieć możliwość uporania się z dotkliwymi problemami natury makroekonomicznej, a tym samym zbliżenia do struktur Unii Europejskiej. Gospodarka Gruzji została w dużej mierze osłabiona przez działania wojenne mające miejsce w 2008 roku.

Przypadek udzielania wsparcia dla Gruzji był przedmiotem debat dotyczących obowiązujących, niejasnych zasad prawnych. W kontekście pomocy makrofinansowej dla Gruzji ustalono, że w przypadku udzielania dotacji nieprzekraczających kwoty 90 mln euro stosuje się procedurę doradczą. W podpisanym porozumieniu zawarto postanowienie o bardziej rygorystycznych warunkach otrzymania funduszy w ramach udzielonej pomocy. Niemniej jednak zasady podejmowania decyzji w podobnych przypadkach stały się bardziej przejrzyste za sprawą przeprowadzonego obecnie procesu legislacyjnego.

4-180-937

**John Bufton (EFD)**, *in writing*. – My party opposes this move as it does little more than waste taxpayers' money in an attempt to get better access to Caucasian natural resources and to create a stronger EU presence in the region. I therefore voted against this report.

4-180-968

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – Congratulo-me com o compromisso assumido quanto ao procedimento para a prestação de assistência macrofinanceira (AMF) à Geórgia (46 milhões de euros), a fim de apoiar o processo de estabilização económica do país e cobrir as necessidades da sua balança de pagamentos.

4-180-984

**Lara Comi (PPE)**, *per iscritto*. – La Georgia è uno Stato che, nonostante i suoi problemi (e non mi riferisco solo a quelli geopolitici legati alla sua ubicazione) sta facendo passi da gigante già da diversi anni per avvicinarsi a degli standard in linea con le aspettative europee. Sono dunque contenta che i negoziati fra le nostre Istituzioni siano giunti a sbloccare questi aiuti, che sicuramente consolideranno il percorso virtuoso già avviato e permetteranno un ulteriore miglioramento delle relazioni politiche e commerciali. Congratulazioni al relatore per il risultato raggiunto.

4-180-992

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – Como disse anteriormente, o conflito entre a Rússia e a Geórgia, país que vem proclamando o seu desejo de entrada na União Europeia e a adesão aos seus valores, torna clara a urgência de definir uma estratégia para a região do Sul do Cáucaso. Não obstante a tensão que ainda não cessou, esta é, também, uma região que pode vir a ter um futuro mais estável e equilibrado podendo a União ter um papel importante nessa estabilização. Nesse aspeto, torna-se importante apoiar a Geórgia nos esforços que vem desenvolvendo e de modo a procurar minorar a fragilidade económica e financeira que aquele país ainda conhece.

4-180-996

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – A Geórgia é um país com uma cultura e história europeias que, mais cedo ou mais tarde, se tornará membro da UE. Em 2008, com o início da crise, a sua economia foi profundamente afetada. Retomou, lentamente, o crescimento económico, tornando-se num dos dez países mais atrativos em termos de investimento e um potencial candidato à adesão à UE. Iniciou o caminho rumo à democracia através do respeito pelas minorias e pelos direitos humanos e com a luta contra a corrupção. O relatório que acabámos de votar, elaborado pelo colega Vital Moreira, incide sobre o texto conjunto aprovado pelo Comité de Conciliação sobre a decisão do PE e do Conselho que concede assistência macrofinanceira adicional à Geórgia. Há dois anos que este projeto de resolução legislativa se encontrava parado devido à inexistência de um quadro regulamentar que, no âmbito do Tratado de Lisboa, desse cobertura a esta situação. Votei favoravelmente esta proposta porque prevê um acordo político que resolve não só a situação da Geórgia mas também a de outros Estados como a Jordânia e o Cazaquistão e que assenta nos princípios seguintes: a concessão da assistência macrofinanceira dependerá de decisão conjunta PE/Conselho, implicará o respeito pelos princípios da democracia e pelos direitos humanos e resolverá a maior parte dos casos de comitologia até 90M€.

4-180-998

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Este relatório aprova o projeto comum de assistência macrofinanceira (AMF) à Geórgia, confirmado pelo Comité de Conciliação, constituído pelo Parlamento Europeu e pelo Conselho. O Conselho e o Parlamento tinham opiniões diferentes sobre o modo como deveria ser adotado o Memorando de Entendimento, que engloba a política económica e as condições financeiras a que AMF está sujeita. Segundo o Parlamento, tal deveria ser feito através do procedimento consultivo, tal como proposto pela Comissão, mas, segundo o Conselho, o procedimento de exame seria mais apropriado. Foi acordado que o procedimento de comité consultivo seria aplicado para a assistência macrofinanceira até 90 milhões de euros e que o procedimento de exame seria utilizado para montantes superiores. O Parlamento e o Conselho procuravam formas de conferir um estatuto mais formal a este acordo no âmbito do processo de conciliação sobre a AMF à Geórgia, tendo em conta as preocupações da Comissão. Independentemente desta disputa entre as duas instituições e uma vez alcançado o compromisso, importa reiterar que este tipo de *assistência* tem tipicamente associadas exigências de *reformas estruturais e macroeconómicas*, consubstanciadas no supra-mencionado *Memorando de Entendimento*, que repudiamos.

4-181-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Na medzinárodnej konferencii darcov v roku 2008 sa EÚ zaviazala poskytnúť makrofinančnú pomoc Gruzínsku vo forme grantov. Bola odhodlaná poskytnúť Gruzínsku finančnú podporu vo výške 46 miliónov EUR po dvakrát. Predkladaný návrh je zameraný na aktiváciu vyplácania druhej sumy, tak ako to požadoval gruzínsky minister financií ešte v roku 2010. Táto makrofinančná pomoc by mala pomôcť Gruzínsku riešiť hospodárske dôsledky konfliktu s Ruskom, ako aj dôsledky globálnej krízy. Za účelom poskytnutia makrofinančnej pomoci sa recipročne očakáva, že Komisia a gruzínske orgány by mali prijať memorandum o porozumení a zároveň pristúpiť k potrebným štrukturálnym reformám.

4-181-500

**Lorenzo Fontana (EFD)**, *per iscritto*. – Ad agosto 2010 l'UE ha erogato alla Georgia l'ultima tranche di aiuti finanziari pari a 46 milioni di euro. Ora la Georgia chiede un'ulteriore concessione macroeconomica che la Commissione è dell'avviso di concedere, in vista della futura conclusione di un accordo di associazione di libero scambio UE-Georgia. Considerando questa ulteriore elargizione come non necessaria, dato che l'economia del Paese è in ripresa, ed oltretutto ingiusta verso le aree europee economicamente segnate da grave recessione, esprimo voto negativo.

4-182-000

**Elisabetta Gardini (PPE)**, *per iscritto*. – Un ulteriore passo avanti è stato compiuto oggi in plenaria, dopo tre anni di difficili negoziati. Non è stato semplice trovare un accordo, e ringrazio gli sforzi della Presidenza Irlandese, in intensa con il Parlamento Europeo, per raggiungere una posizione comune nel più breve tempo possibile. Non possiamo permetterci ulteriori ritardi nel sostenere la vicina Georgia. Basti guardare i dati: 7,8 % l'aumento registrato nella bilancia commerciale nel 2010, 32 % addirittura nel 2011. Le statistiche relative al debito estero lordo del paese non sono rassicuranti. I 46 milioni di euro previsti per l'assistenza finanziaria non devono però rappresentare un finanziamento a fondo perduto. Pertanto ritengo fondamentale l'aver previsto l'implementazione di un programma di riforme strutturali quale condizione obbligatoria, per la Georgia, per ricevere l'assistenza. Lo strumento di assistenza finanziaria può, infine, un modello utile e spendibile nelle relazioni con altri Paesi terzi limitrofi.

4-182-500

**Juozas Imbrasas (EFD)**, *raštu*. – Atsižvelgiant į įvykusį Taikymo komiteto steigiamąjį posėdį, EP delegacija nusprendė EP derybų grupei suteikti įgaliojimus pradėti derybas. Buvo surengti keturi trišaliai dialogai ir pasiūlytas politinis susitarimas. 2013 m. gegužės 28 d. vakare vyko Taikinimo komiteto dėl makrofinansinės pagalbos suteikimo Gruzijai posėdis. Taikinimo komitetas patvirtino galutinį kompromisinį tekstą. Pagrindinis šio dokumentų rinkinio tikslas buvo pasiekti susitarimą dėl procedūros, pagal kurią Gruzijai būtų teikiama makrofinansinė pagalba (46 mln. EUR) siekiant padėti jai stabilizuoti ekonomiką ir patenkinti mokėjimų balanso poreikius. Dėl šio klausimo išsiskyrė Tarybos ir Parlamento nuomonės. Parlamento požiūriu, tai turėtų būti daroma taikant patariamąją procedūrą, kaip siūlė Komisija, tačiau, Tarybos vertinimu, tinkamesnė būtų nagrinėjimo procedūra. Vietoje trišalio dialogo įvyko neoficialus Parlamento ir Tarybos posėdis, kuriame buvo pasiūlytas neoficialus susitarimas dėl „faktinio teksto“. Šiomis aplinkybėmis susitarta, kad patariamoji komiteto procedūra bus taikoma teikiant makrofinansinę pagalbą iki 90 mln.

EUR, o nagrinėjimo procedūra bus taikoma didesnėms sumoms. Kitus pagrindinius kompromiso aspektus galima apibendrinti taip: pasiektas susitarimas ir dėl griežtesnės formuluotės, susijusios su pagalbos išmokėjimu. Galiausiai susitarta į sprendimą dėl makrofinansinės pagalbos suteikimo Gruzijai įtraukti konstatuojamąją dalį, kurioje būtų paaiškinama, kad patariamasis komiteto procedūros taikymas patvirtinamas kaip bendra taisyklė, kai pagalba neviršija 90 mln. EUR. Balsavau už šį pasiūlymą.

4-182-750

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – J'ai soutenu le rapport de mon collègue Vital Moreira. Ce rapport portait sur une proposition visant à simplifier et accélérer la procédure de vote des règlements de la CEE-ONU par la Commission au nom de l'Union. L'objectif est de réduire le délai d'adoption de ces actes dans le cadre de la CEE-ONU. Je ne peux que soutenir une telle initiative. Ce rapport a été adopté par 508 voix pour, 36 contre et 21 abstentions.

4-183-000

**Filip Kaczmarek (PPE)**, *na piśmie*. – Głosowałem za przyjęciem „wspólnego projektu zatwierdzonego przez komitet pojednawczy dotyczącego decyzji Parlamentu Europejskiego i Rady w sprawie udzielenia dalszej pomocy makrofinansowej Gruzji”. Sytuacja polityczna w Gruzji jest skomplikowana, niepokojąca i niestety niezbyt optymistyczna. Wiele faktów wskazuje na to, że mamy tam przypadek wprowadzania politycznego rewanżyzmu. To bardzo niebezpieczne dla samej Gruzji. Niemniej pomoc makrofinansowa jest potrzebna i nie powinna być zagrożona z powodu błędnej polityki aktualnego rządu Gruzji.

4-183-500

**Constance Le Grip (PPE)**, *par écrit*. – Je me suis prononcée en faveur de l'octroi d'une assistance macrofinancière supplémentaire à la Géorgie. Au sein de l'assemblée, nous avons trouvé un accord pour allouer une nouvelle enveloppe de 46 millions d'euros, dédiée à la stabilisation économique du pays et au comblement du déficit de sa balance des paiements. En contrepartie, l'UE définit la procédure pour l'utilisation de ces fonds européens, afin qu'ils répondent au mieux aux objectifs fixés. Cette aide s'inscrit dans le cadre de la politique extérieure de l'Union, qui vise à promouvoir le développement des pays d'Europe proches de l'espace communautaire. En effet, c'est dans un environnement stable et propice au développement économique que l'ensemble du continent européen demeurera un acteur central de la scène internationale.

4-183-750

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – This economic assistance to Georgia is intended to assist it in its recovery from regional conflicts and build up its economy. The funding is accompanied by a Memorandum of Understanding between the Commission and the Georgian Government detailing the structural reforms expected to take place.

4-183-875

**Véronique Mathieu Houillon (PPE)**, *par écrit*. – L'assistance macrofinancière de l'Union apparaît comme un instrument efficace de stabilisation économique et un moteur pour les réformes structurelles dans les pays et les territoires bénéficiant de cette assistance. L'assistance macrofinancière supplémentaire à la Géorgie, d'un montant de 46 millions d'euros est accordée pour moitié sous forme de dons et pour moitié sous forme de prêts et doit être encadrée par les dispositions prévues par le texte.

4-183-937

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – Com este relatório pretendemos chegar a um acordo quanto ao procedimento para a prestação de assistência macrofinanceira (AMF) à Geórgia (46 milhões de euros), a fim de apoiar o processo de estabilização económica do país e cobrir as necessidades da sua balança de pagamentos. Havia divergências entre o Conselho e o Parlamento sobre o modo como deveria ser adotado o Memorando de Entendimento, que engloba a política económica e as condições financeiras a que a AMF está sujeita. Segundo o Parlamento, tal deveria ser feito através do procedimento consultivo, tal como proposto pela Comissão, mas, segundo o Conselho, o procedimento de exame seria mais apropriado. Conseguimos encontrar uma solução comum que consiste em incluir os elementos do *compromisso virtual* alcançado sobre o dossiê KASAK numa declaração comum que seria apoiada pelo Parlamento e pelo Conselho, e que seria adotada juntamente com a decisão sobre a AMF, à Geórgia sobre a qual foi alcançado um acordo na noite da conciliação. Julgo ser uma boa solução, daí o meu sentido de voto.

4-183-968

**Willy Meyer (GUE/NGL)**, *por escrito*. – No he podido votar a favor del presente informe porque, pese a ratificar en esta institución un acuerdo entre el actual Gobierno de Georgia y la Unión Europea, esta ayuda se supedita a los objetivos de la UE en términos de política de vecindad y a los tratados de libre comercio. La Unión Europea continúa con la política de expansión de su mercado como forma de impulso al proceso de acumulación de capital en los principales polos industriales europeos. Esto lleva a facilitar dicha ayuda macrofinanciera a Georgia con el objetivo de establecer las bases para una cooperación económica futura que vaya encaminándose hacia los objetivos económicos de las grandes empresas europeas, incluyendo el sector financiero. Por todo ello no he podido votar a favor del presente informe.

4-183-976

**Louis Michel (ALDE)**, *par écrit*. – Le projet de résolution législative a pour objectif de fournir une assistance macrofinancière à la Géorgie afin de couvrir des besoins en crédits de paiement non couverts. La crise économique mondiale de 2008 a eu des répercussions négatives sur l'économie géorgienne. Le compromis trouvé sur l'octroi d'une aide financière va permettre au pays de lutter contre les conséquences de la crise, de créer des emplois, de lutter contre le chômage, notamment chez les jeunes en vue de rétablir la croissance économique et stabiliser financièrement le pays. L'UE se doit d'aider les démocraties naissantes telles que la Géorgie pour qu'elle se dote d'institutions démocratiques adéquates et se rapproche ainsi de l'intégration européenne.

4-183-984

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – I do not think that it is necessary to disburse financial assistance to Georgia with this regulation. I disagree that the agreement is a good agreement from an institutional perspective, since I believe that it does not respect the powers of Parliament.

4-183-992

**Andreas Mölzer (NI)**, *schriftlich*. – Nach langem Hin und Her haben Rat, Kommission und Parlament eine Einigung über das Verfahren zur Gewährung der Makrofinanzhilfe in Höhe von 46 Millionen Euro an Georgien erzielt. Im Rahmen der formalen Vorgaben



wurde eine stringentere Formulierung für die Auszahlung der Hilfe vereinbart. In einigen Punkten bin ich mit der Vereinbarung nicht einverstanden und habe daher dagegen gestimmt.

4-183-996

**Elisabeth Morin-Chartier (PPE)**, *par écrit*. – Je me réjouis que le Parlement européen ait voté en faveur de ce second plan d'assistance macrofinancière en faveur de la Géorgie. La Géorgie est un État aux frontières de l'Union européenne, qui fait face avec dignité aux difficultés qui sont les siennes. L'Union européenne avait accordé deux assistances financières à la Géorgie lors de la conférence internationale des donateurs d'octobre 2008. Chacun de ces plans d'assistance était doté de 46 millions d'euros. Ce pays europhile et francophile doit être aidé par l'Union européenne dans le recouvrement de ses dettes ainsi que dans le relèvement de ses capacités productives. Je vote donc en faveur de cette nouvelle aide financière.

4-183-998

**Tiziano Motti (PPE)**, *per iscritto*. – Ho sostenuto la proposta di decisione del Parlamento europeo relativa alla concessione di assistenza macrofinanziaria alla Georgia al fine di sostenere la stabilizzazione economica e alleggerire il fabbisogno della bilancia dei pagamenti.

4-183-999

**Siiri Oviir (ALDE)**, *kirjalikult*. – Toetasin antud raportit, pidades vajalikuks täiendava makromajandusliku finantsabi andmist Gruusiale. Hoolimata kriitikast, et Gruusia liigub uue valitsusega Venemaa ja SRÜ suunas ning peaminister Bidzina Ivanišvili loobub integreerumisest Euroopa Liitu ja NATOsse, pole nimetatu tõeks osutunud. Vastupidi, Gruusia jätkab lõimumist Euroopa Liidu suunas ning astub jõulisi samme selleks vajalike reformide elluviimiseks. Mis puudutab makromajandusliku finantsabi andmist Gruusiale, siis positiivne on see, et lepitusmenetluses jõudsid Euroopa Parlament ja nõukogu kokkulepele finantsabi andmise menetlusviisis. Kompromiss, et kuni 90 miljoni euro suuruste summade puhul kasutatakse nõuandemenetlust ning sellest suuremate summade puhul kontrollimenetlust, on igati mõistlik. Mõistagi on tehnilistest üksikasjadest olulisem, et Euroopa Liidu abist oleks ka reaalset kasu ning see aitaks saavutada püstitatud eesmäärke – tagada Gruusias jätkusuutliku majanduse ja kodanikuühiskonna edasise arengu. Arvestades Euroopa Liidu geopoliitilisi huve, on Gruusia ja kogu Taga-Kaukaasia piirkond ning selle poliitiline ja majanduslik parem käekäik äärmiselt oluline.

4-183-001

**Antigoni Papadopoulou (S&D)**, *in writing*. – A final agreement was reached to provide macro-financial assistance (MFA) to Georgia, in the form of grants, to support Georgia's economic stabilisation and its balance of payments needs. Despite differences of opinions between the Council and Parliament over the terms of the Memorandum of Understanding (MoU) and the procedures to be followed, at the conciliation stage of the codecision process, the Council and Parliament reached a final agreement wherein stricter wording concerning the disbursement of assistance is adopted and under which the principles of the Joint Declaration on the general MFA will be applied to the case of Georgia, an advisory procedure will be used for assistance up to a threshold of EUR 90 million, and stricter conditions for

the disbursement of funds will be implemented if the conditions are not met. All the political groups were happy with this final deal and hence I voted in favour of it.

4-183-250

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente o presente relatório sobre o projeto comum, aprovado pelo Comité de Conciliação, de decisão do Parlamento Europeu e do Conselho que concede assistência macrofinanceira adicional à Geórgia. Na sequência do resultado da votação em segunda leitura, em 11 de dezembro de 2012, e dada a vontade de concluir a conciliação tão rapidamente quanto possível, teve lugar, em 5 de fevereiro de 2013, em Estrasburgo, a reunião constitutiva da delegação do PE ao Comité de Conciliação. A delegação do PE decidiu conferir um mandato à equipa de negociação do PE para entrar em negociações com o Conselho. Em sede de negociação conseguiu acordar-se que o procedimento de comité consultivo seria aplicado à assistência macrofinanceira até 90 milhões de euros e que o procedimento de exame seria utilizado para montantes superiores.

4-183-625

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – O principal objetivo deste dossiê consistia em chegar a um acordo quanto ao procedimento para a prestação de assistência macrofinanceira (AMF) adicional à Geórgia, no valor de 46 milhões de euros, destinados a apoiar o processo de estabilização económica do país e cobrir as necessidades da sua balança de pagamentos. O novo procedimento de AMF apoiará a agenda de reforma económica do governo, visando reduzir a vulnerabilidade financeira ainda enfrentada pela economia, bem como apoiar medidas de reforma, a curto prazo, destinadas a alcançar um equilíbrio mais sustentável de pagamentos e da situação orçamental a médio prazo. A assistência promove também a integração económica e financeira na União Europeia, explorando, em particular, o potencial oferecido pelo futuro Acordo de Associação, tendo em vista a celebração de um acordo de comércio livre entre as duas partes.

4-184-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. Following the second reading vote on 11 December 2012 and given the will to conclude the conciliation as soon as possible, the constituent meeting of the EP delegation to the Conciliation Committee took place on 5 February 2013 in Strasbourg. The EP delegation decided to give a mandate to the EP negotiating team to enter into negotiations.

4-184-500

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – Ho espresso parere favorevole alla relazione sul progetto comune, approvato dal comitato di conciliazione, di decisione del Parlamento europeo e del Consiglio relativa alla concessione di ulteriore assistenza macrofinanziaria a favore della Georgia. Diversi sono gli obiettivi di tale concessione. In primo luogo, sarebbe fornito un contributo al fabbisogno di finanziamenti esterni della Georgia. La concessione andrebbe a sostenere lo sforzo di risanamento di bilancio e di stabilizzazione esterna nel quadro di un programma del Fondo monetario internazionale, oltre a favorire riforme strutturali che stimolerebbero una crescita sostenibile e che assicurerebbero trasparenza ed efficienza nella gestione delle finanze pubbliche. Un'ulteriore e importante finalità sarebbe raggiunta nell'ambito del piano di azione per la politica europea di vicinato UE- Georgia e del partenariato orientale, nel senso che gli sforzi profusi

dal Paese a riguardo riceverebbero un incoraggiamento significativo: ciò promuoverebbe un'integrazione economica e finanziaria più stretta con l'Unione, al fine di realizzare una zona di libero scambio globale tra le parti.

4-185-000

**Marc Tarabella (S&D)**, *par écrit*. – L'étape de conciliation de la procédure de codécision relative à l'assistance macrofinancière (AMF) supplémentaire à la Géorgie a permis au Conseil et au Parlement européen de parvenir à l'accord suivant: application au cas de la Géorgie des principes de la déclaration conjointe relative à l'AMF; application de la procédure consultative pour une assistance inférieure au seuil de 90 millions d'euros (comme demandé par le Parlement européen); application de conditions plus strictes au paiement de fonds lorsque les conditions ne sont pas remplies (comme demandé par le Conseil).

La délégation du Parlement européen est restée unie tout au long du processus, et notre groupe se retrouve dans la forme actuelle de l'accord final. Le Groupe S&D est heureux que ce règlement permette d'accorder enfin une aide financière à la Géorgie. L'accord est également satisfaisant d'un point de vue institutionnel car il respecte les pouvoirs du Parlement européen.

4-185-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – O principal objetivo deste relatório consistia em chegar a um acordo quanto ao procedimento para a prestação de assistência macrofinanceira (AMF) à Geórgia, a fim de apoiar o processo de estabilização económica do país e cobrir as necessidades da sua balança de pagamentos. O Parlamento e o Conselho procuraram formas de conferir um estatuto mais formal a este acordo no âmbito do processo de conciliação sobre a AMF à Geórgia, tendo em conta as preocupações da Comissão. Os outros elementos básicos do compromisso são um acordo sobre uma formulação mais estrita no tocante ao desembolso da assistência e a inclusão de um considerando na decisão sobre a AMF à Geórgia, esclarecendo que a utilização do procedimento de comité consultivo está confirmada como regra geral para a assistência até um limiar de 90 milhões de euros. Pelos motivos expostos, votei a favor do documento.

4-186-000

**Angelika Werthmann (ALDE)**, *schriftlich*. – Der Bericht zielt darauf ab, eine Einigung zu erreichen und für stringentere Formulierungen für die Auszahlung von Hilfe zu sorgen. Weiters soll ab einer Höhe von 90 Mio. EUR ein beratender Ausschuss zur Unterstützung herangezogen werden, der so für verstärkte Rechtssicherheit sorgen soll.

4-187-000

**Iva Zanicchi (PPE)**, *per iscritto*. – Dopo una serie di lunghi e complicati negoziati che hanno visto le istituzioni in disaccordo sull'applicazione delle regole di comitologia nel caso di assistenza macrofinanziaria ad un paese terzo, si è finalmente giunti ad una soluzione.

La Georgia potrà dunque ricevere gli aiuti bloccati da tempo, essenziali per sostenerne la stabilizzazione economica e alleggerirne il fabbisogno della bilancia dei pagamenti.

## 14.2. Angriffe auf Informationssysteme (A7-0224/2013 - Monika Hohlmeier)

4-189-000

### Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

4-190-000

**Hannu Takkula (ALDE).** - Arvoisa puhemies, äänestin myös tämän mietinnön puolesta. On erittäin tärkeää se, että me huolehdimme siitä, että tietojärjestelmät voisivat olla luotettavia ja voitaisiin estää nämä hyökkäykset. Viime aikoina on voimakkaasti ollut esillä nämä hyökkäykset eurooppalaisia ja Euroopan unionin tietojärjestelmiä vastaan. Niitä asioita nyt selvitetään suhteessa Yhdysvaltojen kanssa, mutta lähtökohtaisesti kansalaisten pitää tietää myöskin pienemmässä mittakaavassa, että tietojärjestelmät ja internet, joita he käyttävät ovat turvallisia. Sen vuoksi on erittäin tärkeää huolehtia siitä, että Euroopan unionin tasolla järjestelmät ovat toimivia ja turvallisia. Siksi on erittäin tärkeää kiinnittää erityistä huomiota tämän haavoittuvan tietojärjestelmän kaikkiin osa-alueisiin.

4-191-000

**Peter Jahr (PPE).** - Herr Präsident! Vor kurzem hätte dieser Bericht gar keine große Aufregung ausgelöst und er ist auch in sich logisch und vernünftig. Natürlich müssen wir uns gemeinsam wappnen, und wir brauchen natürlich auch gemeinsame Kriterien, was es eigentlich heißt: Was ist kriminell; was ist erlaubt und was ist nicht erlaubt; wie verfolgen wir gemeinsam kriminelle Handlungen im Internet; brauchen wir gemeinsame Standards?

Allerdings, wie sagt man so schön: Unter Freunden muss man auch Vertrauen haben. Und natürlich ist die Situation durch die jüngsten Ereignisse bzw. das Verhältnis der Geheimdienste der Vereinigten Staaten zu der Europäischen Union ein wenig getrübt worden. Ich bitte ganz einfach: Fordern wir die Vereinigten Staaten im Sinne von Partnerschaft auf, diese negativen Dinge aus der Welt zu schaffen, damit wir die anderen Dinge, die logisch sind, die für jeden auf dem Tisch liegen, auch anpacken können! Denn Vertrauen ist die erste Voraussetzung, um solch ein Projekt auf den Weg zu bringen!

4-192-000

**Seán Kelly (PPE).** - A Uachtaráin, bhí áthas orm tacaíocht a thabhairt do mo Ghrúpa sna vótaí go léir ar an tuarascáil seo. Tá mé an-sásta leis an toradh deireanach: 483 i bhfabhar. Is tromlach maith é sin.

I think as a result of this vote the ball is very much now in the court of the Americans to clear up the situation that has developed and which has caused outrage across Europe. They must do that particularly to ensure that our citizens' security is guaranteed and that we can stand over that.

I am also pleased that we can now continue on with the Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) because to try and put that aside would be an emotive rather than a practical step. Now we can move forward. This is a good resolution.

4-194-000

**Daniel Hannan (ECR).** - Mr President, I think all of us, left and right in this Chamber, have been alarmed to discover the extent to which data is harvested and processed in secret and with minimal scrutiny. I would just caution against displacement. All intelligence

agencies gather data and all of them can then use it for purposes other than the immediate foiling of terrorist threats. One of the interesting WikiLeaks revelations was that a German satellite company was protesting about the extent to which the French Government habitually practised industrial espionage through its intelligence services in Germany. It was described as the most predatory such operation since the Soviet Union – something confirmed by the former French head of intelligence services in an interview in 1991. I would not be at all surprised if every Member State government represented in this Chamber was doing the same thing. Our job is to keep an eye on what happens primarily in the European Union. Let us not lose sight of that as we lob rocks across the Atlantic.

4-195-000

**Zbigniew Ziobro (EFD).** - Żyjemy w czasach szczególnych zagrożeń związanych z funkcjonowaniem terroryzmu oraz innych grup przestępczych, które operują również w sferze internetu. W związku z tym trudno się dziwić, że poszczególne państwa, w tym Stany Zjednoczone, sięgają do rozmaitych technik wywiadowczych, które mają na celu zebrać dane pozwalające uchronić wolny świat od tego rodzaju zagrożeń.

Nie dzieje się jednak dobrze, jeśli dochodzi do pewnego nadużycia zaufania, o którym w tym przypadku chyba możemy mówić. Niemniej trzeba na tę sprawę patrzeć z perspektywy konfliktu wartości, bo wartością nadrzędną powinno być jednak dla nas Europejczyków zagwarantowanie poczucia bezpieczeństwa ludziom, którzy wybierają demokrację, ludziom, którzy wybierają prawa człowieka, i ludziom, którzy są coraz bardziej zagrożeni przez rozmaite organizacje terrorystyczne. Nie zmienia to jednak faktu, że Stany Zjednoczone winny liczyć się ze swoimi sojusznikami, przestrzegać podstawowych zasad zaufania, które w wymiarze międzynarodowym są warunkiem dobrej współpracy.

4-196-000

### **Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-196-500

**Luís Paulo Alves (S&D),** *por escrito.* – Aprovo o presente Relatório, salientando que, constituindo parte da estratégia geral da União para combater o crime organizado, aumentar a resistência das redes informáticas, proteger as infraestruturas críticas de informação e para a proteção de dados, a presente diretiva deve ter como objetivo aproximar as disposições em matéria de Direito Penal dos Estados-Membros relativas aos ataques contra os sistemas de informação e melhorar a cooperação entre as autoridades judiciais e outras autoridades competentes, nomeadamente a polícia, outros serviços especializados dos Estados-Membros responsáveis pela aplicação da lei, a Comissão, a Eurojust, a Europol, as equipas de resposta de emergência nacionais e da União e a Agência Europeia para a Segurança das Redes e da Informação, com vista a permitir uma abordagem comum e abrangente por parte da União.

4-197-000

**Elena Băsescu (PPE),** *în scris.* – Am votat în favoarea raportului deoarece atacurile asupra sistemelor informatice au un dublu efect negativ. Pe de o parte, pun în pericol datele personale ale utilizatorilor, iar astfel pot fi create pagube materiale sau de imagine. Iar, atunci când sunt orientate asupra sistemelor de informații publice, pot chiar pune în pericol securitatea națională a unui stat. Și în România au existat mai multe atacuri de acest tip, care au vizat informații clasificate. Serviciul Român de Informații a declarat că ele au fost

respınse, ınsã existã ın permanență riscul repetãrii unor astfel de incidente și chiar al furtului de date confidențiale. Coordonarea ıntre statele membre este esențialã, mai ales ın ceea ce privește schimbul de bune practici și de metode de contracarare a unor astfel de atacuri. De asemenea, cooperarea poate viza și identificarea celor care comit atacurile și ulterior tragerea lor la rãspundere.

4-197-500

**Nora Berra (PPE)**, *par ęcrit*. – Avant le 16 mars 2007, les Etats Membres devaient prendre des mesures pour se conformer aux dispositions de dęcision cadre du Conseil du 24 fęvrier 2005 relative aux principales formes d'activitęs criminelles contre les systęmes d'informations. Alors qu'elles ne faisaient pas l'objet d'un traitement spęcifique lors de l'adoption de la dęcision cadre, de nouvelles attaques sont dęsormais au cęur de l'actualitę. Seront, à titre d'exemple, incriminęes, la vente, l'acquisition, l'importation, la distribution ou encore la mise à disposition d'outils ou de dispositifs en vue de commettre des infractions. Des circonstances aggravantes seront retenues en fonction de l'ampleur des attaques et si les attaques ont ętę commises en dissimulant l'identitę ręelle de l'auteur de l'attaque. De plus, il est pręvu qu'à la suite d'une demande d'assistance, une ręponse obligatoire soit fournie. Au regard de ces ęlęments, je me suis prononcęe en faveur du rapport.

4-197-750

**Philippe Boulland (PPE)**, *par ęcrit*. – J'ai votę en faveur de cette proposition qui pręvoit des sanctions plus strictes pour les cybercriminels, une meilleure pręvention et un renforcement de la coopęration policięre et judiciaire en cas de cyber-attaques. La cybercriminalitę est en forte progression dans l'Union Europęenne, surtout les cyberattaques de grande ampleur paralysant d'importantes structures informatiques comme celle qui avait touchę la Commission europęenne en mars 2011.

4-197-875

**Arkadiusz Tomasz Bratkowski (PPE)**, *na piśmie*. – W dzisiejszych czasach ataki cybernetyczne sã coraz częściej obserwowanym zjawiskiem. Szczęgólnie niebezpieczne sã zwiãzane z przestępczością zorganizowanã ataki na systemy informatyczne, a takżę ataki dokonywane na tle politycznym. Stanowiã one bardzo dużę zagrożenie zarówno na szczeblu unijnym, jak i światowym.

Transgraniczny charakter ataków cybernetycznych wymaga większej koordynacji działań i bliskiej współpracy międy wlaściwymi organami wymiaru sprawiedliwośc i sektorem prywatnym. Wspomniana dyrektywa przewiduje ujednolicenie ustawodawstwa karnego dotyczãcego ataków na systemy informatyczne we wszystkich krajach członkowskich. Dodatkowym punktem omawianego dokumentu jest wymierzenie surowszych kar wobec przestępców przeprowadzajãcych ataki cybernetyczne na wielkã skalę lub ataki, których zasięgu wywołuje poważne szkody.

Według mnie utrzymanie bezpieczeństwa cybernetycznego jest ogromnym wyzwaniem, z jakim musi się zmierzyć Unia Europejska. Jest ono kluczowe dla prawidłowego rozwoju rynku wewnętrznego, konkurencyjnej gospodarki, ale przede wszystkim dla zagwarantowania bezpieczeństwa wszystkich obywateli Unii Europejskiej.

4-197-937

**John Bufton (EFD)**, *in writing*. – While I appreciate that attacks on the Internet are a very serious matter, deserving of a criminal sanction, I believe that legislation in this area, and indeed criminal law as a whole, should remain the prerogative of the individual Member States.

4-197-968

**Alain Cadec (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport, qui vise à mettre à jour la législation européenne relative à la protection des systèmes d'information d'attaques criminelles. Je me félicite du compromis trouvé, très constructif. Ainsi, la mise en place de normes minimales de protection et d'une responsabilité adéquate sera maintenant requise, sous peine de sanction de la part des Etats-membres. La coopération entre les autorités judiciaires sera également renforcée dans les Etats-membres, de concert avec le secteur privé. Je me réjouis que les tentatives d'affaiblissement du texte par la gauche n'aient pu faire l'objet d'un compromis, car cela aurait signifié un moindre niveau de sanctions, pour augmenter la responsabilité des opérateurs et des producteurs, comme s'ils étaient seuls à devoir supporter le coût d'une meilleure protection des systèmes d'information.

4-197-984

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – A cibercriminalidade é um problema com o qual precisamos de lidar com a maior urgência. Congratulo-me com a inclusão de uma nova agravante para crimes cometidos por uso indevido de dados pessoais pois esta é, hoje em dia, uma das formas de ataques cibernéticos mais comuns. Este relatório é importante para a defesa do interesse da União Europeia e dos seus cidadãos.

4-198-000

**Minodora Cliveti (S&D)**, *în scris*. – Sistemele informatice joacă un rol vital în activitatea zilnică a cetățenilor europeni. Activitățile economice, sociale și politice sunt din ce în ce mai dependente de aceste sisteme iar abordarea securității informatice la nivel european devine o problemă urgentă și importantă. Suntem conștienți cu toții de gravitatea, amploarea precum și de costurile extrem de ridicate pe care infracțiunile cibernetice le pot aduce statelor membre. Salut așadar prezentul raport care vizează o armonizare a legislației statelor membre în ceea ce privește stabilirea unui cadru penal european de sancționare a infracțiunilor cibernetice. Pentru o gestionare optimă a fenomenului de criminalitate informatică, statele membre și autoritățile trebuie să coopereze și să conștientizeze necesitatea unui sistem de monitorizare și verificare cât mai complex și mai eficient. Chiar și cele mai inofensive atacuri și furturi de identitate, precum și orice tentativă de vânzare sau punere la dispoziție a anumitor tipuri dispozitive menite să faciliteze astfel de operațiuni, trebuie tratate cu seriozitate și penalizate, având ca principal obiectiv prevenirea unor situații mult mai grave care pot pune în pericol desfășurarea activității cotidiene a cetățenilor, instituțiilor sau diferitelor întreprinderi și organizații.

4-199-000

**Carlos Coelho (PPE)**, *por escrito*. – Os sistemas de informação tornaram-se um elemento essencial para a interação política, social e económica na União, pelo que é necessário garantir o bom funcionamento e a segurança desses sistemas na União, no âmbito de um quadro eficaz e exaustivo de medidas de prevenção e luta contra a cibercriminalidade. Recentes ataques ocorridos na Europa vieram chamar a atenção para as várias ameaças

emergentes, em especial a ocorrência de ataques massivos simultâneos contra sistemas de informação e o aumento da utilização das chamadas *botnets* para fins criminosos. Esta Diretiva deverá, assim, substituir a Decisão-Quadro de 2005, estabelecendo regras mínimas comuns relativas à definição de infrações penais e sanções nesta área (incidindo sobre as diversas fases consecutivas do ato criminoso), como é o caso do acesso ilegal aos sistemas de informação, a interferência ilegal no sistema ou nos dados e a interceção ilegal de comunicações. Deverá igualmente permitir reforçar a cooperação entre as autoridades nacionais e as agências comunitárias competentes, como é o caso da Eurojust, da Europol e o Centro Europeu de Cibercrime e a ENISA. É imprescindível que os 12 Estados-Membros que ainda não procederam à ratificação da Convenção sobre a Cibercriminalidade, que proporciona um quadro legal e coerente que cobre os vários aspetos da criminalidade, o façam o mais rapidamente possível.

4-199-500

**Lara Comi (PPE)**, *per iscritto* . – Anche in relazione al lavoro che sto svolgendo per il Regolamento Generale sulla Protezione dei Dati, ho espresso voto favorevole a questa proposta di direttiva. Infatti, poiché il regolamento si occupa di cosa deve o non deve fare chi controlla i dati, e non tratta le sanzioni per chi vi accede illegalmente, ho votato con interesse questa relazione perché è l'altra faccia della stessa medaglia: ho discusso a lungo con i miei colleghi di cosa debba fare il responsabile del trattamento dei dati in caso di accesso non autorizzato da parte di terzi, ma la punizione nei confronti di chi violi una banca dati non rientra nell'ambito di applicazione di quel provvedimento. Non si può sottovalutare che l'accesso a sistemi di informazione possa essere anche più grave della violazione di domicilio, in alcuni casi, e che l'assenza di minaccia fisica alle persone non significa che il valore di ciò che può essere rubato sia inferiore. Sono lieta che la legislazione sia al passo con i tempi.

4-199-750

**Marielle de Sarnez (ALDE)**, *par écrit* . – Le coût financier des attaques sur internet est estimé à 750 milliards d'euros par an en Europe et, selon Interpol, 80 % des cas de cybercriminalité seraient liés à des bandes organisées basées dans plusieurs pays. Or la législation dans le domaine de la cybercriminalité diverge fortement d'un Etat membre à l'autre. Les avancées techniques permettent également aux coupables d'agir dans l'anonymat. Les cybercriminels peuvent ainsi réaliser des profits considérables à peu de risques. L'Union européenne doit donc renforcer la coopération policière et judiciaire en la matière. Les peines doivent être plus strictes dans les cas les plus graves de cyber-attaques comme l'utilisation de "réseaux zombies", visant contrôler à distance des ordinateurs en les infectant, comme pour les attaques contre des infrastructures critiques, telles que des centrales nucléaires, des réseaux de transport et des sites gouvernementaux. Les personnes morales, notamment les entreprises, doivent être tenues responsables des infractions commises pour leur compte (par exemple pour avoir engagé un pirate informatique afin d'obtenir l'accès à une base de données d'un concurrent).

4-199-875

**Christine De Veyrac (PPE)**, *par écrit* . – J'ai voté en faveur de ce texte en ce qu'il introduit des mesures pour améliorer la coopération européenne en matière de justice pénale, tout en consolidant la structure existante. Le texte permet un renforcement des systèmes d'informations européens contre les menaces informatiques. Le renforcement du réseau



de points de contact 24/7 permet aux différents Etats membres de rester en lien, vers une plus grande coopération.

4-200-000

**Ioan Enciu (S&D)**, *în scris*. – Am votat în favoarea acestui raport întrucât reprezintă un important pas înainte în direcția dotării Uniunii Europene cu instrumentele necesare pentru a lupta împotriva atacurilor informatice care afectează din ce în ce mai mult cetățenii europeni și economia europeană. Infrațiunile din mediul informațional produc anual pagube estimate la câteva sute de miliarde de euro și, de asemenea, afectează încrederea cetățenilor în serviciile și produsele informaționale. De aceea, este necesar ca Uniunea Europeană, prin această nouă directivă, să aplice sancțiuni armonizate, bazate pe definiții comune ale acestor infrațiuni. În același timp, Uniunea Europeană trebuie să se preocupe și de latura de prevenire a atacurilor informatice și să se doteze cu instrumentele legale și instituționale necesare. În același timp, este nevoie de o mai bună cooperare între autoritățile și instituțiile competente, atât la nivelul Uniunii Europene, cât și la nivel internațional.

4-200-500

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório por defender a aplicação de penas mais pesadas aos autores de ataques informáticos. As novas regras, já acordadas com os governos nacionais, deverão contribuir para melhor prevenir os cibercrimes e reforçar a cooperação policial e judicial nesta área.

4-200-750

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – Nos últimos anos, a dependência dos sistemas de informação aumentou exponencialmente, tornando-nos cada vez mais vulneráveis a ciberataques, os quais são particularmente graves quando se dirigem a sistemas institucionais e a empresas. Ataques recentes expuseram a vulnerabilidade de instituições e de redes que consideraríamos, à partida, devidamente protegidas, o que revela a necessidade de estratégias que garantam a cibersegurança. A utilização de todas estas tecnologias, cada vez mais essenciais para instituições, empresas e cidadãos, depende, em grande medida, da implementação de uma estratégia clara que permita garantir que estas infraestruturas de informação são seguras.

4-200-875

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – A crescente utilização dos sistemas de informação veio trazer preocupações acrescidas aos cidadãos que, só agora, se começam a aperceber da dimensão real do problema. Muitos de nós que utilizamos, todos os dias, a Internet, não temos conhecimento da forma como os nossos dados, muitos de cariz pessoal, circulam pelas autoestradas da informação. Casos como os de Julian Assange (WikiLeaks) e de Snowden mostram como até a informação considerada secreta ou confidencial pode acabar por ser divulgada. A espionagem continua e de forma mais acentuada do que podemos imaginar, e, muitas vezes, por parte daqueles que consideramos *amigos*. A confiança dos cidadãos encontra-se muito abalada e é urgente que as autoridades responsáveis tomem medidas para a proteção dos dados pessoais. Votei favoravelmente o relatório elaborado pela colega Monika Hohlmeier sobre a proposta de diretiva do Parlamento Europeu e do Conselho relativa a ataques contra os sistemas de informação e que revoga a Decisão-Quadro 2005/222/JAI do Conselho, porque necessitamos de um conjunto de regras mínimas de carácter penal que, punindo estas violações, evitem estes

ataques. Porque se trata de uma criminalidade internacional, é necessário que os Estados-Membros reforcem a sua cooperação com a INTERPOL.

4-200-937

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Para além dos aspetos de harmonização, da aplicação de regimes idênticos sobre realidades e culturas jurídicas muitas vezes distintas, da imposição de sanções penais obrigatórias e do desligamento da participação democrática na definição da legislação e na sua concretização, esta diretiva traduz uma visão puramente criminalizadora deste fenómeno. O caminho poderia ter sido outro, apostando em políticas preventivas nos Estados-Membros em vez dos métodos repressivos. Em vez disso, esta legislação não garante a proteção do utilizador comum e facilita a sua criminalização, já que há uma grande variedade de definições imprecisas que podem arriscar alargar o âmbito de aplicação aos utilizadores comuns. Depois, não defende a responsabilidade dos produtores e gestores de grandes sistemas de Tecnologias da Informação, que deveriam ser obrigados a tomar medidas para proteger a fiabilidade dos sistemas e a garantir a proteção dos direitos e garantias dos utilizadores.

4-201-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Útoky na informačné systémy – predovšetkým ako organizovaná trestná činnosť – neustále narastajú a súčasne sa zvyšuje znepokojenie z potenciálnych teroristických alebo politicky motivovaných útokov na informačné systémy, ktoré tvoria časť kritickej infraštruktúry členských štátov a Únie. Je tak ohrozená informačná spoločnosť i priestor slobody, a preto je potrebné prijať ochranné opatrenia na úrovni Európskej únie. Je žiaduce a zároveň sa javí ako nutné, aby jednotlivé členské štáty prijali sankcie za útoky na informačné systémy. Tie by mali byť účinné, primerané a odrádzajúce. Len spoločne vynaloženým úsilím je možné pokúsiť sa o elimináciu, resp. aspoň zmiernenie hrozby útokov voči informačným systémom.

4-201-500

**Lorenzo Fontana (EFD)**, *per iscritto*. – Questa proposta di direttiva stabilisce norme minime sui reati (e relative sanzioni) in riferimento agli attacchi contro i sistemi informatici. Dato che l'intervento in questo settore è ormai indispensabile, vista la rilevanza che i nuovi mezzi di comunicazione rivestono nella vita quotidiana, esprimo voto favorevole alla proposta.

4-202-000

**Elisabetta Gardini (PPE)**, *per iscritto*. – 8,9 milioni le vittime in Italia di reati informatici nel 2012, quasi un terzo degli utenti Internet attivi in Italia. 2,45 miliardi di euro è il costo stimato per i danni derivanti da tali crimini. Nessuna piattaforma informatica è immune alle minacce informatiche. Ritengo pertanto la proposta votata oggi un buon punto di partenza, che mostra l'attenzione dell'Unione nei confronti della sicurezza dei propri cittadini. Si tratta di dare una risposta a tali minacce, che coinvolgono centinaia di milioni di persone in tutto il mondo. A tale scopo, è stato importante lavorare su una definizione ancora più precisa delle sanzioni previste. È necessario, però, che l'Unione Europea adotti un approccio volto a prevenire tali reati, e in tal senso l'individuazione nella proposta di alcuni standard minimi di protezione e di responsabilità ha rappresentato un passaggio importante.

4-202-500

**Sylvie Guillaume (S&D)**, *par écrit*. – J'ai apporté tout mon soutien à l'adoption de cette directive qui vise à lutter contre les attaques à grande échelle qui pourraient être menées à l'encontre des systèmes d'information. Ce texte permettra notamment de mieux sanctionner la production, la vente, l'importation, la distribution ou la mise à disposition de dispositifs utilisés pour commettre des cyberattaques et comprend également des circonstances aggravantes. Il introduit le délit d'interception illégale et des mesures visant à améliorer la coopération judiciaire européenne. La directive traite en outre de la nécessité de fournir des données statistiques sur la cybercriminalité en la rendant obligatoire pour les États membres et d'assurer qu'un système adéquat est en place pour l'enregistrement, la production et la fourniture de données statistiques. Je soutiens le fait que cette directive vise à lutter avant tout contre les personnes agissant avec l'intention de nuire, notamment le piratage, dès lors qu'il s'agit pour son auteur de tirer des bénéfices de son action.

4-202-750

**Ágnes Hankiss (PPE)**, *in writing*. – One of the main priorities of the EU's internal security strategy is to fight cross-border crimes concerning information and communications networks (cybercrime). I welcome the proposal to update the Directive which places greater emphasis on the emergence of large-scale simultaneous attacks against information systems and the increased criminal use of 'botnet' attacks, in which a large number of computers are infected in order to control them remotely, without the users' knowledge. I would like to send my congratulations to the rapporteur, Ms Monika Hohlmeier, for her achievements in overcoming the Council's resistance by adding an initiative to set up minimum levels of security for IT systems and establishing adequate reporting channels for cyber-attacks. Most of the cyber criminals, when they commit cybercrime, are not under the jurisdiction of the country where the cybercrime occurred. Differences in the domestic legislation of Member States pose a barrier to carrying out the prosecution and identification of cyber criminals effectively. The proposed Directive will help to improve operational cooperation between the different law enforcement and judicial authorities. Another positive result of the negotiations is the establishment of sound criminal law and a prevention-oriented approach to cybercrime.

4-202-875

**Juozas Imbrasas (EFD)**, *raštu*. – Pritariau pasiūlymui, kadangi reikia labiau keistis informacija, susijusia su kibernetiniu saugumu tarp valstybių narių, didėjančio susirūpinimo dėl galimų kibernetinių atakų kontekste. Labai skubu išspręsti kibernetinio saugumo klausimą ES lygmeniu, taikant koordinuotus valstybių narių veiksmus. Taip pat nepaprastai svarbu nedelsiant veikti ir sustiprinti sprendimų, iniciatyvų ir programų koordinavimą ES lygmeniu. Turėtų būti remiamas pajėgumų plėtojimas ir stipresnis bendradarbiavimas siekiant padidinti informacijos saugumo lygį.

4-202-937

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – J'ai soutenu le rapport de ma collègue Monica Hohlmeier. Ce rapport portait sur la l'élaboration d'un cadre législatif destiné à lutter contre les attaques (notamment les attaques de grande ampleur) visant les systèmes d'information. Il visait en outre à abroger la décision-cadre 2005/222/JAI du Conseil. La cybercriminalité est un problème majeur en Europe et dans le monde. Il était urgent que l'Union européenne réagisse. Je me réjouis donc de l'adoption de ce rapport à une large majorité.

4-202-968

**Michał Tomasz Kamiński (ECR),** *in writing* . – With the huge advancements in technology, cybercrime security has to be constantly updated to ensure its effectiveness. I agree with the approach that is being taken to the Directive updates. Tougher common penalties show that cybercrime is a serious offense and will not be treated lightly. Shorter delays in information sharing decrease the gaps that enable cybercrime to do its damage. Greater information sharing creates more transparency and increases security. These features successfully implement a system to prevent cybercrime. I voted in favour of this report.

4-202-984

**Giovanni La Via (PPE),** *per iscritto* . – Le nuove tecnologie e la rete oltre ad offrire numerose opportunità di interscambio informativo ai vari Stati membri, pongono dei seri problemi relativi alla sicurezza dei sistemi di informazione che, negli ultimi mesi, abbiamo tutti visto essere messi alla prova a causa di alcuni attacchi informatici. Si pone, dunque, all'attenzione degli organi legislativi comunitari, il problema di tutelare la libera circolazione delle informazioni e, al tempo stesso, di mantenere i criteri di riservatezza necessari per tutelare la sicurezza dei cittadini, delle istituzioni e della società nel suo insieme dell'Unione europea.

4-202-992

**Agnès Le Brun (PPE),** *par écrit* . – La cybercriminalité est une nouvelle forme de criminalité à laquelle l'Union européenne se doit de faire face. Le texte, en faveur duquel je me suis prononcée, adopte des sanctions communes à l'égard de ces cyber-attaques. Il exige notamment une peine de prison de deux ans minimum pour des crimes tels que l'interception illégale de communications ou encore l'interférence illicite dans les données. Des peines plus lourdes sont prévues en cas d'attaques d'infrastructures critiques (centrales nucléaires, réseaux gouvernementaux par exemple). Le texte permet également de faciliter la prévention et renforce la coopération policière et judiciaire en la matière.

4-202-996

**Constance Le Grip (PPE),** *par écrit* . – J'ai voté pour le texte relatif aux attaques visant les systèmes d'information. En effet, la cybercriminalité se développe en parallèle avec le boom de l'économie numérique. Cependant, les risques que représentent ces attaques pour la stabilité économique, politique et sociale sont majeurs. Dans cette perspective, nous avons décidé d'instaurer un cadre européen doté de sanctions communes plus strictes pour punir, de façon sévère, les cybercriminels. Par ailleurs, en cas d'attaque au sein de l'UE, les Etats membres devront répondre aux demandes d'aide urgentes des acteurs visés dans les huit heures. Nous voulons ainsi accroître la coopération entre les autorités policières et judiciaires des pays de l'Union, pour rendre la lutte contre la cybercriminalité plus efficace.

4-202-998

**Monica Luisa Macovei (PPE),** *în scris* . – Anual, la nivel mondial, aproximativ 768 miliarde de euro sunt pierdute ca urmare a atacurilor cibernetice. Uniunea Europeană este prejudiciată: atacurile cibernetice produc pagube materiale și pun în pericol siguranța cetățenilor, a autorităților publice sau a entităților private. De exemplu, în Marea Britanie, în 2010, un virus de tip „botnet”, numit Zeus, a sustras 822 000 de euro în doar o lună. Criminalitatea cibernetică poate fi prevenită, descoperită și sancționată numai prin

armonizarea legislației statelor membre, sancțiuni descurajante și cooperare transfrontalieră intensă și continuă în cadrul Uniunii și cu țările partenere.

4-202-999

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I voted in favour of this report because it penalises the production, sale, procurement for use, import, distribution or otherwise making available of devices/tools used for committing the offences and includes aggravating circumstances.

4-202-001

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – A presente proposta tem como objetivo substituir a Decisão-Quadro 2005/222/JAI do Conselho, de 24 de fevereiro de 2005, relativa a ataques contra os sistemas de informação. Esta Decisão-Quadro visava reforçar a cooperação entre as autoridades judiciais e outras autoridades competentes, nomeadamente as autoridades policiais e outros serviços especializados responsáveis pela aplicação da lei nos Estados-Membros, mediante uma aproximação das suas disposições de Direito Penal em matéria dos ataques contra os sistemas de informação, introduzindo legislação da UE para reprimir infrações como o acesso ilegal aos sistemas de informação, a interferência ilegal no sistema e a interferência ilegal nos dados, bem como disposições específicas relativas à responsabilidade das pessoas coletivas, à competência e ao intercâmbio de informações.

4-202-250

**Willy Meyer (GUE/NGL)**, *por escrito*. – He votado en contra del presente informe por suponer un nuevo ataque a la libertad de los ciudadanos europeos en su uso de los sistemas de información. El informe pretende aproximar el derecho penal a las violaciones que se pudieran producir en el ámbito de los sistemas de información. Se trata de un enfoque completamente represivo de las violaciones de seguridad de la red; esto supondría un intento de criminalizar cualquier forma de ciberataque sin importar las intenciones o los objetivos del mismo. Esto supone un criminalización de diferentes acciones que están realizando muchos colectivos sociales a través de las redes de información como forma de protesta pacífica. Esto criminaliza las acciones de diferentes plataformas que han sido capaces de desvelar información secreta de interés fundamental para toda la ciudadanía. Por ello he votado en contra.

4-203-000

**Miroslav Mikolášik (PPE)**, *písomne*. – Informačné systémy sa stali v posledných desaťročiach neodmysliteľnou súčasťou spoločenského a hospodárskeho života. Bezpečnosť týchto systémov sa dokonca priamo spája s bezpečnosťou štátov a jej občanov. Nerušené fungovanie a predovšetkým bezpečnosť týchto kľúčových systémov si vyžaduje tú najvyššiu možnú ochranu a to ochranu pomocou trestného práva. Škodlivosti počítačovej kriminality pre spoločnosť totiž treba účinne predchádzať hrozbou trestu v rámci preventívnych programov a ukladaním a výkonom trestov v prípade, že bol páchatel' právoplatne odsúdený. Pre rozvoj konkurencieschopného a inovačného vnútorného trhu je žiaduce uskutočniť aproximáciu trestnoprávných predpisov v členských štátoch v oblasti kybernetických útokov a stanoviť minimálne požiadavky na skutkové podstaty trestných činov a rozsah trestných sadziieb. Páchatelia tak nebudú môcť uniknúť trestu jednoducho tým, že sa premiestnia do iného členského štátu. Z uvedených dôvodov podporujem správu o kybernetických útokoch na informačné systémy.

4-203-500

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing* . – The Directive aims at combating large-scale attacks against information systems and repeals the current Council Framework Decision. It penalises the production, sale, procurement for use, import, distribution or otherwise making available of devices/tools used for committing the offences and includes aggravating circumstances. It introduces the new criminal offence of ‘illegal interception’ and introduces measures to improve European criminal justice cooperation. In favour.

4-203-750

**Tiziano Motti (PPE)**, *per iscritto* . – Ho sostenuto la proposta di direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio relativa agli attacchi contro i sistemi di informazione in quanto elemento fondamentale per la comunicazione politica. È pertanto di fondamentale importanza garantire norme precise e coordinate tra i vari Stati Membri in merito alla definizione dei reati e delle sanzioni, alle facoltà degli organi competenti in materia, e alla garanzia di adeguati livelli di protezione per i mezzi di informazione.

4-203-875

**Younous Omarjee (GUE/NGL)**, *par écrit* . – Ce rapport accorde une place privilégiée aux sanctions en matière d’attaques visant les systèmes d’information.

Toutefois les sanctions, aussi sévères qu’elles puissent être, ne résolvent pas la question de la criminalité. C’est pourquoi la plus grande attention doit être portée sur la prévention de la criminalité, par l’intermédiaire d’une éducation appropriée, sensibilisant dès le plus jeune âge les potentiels auteurs de ces infractions. La prévention, en agissant sur le long terme se révèle in fine beaucoup plus efficace que la répression. Je privilégie donc la prévention plutôt que ces logiques répressives et j’ai voté contre ce rapport.

4-203-937

**Justas Vincas Paleckis (S&D)**, *in writing* . – Cybercrime is a rapidly growing threat to European security. One out of every four PCs is subject to this type of attack and it poses a great danger to computer infrastructure. Cybercrime impacts millions of people as well as businesses, has cost EUR 300 billion in damages, and 88 % of users in the EU have suffered from identity theft. The Internet is an international system, meaning attacks against information systems have become increasingly cross-border. This demands greater cooperation between Member States. Common sanctions must be agreed upon as well as similar legal punishments for these crimes. I voted in favour of this report because it outlines new measures to address the growing threat. More effort will be put into prosecuting organised crime’s use of IT attacks and those that hide their identities while perpetrating a cybercrime. Police forces and legal entities will be taught how these crimes are carried out so that they can better investigate them. However, it is important that, even as security is strengthened, the openness of the Internet and any data collected are given full protection.

4-204-000

**Antigoni Papadopoulou (S&D)**, *in writing* . – With this proposal, minimum rules concerning the definition of criminal offences as well as sanctions for attacks against information systems are set in place. Special focus is given to the improvement of cooperation between judicial and other competent authorities. The new criminal offence of ‘illegal interception’ is introduced, along with measures to improve European criminal

justice cooperation via strengthening the existing structure of the 24/7 contact points. Member States are now obliged to collect comparable data on offences and must ensure that an adequate national system is in place and available for exchange of cybercrime and security information at Union level. This will definitely contribute to a more effective and immediate response when needed for mutual benefits. Operational national point of contacts will thus be established by Member-States for this reason, constituting part of an existing 24-hours and seven-days-a-week network. In this respect, Member-States could be better informed about the recent developments on cybercrime and act against it, which is the aim of this EP proposal.

4-204-500

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Por concordar com a necessidade de um melhor intercâmbio da informação relacionada com a cibersegurança entre os Estados-Membros, no contexto das crescentes preocupações relativamente a potenciais ataques contra os sistemas de informação, votei favoravelmente o presente relatório.

4-204-750

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – O bom funcionamento e a segurança dos sistemas de informação na União são vitais para o desenvolvimento do mercado interno e de uma economia competitiva e inovadora, devendo, por isso, ser assegurado um nível adequado de proteção destes sistemas. Em 24 de fevereiro de 2005, os Estados-Membros da UE chegaram a acordo relativamente a esta matéria, tendo sido aprovada a Decisão-Quadro do Conselho 2005/222/JAI. Em 14 de julho de 2008, a Comissão publicou um relatório sobre a aplicação da referida Decisão-Quadro, tendo constatado que, desde a respetiva adoção, surgiram novas ameaças que urge combater. Em especial, o surgimento de ataques simultâneos em grande escala contra os sistemas de informação e o aumento do uso criminoso das chamadas *botnets* devem ser objeto de resposta adequada e eficaz. Tendo em conta a necessidade de preencher estas e outras lacunas, a Comissão avançou com a presente proposta de diretiva, que substituiu a Decisão-Quadro 2005/222/JAI, introduzindo ajustamentos em matéria de combate aos ciberataques, por forma a sujeitar os ataques contra os sistemas de informação, em todos os Estados-Membros, a sanções penais efetivas, proporcionadas e dissuasivas, e melhorar e incentivar a cooperação entre autoridades judiciais e outras autoridades competente neste domínio. Votei favoravelmente.

4-205-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *por escrito*. – He votado en contra. El pleno del PE ha aprobado una nueva directiva sobre ciberseguridad que impone penas más estrictas a los autores de delitos cibernéticos. La legislación, ya consensuada con los Estados miembros, tiene por objetivo facilitar la prevención e impulsar la cooperación policial y judicial en este ámbito. En caso de que se produzca un ciberataque, los países de la UE deberán responder a la información requerida por otros Estados miembros en un plazo máximo de ocho horas. El problema, una vez más, es la confusión entre seguridad y derechos.

4-205-500

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – La società odierna è oramai dipendente dai sistemi informatici che, pertanto, risultano essenziali agli interscambi politici, economici e sociali nel territorio dell'Unione. Accanto agli innegabili benefici che essi producono, tanti sono i rischi cui la sicurezza informatica è esposta a causa della

complessità dei sistemi e della loro facile vulnerabilità. Gli Stati membri e l'Unione europea sono chiamati a fornire delle risposte concrete e precise ad una tale costante preoccupazione. Ho votato, dunque, a favore della relazione sulla proposta di direttiva del Parlamento europeo e del Consiglio in materia di attacchi contro i sistemi informatici. Ritengo fondamentale l'impegno dei singoli Stati membri a rafforzare le relative legislazioni penali, al fine di realizzare una cooperazione forte e stabile che riduca le divergenze nazionali e proceda ad un trattamento più efficace delle violazioni commesse nell'Unione, dato il carattere transfrontaliero delle minacce nel settore.

4-206-000

**Marc Tarabella (S&D)**, *par écrit*. – Le but de la présente directive est de rapprocher les législations pénales des États membres pour réprimer les attaques contre les systèmes d'information en fixant des règles minimales concernant la définition des infractions pénales et les sanctions dans ce domaine, et de renforcer la coopération entre les autorités compétentes, notamment la police et les autres services spécialisés chargés de l'application de la loi dans les États membres, ainsi que les agences spécialisées compétentes de l'Union, telles qu'Eurojust, Europol et son Centre européen de lutte contre la cybercriminalité et l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information (ENISA).

4-206-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – A proteção dos sistemas de informação públicos e privados é cada vez mais difícil de garantir, uma vez que há uma tendência para o aumento do número de ciberataques, com métodos cada vez mais sofisticados e complexos. Esta proposta de diretiva visa introduzir sanções penais para o denominado ataque: *botnets*. Para além da imposição de ações penais, esta diretiva estabelece também uma abordagem mais preventiva. Sou favorável a este relatório por considerar essencial que a legislação europeia evolua de acordo com a sociedade.

4-206-750

**Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL)**, *par écrit*. – J'ai voté contre cette révision de la directive sur la cybercriminalité qui vise à se donner les moyens de lutter contre les attaques contre des systèmes d'information. L'accord conclu entre le Conseil et le Parlement n'a même pas permis de maintenir les quelques mesures positives relatives notamment à la prévention issues lors des négociations entre députés européens. Cette révision se situe dans la droite ligne de l'Europe sécuritaire qui, au nom de la lutte contre la criminalité, privilégie systématiquement et quasi uniquement la répression au détriment des droits fondamentaux. Il n'est pas question ici de méconnaître les problèmes que pose la cybercriminalité mais de trouver un juste équilibre. Or la position du Conseil qui a prévalu repose sur la répression et impose toute une gamme de sanctions pénales obligatoires. Nombre de définitions imprécises élargiront le champ de la directive aux utilisateurs ordinaires et entraîneront donc une criminalisation inacceptable de nombre d'internautes. Le pire sans doute est que cette directive, concentrée sur le droit pénal, ne contribue qu'à la marge à l'amélioration de la sécurité. C'est toujours la même illusion : "renforcer la répression est le plus efficace". Toutes les études montrent le contraire mais peu importe, seul compte l'affichage.



4-207-000

**Angelika Werthmann (ALDE)**, *schriftlich*. – Der Schutz unserer Informationssysteme vor Cyberangriffen ist in der heutigen Zeit unerlässlich. Es soll gemeinsam gegen diese neue Form von Kriminalität vorgegangen werden, um den betroffenen Menschen ihr Grundrecht auf Datenschutz adäquat gewährleisten zu können.

4-208-000

**Iva Zanicchi (PPE)**, *per iscritto*. – I sistemi di informazione sono un elemento chiave dell'interazione politica, sociale ed economica nell'Unione. Il loro buon funzionamento e la loro sicurezza sono fondamentali per lo sviluppo del mercato interno e di un'economia competitiva e innovativa.

Accolgo dunque con favore questa proposta di direttiva che ha lo scopo di tutelare i cittadini europei armonizzando le legislazioni penali degli Stati membri per ciò che riguarda gli attacchi contro i sistemi di informazione e migliorando la cooperazione tra Stati membri e forze di polizia.

4-208-500

**Inês Cristina Zuber (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Para além dos aspetos de harmonização, da aplicação de regimes idênticos sobre realidades e culturas jurídicas muitas vezes distintas, da imposição de sanções penais obrigatórias e do desligamento da participação democrática na definição da legislação e na sua concretização, esta diretiva traduz uma visão puramente criminalizadora deste fenómeno. O caminho poderia ter sido outro, apostando em políticas preventivas nos Estados-Membros em vez dos métodos repressivos. Em vez disso, esta legislação não garante a proteção do utilizador comum e facilita a sua criminalização, já que há uma grande variedade de definições imprecisas que podem arriscar alargar o âmbito de aplicação aos utilizadores comuns. Depois, não defende a responsabilidade dos produtores e gestores de grandes sistemas de Tecnologias da Informação, que deveriam ser obrigados a tomar medidas para proteger a fiabilidade dos sistemas e a garantir a proteção dos direitos e garantias dos utilizadores.

### **14.3. Überwachungsprogramm der US-amerikanischen NSA sowie Überwachungsbehörden in verschiedenen Mitgliedstaaten; ihr Einfluss auf die Privatsphäre der EU-Bürger (RCB7-0336/2013, B7-0336/2013, B7-0337/2013, B7-0338/2013, B7-0341/2013, B7-0342/2013, B7-0343/2013)**

4-210-000

#### **Mündliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-211-000

**Hannu Takkula (ALDE)**. - Arvoisa puhemies, äänestin tämän mietinnön puolesta. Tässä kohden on tietenkin hyvä todeta, että Euroopan unionin kansalaisina meillä on erityinen huoli siitä, niin unionin tasolla kuin jäsenvaltioissakin, että yksityisyyden suoja voi säilyä. On erittäin tärkeää huolehtia siitä, että sellaista salaista tietoa ja yksityisyyteen liittyvää tietoa ei mene erilaisen vakoilun kautta sitten muille maille tai viranomaisille, sellaisille, joille asiat eivät kuulu.

Tässä suhteessa voi sanoa, että tämä viime päivien konflikti Yhdysvaltojen ja Euroopan unionin välillä on jälleen nostattanut tätä kysymystä esille. Mitä sitten todellisuudessa

tapahtuu? Me odotamme sitä, että Yhdysvallat tulevat kertomaan ovatko nämä Edward Snowdenin sanomat viestit tosia? Pitääkö paikkansa, että Yhdysvallat ovat vakoilleet Euroopan unionia ja unionin toimielimiä? Joka tapauksessa meidän on huolehdittava siitä, että kansalaisten yksityisyyden suoja säilyy ja tällaiselle vakoilulle ei ole sijaa Euroopan unionissa.

4-212-000

**Fabrizio Bertot (PPE).** - Signor Presidente, onorevoli colleghi, non so se devo anche ringraziare – se qualcuno in questo momento ci sta ascoltando dagli uffici del Pentagono – ma, battuta a parte, voglio dire che con molto piacere ho votato la proposta di risoluzione del mio partito, il PPE, perché pone grande attenzione al tema della sicurezza internazionale nella lotta al terrorismo, ma contemporaneamente si pone la medesima attenzione alla tutela della privacy dei cittadini dell'Unione europea.

In questo modo si raccomanda e si impegnano le istituzioni europee a collaborare sicuramente con gli amici degli Stati Uniti, ma a collaborare nell'ottica di preservare la privacy e la sicurezza di quei dati che sicuramente sono utili alla lotta al terrorismo internazionale, ma che possono creare grave pregiudizio alla privacy di ciascun cittadino.

4-213-000

**Charles Tannock (ECR).** - Mr President, all governments have secret intelligence services so it is hardly surprising that the US gathers intelligence through the National Security Agency, although perhaps a little surprising that it does so from allies, and in particular from EU delegations.

However, the calls for suspension of the Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) are exaggerated, as all governments allegedly spy on one another. Chinese and Russian spies regularly spy on our embassies and no one is suggesting ending trade relations with them. The correct response is a vigorous démarche by the EU and to beef up security in EU delegations worldwide.

Similarly, I have little sympathy for so-called whistle-blowers like Edward Snowden, who has betrayed the trust of his employers and, more importantly, his own country, the USA, which is perfectly entitled to prosecute him under criminal law.

This is not to say that I do not support reasonable data protection measures and the right to privacy for private citizens. For instance, I do not think it is reasonable that a US citizen should have a right of redress against EU governments abusing his privacy on EU Member State territory, and not the other way round in the USA. Clearly there must be a symmetrical arrangement for all countries.

4-214-000

**Bruno Gollnisch (NI).** - Monsieur le Président, j'entends mes collègues, M. Hannan, M. Tannock et d'autres, dire que tout cela n'est pas très grave parce que tous les pays, finalement, s'espionnent les uns les autres. Oui, mes chers collègues, mais le problème, c'est que tous les pays résistent. Quand cela se passe sur le territoire américain ou sur le territoire russe, il y a une réaction sérieuse des Russes et des Américains, et non cette espèce de lâcheté visqueuse dont font preuve les Européens que nous rencontrons aujourd'hui. L'attitude, hier, des gouvernements du Portugal, de l'Italie et de la France est véritablement déshonorante.

Ce Parlement, qui ne cesse de parler d'asile politique, devrait évidemment en priorité l'accorder à Julian Assange et à Edward Snowden, qui ont été, dans cette affaire, nos utiles informateurs. Au lieu de cela, l'un est pratiquement reclus, prisonnier, sous une menace d'extradition absurde dans l'ambassade de l'Équateur à Londres, l'autre est toujours en transit à Moscou.

Véritablement, les gouvernements européens, par leur faiblesse, par leur lâcheté, tout comme ce Parlement, se sont déshonorés dans cette affaire.

4-215-000

**Daniel Hannan (ECR).** - Mr President, there is a measure of hypocrisy from everybody on this issue. In the aftermath of some terrorist event the cry goes up from all the newspapers and all the politicians that something must be done: we need to intercept the data and we must not allow these people to get away on account of our namby-pamby concerns over civil liberties. Then, of course, the same newspapers and the same politicians complain furiously a few weeks later about privacy.

Let us try to be consistent. There should only be a proportionate reaction on the basis of an identified threat to security. Much of what has been done in the name of national security, particularly in the 12 years since the 9/11 attacks, would not have had any impact either on that occasion or on subsequent ones. It is legislation passed for the sake of showing that we are doing something; it is legislation passed in proportion to public outrage rather than the need to solve a specific identified threat. We are told it is necessary. Necessity, said Pitt the Younger, 'is the plea for every infringement of human freedom. It is the argument of tyrants; it is the creed of slaves.'

4-216-000

**Zbigniew Ziobro (EFD).** - Panie Przewodniczący! Zbieranie informacji poprzez służby wywiadowcze na całym świecie jest faktem niepodważalnym. Stany Zjednoczone są tą częścią wolnego świata, które angażują się w wojnę z terroryzmem, który zagraża niewinnym przypadkowym ludziom. Przekonali się o tym mieszkańcy Londynu, Madrytu czy ostatnio Bostonu. To może przytrafić się wszędzie. Terrorysty są gotowi mordować i zabijać ludzi przypadkowych, bo na tym polega sens ich działalności, z tego czerpią satysfakcję i swoją siłę. Dlatego trudno dziwić się temu, że poszczególne państwa, w tym Stany Zjednoczone, podejmują działania o charakterze wywiadowczym, które mają temu zapobiec. Na pewno nie jest tak, że to tu w Parlamencie Europejskim te informacje, które pochodzą z przecieków, są najbardziej uważnie słuchane. Nie, najbardziej uważnie przyglądają się mechanizmom służb specjalnych tych amerykańskich ci, których to najbardziej dotyczy, czyli wszyscy terroryści na czele z Al-kaidą. To oni są wdzięczni tym, którzy ujawniają mechanizmy działania służb, które mają na celu ich inwigilować. Więc musimy mieć to na względzie.

4-217-000

**Eija-Riitta Korhola (PPE).** - Arvoisa puhemies, äänestin tämän tärkeän esityksen puolesta. Kaikki tiedustelevat, mutta liittolaiseen kohdistuvana se on yllättävää. Toivon, että EU lähettää voimakkaan viestin, että kansalaisten yksityisyys ei ole asia, jolla voi leikkiä.

EU–USA-vapaakauppasopimuksen neuvotteluiden on määrä alkaa ensi viikolla, ja toivon, etteivät ne keskeydy tämän tapauksen ja luottamuksen heikentymisen myötä. Asiat tulee

selvittää perusteellisesti ystävien kesken. EU rankaisee pahiten itseään, jos se jäädyttää neuvottelut tässä tärkeässä asiassa.

4-218-000

### **Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-218-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Aprovo o presente Relatório, considerando que a reforma da proteção de dados está em curso, a nível da UE, através da revisão da Diretiva 95/46/CE e da sua substituição pelos propostos regulamento geral sobre proteção dos dados e diretiva relativa à proteção dos dados sobre a proteção das pessoas singulares no que respeita ao tratamento de dados pessoais por parte das autoridades competentes, para fins de prevenção, investigação, deteção ou repressão de infrações penais ou de execução de sanções penais, e a livre circulação desses dados. Contudo, manifesto sérias apreensões, embora reitere o meu apoio constante aos esforços transatlânticos para combater o terrorismo e a criminalidade organizada, a respeito do PRISM e de outros programas semelhantes, já que, caso se confirmem as informações atualmente disponíveis, podem implicar uma grave violação do direito fundamental à privacidade e à proteção de dados dos cidadãos e residentes da UE, bem como do direito à vida privada e familiar, à confidencialidade das comunicações, à presunção da inocência, à liberdade de expressão, à liberdade de informação e à liberdade empresarial.

4-219-000

**Martina Anderson (GUE/NGL)**, *in writing*. – I voted in favour of this resolution as I believe the recent actions by the US government and some member states constitute a serious violation to the rights of EU citizens. However I think the resolution could and should have gone further and called for the immediate granting of asylum by EU member states. I find it ridiculous that no member state is willing to help the man who uncovered this gross abuse of their citizens' right to privacy. It is a pity that this was not included, a wasted opportunity. There needs to be immediate repercussions and guarantees as a result of these findings, especially with regards to the transatlantic trade and partnership agreement with the US. I hope this resolution is the first of many stands the EU will take on this issue to condemn these actions.

4-219-500

**Pino Arlacchi (S&D)**, *in writing*. – I voted for this resolution because it expresses our serious concerns over the allegations that the US authorities are spying on the EU institutions, through bugging of offices, use of electronic implants and antennae, and the infiltration of email and telephone networks. If the allegations prove to be true, it would be an extremely critical matter which will have a severe impact on EU-US relations. Moreover, although the US authority was asked for a formal explanation, no satisfactory answer has been received yet. I believe that we have the right to speedily receive full clarification and further information from the US authorities. We must also emphasise that this type of interception cannot be justified within the scope of anti-terrorism or national security measures. Therefore, if the allegations are proved correct, this should be considered a violation of international law, and specifically the Vienna Convention on Diplomatic Relations.

4-219-750

**Sophie Auconie (PPE)**, *par écrit*. – Je me suis abstenue sur le vote final de cette résolution car je considère qu'elle aurait dû inclure une demande de report de l'ouverture des négociations commerciales entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Je déplore la volonté d'une majorité de ce Parlement de négocier avec un partenaire qui procède en parallèle à des écoutes totalement inacceptables entre alliés.

4-220-000

**Elena Băsescu (PPE)**, *în scris*. – Întotdeauna am susținut că trebuie să existe un echilibru cât mai bine definit între protecția vieții private și aspectele care țin de securitatea națională. Dacă se încalcă dreptul la viața privată, atunci e nevoie de motive obiective și concrete care să demonstreze că persoana în cauză reprezintă o amenințare. În plus, nu pot fi excluse niciodată abuzurile, căci cei care operează astfel de programe de supraveghere ar putea să folosească informațiile în interes propriu. Ceea ce este cu adevărat șocant este complicitatea unor companii IT, care nu și-au anunțat utilizatorii despre posibilitatea ca activitatea lor să fie monitorizată. Este o încălcare gravă a condițiilor și termenilor de utilizare a unor platforme sociale online, iar cei afectați au fost inclusiv cetățeni nevinovați ai Uniunii, care și-au văzut încrederea zdruncinată prin astfel de practici.

4-220-500

**Jean-Luc Bennahmias (ALDE)**, *par écrit*. – Je me suis prononcé sans ambiguïté en faveur de cette résolution. Les Etats européens auraient dû accueillir M.Snowden de la meilleure des façons et ceci sans délai. En ce sens, chaque pays européen recevant une demande d'asile devait y répondre immédiatement de manière favorable. Tel ne fut pas le cas malheureusement. M.Snowden est un défenseur des libertés fondamentales qui mérite de ne pas être livré à son propre sort. L'Europe avait la responsabilité de reconnaître les mérites de ce lanceur d'alertes qui a su prendre des risques pour dénoncer des dérives qui n'auraient jamais dû exister entre alliés. L'Europe est un projet politique fondé sur des valeurs qui ne peuvent rester que des incantations. Je regrette donc bien tristement et amèrement que mes collègues du Parlement européen n'aient pas eu le réflexe de défendre les fondamentaux de notre action.

4-220-750

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté contre la résolution sur le programme de surveillance de la sécurité américaine (NSA). En effet, depuis que l'affaire «Prism» a éclaté au grand jour, l'UE doit adopter un comportement mesuré mais cohérent, et j'ai considéré qu'il était peut-être plus prudent d'être plus précautionneux, de demander des explications aux Etats-Unis avant de continuer les négociations sur l'accord de libre échange UE-Etats-Unis. La mise en place d'un libre échange entre deux partis implique une confiance totale mutuelle, il me semble que la tension et l'incertitude autour du comportement américain empêchent à l'heure actuelle des négociations saines et apaisées.

4-220-875

**John Bufton (EFD)**, *in writing*. – We as a party condemn spying in EU representations and call on the US authorities to provide full information on these allegations without further delay.

4-220-937

**Lara Comi (PPE)**, *per iscritto*. – La proposta di risoluzione che abbiamo approvato è stata un buon compromesso, pur non condividendola al 100%. Il mio gruppo politico ne aveva preparata un'altra, migliore a mio avviso, ma le regole della democrazia vogliono che se l'intero Parlamento, che rappresenta tutti i cittadini europei, si deve esprimere su un tema, è meglio scendere a compromessi e ampliare la condivisione, che fissarsi sulle proprie posizioni e rischiare di restare in minoranza. In questo caso, io sono contenta del risultato generale di questa risoluzione innanzitutto perché è un segnale forte che il Parlamento Europeo dà. In secondo luogo, è ben chiaro che questo non dovrebbe condurci a sospendere i negoziati per un Trattato di Libero Scambio. Infine, e a questo punto tengo molto, sarebbe opportuno rivedere l'accordo cosiddetto "Safe Harbour" perché, per quanto nel complesso buono e utile, nasconde delle insidie che non avevamo previsto al tempo della sua conclusione. I cittadini hanno ragione a preoccuparsi, e noi stiamo indagando per verificare che la loro sicurezza, e quella dei loro dati, non siano davvero in pericolo.

4-220-968

**Emer Costello (S&D)**, *in writing*. – US relations with Europe should be based on democratic values and principles, and mutual trust. The revelations about the US's NSA surveillance programme have undermined this trust and it is now up to Washington to rebuild it. I want to see full disclosure on the bugging and wire-tapping of EU offices and representatives by the US authorities, including the potential involvement of Member States' intelligence services. Member States must push for full clarification and credible assurances from the US that these spying activities have been definitively ended. I do regret the rejection of S&D amendment No 2 which would have called on the Commission to postpone negotiations on the transatlantic trade and investment partnership agreement until the US authorities have fully disclosed the details of their spying activities. Parliament's Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs should now investigate this issue in full and report back by the end of the year.

4-220-984

**Marielle de Sarnez (ALDE)**, *par écrit*. – Les relations entre l'UE et les États-Unis doivent être basées sur la confiance et le respect des droits fondamentaux. Or, ces principes sont aujourd'hui mis à mal par la découverte du programme de surveillance Prism qui permet aux autorités américaines d'accéder aux données personnelles des citoyens européens, et le récent scandale d'espionnage américain des institutions européennes. L'Europe doit faire entendre sa voix aux États-Unis et dire que ce qui se passe est inacceptable et que nous ne le tolérerons pas. La mise en place d'une commission d'enquête par la Commission sur les pratiques américaines va dans le bon sens. Mais nous devons également exiger des autorités américaines des informations complètes sur leurs programmes de surveillance. Dans cette attente, nous devrions remettre à plus tard nos négociations sur le Traité de commerce et d'investissement transatlantique.

4-220-992

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente esta resolução sobre alegadas práticas de espionagem por parte das autoridades norte-americanas em relação a gabinetes das instituições da UE, bem como a correspondência eletrónica e a telefonemas de funcionários. Este tipo de práticas é completamente inaceitável e, a ser confirmado, poderá prejudicar seriamente as boas relações transatlânticas.

4-220-996

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – No domínio da luta contra o terrorismo e da prevenção da criminalidade organizada, é fundamental a cooperação judiciária internacional e a cooperação transatlântica, o que implica, em muitos casos, a transferência de dados pessoais, a qual deverá ser feita de acordo com as regras legais aplicáveis. No entanto, notícias recentes dão conta de possíveis violações do direito fundamental à privacidade e à proteção de dados dos cidadãos e residentes da UE, bem como do direito à vida privada e familiar, à confidencialidade das comunicações, à presunção da inocência, à liberdade de expressão, à liberdade de informação e à liberdade empresarial por parte dos programas de vigilância da NSA. Tais alegações devem ser, pela importância fundamental que assumem, cabalmente investigadas e explicadas pelas autoridades norte-americanas.

4-220-998

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – A proposta de resolução comum que acabámos de votar, apresentada nos termos do número 4 do artigo 110.º do Regimento, em substituição das propostas dos grupos políticos PPE, S&D e ALDE, versa sobre o programa de vigilância da Agência Nacional de Segurança dos Estados Unidos, os órgãos de vigilância em diversos Estados-Membros e o seu impacto na privacidade dos cidadãos da União Europeia. Muitos utilizadores da Internet não têm consciência da forma como os seus dados, muitos de cariz pessoal, circulam pelas autoestradas da informação. A espionagem continua e de forma mais acentuada do que podemos imaginar e, muitas vezes, por parte daqueles que consideramos *amigos*. Casos como os de Julian Assange (WikiLeaks) e de Snowden mostram até que ponto a informação considerada secreta ou confidencial pode acabar por ser divulgada e conferem atualidade a esta matéria. Os cidadãos estão muito preocupados com a falta de proteção da sua esfera privada. Votei favoravelmente a presente resolução porque chama a atenção para a segurança – ou para a falta dela – internacional a nível das redes da Internet, uma vez que a luta contra o terrorismo não pode servir de desculpa para a violação do direito à privacidade por parte dos cidadãos.

4-220-999

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – As denúncias de espionagem por parte das autoridades norte-americanas a sedes diplomáticas e a milhões de cidadãos dos Estados-Membros da UE levantaram uma enorme onda de indignação que obrigou o Parlamento Europeu a tomar posição. *Aprensão, condenação* são palavras que se ouvem do lado da UE, relativamente à denúncia de espionagem das autoridades americanas. O seu verdadeiro significado só o ficaremos a conhecer nos próximos tempos. Para já, inflamadas declarações de indignação à parte, o servilismo demonstrado pelas autoridades de França, Itália, Espanha e Portugal no caso do avião do Presidente boliviano Evo Morales é elucidativo da postura de subserviência face aos EUA que continua a imperar deste lado do Atlântico. Terão um seguimento sério as reivindicações de uma suspensão dos acordos em matéria de registo de identificação dos passageiros (PNR) e do programa de deteção do financiamento do terrorismo (TFTP)? São para considerar seriamente estas posições quando, simultaneamente, a mesma maioria manifesta o seu apoio aos *esforços transatlânticos para combater o terrorismo e a criminalidade organizada*, ou seja, um apoio quase incondicional ao conjunto de ferramentas jurídicas e políticas que alimentam a espionagem, a prisão, o transporte, a tortura e a morte de milhões? Muitas dúvidas subsistem...

4-221-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Správy v medzinárodnej tlači na začiatku júna 2013 priniesli informácie, že americké úrady prístupujú k spracovaniu dát občanov Únie využívajúcich služby amerických poskytovateľov internetových služieb. Komisárka Redingová listom požiadala americkú stranu o vysvetlenie. Správy zo záveru júna 2013 uvádzajú, že orgány USA systematicky sledovali kancelárie inštitúcií EÚ vo Washingtone a New Yorku, ako aj priestory inštitúcií EÚ v Bruseli, najmä prostredníctvom odpočúvania kancelárií, používaniu elektronických implantátov a antén a infiltráciou e-mailov a telefónnych sietí. Je dôležité a opodstatnené, aby – vzhľadom na naliehavosť danej záležitosti – boli podniknuté kroky v snahe zasadiť sa za ochranu osobných údajov a súkromia zamestnancov európskych inštitúcií.

4-222-000

**Elisabetta Gardini (PPE)**, *per iscritto*. – Il Parlamento Europeo è da sempre molto attento alla questione della sicurezza dei cittadini europei, soprattutto quando si tratta di protezione di dati personali. Pertanto non è possibile rimanere indifferenti di fronte alle notizie che sono state comunicate dai quotidiani The Guardian e The Washington Post in merito al programma PRISM condotto dall'Agencia americana per la Sicurezza Nazionale. Notizie preoccupanti, che al momento si fermano al livello di sospetti. Invito innanzitutto alla prudenza, prima di gridare ad alta voce la parola "spionaggio". Non dobbiamo infatti dimenticare la fiducia e la stima reciproca che finora hanno caratterizzato le relazioni UE - USA e che hanno portato ad avviare le discussioni su un possibile accordo di libero scambio. Al contempo, però, chiedo con forza agli Stati Uniti di chiarire la propria posizione, in modo tale da dare una risposta chiara non solo ai nostri governi ma soprattutto ai nostri cittadini, la cui protezione rimane la nostra priorità.

4-223-000

**Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D)**, *na pišmie*. – Ostatnio bardzo głośno zrobiło się w prasie międzynarodowej wokół tajemniczego programu PRISM, w ramach którego amerykańska Agencja Bezpieczeństwa (NSA) zbudować miała system inwigilacji internetowej, przy współudziale największych firm IT, umożliwiający pozyskiwanie niemal wszystkich informacji o każdym z nas. Aferę zapoczątkował *The Guardian*, który ujawnił skandal ze zbieraniem bilingów na ogromną skalę, w ślad za nim kolejne rewelacje udostępnił *Washington Post*. W następstwie ujawnienia tych informacji posypała się lawina zaprzeczeń zarówno ze strony amerykańskiego rządu, jak i rzekomo uczestniczących w programie gigantów IT. Dziś PRISM nie wydaje się jednak być plotką, nawet wiceprzewodnicząca Komisji Europejskiej Viviane Reding zabrała głos w tej sprawie, twierdząc, że sprawa ta obrazuje, „że jasne ramy prawne ochrony danych osobowych to nie luksus czy ograniczenie, lecz fundamentalne prawo”. Amerykanie bronią się argumentami, iż inwigilacja obywateli innych krajów jest możliwa na mocy paragrafu 702 ustawy *Foreign Intelligence Surveillance Act*, lecz informacje takie pozyskiwane są jedynie po uzyskaniu nakazu tajnych sądów. Jak w takiej sytuacji mogą bronić się europejscy obywatele? Poza czujnością i rozsądnym użytkowaniem internetu powinni mieć wsparcie w unijnej legislacji. Mam nadzieje, że tworzony właśnie w Komisji LIBE pakiet dotyczący ochrony danych osobowych zapewni wystarczające zabezpieczenie prawne europejskim użytkownikom sieci.

Jak dotychczas kontrowersyjny PRISM wzbudza zainteresowanie europejskich inspektorów ochrony danych (GIODO). Berliński GIODO Peter Schaar zażądał już od władz USA



wyjaśnień w tej sprawie, dodając ironicznie, że nie uspokaja go to, że projekt nie był wymierzony w obywateli amerykańskich, a jedynie osoby żyjące poza USA. Z zaciekawieniem oczekuję na reakcję Komisji i propozycję skutecznych rozwiązań przeciwko takim niekonstytucyjnym praktykom.

4-223-500

**Ágnes Hankiss (PPE)**, *in writing*. – The leaks over the US PRISM surveillance programme have profoundly shaken EU citizens' trust and confidence in the European institutions to safeguard their most fundamental freedoms relating to their private and family lives. Maintaining the balance between security and privacy is one of the pillars of the common European security policy and the EU's internal security strategy. Therefore, we need a quick and clear response from the US to give us a better picture of what happened and to make sure that our transatlantic relations and common interests are not damaged. As the rules on privacy and data protection are stricter in Europe than in the US, it is vital that we take a firm position while ensuring that all EU citizens receive full legal protection in the US. However, it is crucial that the EU avoid suspending EU-US talks on a transatlantic trade agreement as this could boost the economy and create greater job opportunities.

4-223-750

**Juozas Imbrasas (EFD)**, *raštu*. – Balsavau už pasiūlymą, kadangi turime aukštus asmens duomenų apsaugos standartus ir privalome stengtis juos tokius išlaikyti ar net pakelti. Rezoliucijoje reiškiamas didelis susirūpinimas dėl PRISM ir kitų panašių programų, griežtai smerkiamas ES atstovybių šnipinėjimas, o JAV raginama nedelsiant suteikti ES visą informaciją šia tema. Parlamentas kartu išreiškia rimtą susirūpinimą, kad panašias sekimo programas gali turėti ir ES valstybės (Jungtinė Karalystė, Švedija, Nyderlandai ir Vokietija). EP nariai kviečia jas ištirti, ar tokios programos suderinamos su ES teise bei reiškia susirūpinimą dėl kitose ES valstybėse, pvz. Lenkijoje, slaptosioms tarnybos suteiktų įgaliojimų vykdyti pasiklausymą. ES valstybės turi paspartinti darbą, susijusį su duomenų apsaugos paketu, o Komisiją ir JAV valdžios institucijas nedelsiant atnaujinti derybas dėl bendrojo susitarimo dėl asmens duomenų apsaugos. Galutinis susitarimas turėtų „užtikrinti ES piliečiams tokias pat galimybes kreiptis į JAV teismų sistemą, kokias turi JAV piliečiai“.

4-223-875

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – La résolution sur l'affaire "Prism" a fait l'objet d'un vote en session plénière le 4 juillet. Elle a été adoptée par 483 voix pour, 98 contre et 65 abstentions. Je le regrette profondément. J'ai souhaité m'y opposer pour plusieurs raisons. Tout d'abord, ce texte est rempli de bons sentiments et est d'une naïveté déconcertante qui décrédibilise totalement l'action des institutions européennes sur les dossiers de sécurité et de renseignement. Par ailleurs, deux dispositions qui constituaient le seul message politique fort, à savoir, repousser les négociations commerciales (amendement 1) et demander l'asile politique pour Snowden (amendement 3) n'ont pas été adoptées. En approuvant ce texte, nous ne nous comportons pas comme une grande puissance. Nous apparaissions faibles. Nous ne sommes pas crédibles. Plus graves, nous montrons au monde que nous sommes devenus de simples objets des relations internationales. Nous n'en sommes plus acteurs. - naïveté déconcertante

4-223-937

**Timothy Kirkhope (ECR)**, *in writing*. – Whilst UK Conservatives strongly believe that the rule of law, transparency, and checks and balances are key to any democracy and fight against terrorism, we acknowledge that Member States must comply with data protection rules and fundamental rights. However, the UK Conservatives also acknowledge that national security is a Member State competence. Furthermore, we do not support an enquiry or report by Parliament until there are facts available and, more importantly, we strongly reject any calls to implicate the US-EU free trade agreement, or for the freezing of essential anti-terror measures.

4-223-968

**Agnès Le Brun (PPE)**, *par écrit*. – L'existence du PRISM a été rendue publique par Edward Snowden, ancien employé de l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA), au début du mois de juin 2013. Celui-ci dénonce l'accès direct de la NSA aux données collectées par les grandes entreprises du web. Les Etats-Unis sont également accusés d'avoir surveillé plusieurs enceintes de l'Union européenne parmi lesquelles celle du siège du Conseil européen. J'ai alors décidé de voter en faveur de ce texte qui invite, d'une part, les autorités américaines à fournir, dans les meilleurs délais, l'ensemble des informations sur ces révélations et qui missionne, d'autre part, la commission des libertés civiles du Parlement de mener une étude approfondie sur les programmes en question. Je soutiens également cette résolution lorsqu'elle préconise notamment d'accroître la protection des personnes victime de ces abus ainsi que d'ériger des dispositions plus strictes en matière de protection de la vie privée.

4-223-984

**Constance Le Grip (PPE)**, *par écrit*. – J'ai soutenu la résolution du Parlement sur le programme d'espionnage américain PRISM par la NSA, agence de surveillance. Face à l'ampleur de ce système d'espionnage, dont les citoyens européens, les ambassades des Etats membres et les institutions européennes sont victimes, nous avons exprimé à la fois notre étonnement vis-à-vis de notre partenaire américain et notre désapprobation. La protection des données et de la vie privée ainsi que les relations de confiance avec nos partenaires sont des principes majeurs pour les Européens et nous condamnons avec fermeté ces faits. Par conséquent, la commission des libertés civiles a été chargée de mener une enquête approfondie sur les écoutes des communications européennes pour lever le voile sur ce scandale. D'ici la fin de l'année, celle-ci publiera un compte rendu sur l'impact de cette surveillance à l'égard de la vie privée des citoyens de l'Union et la protection des données. Elle proposera de surcroît des recommandations pour éviter que de tels faits se reproduisent à l'avenir.

4-223-992

**Olle Ludvigsson och Marita Ulvskog (S&D)**, *skriftlig*. – Vi svenska socialdemokrater stödde den gemensamma resolutionen om de amerikanska övervakningsprogrammen och den skarpa kritik mot amerikanska myndigheter som framfördes.

Vi ställer oss dock tveksamma till enskilda skrivningar i resolutionen. I skäl F förekommer felaktiga uppgifter om att signalspaning i Sverige bedrivs "utan rättsliga förelägganden". Enligt svensk signalspaningslagstiftning begär FRA för varje nytt uppdrag tillstånd från Försvarsunderrättelsesdomstolen.

Ändringsförslag 3 fastslår att Edward Snowden ska beviljas asyl i EU. Vi anser dock att eventuella asylbeslut ska fattas i enlighet med relevant lagstiftning i medlemsstaterna, och vem som beviljas skyddsstatus bör inte bestämmas av Europaparlamentet.

Även om vi anser att det är centralt att vidden av den amerikanska övervakningen klargörs, så tror vi inte att en utredning i Europaparlamentet som föreslås i punkt 16 är rätt väg att gå. Exempelvis saknar parlamentet rätten att begära ut säkerhetsklassade handlingar från medlemsstater. En sådan undersökning riskerar dessutom att duplicera de utredningar som just nu görs av Europeiska kommissionen.

Vi lade därför ned våra röster vid omröstningen om dessa punkter.

4-223-996

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – A UE sempre apoiou os esforços transatlânticos para combater o terrorismo e a criminalidade organizada. A polémica a respeito do PRISM e de outros programas semelhantes veio pôr outra vez em causa os meios para travar essa luta. Apesar de, caso se confirmem as informações atualmente disponíveis, esses meios podem estar a implicar uma grave violação do direito fundamental à privacidade e à proteção de dados dos cidadãos e residentes da UE, bem como do direito à vida privada e familiar, à confidencialidade das comunicações, à presunção da inocência, à liberdade de expressão, à liberdade de informação e à liberdade empresarial, considero que, em primeiro lugar, deve estar sempre o combate ao terrorismo e o evitar novos e graves atentados.

4-223-998

**Willy Meyer (GUE/NGL)**, *por escrito*. – He votado a favor de la presente resolución debido a que es una de las únicas resoluciones políticas que una institución europea ha publicado a consecuencia del escándalo que han provocado las filtraciones de Edward Snowden. El Gobierno de los Estados Unidos de América ha estado espionando a numerosos Estados miembros de la Unión Europea. La resolución expresa su preocupación por las escuchas realizadas y exige al Gobierno de EE.UU que ponga a disposición, sin demoras injustificadas, toda la información que permita esclarecer los hechos. A pesar de todo, el informe no pide el cese de las negociaciones sobre el Acuerdo Transatlántico, como cualquier autoridad digna debiera hacer, pero incide en la preocupación y en la búsqueda de responsabilidades por la violación del derecho internacional que este escándalo de escuchas supone, como solicitábamos desde el grupo GUE/NGL.

4-223-999

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – It is criminal that the collection was carried out by the National Security Agency and that the data collected included emails, videos, chat, photos, voice messages, stored data, VoIP, logins, video conferencing and iMessages. The question now is how to proceed and what can be done. Legally the room for manoeuvre is very limited, as the US as a sovereign state can legislate as it sees appropriate and even in the EU these issues touch upon national security, where the EU has no legislative powers. Some minor issues can be addressed through the revision of the data protection package. In favour.

4-224-000

**Andreas Mölzer (NI)**, *schriftlich*. – Die Enthüllungen über die flächendeckende Überwachung und Verletzung der Privatsphäre von Millionen EU-Bürgern durch die USA

sind erschreckend und unglaublich zugleich. Dass ein Staat, der sich weltweit als Verteidiger der Freiheit und Demokratie sowie der Grundrechte aufspielt, zu solchen Methoden greift, ist mehr als beschämend. Unter dem Vorwand der Terrorismusbekämpfung will man den gläsernen Bürger realisieren und einen Orwell'schen Staat errichten. Das gilt es, mit allen Mitteln zu verhindern. Von den Vereinigten Staaten und ihrem Präsidenten ist daher nicht nur umgehend, unter Androhung von entsprechenden Konsequenzen, die volle Aufklärung darüber einzufordern, welche konkreten Abhörmaßnahmen ergriffen wurden und welche Überwachungsmechanismen vorgenommen wurden, die EU muss vielmehr ihr Verhältnis zur USA überdenken. Kurzfristig sollen sämtliche Datenaustausch-Verträge zwischen der EU, ihren Mitgliedstaaten und den USA gekündigt und die Verhandlungen über das Freihandelsabkommen TAFTA sofort abgebrochen werden. Langfristig wird die EU nicht umhinkommen, auch ihre strategische Ausrichtung zu überdenken.

4-225-000

**Claudio Morganti (EFD)**, *per iscritto*. – Quello che sta accadendo con gli Stati Uniti sembra farci tornare indietro di cinquant'anni, al periodo della Guerra fredda, dove spionaggi e controlli incrociati erano all'ordine del giorno.

Il problema è che questo periodo storico è finito da un pezzo, ed inoltre qua non si tratta di controllare i "nemici", ma i propri partner privilegiati, con cui si collabora assiduamente nelle materie più disparate, compreso l'accordo transatlantico di cui si discute oramai da parecchio tempo. Alla base di una solida relazione vi deve essere la lealtà, che in questo caso non sembra essere stata minimamente rispettata: l'Europa deve mostrarsi intransigente nel difendere le proprie posizioni, finanche bloccando l'accordo in questione.

Non possiamo accettare che i diritti dei cittadini europei e la sicurezza dei nostri Stati membri venga così palesemente violata. Gli Stati Uniti credono di essere rimasti l'unica superpotenza e di poter fare di conseguenza quello che vogliono: devono capire che la realtà non è questa e che si devono confrontare con un panorama diverso, trattando l'Europa da pari e non come se fosse un loro possedimento.

4-225-500

**Tiziano Motti (PPE)**, *per iscritto*. – Ho sostenuto la proposta di risoluzione concernente il programma di sorveglianza dell'Agenzia per la sicurezza nazionale statunitense sugli organismi e i programmi di sorveglianza di diversi Stati membri e sulla vita privata dei cittadini europei. Si rende pertanto necessaria un'indagine approfondita su tali programmi affinché si possano definire i casi di violazione dei diritti fondamentali e prevedere misure di protezione della privacy da ingerenze esterne.

4-226-000

**Wojciech Michał Olejniczak (S&D)**, *na piśmie*. – Żyjemy w XXI wieku, epoce smartphonów, tabletów i ACTA. W czasach komunikacji internetowej. Wydawałoby się, że prywatność jest jednym z najważniejszych praw człowieka. Niestety, nie wszyscy nasi sojusznicy zachowują się zgodnie z ustalonymi normami, nie wszyscy przestrzegają zasad i nie wszyscy działają otwarcie i sprawiedliwie. Stany Zjednoczone, jako państwo demokratyczne, powinny dawać przykład swoim postępowaniem jako główny sojusznik Unii Europejskiej. Od 2000 roku i systemu ECHELON sprawa bezpieczeństwa w sieci stała się istotną częścią polityki każdego państwa na świecie. Ostatnio, w zeszłym roku, próbowano przeforsować umowę ACTA, która doprowadziłaby do łamania prawa do

wolności obywatelskiej. W tym roku dowiedzieliśmy się o kolejnym sposobie inwigilacji ludzi: systemach Tempora i Prism. To dwa programy Wielkiej Brytanii i USA. Oba kraje miały w tym jeden cel: odebranie podstawowego prawa, prawa do wolności, nie tylko osobistej, ale wolności wypowiedzi i własności prywatnej. Uważam, że nie możemy się na to zgodzić, dlatego też Unia Europejska musi wdrożyć odpowiednie procedury, aby swoboda wypowiedzi, wolność człowieka i jego prawo do prywatności nie były więcej łamane. Jako członek grupy S&D popieram pomysł zatrzymania rozmów nad TTIP do czasu rozwiązania problemu podsłuchów.

4-226-500

**Younous Omarjee (GUE/NGL), *par écrit*.** – Les révélations d’espionnage à grande échelle de millions de citoyens, d’institutions et d’entreprises européennes par les autorités des États-Unis d’Amérique sont d’une grande gravité. Cela constitue une violation des droits fondamentaux et de la vie privée des citoyens européens.

Il est en cela important que le Parlement européen adopte une résolution condamnant ces pratiques. Je regrette toutefois que le Parlement n’aille pas plus loin dans sa résolution, notamment en demandant aussi la suspension des négociations de l’accord de libre-échange entre l’Union européenne et les États-Unis et en exigeant des explications de la part des autorités nord-américaines.

Je me suis donc abstenu sur ce vote.

4-226-750

**Antigoni Papadopoulou (S&D), *in writing*.** – I voted in favour of the joint motion for a resolution by the EPP, S&D, ALDE and Greens/EFA Groups, which expresses serious concerns over PRISM and other surveillance programmes and condemns spying on EU representations. The US’s activities in spying on EU institutions and countries has undermined our mutual trust. We call on the US authorities, therefore, to provide us with full information on these allegations without further delay. The resolution expresses also grave concern about allegations that similar surveillance programmes are run by several EU Member States, such as the UK, Sweden, the Netherlands, Germany and Poland. Those programmes need to be examined to see whether they are compatible with EU law. I also fully support the enquiry by the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs which will gather information and evidence from both US and EU sources and present its conclusions in a resolution by the end of the year. It will also assess the impact of the alleged surveillance activities on EU citizens’ right to privacy and data protection, freedom of expression, the presumption of innocence and the right to an effective remedy. It is essential to ensure that our citizens’ right to privacy is not at stake and that citizens’ fundamental rights are protected effectively. We cannot accept any similar incidents happening again.

4-226-875

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE), *por escrito*.** – Dei o meu voto favorável à presente proposta de resolução comum sobre o programa de vigilância da Agência Nacional de Segurança dos Estados Unidos, os órgãos de vigilância em diversos Estados-Membros e o seu impacto na privacidade dos cidadãos da UE, em que o Parlamento Europeu mandata a sua Comissão das Liberdades Cívicas, da Justiça e dos Assuntos Internos para conduzir um inquérito aprofundado sobre a questão, em colaboração com os parlamentos nacionais e o grupo de peritos da UE e dos EUA, e de comunicar os resultados, até ao final do ano,

mediante: (a) a recolha de todas as informações e provas pertinentes das fontes dos EUA e da UE (averiguação de factos); (b) a investigação das alegadas atividades de vigilância das autoridades dos Estados Unidos, bem como as desenvolvidas por determinados Estados-Membros (identificação de responsabilidades); e (c) a avaliação do impacto dos programas de vigilância relativamente aos direitos fundamentais dos cidadãos da UE.

4-226-937

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – O presente relatório encarrega a Comissão das Liberdades Cívicas, da Justiça e dos Assuntos Internos de redigir um inquérito sobre o impacto, na privacidade dos cidadãos da União Europeia, dos programas de vigilância da Agência Nacional de Segurança dos EUA e dos serviços de informações de vários Estados-Membros. Os resultados deverão ser comunicados até ao final do ano e alcançados em colaboração com os parlamentos nacionais e o grupo de peritos da UE e dos EUA. Tendo em conta o Artigo 7.º da CDFUE que estipula o direito dos cidadãos *ao respeito pela sua vida privada e familiar, pelo seu domicílio e pelas suas comunicações*, e considerando ainda o Artigo 27.º da Convenção de Viena sobre as Relações Diplomáticas, que obriga o Estado acreditado a permitir e proteger a livre comunicação da Missão Diplomática do Estado acreditante, o Parlamento, pese embora reitere o seu apoio aos esforços transatlânticos para combater o terrorismo e a criminalidade organizada, manifesta sérias apreensões relativamente às recentes revelações sobre estes programas de vigilância, as quais, caso se confirmem, podem implicar a violação por parte dos Estados-Membros do direito fundamental dos cidadãos da UE à privacidade e proteção de dados, bem como a violação da Convenção por parte dos Estados Unidos.

4-227-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *par écrit*. – Pour. Néanmoins, le Parlement européen a aujourd'hui manqué l'occasion de mettre en adéquation ses paroles avec ses actes. Les conservateurs et les sociaux-démocrates crient au scandale, mais refusent néanmoins de voter la suspension des négociations, suspension qui permettrait pourtant d'envoyer un signal politique clair à l'administration américaine et aux dirigeants européens.

Notre amendement visant à suspendre le début des négociations tant qu'aucune législation contraignante en matière de protection des données n'aura été adoptée n'a malheureusement pas obtenu de majorité. Nous souhaitons cependant donner la possibilité aux citoyens européens de faire entendre leurs voix et d'exercer une pression sur la Commission européenne, et avons pour cela lancé une pétition en ligne qui demande que les négociations sur l'accord de libre-échange ne soient pas ouvertes.

4-227-500

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – Ho espresso parere favorevole alla proposta di risoluzione comune sul programma di sorveglianza dell'Agencia per la sicurezza nazionale degli Stati Uniti, sugli organi di sorveglianza in diversi Stati membri e sul loro impatto sulla vita privata dei cittadini dell'Unione europea. Il partenariato transatlantico tra l'Unione europea e gli Stati Uniti si fonda senz'altro sulla fiducia e sul rispetto reciproci, oltre che sulla cooperazione nella lotta al terrorismo e alla criminalità organizzata. Tuttavia, l'Europa esprime una seria preoccupazione per il programma PRISM e altri programmi simili che violerebbero in primo luogo il diritto alla privacy e alla protezione dei dati e, più in generale, i diritti fondamentali dei cittadini comunitari. Negli Stati democratici e aperti fondati sullo Stato di diritto, informare i cittadini nel caso di

violazione dei loro diritti fondamentali resta la priorità. Dunque, capire se in questo caso sia stata svolta attività di spionaggio è una esigenza imprescindibile. L'invito rivolto alle autorità statunitensi è di fornire all'UE informazioni specifiche sul programma PRISM specie circa le relative basi giuridiche e le salvaguardie adottate in riferimento alla tutela dei diritti fondamentali.

4-227-750

**Alda Sousa (GUE/NGL)**, *por escrito*. – As revelações de Edward Snowden configuram uma situação de extrema gravidade. Sabemos hoje que, para além dos milhões de cidadãos europeus que são espiados e cujos dados são transferidos para os EUA, sob o pretexto da luta contra o terrorismo, também as instituições europeias (Comissão, Conselho e Parlamento) são também alvo de espionagem desse *país amigo*. Os pedidos de explicação do Conselho e da Comissão foram até agora tímidos e frouxos. Abstive-me no voto da resolução comum porque apesar de ela condenar a espionagem em grande escala de que os europeus estão a ser vítimas, não houve coragem para fazer a única coisa que era preciso: suspender imediatamente as negociações sobre o acordo transatlântico de livre comércio até que a situação estivesse esclarecida e garantido o desmantelamento da rede de espionagem. A Europa, mais uma vez, ajoelha-se perante os EUA.

4-228-000

**Marc Tarabella (S&D)**, *par écrit*. – Il est difficile ou impossible de prendre la parole lors de ce débat sans parler de M. Snowden. Je profite de ce temps de parole pour demander ici, devant vous, que le Parlement européen convoque M. Snowden à une audition où nous pourrions nous entretenir avec lui. Je propose également que nous lui octroyions un passeport temporaire afin de lui permettre de pouvoir se présenter devant nous. Je pense qu'au vu des dernières révélations dont il est l'auteur, nous le lui devons, nous nous le devons à nous qui avons été espionnés à notre insu, et nous le devons aux citoyens européens pour montrer que le Parlement européen est toujours le garant des libertés individuelles de nos concitoyens.

Il est évident que, de l'autre côté de l'Atlantique, les données personnelles et la vie privée ont une valeur marchande. En Europe, il s'agit de libertés individuelles que nous comptons bien défendre avec acharnement. J'invite M. Snowden au Parlement européen, et faisons en sorte de lui obtenir un passeport provisoire.

4-228-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – As acusações de vigilância dos Estados Unidos e de alguns serviços de informação dos Estados-Membros, a governos e cidadãos europeus, voltam a pôr em causa o direito à privacidade dos cidadãos europeus. A par da segurança, que os Estados devem garantir aos seus cidadãos, devem ser também protegidos os direitos fundamentais dos cidadãos. Esta vigilância deve ser assegurada por poucas entidades competentes e a recolha de dados só deverá ser feita em caso de suspeitas muito graves. Por estas razões, acho importante que seja iniciado um inquérito sobre esta questão na Comissão LIBE, em colaboração com os parlamentos nacionais e o grupo de peritos dos EUA e da União. Por fim, sublinho que é essencial que o Acordo de Livre Comércio, entre os EUA e a União garanta a proteção dos dados dos cidadãos europeus e norte-americanos.

4-229-000

**Eleni Theocharous (PPE)**, *in writing* . – As my political views and stance are based on and are in line with democratic values and principles, I cannot accept any kind of espionage either against any human being or against any organisation such as the EU, its Member States and their mechanism and institutional apparatus. I cannot accept these kinds of practices, particularly when they stem from actions coming from the US, which is deemed to be our closest ally. On the other hand, I consider that the amendments tabled by colleagues and/or political groups aiming at postponing and/or suspending the EU-US commercial affairs treaty are based on double standards and also are not included in the context of a concrete strategy with a view to effectively defending the dignity of our citizens and institutions. In the case of Turkey, for example, the same colleagues and/or political groups did not show so much sensitivity concerning the violation of human rights and the insult to our institutions as they demonstrate in the case of the US. For these reasons, I decided to abstain from voting on these specific amendments, as I intend to be in line with the democratic values and principles upon which the EU is founded.

4-229-500

**Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL)**, *par écrit* . – Je me suis abstenue lors du vote final sur la résolution du Parlement européen sur ce qu'il convient d'appeler l'affaire Prism-NSA. En rejetant les trois amendements demandant de suspendre les négociations sur l'accord transatlantique (TTIP) tant que le Parlement européen ne sera pas informé, la majorité du PE a privé l'UE d'un des rares moyens de pression pour que les Etats-Unis respectent enfin les droits des citoyens européens en matière de données à caractère personnel. L'UE a déjà abandonné trop de ses principes en ce domaine avec l'adoption des accords Swift (données bancaires) et PNR (données des passagers aériens) avec les Etats-Unis. En réalité, l'accord de libre-échange et la coopération avec les Etats-Unis en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité, à l'origine de cette surveillance généralisée, sont bien plus importants pour la majorité des parlementaires européens que la protection des droits des citoyens européens. La création d'une commission d'enquête au Parlement européen ne répond pas à l'urgence de la situation. Je regrette également le rejet de notre amendement d'accorder l'asile à Edward Snowden. Cette résolution n'est pas à la hauteur du scandale de cette surveillance de masse et de la menace sur nos libertés publiques.

4-230-000

**Jacek Włosowicz (EFD)**, *na piśmie* . – Debata nad amerykańskim systemem monitorowania komunikacji cyfrowej sugeruje, że Amerykanie akceptują ten system, pod warunkiem że jest on wymierzony bezpośrednio w terrorystów. Mieszkańcy USA nie zdają sobie jednak sprawy z tego, że system ten jest skrojony idealnie pod to, aby zbierać informacje o praworządnych i lojalnych obywatelach. Ludzie, którzy niepokoją się o swoją prywatność w sieci, zazwyczaj uspokajają się, gdy pada argument, że służby specjalne mogą czytać ich korespondencję elektroniczną tylko w specjalnych okolicznościach oraz za przyzwoleniem odpowiedniego sądu. Zakładają tym samym, że nie mają się czego obawiać, dopóki nie są terrorystami albo dopóki nie prowadzą korespondencji z niewłaściwymi ludźmi. Jest to jednak w każdym przypadku naruszenie podstawowych praw człowieka, zwłaszcza w kontekście powtarzających się doniesień o niewłaściwym wykorzystywaniu tych możliwości. Dlatego zagłosowałem przeciw.



4-230-500

**Inês Cristina Zuber (GUE/NGL)**, *por escrito*. – As denúncias de espionagem por parte das autoridades norte-americanas a sedes diplomáticas e a milhões de cidadãos dos Estados-Membros da UE levantaram uma enorme onda de indignação que obrigou o PE a tomar posição. Terão um seguimento sério as *apreensões* ou mesmo as *condenações* manifestadas pela maioria do PE relativamente à denúncia de espionagem das autoridades americanas? Terão um seguimento sério as reivindicações de uma eventual suspensão dos acordos em matéria de registo de identificação dos passageiros (PNR) e do programa de deteção do financiamento do terrorismo (TFTP), ou que a proteção de dados não seja *lesada* no contexto das negociações do acordo de livre comércio com os EUA? São para considerar seriamente estas posições quando, simultaneamente, a mesma maioria manifesta o seu apoio aos *esforços transatlânticos para combater o terrorismo e a criminalidade organizada*, ou seja um apoio quase incondicional ao conjunto de ferramentas jurídicas e políticas que alimentam a espionagem, a prisão, o transporte, a tortura e a morte de milhões de pessoas nos países determinados pelos interesses dos EUA, da NATO e da UE? As dúvidas subsistem mas o historial de branqueamento e conivência da maioria do PE com as ações dos EUA nesta como noutras matérias não indicia um seguimento sério.

#### **14.4. Organisation der Wahlen zum Europäischen Parlament im Jahr 2014 (A7-0219/2013 - Andrew Duff)**

4-232-000

#### **Mündliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-233-000

**Martina Anderson (GUE/NGL)**. - Mr President, this report shows the push towards state building at EU level, while EU actions are hollowing out democracy at Member State level by restricting the political choices available to parliaments and governments, particularly in the social and economic field.

The Irish Government's refusal to fight to retain Ireland's current number of seats was a disgrace and showed contempt for the Irish people's right to fair representation in the EU. Now there are serious practical difficulties in Ireland with regard to the European elections, due to the fact that constituency boundaries need to be redrawn. The lack of clarity gives incumbents an unfair advantage, which suits the parties of government in Ireland who want to do everything to minimise what many people believe will be their inevitable losses in the next election.

4-234-000

**Seán Kelly (PPE)**. - A Uachtaráin, bhí áthas orm vótáil le mo Ghrúpa sna leasuithe go léir ar an tuarascáil seo – le heisceacht amháin. Is é sin an vóta deiridh. Staonamar sa vóta deiridh, mar déantar tagairt do laghdú ar an líon Feisirí do thíortha éagsúla, agus maidir le hÉirinn sin laghdú ó dháréag go dtí a haon déag.

Bhí cúig Fheisire déag againn blianta ó shin. Chuaigh sé síos go trí cinn déag; anois dáréag agus an bhliain seo chugainn aon déag. Cá stopfaidh sé! Deirtear go bhfuil sé seo á dhéanamh in ainm 'degressive proportionality', ach dar liomsa is 'depressive disproportionality' atá i gceist.

Dá bhrí sin nílimid sásta leis agus go háirithe, mar a dúirt an Feisire Anderson, é a bheith ag teacht chomh déanach – níos lú ná bliain amach ó na toghcháin. Níl sé féaráilte do na Feisirí ná d'éinne.

4-235-000

**Daniel Hannan (ECR).** - Mr President, as the public in the United Kingdom continue to inch towards exit from the European Union, it is wonderful, brave indeed, to see our Liberal Democrats continuing their quixotic battles for European federalism.

This report contains all of the attributes and trappings of a pan-European federal democracy. They want an elected president of Europe, they want pan-European political parties funded by the taxpayers contesting elections on common and binding cross-border manifestos, and even – and this is my particular favourite – party election broadcasts on behalf of GUE, the S&D, and so on. It is just so wonderful there is almost nothing I can say to improve it, except this. When you try to herd the voters into your pre-arranged destination, when you decide that they must be European and that the problem is with them for not seeing it, you put yourself not just on the wrong side of public opinion but on the wrong side of history.

4-236-000

### **Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-236-500

**Luís Paulo Alves (S&D),** *por escrito.* – Aprovo o presente Relatório, começando por solicitar aos partidos políticos europeus que nomeiem os seus candidatos à Presidência da Comissão com antecedência suficiente em relação à data das eleições, a fim de que estes possam preparar uma campanha eficaz à escala europeia e concentrada nas questões europeias incluídas na plataforma do partido, bem como no programa dos seus candidatos à Presidência da Comissão. Recomendo, ainda, que os Estados-Membros efetuem todas as diligências necessárias à execução eficaz das medidas acordadas, com vista a apoiar os cidadãos que pretendam votar ou candidatar-se às eleições noutros Estados que não o de origem. Por último, e tendo em conta a elevada abstenção nas anteriores eleições europeias, bem como o período de crise política e económica na União Europeia, insto os Estados-Membros a organizarem uma campanha pública para incentivar os cidadãos a participar nas eleições, a fim de lutar contra a redução da taxa de participação.

4-236-750

**Erik Bánki (PPE),** *írásban.* – Az Európai Parlament plenáris ülése ma nagy többséggel fogadta el azt a jelentést, amelyben a 2014-es EP-választások lebonyolításával kapcsolatban tesz javaslatokat az európai és nemzeti politikai pártok részére. A jelentés középpontjában az az elképzelés áll, mely szerint az európai pártoknak már jóval a választások előtt meg kellene nevezniük, ki lesz a jelöltjük az Európai Bizottság elnöki posztjára. A Parlament által most megfogalmazott ajánlások értelmében az európai pártok által előre megnevezett, a Bizottság elnöki pozíciójára aspiráló jelöltek már a választások előtt bemutatnák politikai programjukat, amelyeket egy európai szintű kampány keretében nyilvános vitákon is ütköztetnének. Ezáltal – bár a Bizottság pontos összetétele csak a választások után dől el a Parlament és a Tanács közti tárgyalások eredményeként – az uniós állampolgárok immáron az Unió következő öt évét meghatározó választási programok ismeretében adhatnák le szavazatukat. A cél az, hogy az európai uniós politika nagyobb legitimitást élvezzen, és hogy az Európai Unió állampolgárai felé elszámoltathatóbb legyen.

4-237-000

**Elena Băsescu (PPE)**, *în scris*. – Am votat în favoarea raportului și consider că, la mai puțin de un an de la alegerile europarlamentare, cetățenii europeni trebuie să știe că nu vor alege doar un partid sau o persoană care îi va reprezenta în Parlament. Ei vor vota, de fapt, și pentru Președintele Comisiei, de aceea vreau să fac și eu apel la toate partidele europene să nominalizeze din timp candidatul pentru Președinția Comisiei. Iar Consiliul European trebuie să țină cont de rezultatele alegerilor, atunci când va propune un candidat. Este un mod foarte eficient prin care putem crește transparența procesului decizional european și, astfel, spori încrederea cetățenilor în Uniune. Mai ales în momente de criză, în care Uniunea se confruntă cu o scădere în popularitate, astfel de măsuri sunt binevenite. Nu în ultimul rând, vreau să sper că vom avea o campanie bazată cât mai mult pe teme europene care afectează în mod direct electoratul.

4-237-500

**Nora Berra (PPE)**, *par écrit*. – Il est essentiel d'assurer la transparence des élections pour renforcer la confiance des citoyens de leurs institutions. Ce rapport définit les modalités pratiques d'organisation des élections européennes de 2014. Ainsi, aucun résultat ne sera publié avant la fin des votes prévue le dimanche 25 mai 2014. Sur les bulletins de vote devront apparaître le logo des groupes politiques européens. Les groupes politiques devront proposer un candidat à la présidence de la Commission dans un délai permettant de mener une campagne à l'échelle européenne. Au regard de ces éléments, je me suis prononcée en faveur du rapport.

4-237-750

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de nouvelles modalités pour l'élection européenne de 2014. Les candidats devront désormais présenter leur programme politique dans tous les Etats membres et organiser des débats publics. L'objectif de cette réforme est d'obliger les candidats à se déclarer suffisamment tôt afin que des véritables campagnes électorales puissent être menées à l'échelle européenne, sur des questions européennes, sur le programme des partis européens. L'élection des députés européens est l'élection dont le taux d'abstention est le plus fort, il faut recréer un engouement pour les questions européennes, mener de véritables campagnes afin de mieux faire connaître les députés européens et endiguer le phénomène d'abstention aux élections européennes.

4-237-875

**John Bufton (EFD)**, *in writing*. – This report is a classic example of EU propaganda. The moves outlined will actually produce more known pan-European parties and make them more likely to be chosen. I therefore voted against this report.

4-237-937

**Alain Cadec (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport Duff, relatif à l'amélioration des élections au Parlement européen en 2014. Il contient un certain nombre de dispositions qui permettront au Parlement de tirer une pleine légitimité de ce scrutin et d'exploiter pleinement les compétences qui lui ont été conférées par le Traité de Lisbonne. Ainsi, faire figurer le logo des partis politiques européens sur les bulletins de vote, assurer que les candidats au poste de Président de la Commission européenne seront connus suffisamment longtemps à l'avance, publier les résultats des élections uniquement après la fermeture des bureaux de vote du dernier Etat membre, sont autant de mesures qui renforceront la visibilité

des élections européennes et la lutte contre l'abstention. Si le nouveau Parlement européen peut dès lors se parer d'une crédibilité renforcée, il sera davantage en position de force face au Conseil.

4-237-968

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – Gostaria de agradecer ao relator e a todos os colegas que contribuíram para o resultado final deste relatório. Congratulo-me com o estreitamento da relação entre a soberania nacional e a soberania europeia, entre os parlamentos nacionais e o Parlamento Europeu, pois estas eleições permitem aos europeus expressar a soberania, indicando a sua pertença à Europa. Gostaria de destacar a possibilidade de indicação de um candidato para Presidente da Comissão que, apesar de não estar inscrito no boletim de voto, contribui para aumentar o debate europeu e o sentido de integração europeia.

4-238-000

**Minodora Cliveti (S&D)**, *în scris*. – Parlamentul European este unul din institutiile Uniunii Europene. Incepind cu 1979 membrii Parlamentului European sunt alesi direct, o data la 5 ani, prin alegeri generale, libere si secrete, care se desfasoara in fiecare Stat Membru al Uniunii Europene. Am votat acest raport deoarece el aduce recomandari concrete in perspectiva alegerilor din 2014. Sustin propunea raportorului care invita statele membre si partidele politice sa faca presiuni in favoarea unei proportii mai ridicate de femei pe listele de candidati si pe cit posibil, sa incurajeze elaborarea de liste care asigura o reprezentare egala. De asemenea, salut si propunerea conform careia "partidelor politice le sunt solicitati si candidatii pentru presedentia Comisiei, cu suficient timp inainte de alegeri, pentru ca acestia sa poata desfasura o campanie intensa, la nivelul intregii Uniuni, care sa se concentreze pe teme specific europene, bazate pe platforma partidului" si in acelasi timp subliniez si eu necesitatea ca Statele Membre sa organizeze o campanie publica pentru incurajarea cetatenilor sa participe la vot, cu scopul de a stopa scaderea ratelor de participare.

4-239-000

**Carlos Coelho (PPE)**, *por escrito*. – No próximo ano, teremos as primeiras eleições desde a entrada em vigor do Tratado de Lisboa, que reforçou a legitimidade democrática do processo de tomada de decisões da UE, conferindo mais poderes ao PE e consolidando o seu papel como colegislador e que, ao mesmo tempo, procurou aproximar os cidadãos da União, nomeadamente através da introdução da iniciativa de cidadania. É essencial aumentar a transparência e aprofundar o debate em toda a UE, com vista a incentivar e facilitar a participação dos cidadãos nas eleições europeias de 2014. De acordo com dados do Eurobarómetro, mais de 80 % dos cidadãos europeus afirmam que estariam mais motivados para votar se recebessem mais informações sobre os programas e objetivos dos candidatos e dos partidos, o impacto da UE nas suas vidas e as próprias eleições. Apoio as recomendações para que os candidatos ao PE e os candidatos à Presidência da Comissão sejam nomeados com antecedência suficiente para poderem preparar uma campanha vigorosa e eficaz, que contemple uma dimensão europeia da política. É necessário aumentar a sensibilização dos cidadãos, mantendo-os informados, antes e durante a campanha eleitoral, nomeadamente através de campanhas de informação, utilização de tempos de antena e organização de debates públicos, dando oportunidade aos cidadãos de fazerem ouvir a sua voz e as suas preocupações.

4-239-500

**Lara Comi (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore di questa relazione di iniziativa che contiene una serie di inviti rivolti agli Stati membri in merito allo svolgimento delle prossime elezioni europee che si terranno dal 22 al 25 maggio 2014. Condivido l'invito a focalizzare la campagna elettorale su tematiche europee e non nazionali, come spesso accade, incidendo negativamente sulla partecipazione dei cittadini alle elezioni. È altrettanto auspicabile che i partiti politici rendano pubblici i nomi dei candidati almeno 6 settimane prima delle votazioni per consentire all'elettorato di conoscerli e valutarli, come pure assicurare una maggiore presenza di donne nelle liste e comunque una selezione democratica e trasparente dei candidati. Sono convinta anch'io che i partiti politici nazionali debbano manifestare per tempo la loro appartenenza a un partito europeo, per rendere chiaro e conoscibile il loro programma e la loro visione politica. È importante, quindi, organizzare dibattiti e momenti di confronto per rafforzare il contatto con i cittadini e scongiurare l'astensionismo, vero male della democrazia odierna.

4-239-750

**Marielle de Sarnez (ALDE)**, *par écrit*. – Les élections européennes de 2014 seront les premières à être organisées depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne qui a considérablement augmenté les pouvoirs du Parlement européen. Et nous sommes nombreux à souhaiter que ce scrutin soit l'occasion pour les citoyens de se réappropriier le projet européen. En ce sens, les partis politiques européens constituent une plateforme et devraient s'impliquer sur l'avenir de l'Union européenne, au-delà des préoccupations nationales et locales, et dans le seul intérêt général européen.

4-239-875

**Christine De Veyrac (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte car il permet de clarifier les modalités d'organisation des élections européennes. En mettant en place une plus grande visibilité des votes, la publication des résultats des élections entre autres, le texte se positionne dans la droite ligne d'une plus grande transparence politique. L'adoption de ce texte permettra une plus grande information de nos concitoyens sur les différentes modalités d'élections au sein de notre institution.

4-239-937

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – A fraca afluência às urnas que as eleições europeias vêm concitando recomenda que se avaliem e decidam formas de melhorar a sua organização e promover o maior interesse e adesão populares por este ato eleitoral. Sem a colaboração de todos os agentes políticos esta melhoria não será possível. De entre estes, avulta o papel crucial dos partidos políticos que deverão procurar resistir à tentação de fazer das eleições europeias mais uma oportunidade para discutir essencialmente política nacional e centrar-se na realidade insofismável de que, atualmente, a política europeia não apenas existe como deve ser entendida a sua importância e visar-se uma perspetiva de plena participação na sua condução. Faço votos para que as próximas eleições signifiquem uma inversão da tendência negativa que conhecemos e que as eleições europeias possam ser um momento por excelência de afirmação de um espaço público e político europeu no qual todos estão convidados e convocados a participar.

4-239-968

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – No próximo ano, realizar-se-á mais um ato eleitoral para eleger o novo Parlamento Europeu. Como sabemos, as eleições europeias são aquelas que menos motivam os cidadãos, registando, por isso, a mais baixa taxa de participação. Este facto faz com que os eurocéticos afirmem que esta experiência de democracia transnacional é um falhanço. Considerando que, em 2014, se inicia um novo ciclo com um novo quadro financeiro plurianual, temos de trabalhar para que as eleições não sejam consideradas um falhanço. Para inverter esta situação, é necessário que os partidos se envolvam a fundo em campanhas de esclarecimento dos seus programas eleitorais. Temos de lutar pelas nossas ideias para o desenvolvimento da União Europeia (UE) e explicar as opções da Comissão sobre o que a UE deve vir a fazer. O objetivo é tornar a UE mais próxima dos cidadãos de modo que estes sintam que aquilo que o Parlamento Europeu (PE) aprova, apesar de sediado em Bruxelas e de reunir em Estrasburgo, os afeta mais do que possam pensar. Saúdo, por isso, as disposições práticas para a realização das eleições europeias de 2014, nomeadamente no que respeita à eleição do presidente do PE, cuja campanha pode trazer um debate político mais interessante e motivador.

4-239-984

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – As classes dominantes estão a utilizar a crise da UE para tentar legitimar o rumo de recessão e destruição, eternizar as políticas que estão na sua origem e aprofundar o seu carácter antidemocrático. As próximas eleições para o Parlamento Europeu inserem-se nesse processo. A fórmula escolhida é: - Uma mistificação sobre o que realmente está em causa nestas eleições; esconder que se trata de um processo de escolha, em cada país, dos partidos, dos seus programas e dos seus candidatos, juntando-lhe o carácter de sufrágio do candidato de cada partido europeu à presidência da Comissão Europeia (CE); - Desviar o debate da clarificação das propostas e alternativas de cada partido, a pretexto da promoção do que chamam de *verdadeiro debate* ao nível da UE, reproduzindo à escala europeia a farsa nacional da *eleição do primeiro-ministro*; - Impor um debate entre supostos partidos europeus, legitimar estas estruturas supranacionais, no que será também um suposto sufrágio desses mesmos partidos (criados pela UE, sujeitos ao respeito pelas suas regras de funcionamento e programa e dependentes do seu financiamento), tudo isto num momento em que a rutura com a UE, suas políticas e orientações, é condição fundamental para a emancipação dos povos e a construção de uma outra Europa. Obviamente votámos contra.

4-240-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Voľby do Európskeho parlamentu v roku 2014 budú prvými voľbami od nadobudnutia platnosti Lisabonskej zmluvy. Navyše budú o to dôležitejšie, že Európska únia aktuálne vynakladá úsilie o prijímanie zásadných opatrení zameraných na vytvorenie skutočnej hospodárskej a menovej únie stojacej na dodržiavaní demokratických zásad. Prihliadnuc na posilnenú úlohu a právomoci Parlamentu sa javí ako nevyhnutné samotný proces voľby jeho členov zlepšiť a súčasne dostať viac do popredia. Rok 2013 je Európskym rokom občanov. Je nielen vhodnou príležitosťou načúvať problémom európskych občanov, ale aj možnosťou oboznámiť ich s vplyvom, ktorý majú politiky EÚ na ich každodenný život, a taktiež nám dáva príležitosť zdôrazniť význam ich účasti na formovaní Únie. V tomto kontexte práve i nadchádzajúce voľby do Európskeho parlamentu tieto snahy môžu upevňovať ešte viac.

4-241-000

**Kinga Gál (PPE), írásban.** – Fontosnak tartom, hogy a választópolgárok – különösképpen a fiatalabb generációk tudatosítsák magukban, hogy az EU nem egy tőlük távoli intézmény, hanem ők maguk alkotják. Éppen ezért fontos, hogy fejezzék ki véleményüket, hogy az általuk megválasztott képviselők valóban képviselhessék érdekeiket az európai szintén. Az EP-választások pontosan egy olyan eszközt kínálnak, mely által a polgárok aktív részeseivé válnak az EU-s folyamatoknak, kézzel foghatóan befolyásolhatják ezeket. 2013. a polgárok európai éve – az ehhez kapcsolódó programok, rendezvények segítenek abban, hogy az uniós intézmények és a tagállamok tudatosítsák polgáraikban a választásokon való részvétel fontosságát. Remélem, hogy mindez ahhoz vezet, hogy a jövő évi választásokon örömmel és nagy létszámban vesznek majd részt a fiatalabb generáció tagjai!

4-242-000

**Elisabetta Gardini (PPE), per iscritto.** – Ringrazio il collega Duff per l'ottimo lavoro svolto con il proprio rapporto. Con il voto di oggi, il Parlamento ha voluto sottolineare l'importanza della posta in gioco alle prossime elezioni europee. Non si tratta esclusivamente di organizzare la competizione elettorale, ma di stimolare nei cittadini quella dimensione europea che troppo spesso le politiche nazionali eclissano o utilizzano come "paravento" per le proprie carenze. L'affluenza alle elezioni europee è diminuita di quasi 19 punti percentuali nel corso di 30 anni, passando al 61,99% del 1979 al 43% del 2009. È fondamentale produrre un'inversione di rotta di tale tendenza e stimolare la fiducia dei cittadini nelle istituzioni. In tal senso, la risoluzione votata oggi propone una serie di accorgimenti, quali la pubblicazione contemporanea dei risultati delle elezioni e l'organizzazione di campagne elettorali su scala europea per i candidati alla presidenza della Commissione. Si tratta di piccoli accorgimenti che però, nel complesso, rafforzano la legittimità del sistema europeo.

4-243-000

**Jim Higgins, Seán Kelly, Mairead McGuinness and Gay Mitchell (PPE), in writing.** – The Fine Gael MEPs abstained on the final vote on the report on practical arrangements for the holding of the European elections in 2014, by Andrew Duff (A7-0219/2013). This report referred to a Parliament resolution of 13 March 2013 on the composition of the Parliament with regard to the elections in 2014, calling for a reduction of Ireland's European Parliament seats to 11. Fine Gael MEPs cannot accept this report, and by extension chose to abstain on the final vote of Mr Duff's report.

4-243-500

**Juozas Imbrasas (EFD), raštu.** – Balsavau už šį pasiūlymą, kadangi piliečiams Sąjungos lygiu yra tiesiogiai atstovaujama Europos Parlamente. Kiekvienas pilietis turi teisę dalyvauti demokratiname Sąjungos gyvenime. Dokumente raginama visų lygmenų politinėms partijoms nustatyti demokratines ir skaidrias savo kandidatų į Europos Parlamento narius ir Komisijos pirmininko postą atrankos procedūras. Rekomenduojama valstybėms narėms imtis visų reikiamų veiksmų, kad būtų veiksmingai įgyvendintos susitartos priemonės dėl pagalbos piliečiams, norintiems balsuoti ar kandidatuoti rinkimuose ne savo pilietybės valstybėje narėje. Manau, kad šie ir kiti rinkimų pakeitimai dar labiau sustiprins demokratinį, laisvų rinkimų sampratą, o tai neabejotinai prisidės prie demokratijos plėtos Europos Sąjungoje.

4-243-750

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – J'ai soutenu le rapport de mon collègue Andrew Duff. Ce rapport visait à organiser le cadre de la prochaine élection européenne. Parmi beaucoup de propositions, le rapport invitait notamment les partis politiques à s'assurer que les noms des candidats aux élections législatives européennes soient rendus publics au moins six semaines avant la tenue des élections. Il invitait également les États membres et les partis politiques à promouvoir une meilleure présence des femmes sur les listes de candidats. Ce rapport a été adopté par 507 voix pour, 120 contre et 18 abstentions. Je m'en félicite.

4-244-000

**Filip Kaczmarek (PPE)**, *na piśmie*. – Głosowałem za przyjęciem rezolucji w sprawie poprawy organizacji wyborów do Parlamentu Europejskiego w 2014 r. Mam jednak poważne obawy, czy propozycje Parlamentu Europejskiego zostaną wdrożone. W przeszłości przyjęto wiele dokumentów przedstawiających postulaty posłów. Niestety w praktyce państwa członkowskie bardzo rzadko decydowały się na ich wdrożenie.

4-244-500

**Michał Tomasz Kamiński (ECR)**, *in writing*. – I voted against this report. I disagree with moving many aspects of the European elections from Member State level to European level. The content of ballot papers or the provisions for European party political election broadcasts need to be left to the national level. This ensures the elections follow an efficient and legitimate process. For example, Portugal would have to make a change in their constitutional law if the names and logos of European political parties were to be included. This clearly demonstrates a problem within the report and I cannot support it.

4-244-750

**Giovanni La Via (PPE)**, *per iscritto*. – Le raccomandazioni inserite nel testo cui ho espresso voto favorevole, vanno nella direzione di un maggiore coinvolgimento dei cittadini europei che saranno chiamati, il prossimo mese di Maggio, a scegliere i propri rappresentanti al Parlamento europeo. In tal senso, le istituzioni comunitarie ed il Parlamento, in particolare, in quanto unico organo democraticamente eletto, sono chiamate a svolgere un ruolo civico e istituzionale volto ad una maggiore comunicazione, ad una diffusione più efficace delle dinamiche europee ed una maggiore consapevolezza dei cittadini-elettori sulle candidature che saranno loro proposte. Con gli sviluppi storico-sociali degli ultimi anni, le elezioni europee del 2014 rappresentano una sfida di democrazia e partecipazione cui siamo chiamati a rispondere in maniera convincente, per superare le obiezioni e le critiche, mai costruttive, degli antieuropeisti.

4-244-875

**Agnès Le Brun (PPE)**, *par écrit*. – Les prochaines élections européennes sont cruciales pour la nomination des dirigeants de l'Union pour les 5 prochaines années. En effet, pour la première fois, l'élection des eurodéputés conditionnera fortement la future présidence de la Commission européenne. Des modalités pratiques d'organisation sont néanmoins nécessaires pour que ce soit une véritable réussite démocratique. Je me suis donc prononcée en faveur de ce texte qui vise à rapprocher l'Europe de ses citoyens par le biais d'une véritable campagne européenne. Les partis politiques devront présenter leur candidat à la Commission, qui présentera son programme dans tous les États membres et participera à des débats publics. Le texte exige d'une part que les bulletins de vote mentionnent les partis



européens et nationaux, et d'autre part que les citoyens connaissent au moins 6 semaines avant le scrutin les noms des candidats au Parlement européen.

4-244-937

**Constance Le Grip (PPE)**, *par écrit*. – J'ai approuvé le rapport issu de la commission des Affaires constitutionnelles dont je suis Vice-présidente et dans lequel je me suis investie, sur les élections du Parlement européen en 2014. En effet, les élections européennes de mai 2014 seront les premières à être organisées depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, qui a considérablement accru les pouvoirs de notre assemblée. En ce qui concerne l'élection du Président de la Commission européenne par exemple, les grands partis politiques européens vont désormais désigner leur candidat à la présidence de la Commission, et le Parlement européen aura à investir, par un vote, le futur président, ou la future présidente, de la Commission européenne. Nous avons estimé que ces candidats doivent jouer un rôle moteur dans la future campagne électorale européenne, en particulier en présentant personnellement leur programme dans tous les États membres de l'Union. Nous avons fait aussi plusieurs préconisations relatives à la nécessité de mener des campagnes d'information et d'incitation au vote pour endiguer au maximum l'abstention, nous invitons les partis politiques nationaux à respecter la parité, autant que faire se peut, dans l'ensemble des États membres.

4-244-968

**Monica Luisa Macovei (PPE)**, *în scris*. – Rata participării la alegerile europene este în scădere continuă din 1979, însă un barometru european realizat înaintea alegerilor europene din 2009 arată că mai mult de jumătate din cetățenii europeni își doresc ca Parlamentul European să joace un rol mai important decât în prezent, în timp ce doar o șesime vor contrariul. Respectând dorința cetățenilor noștri, prin modificările aduse Tratatului Uniunii și intrate în vigoare în decembrie 2010, Parlamentul European a dobândit puteri mai mari, fiind astăzi co-legislator, alături de Consiliu. Sunt convinsă că majoritatea cetățenilor europeni - care ne aleg direct - vor să mergem mai departe în rolul nostru la luarea deciziilor. Prin urmare, un Parlament European cu puteri mai mari, inclusiv în alegerea comisarilor europeni, va crește rata prezenței la vot și ar legitima mai mult celelalte instituții europene. Susțin de asemenea o propunere care a fost discutată, dar nu se regăsește în acest raport, și anume ca o parte semnificativă dintre comisarii europeni să fie aleși dintre membrii Parlamentului European.

4-244-984

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I voted against this report because I do not support some of its recommendations, such as political broadcasts by candidates for the Commission presidency.

4-244-992

**Véronique Mathieu Houillon (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport qui propose des mesures pour rendre la prochaine campagne européenne plus visible et donner une cohérence entre les élections des députés et la présidence de la Commission européenne. En effet, chaque parti européen devrait préciser quel candidat il soutient pour le poste de Président de la Commission européenne. Le candidat dont le parti remporterait le plus de sièges à travers l'Union devrait être examiné en premier par les chefs d'Etat.

4-244-996

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – As eleições europeias de 2014 serão as primeiras desde a entrada em vigor do Tratado de Lisboa. Terão uma grande relevância e, conseqüentemente, a União Europeia está a tomar medidas importantes para uma verdadeira União Económica e Monetária, de que a legitimidade democrática é uma pedra angular. O Tratado de Lisboa veio reforçar as bases democráticas da União. Reforça o papel do cidadão da UE como protagonista político na UE, estabelecendo um vínculo sólido entre os cidadãos, o exercício dos seus direitos políticos e a vida democrática da União. O papel do Parlamento Europeu como assembleia democrática representativa da União foi sublinhado pelo Tratado de Lisboa. Além disso, através da introdução da iniciativa de cidadania, o Tratado de Lisboa permite aos cidadãos da UE participar, mais direta e plenamente, na vida democrática da União. Vamos fazer com que estas eleições sejam as mais concorridas e aquelas em que os cidadãos europeus mais se identifiquem com os seus representantes nas instituições europeias.

4-244-998

**Willy Meyer (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Pese a que el presente informe no presenta aspectos problemáticos, no he podido votar a favor porque considero que deben ser los partidos políticos y sus militantes los actores legítimos que deben decidir las candidaturas europeas. El informe propone que se deben incluir más mujeres, anima a la celebración de debates públicos en la televisión, pide campañas de promoción de las elecciones europeas en los Estados miembros, etc. todo ello para mejorar los niveles de participación en las próximas elecciones. El bajo nivel de participación en las elecciones europeas contrasta con la importancia que esta institución está tomando en la vida de los ciudadanos, pero impulsar la participación se debe hacer desde el fomento a la participación popular en la toma de decisiones. Este informe solo atribuye la escasa participación a fallos de la comunicación en los Estados miembros y es por ello por lo que no he podido votar a favor.

4-244-999

**Louis Michel (ALDE)**, *par écrit*. – Les élections de 2014 se dérouleront entre le 22 et le 25 mai 2014 dans les 28 Etats membres de l'UE. Elles seront les premières élections depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, qui a augmenté considérablement les pouvoirs du parlement européen. Elles seront également les 9ème depuis 1979. Les citoyens sont directement représentés au Parlement européen. Il était donc crucial d'adopter des mesures pour accroître la transparence, renforcer la dimension européenne de ces élections en vue d'avoir un impact positif sur le taux de participation aux élections du Parlement européen. C'est pourquoi l'organisation de ces élections sera innovante à plus d'un titre: le Président de la Commission sera pour la première fois élu à la majorité absolue des membres de cette nouvelle assemblée issue elle-même des urnes. En outre, chaque parti politique européen aura pour mission de présenter un candidat à la présidence de la Commission.

4-245-000

**Miroslav Mikolášik (PPE)**, *písomne*. – Voľby do Európskeho parlamentu, ktoré sa budú konať od 22. do 25. mája 2014 budú prvé od vstupu Lisabonskej zmluvy do platnosti. Európsky parlament vďaka Lisabonskej zmluve výrazne posilnil svoje postavenie v rámci európskych inštitúcií a začal veľmi aktívne ovplyvňovať legislatívu, ktorá má priamy dosah na každodenný život v členských štátoch. Európsky parlament a jeho poslanci, ktorí sú priamymi zástupcami občanov v Bruseli, predstavujú demokratický rozmer Únie. Dlhodobo

preto podporujem kampane na podporu účasti občanov na voľbách a na získanie lepších informácií o Európskom parlamente, jeho funkciách a prínose. Povedomie voličov sa musí postupne zvyšovať a to aj v oblasti čisto európskych záležitostí, pretože tieto majú priamy dosah na dianie v členských štátoch. Je teda v záujme každého občana EÚ ovplyvňovať verejné dianie aj na európskej úrovni či už priamo alebo skrz voleného zástupcu. Volebná kampanť do Európskeho parlamentu v roku 2014 by sa teda mala niesť v duchu živej a podnetnej diskusie o aktuálnych problémoch a záujmoch Európanov s prihliadnutím na to, ako môže Európsky parlament prispieť k riešeniu jednotlivých spoločenských tém na európskej úrovni a zároveň v regiónoch.

4-245-500

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – I totally agree with the main points, as follows: the names of the candidates selected to stand for election to the European Parliament should be made public at least eight weeks before the start of polling; parties should nominate their candidates and the candidates for the Commission presidency sufficiently well in advance and they should mount a significant Europe-wide campaign that concentrates on European issues; national political parties should include on their lists of candidates EU citizens of other EU countries residing in their Member State; and, lastly, no official result is to be published in any Member State until after close of polling in the Member State whose electors are the last to vote on Sunday, 25 May 2014.

4-246-000

**Andreas Mölzer (NI)**, *schriftlich*. – Beim vorliegenden Bericht von Herrn Duff handelt es sich um eine nicht-legislative Entschließung des Parlaments an die anderen EU-Organe Rat und Kommission sowie die Mitgliedsstaaten, in der Forderungen (Wünsche und Vorlieben) der europahilen Mitglieder unseres Hauses formuliert werden. Es geht insbesondere darum, der EU-Wahl, unter Maßgabe der geltenden Regelungen, einen zentralistischeren Anstrich nach außen hin zu verleihen, z. B. durch Angabe des Namens der europäisch-politischen Partei, welcher ein Kandidaten eventuell angehört, oder durch die „Ermunterung“ an EU-Parteien Wahlwerbung zu machen. Maßgeblich sind jedoch die nationalen Wahlordnungen, die für jede Änderung auch geändert werden müssen. Im Hinblick auf die Wahl des Kommissionpräsidenten durch das EU-Parlament, die nach der EU-Wahl stattfinden wird, geht es lediglich darum, dass die Kandidaten, die ja immer zwischen den großen europäischen Parteifamilien ausgeschnapst werden, schon im Vorfeld genannt werden. Duff wünscht sich, dass diese dann eine wie immer geartete „europäische“ Kampagne machen. Das klingt alles sehr theoretisch. Gott sei Dank, denn die geplante und von Duff betriebene Wahlrechtsreform wurde im Ausschuss rechtzeitig gekippt. Obwohl es rechtlich keine Änderung zum Status quo gibt, zeigt dieser Bericht einmal mehr deutlich die zentralistischen Vorstellungen der EU-Fanatiker auf, weshalb er klar abzulehnen ist.

4-247-000

**Vital Moreira (S&D)**, *por escrito*. – Votei a favor do relatório Duff sobre as medidas práticas para a melhoria da organização das eleições para o Parlamento Europeu em 2014, no qual me empenhei enquanto relator-sombra do Grupo S&D, porque estabelece um conjunto de medidas que, se adotadas, constituem um forte impulso à criação de uma verdadeira democracia parlamentar na UE já nas eleições do próximo ano. Com efeito, a apresentação, pelos partidos políticos europeus, dos seus candidatos ao cargo de Presidente da Comissão Europeia e de um programa político para o governo da União, a realização de debates públicos entre os candidatos a Presidente da Comissão para discussão dos

programas políticos, e o facto de os boletins de voto nas eleições europeias passarem a incluir a identificação dos partidos políticos europeus em conjunto com os correspondentes partidos nacionais são medidas que contribuem decisivamente para a *europização* das eleições europeias. As eleições europeias serão efetivamente *europeias*, não só porque disputadas com base em agendas políticas europeias e com intervenção dos partidos políticos europeus, mas também por passarem a ser decisivas para a escolha do *governo* europeu. E essa é uma condição essencial para reforçar a legitimidade democrática do projeto da UE aos olhos do povo europeu.

4-247-500

**Elisabeth Morin-Chartier (PPE)**, *par écrit*. – Ce rapport fut l'objet de discussion entre tous les groupes politiques représentés au Parlement européen. Je me félicite que les négociations sur l'organisation des élections européennes de 2014 aient abouties à des propositions concrètes auxquelles j'apporte sans réticence mon soutien plein et entier. Ces propositions sont les suivantes : la publication des résultats des élections uniquement après la fermeture de tous les bureaux de vote de l'Union européenne, soit le dimanche 25 mai 2014; la visibilité des partis politiques européens sur les bulletins de vote; la demande faite à tous les candidats d'accomplir effectivement leur mandat de députés au Parlement européen.

4-247-750

**Alfredo Pallone (PPE)**, *per iscritto*. – L'elezione del 2014 sarà la prima elezione del Parlamento europeo dopo l'entrata in vigore del trattato di Lisbona, un'elezione quindi più importante che dovrà garantire una piena rappresentatività dei cittadini europei. La relazione del collega on. Duff sulle modalità pratiche per migliorare l'organizzazione delle elezioni europee deve essere da stimolo per la Commissione nel sollecitare gli Stati membri a svolgere politiche di informazione più ampie. Bisogna far comprendere a tutti i cittadini l'importanza di questo voto, coinvolgerli e avvicinarli all'Unione europea facendo capire che il loro voto sarà fondamentale per le scelte future che influenzeranno famiglie ed imprese durante i prossimi 5 anni.

4-248-000

**Antigoni Papadopoulou (S&D)**, *in writing*. – Next year's European elections will take place in the shadow of the economic and social crisis which severely affected European society and politics at all levels. The crisis revealed serious democratic deficits in the EU, low turnout and disconnect between European citizens and the EU institutions, as well as a rise of Euroscepticism, radical nationalist and far-right parties. Austerity programmes alone, without growth and investment, are causing a deterioration in the life of people in Southern Europe and in particular in Greece, Cyprus and Portugal. This is why the crisis should provide a motive to be active, to grasp the opportunity to vote, to choose a country's best representatives for the European Parliament, to decide which European political party to support and to choose the European Commission President. European citizens must vote for candidates that envision an alternative policy for growth, jobs, and youth unemployment. I voted in favour of this report, because it endorses important proposals to make the next European elections truly democratic, hoping that the electoral campaign will address mostly the European dimension of politics and there will be a gender balance, both on the lists of candidates and among the European parliamentarians elected.

4-248-500

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Dei o meu voto favorável ao presente relatório sobre a melhoria da organização das eleições para o Parlamento Europeu em 2014 em que se exorta todos os partidos políticos, a todos os níveis, a adotarem procedimentos democráticos e transparentes para a seleção dos seus candidatos às eleições para o Parlamento Europeu e para a Presidência da Comissão.

4-248-750

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – Num momento de crise como este que a Europa atravessa, em que é necessário avançar no sentido do aprofundamento da integração, é essencial que as instituições europeias e, em particular o Parlamento Europeu, reforcem a sua legitimidade democrática. Para tal, é fundamental criemos condições para que os cidadãos europeus possam participar, de forma ativa e informada, na vida política da União. Ora, as medidas aqui preconizadas, por cuja adoção muito me bati na AFÇO, contribuirão seguramente para a criação de uma verdadeira consciência política europeia, fazendo das eleições de 2014 umas eleições mais transparentes e mais europeias: o aumento da visibilidade dos partidos políticos europeus, a nomeação pelos partidos políticos europeus dos respetivos candidatos à Presidência da Comissão, a divulgação atempada por parte dos partidos nacionais das suas listas de candidatos e o incentivo à participação no processo eleitoral dos cidadãos europeus nacionais de outros Estados-membros. Tratam-se, todas elas, de propostas que, estou certo, aumentarão a taxa de participação nas eleições europeias e contribuirão para uma maior sensibilização dos cidadãos relativamente às questões especificamente europeias. Congratulo-me, por isso, com a respetiva aprovação.

4-249-000

**Crescenzo Rivellini (PPE)**, *per iscritto*. – La risoluzione adottata oggi sottolinea che il candidato alla presidenza della Commissione, che sia stato presentato dal partito politico europeo detentore del maggior numero di seggi in Parlamento, deve essere il primo ad essere preso in considerazione al fine di verificare la sua capacità di ottenere l'appoggio della maggioranza assoluta nella medesima sede.

Ritengo che la risoluzione adottata oggi rappresenti un passo in avanti nella direzione di una migliore organizzazione delle elezioni transfrontaliere, anche se il mio auspicio resta una modifica elettorale tale che il Presidente della Commissione possa essere in futuro direttamente eletto.

4-249-500

**Robert Rochefort (ALDE)**, *par écrit*. – L'Europe connaît une crise d'euroscpticisme sans précédent. Pourtant, face à la crise économique actuelle, je suis convaincu que c'est grâce à l'Europe que nous pourrions nous en sortir. Les prochaines élections européennes approchent à grand pas, et, afin d'éviter un abstentionnisme très élevé et une poussée des partis souverainistes, il est crucial d'en améliorer les modalités. À cet égard, nos principales recommandations sont les suivantes: les partis politiques nationaux informent les citoyens tout au long de la campagne électorale de leur affiliation à un parti politique européen et de leur soutien au candidat à la présidence de la Commission qu'ils ont désigné; les partis européens nomment leur candidat à la présidence de la Commission suffisamment tôt pour leur permettre de mener une campagne électorale à l'échelle de l'UE sur les questions communautaires; les candidats à la présidence de la Commission présentent leur programme politique dans tous les États membres et organisent une série de débats publics; les bulletins

de vote mentionnent à la fois les partis politiques nationaux et européens. Il ne s'agit malheureusement que d'une résolution du Parlement, sans effet législatif. J'espère néanmoins que nous serons entendus!

4-250-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *par écrit*. – Pour. Le rapport adopté en séance plénière est un texte ambitieux qui incite les partis politiques européens à faire campagne sur de véritables programmes européens, et à s'investir pleinement dans l'élection du prochain Président de la Commission européenne, qui sera élu pour la première fois à la majorité absolue de la nouvelle assemblée élue.

Fait démocratique inédit, chaque parti politique européen aura pour rôle de présenter un candidat à la présidence de la Commission européenne. Je suis heureux que nos collègues aient soutenu la proposition de notre collègue Bélier de mettre en place des débats entre ces candidats qui soient visionnables et traduits pour tous les citoyens de l'Union. Il est regrettable toutefois qu'ait été écarté l'amendement en faveur d'une exigence stricte de parité sur les listes de candidats aux élections européennes au profit d'une formulation plus faible.

4-250-500

**Salvador Sedó i Alabart (PPE)**, *por escrito*. – Las elecciones al Parlamento Europeo del próximo año son de importancia crucial. En su informe, Andrew Duff sienta las bases para que éstas se desarrollen de la mejor manera posible y anima, tanto a los partidos políticos como a los electores, a tomar consciencia de la importancia de dichos comicios. Las elecciones de 2014 serán las primeras que se celebren tras la entrada en vigor del Tratado de Lisboa el cual amplía significativamente los poderes del PE, incluida su función en la elección del Presidente de la Comisión. Tanto los ciudadanos como los partidos políticos a escala europea deben estar a la altura de este reto. El PE es la única institución comunitaria que garantiza la representación directa de los ciudadanos. A su vez, los partidos políticos son los principales actores del espacio político europeo y, por lo tanto, deben contribuir a la formación de la conciencia política europea y comprometerse a expresar la voluntad de los ciudadanos de la Unión. Las elecciones europeas que se celebrarán en mayo del año que viene deben servir para legitimar un proceso de integración que atraviesa momentos difíciles aumentando la confianza pública en el proyecto político de mayor éxito del siglo XX.

4-250-750

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione sul miglioramento delle modalità pratiche per lo svolgimento delle elezioni europee del 2014, le prime dopo il trattato di Lisbona, perché ritengo che occorra dare maggiore rilievo ai programmi dei gruppi politici e a tematiche di livello europeo al fine di consentire ai cittadini una maggiore conoscenza delle politiche dell'Unione ed una maggiore consapevolezza dei programmi. Ritengo opportuno che in tutti gli Stati membri, i media garantiscano visibilità ai programmi dei diversi gruppi, così da coinvolgere maggiormente i cittadini. I partiti politici dovranno nominare in anticipo i candidati alla presidenza della Commissione in modo da consentirgli di organizzare una campagna elettorale a livello europeo che gli possa dare modo di illustrare al meglio il proprio programma elettorale e in tutti gli Stati membri dovranno essere promossi dibattiti politici tra i rappresentanti dei partiti e tra i candidati designati alla presidenza della Commissione. I governi nazionali

dovranno impegnarsi, come in ogni elezione, a dare la massima visibilità all'evento elettorale così da spingere più cittadini possibili alle urne garantendo una vera rappresentanza e dovranno essere adottate le misure di assistenza a tutti gli elettori e a tutti i candidati.

4-250-875

**Alda Sousa (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Este relatório de iniciativa contém um conjunto de recomendações a fazer tanto aos Estados-Membros como aos partidos políticos europeus quanto às próximas eleições para o PE em 2014. Votei contra as propostas que visavam ditar aos partidos políticos a forma de escolherem os seus candidatos ao PE ou candidatos à Presidência da Comissão. Abstive-me na votação final porque, embora algumas das recomendações permitam aprofundar o debate sobre as várias opções políticas à escala europeia, há uma tentativa clara de fazer passar a mensagem de que se trata de uma eleição direta do Presidente da Comissão, o que não corresponde à verdade.

4-251-000

**Marc Tarabella (S&D)**, *par écrit*. – Je félicite le rapporteur pour le texte. Je voterai en faveur de celui-ci. Il est amplement temps que les institutions européennes s'ouvrent au citoyen. Nous souffrons d'un déficit d'image, c'est évident, mais c'est au moins partiellement de NOTRE FAUTE tant nous souffrons également d'un déficit de communication vers le citoyen.

Qui plus est, ceux qu'on appelle pudiquement des eurosceptiques se délectent de la crise économique et voudraient un retour au Moyen-âge. Ils se font passer pour les sauveurs alors qu'ils proposent des mirages. Certains (Farage) évitent de payer des impôts dans leur pays en plaçant leur argent dans des comptes offshore en dehors de l'Angleterre et ensuite nous donnent des cours de morale! Un député qui ne propose que de monter les Européens les uns contre les autres n'est pas un eurosceptique, c'est au minimum un anti-européen.

Il est temps d'organiser des débats dans le cadre de la campagne électorale sur les enjeux européens et leurs conséquences directes pour le citoyen. Il est déterminant de rapprocher l'Europe des Européens.

4-251-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – As próximas eleições europeias foram antecipadas para o período compreendido entre 22 e 25 de maio de 2014, por forma a facilitar a nomeação do novo colégio de Comissários que entrará em funções o mais rapidamente possível. Entendo como extremamente positivo que os partidos políticos europeus apresentem previamente os seus candidatos a presidente da Comissão Europeia e que estes devem realizar um debate profícuo nos diversos Estados-Membros. Saliento ainda como positivo o facto dos nomes dos partidos políticos, assim como os respetivos logótipos constarem do boletim de voto. Por fim, insto as autoridades europeias e os partidos políticos a desenvolverem uma ampla campanha europeia de promoção dos direitos dos cidadãos e da importância de votarem nas próximas eleições europeias, aumentando assim o grau de participação dos 500 milhões de europeus.

4-252-000

**Angelika Werthmann (ALDE)**, *schriftlich*. – Von Seiten der EU-BürgerInnen besteht schon lange der Wunsch nach mehr Information, mehr Transparenz und mehr Beteiligungsmöglichkeiten. Die BürgerInnen sollen so früh als möglich ausreichende

Möglichkeiten haben, sich über die Programme und Vorhaben zu informieren, sich eine Meinung zu bilden und aktiv an der europäischen Demokratie zu beteiligen. Es wird eine steigende Wahlbeteiligung erwartet und die gewählten VertreterInnen der UnionsbürgerInnen könn(t)en so ihre Funktion als „Sprachrohr“ noch besser wahrnehmen.

4-253-000

**Jacek Włosowicz (EFD)**, *na piśmie*. – Ordynacja wyborcza opiera się na zasadach zapewnienia dużym państwom jednakowej liczby posłów i reprezentacji wszystkich głównych partii politycznych z państw mniejszych. Kadencja trwa pięć lat, a posłowie zasiadają w Parlamencie nie według przynależności narodowej, lecz przynależności do frakcji. Nie istnieje jedna ordynacja wyborcza do Parlamentu, każdy kraj ma własne reguły liczenia głosów, ale przyjmuje się, że wszędzie wybory odbywają się w tym samym terminie.

Początkowo Parlament Europejski był organem konsultacyjnym nieposiadającym żadnej realnej władzy. Obecnie Parlament ustanawia większość praw europejskich, które mają bezpośredni wpływ na życie obywateli państw Unii. Wybory do Parlamentu Europejskiego odbywają się we wszystkich krajach jednocześnie w czerwcu i trwają 4 dni od czwartku do niedzieli. Taka procedura ma uniemożliwić wpływ wyników głosowania w jednym państwie na wyniki w innym państwie członkowskim. Każdemu obywatelowi państwa członkowskiego Unii mieszkającemu w innym państwie członkowskim przysługuje na terenie tego kraju czynne i bierne prawo wyborcze. Dlatego uważam, że organizacja wyborów jest bardzo ważnym procesem i nie poparłem tego sprawozdania.

4-253-500

**Anna Záborská (PPE)**, *písomne*. – Hlasovala som proti tejto správe, pretože ide o veľmi zvláštny materiál, v ktorom sa spájajú praktické odporúčania s návrhmi upravujúcimi priebeh volebnej kampane. Niektoré opatrenia priamo zasahujú do autonómie rozhodovania politických strán na európskej a národnej úrovni, pričom tieto zásahy nie sú dostatočne zdôvodnené. Ide napríklad o požiadavku rovnakého zastúpenia žien a mužov vo volebných zoznamoch a označovanie volebných lístkov menami a logami európskych strán, ktoré občania vôbec nepoznajú.

No hlavný návrh je najčudnejší: hoci predsedu Komisie navrhuje Európska rada (teda ide o dohodu všetkých členských štátov) a schvaľuje Európsky parlament, správa navrhuje, aby každá európska politická strana dostatočne dlho pred voľbami nominovala svojho kandidáta na predsedu Komisie a aby sa zorganizovali verejné debaty týchto kandidátov. Takýto návrh je zjavný nezmysel, keďže v Rade EÚ zastupuje členský štát vláda, ktorá vzišla z úplne iných volieb a môže nakoniec navrhnúť celkom iného kandidáta než európska strana, ktorá získa vo voľbách väčšinu. Zároveň sa tu mieša mandát zákonodarnej a výkonnej moci a voľby sa stávajú pre občanov netransparentné.

4-253-750

**Inês Cristina Zuber (GUE/NGL)**, *por escrito*. – As classes dominantes estão a utilizar a crise da UE para tentar legitimar o rumo de recessão e destruição e aprofundar o seu caráter antidemocrático. As próximas eleições para o PE inserem-se nesse processo. Pretende-se esconder que se trata de um processo de escolha, em cada país, dos partidos, dos seus programas e dos seus candidatos, juntando-lhe o caráter de sufrágio do candidato de cada partido europeu à presidência da Comissão Europeia; pretende-se impor um debate entre supostos partidos europeus, legitimar estas estruturas supranacionais, no que será também



um suposto sufrágio desses mesmos partidos (criados pela UE, sujeitos ao respeito pelas suas regras de funcionamento e programa e dependentes do seu financiamento). Votámos contra.

**14.5. Ausfuhr von Militärgütern: Umsetzung des Gemeinsamen Standpunkts 2008/944/GASP des Rates (RCB7-0258/2013, B7-0258/2013, RCB7-0260/2013, B7-0260/2013, B7-0262/2013, B7-0263/2013, B7-0264/2013, B7-0267/2013)**

4-255-000

**Mündliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-256-000

**Daniel Hannan (ECR).** - Mr President, if you look around the world at the areas where the European Union is striking out a distinctive foreign policy position, separate from the rest of the Western world, the most outstanding is the decision to lift the arms embargo on Beijing. It trumps the decision to fund Hamas, the decision not to deal with the anti-Castro dissidents in Cuba and the decision to engage with the ayatollahs in Iran.

Those weapons are wanted by Red China for a purpose; they would be used. The idea that we have taken the decision in principle, even if we have not yet shipped any arms, to arm that regime against our allies, against those countries which have done the right thing and reformed their democratic and economic system, I think is a shame upon this Chamber.

4-257-000

**Eija-Riitta Korhola (PPE).** - Arvoisa puhemies, äänestin esityksen puolesta, mutta olen erittäin huolestunut EU:n tämänhetkisestä asenteesta aseiden viennin suhteen. Ei ole salaisuus, että useat jäsenvaltiomme ovat maailman suurimpia aseiden tuottajia, mutta se, että ainoa askel, jonka EU on kyennyt ottamaan Syyrian konfliktin suhteen, on ollut aseiden viennin aloittaminen Syyrian kapinallisille, on erittäin valitettavaa.

Jotkut EU:n jäsenvaltiot lobbasivat voimakkaasti sen eteen, että saisivat viedä aseita Syyrian maltillisille joukoille. Taustatyö olisi kuitenkin kannattanut tehdä paremmin. Syyrian oppositiota hallitsevat nyt jo islamistiset ja salafistiset piirteet, ja suurin osa Syyrian demokraattisen liikkeen jäsenistä on paennut maasta. Islamistit järjestävät nyt opposition demokraattisen siiven edustajien teloituksia odottaessaan uusia aseita Euroopasta.

Kun ja jos aseita aletaan viedä Syyriaan, on pidettävä huoli siitä, että aseet todella menevät vapaan Syyrian armeijalle eivätkä radikaaleille terroristi- tai islamistiryhmittymille. Sen takia tässä päätöslauselmassakin mainitut ihmisoikeusperiaatteet ja humanitaarinen oikeus ovat kaikista tärkeimpiä periaatteita, kun puhutaan aseiden viennistä.

4-258-000

**Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-258-500

**Luís Paulo Alves (S&D),** *por escrito.* – Aprovo o presente Relatório, considerando que acontecimentos como a Primavera Árabe no Médio Oriente e Norte de África puseram uma vez mais a nu a relação problemática entre democratização e questões relativas aos direitos humanos, que constitui uma responsabilidade quando se efetua comércio de armas

com esses países, tal como os acontecimentos da Primavera Árabe demonstraram, mais uma vez, a necessidade absoluta e a importância da Posição Comum e dos seus oito critérios, bem como de acordos internacionais mais amplos, como o Tratado sobre o Comércio de Armas. Considero que uma atitude previdente deve permitir que iniciativas e relatórios futuros façam uso de tais ensinamentos, especialmente quando se trate da propagação de armas comercializadas a atores não estatais, como no caso da Líbia, e da possibilidade de transferências diretas para rebeldes, como no caso da Síria. Congratulo-me, neste âmbito, com o facto de a União Europeia dispor de um quadro internacional único e juridicamente vinculativo, capaz de melhorar o controlo das exportações de armamentos, designadamente para as regiões em crise e para os países detentores de um registo deficiente em matéria de direitos humanos.

4-258-750

**Pino Arlacchi (S&D)**, *in writing*. – The fact that this resolution was not approved is a huge missed opportunity for this Parliament. I strongly supported this resolution because the Arab Spring has revealed the absolute necessity of strengthening the EU Common Position on arms exports and starting rapid implementation of the Arms Trade Treaty (ATT). Indeed, despite the fact that the spirit of the Common Position is aimed at preventing any arms exports which can lead to the exacerbation of conflicts and massive human rights violations, many European countries have, during the past few years, ignored all these fears and sold large numbers of weapons to governments in the Middle East and North Africa. The Common Position states that compliance with the eight criteria takes precedence over any economic interests of Member States. For this reason it is vital to start implementing the Common Position with all its obligations. There should be a mechanism to penalise its violation by a Member State.

4-259-000

**Elena Băsescu (PPE)**, *în scris*. – Am votat în favoarea rezoluției deoarece industria de armament are un caracter strategic la nivelul Uniunii Europene, iar pentru multe din statele membre reprezintă o sursă importantă de venituri. Însă, din păcate, în prea multe rânduri armele exportate de state membre au ajuns în mâinile unor grupări militare mai mult sau mai puțin legitime. Vreau, de asemenea, să atrag atenția asupra unei alte probleme generate de controlul insuficient asupra exportului de arme: folosirea copiilor-soldați în Africa. Ultimele estimări arătau că există între 100 și 200 de mii de copii soldați în Africa. În general, ei au cele mai riscante sarcini. Ei trebuie să plaseze explozibili și să învețe cum să folosească pistoale și puști. Fie că vorbim despre sărăcia care îi determină să se înroleze sau despre recrutări forțate, problema persistă. În final, aș dori să salut decizia ONU de a interzice țărilor care recrutează copii de a participa în misiunile internaționale de menținere a păcii.

4-259-500

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté contre la résolution présentée par mes confrères socialistes sur les normes européennes en matière d'exportation d'armements. Les sensibilités politiques se sont exprimées sur un sujet aussi sensible, et je n'ai pas pu approuver cette résolution signée par les S&D et GUE puisqu'elle prévoit une interprétation trop contraignante des critères de la position commune des Etats membres. J'ai en revanche salué la proposition de résolution signée par le PPE qui elle, définit un cadre juridique contraignant acceptable et encourage la mise en œuvre de la position commune arrêtée par les Etats membres.

4-259-750

**John Bufton (EFD)**, *in writing*. – Against. I voted against this report as I do not believe that the EU should be allowed to exert this level of control over arms exports.

4-259-875

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – As exportações e as transferências de armas têm repercussões na segurança humana, nos direitos humanos, na democracia, na boa governação e no desenvolvimento socioeconómico. Por essa razão, é importante reforçar a política de controlo das exportações de tecnologia e equipamento militares da UE, a qual deve ser integrada num sistema de controlo do armamento transparente, eficaz e comumente aceite e definido. A indústria da defesa continua a ser um setor importante quer no plano industrial quer a nível da geração de emprego na União Europeia. Os critérios da Posição Comum devem ser igualmente tidos em conta no processo de reestruturação da indústria europeia da defesa, que é fundamental para as pequenas e médias empresas, que criam postos de trabalho. Os países em desenvolvimento continuam a ser o principal alvo das vendas de armamento ao exterior pelos respetivos fornecedores. Acontecimentos como a Primavera Árabe no Médio Oriente e Norte de África puseram uma vez mais a nu a relação problemática entre democratização e questões relativas aos direitos humanos, que constitui uma responsabilidade quando se efetua comércio de armas com esses países.

4-259-937

**Lara Comi (PPE)**, *per iscritto*. – Il primo istinto, quando si parla di esportazioni di armi, è quello di pensare all'esportazione di violenza e guerra. Non è completamente sbagliato, ma bisogna prendere in considerazione che anche la produzione di armi ha un suo contenuto in termini di ricerca e sviluppo, e ha un impatto occupazionale, anche molto rilevante in alcune zone. I latini dicevano "Si vis pacem, para bellum". Poiché io voglio la pace, trovo che l'esportazione di armi debba avvenire all'interno di un quadro giuridico determinato e preciso, collegato con la politica industriale e con quella estera, e questa risoluzione va esattamente in questa direzione.

4-259-968

**George Sabin Cutaş (S&D)**, *în scris*. – Am votat în favoarea rezoluției deoarece consider că aceasta solicită punerea în aplicare și întărirea poziției comune pentru a preveni exportul de arme care ar putea afecta perspectivele de dezvoltare ale țării beneficiare, ar putea agrava conflictele sau ar încălca drepturile fundamentale ale omului. De aceea, salut inițiativa statelor membre de a îmbunătăți situația, astfel încât informațiile cu privire la exportul de arme să fie publice, corecte, actualizate și cuprinzătoare.

4-259-984

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente esta resolução por incentivar a participação de países europeus e de países terceiros no sistema de controlo das exportações de armamento, com base na Posição Comum e no Tratado sobre o Comércio de Armas. Apesar de a UE ser a única união de Estados à escala mundial que dispõe de um quadro internacional único e juridicamente vinculativo neste domínio, continua a ser preocupante que os oito critérios da Posição Comum não estejam a ser interpretados e aplicados de forma coerente nos Estados-Membros.

4-259-992

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – O controlo do armamento exportado reveste-se de particular complexidade devido à rapidez dos transportes e comunicações que hoje experimentamos e à maior portabilidade e letalidade de boa parte das armas produzidas. Esta dificuldade não deve inibir a União Europeia de procurar controlar o destino e a utilização das armas que exporta e de o fazer de modo sério e rigoroso, sem que tal signifique uma substituição das competências próprias de cada Estado-Membro a este respeito. A especial sensibilidade deste mercado e as implicações para a segurança e estabilidade internacionais recomendam cautela e responsabilidade no momento da exportação e capacidade de acompanhamento da utilização e cedência do armamento exportado. Estas tarefas não são fáceis e, apesar do carácter restritivo da legislação vigente, prestam-se a ser descuradas. Cabe à União, e aos seus Estados-Membros, cumprir e estar à altura dos padrões de exigência que estabeleceu.

4-259-996

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – A exportação de armamento é uma matéria que divide políticos e cidadãos. Todos gostaríamos que, em prol da paz, desaparecessem as armas. Mas a verdade é que o armamento tem, muitas vezes, um efeito dissuasor. A nível da União Europeia – e de outros países exportadores de armamento –, trata-se de um negócio que envolve muitos milhões de euros e emprega milhões de trabalhadores. Se não podemos acabar com o comércio internacional de armas – também sabemos que, muitas vezes, vão parar onde não deviam –, resta-nos regular este setor de modo que seja mais responsável e devidamente controlado. As armas não são mercadorias como as outras, sendo necessário uma avaliação de risco e um acompanhamento do percurso que as mesmas fazem. Votei favoravelmente a presente proposta de resolução comum sobre a exportação de armamento, mais concretamente a aplicação da posição comum 2008/944/PESC do Conselho, uma vez que clarifica e melhora as regras deste comércio, uniformizando procedimentos a nível dos 28 Estados-Membros. Os EM devem avaliar a exportação de armas para fora da UE e certificar-se de que não vão pôr em risco a violação dos direitos humanos ou ser usadas para promover a instabilidade regional.

4-259-998

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – O controlo das exportações de armamentos reveste-se da maior importância. O estabelecimento de instrumentos jurídicos pode ser da maior utilidade. O comércio de armas, em particular a sua exportação, é um negócio que continua a ter a maior rentabilidade para o complexo militar-industrial e a sua existência é condição que alimenta o tráfico – cujos lucros continuam a passar pelos paraísos fiscais, para o seu branqueamento. Tal como defendia a resolução subscrita pelo nosso Grupo, é necessário maior transparência no registo da exportação de armas e o seu conhecimento público, com informações regulares sobre as licenças emitidas por cada Estado-Membro, os bens, a categoria, o número total de produtos e o utilizador final, assim como a necessidade dos Estados-Membros avaliarem os riscos de corrupção antes da emissão de uma licença de exportação. É igualmente da maior importância a implementação de um controlo político e democrático destes processos que seja mais efetivo. Esta resolução surge na sequência de um atribulado processo em comissão especializada, que não permitiu a aprovação de um relatório de que era relatora uma deputada do nosso Grupo. Todo este processo e o resultado da votação, com o repúdio da primeira resolução votada, mostra

que, para a maioria deste Parlamento, o complexo militar-industrial ainda é quem mais ordena.

4-260-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Vývoz a transfer zbraní výrazne vplýva na bezpečnosť ľudí, ľudské práva, demokraciu, dobrú správu verejných vecí a sociálno-ekonomický vývoj. Napriek všetkým opatreniam a spoločným snahám sa dodávatelia zbraní v rámci svojej činnosti predaja zbraní do zahraničia stále zameriavajú predovšetkým na rozvojové krajiny. V nadväznosti na túto skutočnosť obchod so zbraňami nezriedka ohrozuje záväzky rozvojových krajín plniť miléniové ciele. I z tohto dôvodu je nesmierne potrebné posilniť politiku Európskej únie zameriavajúcu sa na kontrolu vývozu vojenských technológií a vybavenia, ktorá by mala byť súčasťou transparentného, účinného systému kontroly zbraní.

4-261-000

**Elisabetta Gardini (PPE)**, *per iscritto*. – Stando ai dati dell'Istituto di ricerca per la pace di Stoccolma (SIPRI), gli Stati membri dell'Unione sono, complessivamente, al primo posto tra gli esportatori di armi al mondo, davanti a USA e Russia. Nel 2011 il 61 % era destinato ai paesi terzi, e tale percentuale sembra destinata ad aumentare. Il Parlamento Europeo, con il voto di oggi, chiede a gran voce di rafforzare le politiche di controllo sulle armi e tecnologie militari. Trasparenza e informazione sono le parole chiave che l'Unione Europea deve domandare ai propri Stati membri. Si tratta di un settore strategico per lo sviluppo economico e al contempo delicato. È pertanto fondamentale continuare a lavorare sull'applicazione uniforme dei principi comuni, stabiliti nel 2008, sulle licenze alle esportazioni di armi.

4-261-500

**Ana Gomes (S&D)**, *in writing*. – The S&D Group was forced to abstain in today's vote on the motion for a resolution on arms exports put forth by the right-wing aisle of Parliament. The motion presented by the S&D Group, together with the Greens and GUE, was rejected by the right-wing PPE, ALDE and ECR because these Groups, despite verbally committing to a transparent and accountable arms control regime, refrain from demanding a more compelling implementation, which is what the S&D, Greens and GUE called for in a joint motion voted down today. By failing to call for a more demanding regime, the right-wing frustrates the implementation of not only the 2008 Council Common Position on arms exports but also the foundational European principles and values, and is undoubtedly invalidating the EU's efforts in conflict resolution, peacebuilding, the rule of law and human rights in the world. The time has come for Member States and the EU Council to take responsibility for arms deals and that is why the S&D Group decided to abstain in today's vote.

4-261-750

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – J'ai soutenu la proposition de résolution commune (PPE, ALDE, ECR) relative aux normes européennes en matière d'exportation d'armements. La résolution signée par le PPE, l'ECR et l'ALDE était tout à fait satisfaisante, puisqu'elle reprenait les amendements déposés par le PPE. Cette résolution visait à saluer l'adoption en 2008 par le Conseil d'un cadre juridique contraignant en termes d'exportation

d'armement. En outre, elle visait à encourager l'harmonisation à la fois de l'interprétation et de la mise en œuvre de cette position commune par les Etats membres. Je m'en félicite.

4-261-875

**Agnès Le Brun (PPE)**, *par écrit*. – Au niveau mondial, l'Union européenne est le deuxième exportateur d'armes juste derrière les Etats-Unis. La position commune du Conseil 2008/944/PESC s'efforce d'encadrer ce commerce en fixant 8 critères pour les autorisations d'exportations d'armements. Si les quatre premiers doivent être respectés dans tous les cas, les 4 derniers restent à la discrétion des Etats membres qui n'appliquent et n'interprètent pas de façon uniforme les règles communes de 2008. Cette démarche libre a pour conséquence de nuire à la transparence des exportations d'armes de chaque Etat membre. C'est la raison pour laquelle je me suis prononcée en faveur de ce texte, qui invite l'Union à renforcer sa politique en la matière afin de mieux contrôler les exportations d'armes de chaque Etat membre. Pour ce faire, il propose que chaque Etat transmette chaque année au Conseil l'ensemble des informations relatives à ses exportations. Il préconise également la révision des critères actuels ainsi qu'une participation accrue du Parlement européen et des parlements nationaux dans le contrôle de l'application et de la mise en œuvre des règles communes.

4-261-906

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – A União Europeia deve dispor de um quadro internacional único e juridicamente vinculativo, capaz de melhorar o controlo das exportações de armamento, designadamente para as regiões em crise e para os países detentores de um registo deficiente em matéria de direitos humanos. No entanto, para além da participação de países europeus devem também estar representados países terceiros no sistema de controlo das exportações de armamento estabelecido com base na posição comum. Temos de ter em consideração que os oito critérios da posição comum são interpretados e aplicados com distintos graus de rigor nos Estados-Membros da União, pelo que é necessário uma interpretação e uma aplicação mais uniformes da posição comum e de todos os compromissos que dela derivem. Daí o meu voto favorável.

4-261-952

**Willy Meyer (GUE/NGL)**, *por escrito*. – No he votado a favor de la presente resolución debido a que propone una valoración muy poco crítica del rol de la UE en el comercio de Armas. El informe resulta vacuo e ineficaz y no tendrá efecto alguno en la industria armamentística europea. Resulta un alarde de militarismo de los partidos de la derecha europea que han elevado esta resolución al plenario para proteger los intereses de la industria de la muerte. Nuestro grupo parlamentario, junto a los verdes y a los socialistas, ha presentado una resolución alternativa que exige un mayor control y pretende reforzar el control que se debe hacer sobre la industria armamentística europea. Esta resolución resulta un subproducto descafeinado que no presiona en modo alguno a la industria y por ello he votado en su contra.

4-261-968

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – This resolution calls for the implementation and strengthening of the Common Position to prevent arms exports. It is necessary to wait for Catherine Ashton's statement.

4-262-000

**Andreas Mölzer (NI)**, *schriftlich*. – Der gemeinsame Entschliessungsantrag zur Ausfuhr von Militärgütern enthält einige wichtige Punkte, die die Bedeutung eines EU-weit gemeinsamen Vorgehens in den Vordergrund stellen und betonen. Ich halte das für sehr wichtig, denn es ist immer wieder ernüchternd, mitansehen zu müssen, wie – z.B. im Falle Syriens – einige Staaten versuchen, einen gemeinsamen Standpunkt zu untergraben oder zu umgehen, um Geschäfte zu machen. Wenn sich die EU-Staaten darauf geeinigt haben, ein Land, das sich z.B. wie Syrien im Bürgerkrieg befindet, nicht mit Waffen zu beliefern, müssen sich auch alle Mitgliedsstaaten daran halten. Selbstverständlich muß man bei der Bewertung auch die legitimen wirtschaftlichen Interessen der EU-Staaten berücksichtigen. Waffenexport muss weiter möglich sein, aber eben unter klaren und gemeinsamen Regeln. Da dies im Antrag nicht explizit zum Ausdruck kommt, habe ich mich der Stimme enthalten.

4-263-000

**Antigoni Papadopoulou (S&D)**, *in writing*. – The EU system is unique in the sense that it is the only Union of States to have a legally binding framework, through which arms export control is being improved. This resolution calls for the implementation and strengthening of this common position to prevent arms exports in cases such as the following: where existing conflicts could be aggravated, human rights violated, or recipient countries' development prospects would be adversely affected. The common target of the EU arms-trade control framework is to strike a balance between the economic interests of EU Member States, on the one hand, with prevention of irresponsible exports to countries that violate human rights and fundamental freedoms, on the other. The European Parliament is promoting public transparency and accountability mechanisms in Member States' arms exports as far as the purchase and sale of arms is concerned. All Member States and other negotiating parties should sign, ratify and fully implement the Arms Trade Treaty (ATT). A legally binding EU export-control instrument and a harmonised EU arms-control policy are both needed to reinforce other dimensions of the EU's external action, such as the promotion of human rights and of regional stability.

4-263-500

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente proposta de resolução comum sobre as exportações de armamento em que se exorta a Comissão e os Estados-Membros a aplicarem os compromissos da UE no combate à acumulação ilícita e ao tráfico de armas ligeiras e de pequeno calibre (ALPC) e respetivas munições e em que se lembra que estes compromissos visam ajudar os países terceiros na gestão dos depósitos e em esforços similares tendentes a controlar as ALPC e assegurar a regular transferência de mercadorias militares, a fim de evitar o abastecimento, pelos Estados-Membros, de países em que as armas dão origem a utilizações abusivas.

4-263-750

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – A aplicação da Posição Comum 2008/944/PESC do Conselho, relativa ao contributo da União Europeia para o combate à acumulação e proliferação de armas de pequeno calibre e armas ligeiras, garante, para os Estados-Membros, normas mínimas em matéria de controlo de armamento. Estas disposições destinam-se a regular a transferência de mercadorias militares, ou seja, a exportação de armas, a fim de evitar o abastecimento de países em que estas dão origem a utilizações abusivas.

Considerando que as exportações e as transferências de armas têm repercussões na segurança humana, nos direitos humanos, na democracia e no desenvolvimento socioeconómico, e considerando ainda a nitidez destas repercussões expressa nos acontecimentos da Primavera Árabe no Médio Oriente e no Norte de África, o relator solicita que se celebre um debate anual no Parlamento, acompanhado de um relatório anual sobre a aplicação da Posição Comum, de modo a assegurar um nível adequado de supervisão parlamentar e lograr, conseqüentemente, uma melhoria no controlo das exportações de armamento. Votei favoravelmente a presente resolução.

4-264-000

**Crescenzo Rivellini (PPE)**, *per iscritto*. – Nella risoluzione adottata oggi, si è sottolineato che il Parlamento europeo ed i parlamenti nazionali devono avere un ruolo maggiormente influente nel garantire il controllo efficace della domanda e l'applicazione delle norme UE in materia di commercio d'armi, accogliendo pure il trattato vincolante delle Nazioni Unite (ATT) in materia.

L'UE deve rafforzare la sua politica di controllo delle esportazioni di tecnologia e di attrezzature militari. Considerando poi che l'Unione europea è il più grande esportatore d'armi dopo gli Stati Uniti, ritengo che la decisione assunta oggi, nella direzione di una migliore applicazione dei criteri contenuti nella posizione comune 2008/944/PESC, abbia grande rilevanza.

4-265-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour of RC-B7-0258/2013 and B7-0258/2013, and against RC-B7-0260/2013. We are extremely disappointed with the resolution tabled by the conservatives and liberals as it does nothing to improve the EU's arms exports regime. Sadly, there is a big divide in the European Parliament between MEPs that prioritise defending human rights and MEPs that are concerned with the interests of the military industry. The adoption of this very conservative resolution means that the European Parliament has totally failed to put pressure on the Council to introduce further transparency and anti-corruption measures or ensure stringent respect for human rights regarding its arms exports. The resolution is shamefully weak on human rights. The principle of respecting human rights when deciding on where European armaments can be exported has been the key added value of the EU common position. Unfortunately the resolution adopted today by the conservative-liberal majority is even less progressive than the position of many of our Member States which are currently trying to improve the common position. I regret that the Liberals did not support the much more progressive resolution tabled by the Greens and Socialists. Until recently, the Liberals had shown understanding of our concerns on the EU's arms exports and their sudden alliance with the conservatives has been very detrimental.

4-265-500

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione sulla posizione comune inerente l'esportazione di armi perché in base alle relazioni del COARM, non tutti i Paesi membri inviano informazioni complete sulle esportazioni e sono ancora diversi i Paesi, peraltro coinvolti nelle esportazioni a livello mondiale, a non fornire informazioni sufficienti. Le relazioni, nel tempo, hanno permesso di migliorare il controllo delle esportazioni di armi ma sarebbe auspicabile, al fine di continuare nei miglioramenti, lavorare per raggiungere livelli di trasparenza più elevati attraverso la pubblicazione di dati



in maniera completa e tempestiva, puntando su una cooperazione con le strutture nazionali e con la società civile. Dovranno essere elaborate relazioni annuali in modo da garantire un maggiore livello di controllo e di trasparenza a livello europeo così da evitare che attraverso processi di compravendita di armi con meccanismi poco trasparenti, diversi Stati possano indebitarsi. Gli Stati membri con i loro governi e con gli organi di controllo interni dovranno impegnarsi a fornire informazioni più dettagliate e aggiornate, oltre a garantire l'osservanza dei principali criteri contenuti nella posizione comune. È tuttavia necessario a livello europeo adottare una posizione chiara che uniformi la disciplina e che garantisca un sistema di controllo efficace per tutti.

4-266-000

**Marc Tarabella (S&D)**, *par écrit*. – Je le dis d'emblée, je ne suis pas un fervent défenseur des armes. Je me demande même si envoyer des armes en Syrie, sans que l'on puisse contrôler leur usage, ne serait pas une très mauvaise idée car qu'advient-il de celles-ci après la guerre? Pour en revenir au texte voté aujourd'hui, l'Union est la seule organisation à disposer d'un cadre juridiquement contraignant en matière de contrôle des exportations d'armements, et c'est une victoire que des pays tiers européens et non européens aient adhéré au système de contrôle des exportations d'armements sur la base de la position commune.

Néanmoins, les huit critères sont interprétés et appliqués avec une rigueur différente selon les États membres de l'Union européenne. Il faut donc une interprétation et une mise en œuvre plus claires de la position commune et de tous les engagements y afférents. Je salue à ce propos la conclusion, sous l'égide des Nations unies, d'un traité juridiquement contraignant sur le commerce international des armes conventionnelles, qui est le fruit de sept années de négociations et qui prévoit la création d'un système international efficace de contrôle des armements. Nous devons à présent convaincre les États membres de concentrer leurs efforts sur les pays qui n'ont toujours pas adhéré à des accords internationaux.

4-266-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – A União Europeia dispõe hoje de um quadro internacional único e juridicamente vinculativo, capaz de melhorar o controlo das exportações de armamento, designadamente para as regiões em crise e para os países detentores de um registo deficiente em matéria de direitos humanos. O Parlamento Europeu congratula-se, neste contexto, com a participação de países europeus e de países terceiros no sistema de controlo das exportações de armamento bem como com a conclusão do Tratado sobre o Comércio de Armas. Porém, não considero pertinente o requerimento, feito na presente proposta de resolução comum, de um critério adicional, para além dos oito já existentes, tendo, por isso, votado contra o documento.

4-266-750

**Inês Cristina Zuber (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Pela nossa parte, julgamos da maior importância o controlo das exportações de armamentos para o qual o estabelecimento de instrumentos jurídicos pode ser da maior utilidade. O comércio de armas e, em particular, a sua exportação são um negócio que continua a ter a maior rentabilidade para o complexo militar-industrial e a sua existência é condição que alimenta o tráfico - cujos lucros continuam a passar pelos paraísos fiscais para branqueamento. Tal como defendia a resolução subscrita pelo nosso Grupo, é necessário maior transparência no registo da

exportação de armas e o seu conhecimento público, com informações regulares sobre as licenças emitidas por cada Estado-Membro, os bens, a categoria, o número total de produtos e o utilizador final, assim como a necessidade de os Estados-Membros avaliarem os riscos de corrupção antes da emissão de uma licença de exportação. É igualmente da maior importância a implementação de um controlo político e democrático destes processos mais efetivo, o que passa pelo respeito e valorização dos órgãos de soberania de cada país e a sua participação e controlo destes processos.

#### **14.6. Aufnahme von Verhandlungen über ein plurilaterales Abkommen über Dienstleistungen (B7-0314/2013, B7-0317/2013)**

4-268-000

##### **Mündliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-269-000

**Adam Bielan (ECR).** - Panie Przewodniczący! Usługi stanowią trzecią część europejskiego eksportu, a także połowę bezpośrednich inwestycji zagranicznych. Uregulowanie zasad ich międzynarodowej wymiany, w szczególności z krajami blisko powiązanymi ekonomicznie z Unią Europejską, powinno dodatkowo usprawnić działalność zagraniczną rodzimych przedsiębiorstw.

Dotychczas jednak kwestiom związanym z handlem usługami, choć stanowią one podstawę gospodarki, poświęcano zbyt mało uwagi w relacjach międzynarodowych. Nadal w przedmiotowych negocjacjach nie uczestniczą choćby państwa ASEAN, co z pewnością nie jest sytuacją korzystną. Stale rosnący potencjał gospodarczy tego regionu nie pozostaje przecież obojętny dla kluczowych działów unijnego biznesu. Jednakże wschodnioazjatyckie rynki to przestrzeń wciąż niewystarczająco zagospodarowana przez kraje europejskie.

W odniesieniu natomiast do grupy państw, które mają zostać objęte umową, należy udzielić szerokiego wsparcia na rzecz realizacji unijnych interesów w zakresie usług teleinformatycznych, finansowych, transportowych, handlu online oraz pozostałych kwestii kluczowych dla wspólnotowej gospodarki.

4-270-000

##### **Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-270-500

**Luís Paulo Alves (S&D),** *por escrito.* – Aprovo a presente proposta de Resolução, acolhendo com agrado a abertura de negociações de um Acordo sobre o Comércio de Serviços e a participação da UE nestas conversações desde o início, a fim de promover os seus interesses e defender os seus pontos de vista quanto ao formato e estrutura do acordo. Lamento, no entanto, que o Conselho tenha conferido um mandato sem ter tomado em consideração a opinião do Parlamento Europeu. Entendo que não se alcançou a massa crítica que permita alargar os benefícios deste futuro Acordo sobre o Comércio de Serviços ao conjunto dos membros da OMC e que, por conseguinte, a cláusula da nação mais favorecida do GATS não lhe deve ser aplicada. Considero, ainda, que o facto de manter em aberto a possibilidade de outros países, incluindo economias emergentes, participarem nesta negociação não deve causar a diminuição do nível de ambição do Acordo, uma vez

que só um elevado nível de liberalização e de convergência das disciplinas poderá convencer esses países a aderir às negociações.

4-271-000

**Elena Băsescu (PPE)**, *în scris*. – Am votat în favoarea rezoluției deoarece, în condițiile în care serviciile contribuie la peste trei sferturi din PIB-ul Uniunii, cred că un acord internațional în domeniu ar aduce doar beneficii statelor membre. Uniunea trebuie să își extindă piața pentru exporturi, mai ales că suntem primii la acest capitol pe plan global. Criza a determinat foarte multe state să restricționeze accesul extern pe piața serviciilor, iar astfel firmele europene au fost afectate. Un acord juridic ar crea mai multă siguranță pentru companiile europene și ar putea contribui la depășirea efectelor crizei, inclusiv prin reducerea șomajului. Prioritare vor fi îmbunătățirea normelor privind achizițiile publice, dar și a concurenței. Un alt obiectiv este obținerea unui acces cât mai mare pentru prestatorii de servicii europeni pe piețele terțe.

4-271-500

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la résolution sur l'accord plurilatéral sur les services. Depuis l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations à l'OMC et devant l'importance du secteur des services dans le PIB européen, une nouvelle impulsion a été souhaitée pour inscrire les nouvelles initiatives dans le cadre de l'OMC. Par ce vote, nous avons autorisé la Commission, agissant pour le compte de l'Union européenne, à commencer les négociations multilatérales. De plus, l'exclusion des services audiovisuels et culturels est maintenue en dehors du champ d'application de l'accord, comme c'est le cas dans les négociations de l'accord de libre échange avec les Etats-Unis.

4-271-750

**Lara Comi (PPE)**, *per iscritto*. – L'UE svolge un ruolo di rilievo nel commercio di servizi, che rappresentano il 28 per cento delle esportazioni e più della metà degli investimenti diretti esteri nei Paesi terzi e sono fondamentali per mantenere e rafforzare la competitività dell'Unione. Concordo con il promuovere un programma ambizioso per quanto riguarda gli interessi offensivi dell'UE, con particolare riferimento ai servizi alle imprese, ai servizi finanziari e giuridici. Ritengo giusto impedire impegni e norme riguardanti i servizi finanziari che siano in contraddizione con le misure recentemente adottate per regolamentare i mercati e i prodotti finanziari stessi. Sottolineo l'importanza di questi negoziati al fine di offrire regole più incisive in materia di concorrenza e trasparenza, requisiti essenziali per il rilascio di licenze specifiche di settore. Voto favorevolmente su questa proposta auspicando la valorizzazione dei servizi e quindi dell'economia dell'Unione Europea.

4-271-875

**Marielle de Sarnez (ALDE)**, *par écrit*. – Le secteur des services est un moteur de l'économie européenne. L'Union est ainsi le plus gros exportateur de services au monde, totalisant 28 % des exportations mondiales de services. Le secteur des services totalise trois quarts de notre PIB et emploie 68 % de la main d'œuvre européenne. Ainsi, le lancement de négociations d'un accord plurilatéral sur le commerce des services avec 21 autres Etats membres de l'OMC constitue une opportunité pour l'Union. Tout en cherchant à approfondir la coopération dans un large éventail de services, il est néanmoins normal que l'Union, tout comme les autres parties à l'accord, préservent un certain nombre de domaines

politiquement sensibles. C'est pourquoi conformément à l'approche suivie dans l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC, le mandat de négociation prévoit que l'UE ne prendra pas d'engagement en ce qui concerne les services audiovisuels et que la négociation préservera les services publics.

4-271-937

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente esta resolução por considerar importante a inclusão da UE nas negociações de um Acordo sobre o Comércio de Serviços, no âmbito da OMC, a fim de promover os seus interesses e defender os seus pontos de vista quanto ao formato e estrutura do documento. É importante que este Acordo salvede e diferencie os serviços de interesse geral, na medida em que proporcionam redes de segurança decisivas para os cidadãos e promovem a coesão social a nível municipal, regional, nacional e da UE.

4-271-968

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – Em 15 de fevereiro de 2013, a Comissão Europeia propôs ao Conselho a abertura de negociações para um novo acordo internacional para o comércio de serviços. A Comissão recebeu um mandato para tomar parte no Acordo multilateral sobre Serviços em 18 de março. Actualmente, além da UE e dos seus 27 Estados-Membros, vinte outros membros da OMC aceitaram participar nas negociações. Todos os setores de serviços serão potencialmente abrangidos por este acordo. Concorro com esta abertura de negociações e faço votos para que este acordo futuro possa trazer benefícios à economia europeia e propicie um aumento dos níveis de emprego no seio da União.

4-271-984

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – A presente proposta de resolução, apresentada pelo colega Vital Moreira em nome da Comissão do Comércio Internacional, na sequência de uma declaração da Comissão nos termos do n.º 2 do artigo 110.º do Regimento, versa sobre a abertura de negociações tendo em vista um acordo multilateral sobre serviços. Os serviços (comércio eletrónico, turismo, construção, serviços financeiros e culturais, etc.) são o setor-chave da economia europeia. Representam o maior número de postos de trabalho e mais de metade das nossas exportações. Um aspeto a ter em conta é a necessidade de liberalização do comércio que pode beneficiar a nossa economia, embora haja setores como o da água, da energia, da recolha de resíduos, entre outros, que são considerados serviços básicos e cuja privatização tem de ser bem ponderada. A abertura do mercado dos serviços é positiva mas deve ser feita com respeito por todos os intervenientes. Votei favoravelmente a presente proposta de resolução uma vez que visa negociar um acordo ambicioso que permita a entrada do setor dos serviços na Organização Mundial do Comércio (OMC). O Parlamento Europeu, ao aprovar esta resolução, dá mais um passo no alinhamento da política comercial da UE.

4-271-992

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Esta resolução surge na sequência da abertura de negociações de um acordo sobre o comércio de serviços. Defende-se que a UE desempenha um papel importante no comércio de serviços enquanto maior exportador de serviços a nível mundial. Considera-se que todas as iniciativas relativamente a este acordo devem ser devidamente enquadradas no âmbito da OMC e lamenta que o comércio dos serviços tenha sido negligenciado pela Ronda de Doha. Lamenta-se o facto de os BRICS não integrarem estas

negociações, porque são mercados onde se verifica o crescimento das trocas comerciais e do investimento em serviços e onde os obstáculos, nomeadamente aos investimentos estrangeiros, são mais significativos. Avança-se com objetivos que a Comissão deve ter em consideração aquando da negociação dos compromissos de acesso ao mercado: *promover uma agenda ambiciosa para os interesses ofensivos da UE, nomeadamente em matéria de serviços às empresas, serviços de TIC, serviços financeiros e jurídicos, comércio eletrónico, serviços de transporte marítimo e aéreo, serviços ambientais, turismo e construção.* São, assim, cristalinamente expressas as intenções de quem aprova esta resolução: defender os interesses ofensivos do grande capital contra o interesse dos povos. Estamos perante o desfiar do fastidioso e repetitivo argumentário neoliberal sobre as maravilhas do livre comércio. Evidentemente, votámos contra.

4-272-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Služby predstavujú takmer tri štvrtiny HDP a zamestnanosti EÚ a sú nevyhnutné na zachovanie a posilnenie jej konkurencieschopnosti. V súvislosti s pretrvávajúcou hospodárskou krízou boli zavedené nové ochranné opatrenia s cieľom regulovať vo väčšej miere, resp. obmedziť obchod so službami. Mnohostranný systém obchodovania zakotvený vo WTO je stále najúčinnjším rámcom na dosiahnutie otvoreného a spravodlivého obchodu na celosvetovej úrovni. Obchod a služby sú oporou hospodárstva 21. storočia. I preto je opodstatnené a dôležité venovať tejto problematike náležitú pozornosť.

4-273-000

**Bruno Gollnisch (NI)**, *par écrit*. – “Négociations”, mais combien y en a-t-il? Oui, combien d’accords de libre-échange sectoriels ou généraux, plurilatéraux, multilatéraux ou bilatéraux y a-t-il en cours de négociation entre l’Union européenne et les États-Unis ? Cet accord ACS, sur lequel nous n’avons pas été consultés préalablement à l’ouverture des négociations, vise à libéraliser le commerce des services entre une vingtaine de pays, dont les États-Unis, sur le mode – mais en allant plus loin – de l’Accord général sur le commerce des services de l’OMC.

Faut-il rappeler que ce dernier ouvre la voie à une sorte de monstrueuse “directive Bolkenstein” mondiale? Quelle sera l’articulation avec l’accord transatlantique? Quel domaine ou secteur, prétendument sauvegardé dans une négociation à grand renfort de publicité, aura en fait été sacrifié dans l’autre en catimini? Quelles sont, d’ailleurs, les bases de négociations, les lignes rouges de cet ACS ? Nous n’en savons rien!

4-273-500

**Juozas Imbrasas (EFD)**, *raštu*. – Balsavau už šį dokumentą, kadangi susidarius dabartinei ekonomikos ir finansų padėčiai kaip niekada ryškiai matomas esminis viešųjų paslaugų vaidmuo Europos Sąjungoje. Tokioje srityse kaip sveikatos priežiūra, vaikų priežiūra ar pagyvenusių žmonių priežiūra, pagalba neigaliesiems ar socialiniai būstai. Šios paslaugos piliečiams sudaro būtinausią socialinės apsaugos sistemą ir padeda skatinti socialinę sanglaudą. Viešosios paslaugos švietimo srityje, mokymo ir įdarbinimo paslaugos atlieka svarbų vaidmenį įgyvendinant ekonomikos augimo ir darbo vietų kūrimo darbotvarkę. Esu įsitikinęs, kad visos šalys turi turėti galimybes plėtoti, išlaikyti ir reguliuoti viešąsias visuotinės svarbos paslaugas.

4-273-750

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – J'ai soutenu la proposition de résolution relative à l'accord multilatéral sur les services. La proposition de résolution ne remettait pas en cause l'exclusion des services audiovisuels et culturels du champ d'application de l'accord. Elle était donc tout à fait satisfaisante. Je m'en félicite.

4-273-875

**Giovanni La Via (PPE)**, *per iscritto*. – Ho espresso voto favorevole alla relazione sull'avvio dei negoziati per un accordo multilaterale sui servizi. È necessario procedere alla creazione di un tavolo di trattative per riuscire a giungere ad una sintesi che possa offrire, al settore dei servizi, adeguate garanzie in materia di trasparenza, concorrenza, requisiti per il rilascio delle licenze e regolamentazioni specifiche di settore. Tutto ciò, fermo restando il diritto di ciascuno Stato membro di poter adottare normative giustificate da motivazioni di politica pubblica. Salvo ciò, l'accordo multilaterale sui servizi, alla stregua delle altre tipologie di accordi stipulati dall'Unione, dovrebbe mantenere saldi questi punti cardine in modo tale da garantire un alto livello di efficienza nell'erogazione e un soddisfacente ritorno economico per gli attori impiegati nel settore.

4-273-937

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – Penso que o sistema multilateral de comércio, consubstanciado na OMC, continua a constituir o quadro mais eficaz para atingir um comércio aberto e justo a nível mundial. Considero que devemos dar uma maior relevância aos serviços, pois estes são um dos motores da economia europeia do século XXI, cada vez mais importantes para a criação de emprego e o crescimento económico.

4-273-968

**Willy Meyer (GUE/NGL)**, *por escrito*. – He votado en contra de esta resolución por suponer un intento de impulsar la implementación del Acuerdo General sobre el Comercio de Servicios (AGCS). Dicho acuerdo confía en el comercio internacional como vía para desarrollar dicho sector, pero simplemente supone una vía para que las grandes compañías multinacionales puedan concentrar la producción y reducir la presencia de pequeños empresarios que aún consiguen subsistir en el sector. Este acuerdo también recoge numerosas recomendaciones orientadas a introducir criterios de eficiencia económica y empresas privadas en la prestación de servicios públicos fundamentales pese a haber quedado demostrado que casi siempre incrementa el coste de los servicios. La resolución lamenta los fallos en la implementación de dichos acuerdos y llama a su mejora para fomentar el comercio internacional de servicios. Por todo ello he votado en contra de la misma.

4-273-976

**Louis Michel (ALDE)**, *par écrit*. – L'UE est le plus grand exportateur de services au monde. Les services sont l'épine dorsale de notre économie, représentant 70% du PIB. Le commerce des services est un secteur essentiel de nos économies et des échanges au XXI<sup>e</sup> siècle. Nous assistons suite à la crise économique mondiale à une dérive protectionniste qui exige que de nouvelles initiatives bilatérales ou multilatérales soient prises pour lutter contre toutes les mesures qui restreindraient le commerce des services. L'ouverture de négociations sur un accord multilatéral sur les services est une mesure qui va dans le bon sens tant pour la relance de la croissance économique que pour l'emploi.

4-273-984

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – The main objective of this agreement is to update the existing GATS rules, which were negotiated more than 20 years ago. I think that opening negotiations is necessary. In favour.

4-273-992

**Tiziano Motti (PPE)**, *per iscritto*. – Ho sostenuto la proposta di risoluzione relativa all'avvio dei negoziati su un accordo multilaterale a carattere internazionale in materia di servizi. Data l'importanza del settore dei servizi nell'economia europea, è opportuno dare avvio ai negoziati sugli scambi di servizi all'interno del sistema commerciale multilaterale rappresentato dall'OMC per garantire condizioni concorrenziali eque e promuovere gli interessi commerciali europei.

4-273-996

**Antigoni Papadopoulou (S&D)**, *in writing*. – Trade in services is of strategic importance for the EU. Services account for about three quarters of the EU's gross domestic product (GDP). The European Union is the largest exporter of services in the world, representing 28 % of the total global services exports and has the largest volume of trade (23.5 %) in services worldwide. Moreover 68 % of the labour force is employed in the services sector. The EU has, therefore, a strong interest in reducing and abolishing barriers to trade in services worldwide, as it could make the largest gains from additional exports of services. Whilst recognising the importance of services to the EU's economy and welcoming the opening of negotiations with the aim of developing new rules on trade in services, including those for government procurement of services, licensing procedures or access to communication networks, we believe that the EU should not make any further commitments on important issues such as the liberalisation of public services, mode IV services liberalisation, financial services, and cultural and audiovisual services.

4-273-998

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução do Parlamento Europeu sobre a abertura de negociações tendo em vista um acordo multilateral sobre serviços. Sublinha-se nesta resolução que o mandato de negociação da UE foi proposto sem uma avaliação de impacto. O Parlamento Europeu crê essencial que se realize uma avaliação de impacto, pelo que solicita à Comissão que concretize a sua intenção de proceder a uma avaliação de impacto de sustentabilidade e consulte as partes interessadas relevantes sobre questões sociais, ambientais e outras preocupações. Solicita ainda que essa avaliação seja publicada com o objetivo de ter em conta as respetivas conclusões aquando das negociações.

4-273-999

**Franck Proust (PPE)**, *par écrit*. – Pour l'UE le commerce des services est d'une importance capitale! Ils représentent environ trois quarts du produit intérieur brut et des emplois européens. L'engagement de négociations avec une vingtaine d'autres pays membres de l'OMC est donc très importante pour les États européens. Cet accord doit permettre une ouverture supplémentaire des marchés de services mais également mettre en place de nouvelles règles relatives au commerce des services, notamment concernant les marchés publics, les procédures d'octroi de licences ou l'accès aux réseaux de communication. Il est important que l'UE négocie dans ce domaine. À terme, l'accord pourrait être intégré aux

accords communs de l'OMC, et l'Europe a certaines exigences qu'elle devait imposer. Il était hors de question que les services audiovisuels et culturels figurent dans les négociations, le combat pour l'exception culturelle a été gagné nous pouvons nous en féliciter. Il faudra donc suivre attentivement ces négociations d'une grande importance pour le commerce européen.

4-273-001

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – O acordo multilateral sobre serviços, enquadrado no âmbito da OMC, pretende desenvolver regras multilaterais que garantam que o investimento seja conduzido de uma forma mais sistemática e uniforme entre os Estados celebrantes. Contudo, apesar do Acordo Geral sobre o Comércio de Serviços (GATS) ter sido retificado por 129 membros da OMC, a maioria não assumiu os compromissos perspectivados. Reconhecendo a importância crescente do comércio de serviços para o desenvolvimento da economia mundial, em geral, e da União Europeia, em particular, a Comissão propôs um mandato de negociação, adotado pelo Conselho, destinado a promover os interesses e defender os pontos de vista da UE. Neste seguimento, o relator insta a Comissão a definir objetivos precisos aquando da negociação dos compromissos de acesso ao mercado. Votei favoravelmente.

4-274-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – Against. We would have preferred our text B7-0317/2013 to be adopted, according to which we must take the view that the multilateral trading system remains the most legitimate and most effective framework for achieving equitable and fair trade rules worldwide. It notes with concern that new initiatives to give impetus to the development of trade rules, such as the plurilateral negotiations on a Trade in Services Agreement (TISA), are being negotiated outside the framework of the WTO, and stresses that it is of the utmost importance that new initiatives remain firmly anchored in the WTO framework.

4-274-500

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – Il settore dei servizi rappresenta una risorsa importante per l'Unione europea. Ho espresso parere favorevole alla proposta di risoluzione sull'avvio di negoziati per un accordo multilaterale dei servizi, perché ritengo che l'Europa debba sempre più integrarsi in un sistema commerciale multilaterale, così da mantenere e rafforzare la propria competitività su scala mondiale. I servizi costituiscono un elemento essenziale per l'economia e gli scambi commerciali, oltre a risultare una fonte di coesione sociale per i cittadini a partire dal livello locale per raggiungere quello comunitario. Condivido la preoccupazione che le parti del negoziato non includono i mercati emergenti e i Paesi BRICS, i quali fornirebbero un apporto significativo dal momento che registrano una crescita costante e notevole degli scambi e degli investimenti nel settore dei servizi, incontrando però spesso ostacoli specie relativi agli investimenti esteri: incoraggiare questi Paesi a partecipare ai negoziati renderebbe il progetto più ambizioso, favorendo la liberalizzazione dei mercati e una convergenza delle discipline economiche. E' doveroso, nella trattazione dei negoziati, tenere conto delle sensibilità europee concernenti servizi pubblici e di interesse generale, quali l'istruzione pubblica, la salute pubblica, l'approvvigionamento idrico e lo smaltimento dei rifiuti.



4-274-750

**Alda Sousa (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Votei contra esta resolução porque o acordo que se pretende alcançar vai ter como consequência uma desregulamentação dos serviços públicos na Europa, levando a privatizações, aumento dos custos e baixa de qualidade dos serviços prestados, e subseqüentemente a diminuição da acessibilidade aos mesmos por parte daqueles e daquelas que mais deles precisam.

4-275-000

**Marc Tarabella (S&D)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de cette résolution qui rejette l'ouverture et la poursuite de négociations multilatérales sur l'accord sur le commerce des services (ACS), étant donné que la conférence ministérielle de l'OMC n'est pas habilitée à accepter un accord multilatéral négocié au sein d'un sous-ensemble de membres de l'OMC dans le secteur des services, pour lequel un accord plurilatéral fondé sur la clause de la nation la plus favorisée (AGCS) est déjà en place.

Je souligne en même temps que, pour l'heure, les pays en développement et les pays émergents ne participent pas aux négociations de l'ACS et que certains d'entre eux se montrent résolument hostiles à cette initiative. Par ailleurs, il faut noter que l'Union européenne a déjà conclu ou négocie actuellement des accords commerciaux bilatéraux avec certains des partenaires aux négociations de l'ACS, lesquels accords comportent d'importants chapitres sur les services qui tiennent mieux compte des questions bilatérales spécifiques à chaque pays.

4-275-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – Considero que o sistema multilateral de comércio, consubstanciado na OMC, continua a constituir o quadro mais eficaz para lograr um comércio aberto e justo a nível mundial. Reconheço, porém, que foram necessárias novas iniciativas bilaterais e multilaterais para impulsionar as negociações comerciais em Genebra, devido ao impasse após a 8.ª Conferência Ministerial da OMC, em dezembro de 2011. Há, no entanto, que afirmar a necessidade de todas as iniciativas se manterem devidamente enquadradas no âmbito da OMC, razão pela qual se deve *multilateralizar* o futuro acordo sobre o comércio de serviços. Este acordo deve seguir o formato e a estrutura do GATS, incluindo a noção de listagem positiva dos compromissos, e retomar as definições, os princípios e as normas fundamentais do GATS em matéria de tratamento, acesso ao mercado e disciplinas nacionais. Pelas razões mencionadas, votei a favor do documento.

4-276-000

**Angelika Werthmann (ALDE)**, *schriftlich*. – Dieser Bericht behandelt die Aufnahme von Verhandlungen über ein plurilaterales Abkommen über Dienstleistungen. Zu beachten ist, dass auf Dienstleistungen beinahe drei Viertel des BIP und der Arbeitsplätze in der EU entfallen und dass sie für die Erhaltung und Steigerung der EU-Wettbewerbsfähigkeit von entscheidender Bedeutung sind. Die EU ist der weltweit größte Exporteur von Dienstleistungen. Im Jahr 2011 waren 28% der EU-Ausfuhren Dienstleistungen und machten mehr als die Hälfte der ausländischen Direktinvestitionen in Drittländern aus.

4-277-000

**Jacek Włosowicz (EFD)**, *na piśmie*. – Wiedząc chociażby, że usługi stanowią niemal trzy czwarte unijnego PKB i zatrudnienia oraz mają zasadnicze znaczenie dla utrzymania

i podniesienia konkurencyjności UE oraz że stanowiły w 2011 roku 28% eksportu UE oraz ponad połowę jej bezpośrednich inwestycji zagranicznych w krajach trzecich w czasie nieustannie trwającego i wiszącego nad nami widma dalszego kryzysu, nie zdecydowałem się poprzeć tej rezolucji.

#### **14.7. Anstieg der norwegischen Zölle auf landwirtschaftliche Erzeugnisse (B7-0327/2013)**

4-279-000

##### **Mündliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-280-000

**Seán Kelly (PPE).** - A Uachtaráin, bhí áthas orm tacaíocht a thabhairt don tuarascáil seo agus na teoracha go léir a thug ár nGrúpa dúinn a leanúint. Vótáil mé ar son an Ghrúpa i ngach uile chás.

Gan dabht ar bith is tuarascáil mhaith í, agus cinnte tá sé in am dúinn rud éigin a dhéanamh faoi iompar rialtas na hIorua maidir le táirgí talmhaíochta san Aontas.

Nuair a chuirtear an cheist: cén fáth go bhfuil siad á dhéanamh seo? An freagra ná: go bhfuilimid róbhog leo. Tá a lán de na buntáistí acu a bhaineann le bheith ina mball den Aontas Eorpach, ach níl siad freagrach ag deireadh báire d'aon rud. Dá bhrí sin caithfidimid féachaint ar an ábhar seo – ach ar a lán rudaí eile freisin – i dtreo is go mbeidh an rialtas san Iorua agus na tíortha eile freagrach don rud a dhéanann siad agus go dtuigeann siad gur ceart cothrom na Féinne a thabhairt dúinne.

4-281-000

##### **Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-281-500

**Luís Paulo Alves (S&D),** *por escrito.* – Aprovo o presente relatório, começando por salientar que o Governo norueguês propôs estas medidas sem consultar previamente os seus homólogos da UE, como teria sido adequado no âmbito das fortes relações bilaterais existentes. Deste modo, questiono a lógica económica subjacente a estas medidas, que podem ter como consequência a redução do comércio, prejudicando todas as partes envolvidas, nomeadamente os consumidores noruegueses e, a longo prazo, também os agricultores noruegueses. Deste modo, solicito à Comissão que avalie os potenciais efeitos negativos do aumento das tarifas para os exportadores e agricultores da EU, bem como exorto o Governo e o Parlamento norueguês a retirar as medidas. Por último, solicito à Comissão que especifique as medidas que pretende tomar no caso de a Noruega recusar reconsiderar a sua decisão, em particular para proteger, se necessário, o emprego e a produção do setor agrícola da União.

4-282-000

**Elena Băsescu (PPE),** *în scris.* – Am votat în favoarea rezoluției deoarece, din păcate, în cazul spațiului unic european, în loc să se extindă libera circulație a mărfurilor, apar noi bariere. Fie că vorbim despre sectorul pescuitului sau cel agricol, se pare că acest acord este folosit de unele state doar în interes propriu. Comisia Europeană ar trebui să intervină pentru a stopa astfel de practici, care până la urmă subminează și funcționarea pieței interne

a Uniunii. Producătorii europeni trebuie să aibă un mediu economic predictibil și stabil și care să nu le afecteze exporturile prin decizii unilaterale. Și eu cred că noile taxe impuse reprezintă o barieră în calea importurilor, iar în cazul în care ele sunt menținute de către Norvegia, Uniunea ar trebui să adopte măsuri similare.

4-282-500

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'augmentation des droits norvégiens sur les produits agricoles. La Norvège fait partie de l'Espace Economique Européen, elle dispose donc d'un cadre juridique mutuellement avantageux. Mais les mesures protectionnistes prises récemment par le gouvernement norvégien sont en infraction avec l'accord de libre échange qui lie le pays avec l'UE. Nous avons donc invité le gouvernement norvégien à réviser l'accord de libre échange concernant les produits agricoles afin de mettre en place des droits plus équitables et justifiés.

4-282-750

**John Bufton (EFD)**, *in writing*. – I voted against this report as the rise in duties it outlines is likely to negatively impact on the UK's lamb and cheese suppliers.

4-282-875

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – O Acordo EEE estabelece a base para o acesso equitativo ao mercado interno por parte da Noruega. As relações económicas e políticas entre a União Europeia e a Noruega são excelentes. O acordo bilateral em vigor desde janeiro de 2012 renovou o enquadramento jurídico preferencial, recíproco e mutuamente vantajoso relativo à concessão de preferências comerciais para produtos agrícolas, incluindo a carne e os produtos lácteos. Mediante este acordo, a União Europeia e o Reino da Noruega ampliaram a liberalização mútua do comércio de produtos agrícolas, concedendo um acesso livre de direitos aduaneiros, estabelecendo contingentes pautais e reduzindo os direitos de importação para uma vasta gama de produtos agrícolas. Os indicadores de crescimento económico, emprego e inflação não demonstram qualquer sinal de impacto negativo da crise económica ou financeira mundial sobre a economia norueguesa. Considero que se devem iniciar negociações com as autoridades norueguesas a fim de encontrar uma solução satisfatória para ambas as partes relativamente à importação/exportação de produtos agrícolas. Espero que a Noruega continue a fazer parte integral do mercado interno e que não recorra a medidas desintegradoras e unilaterais adicionais.

4-282-937

**Lara Comi (PPE)**, *per iscritto*. – L'Unione Europea si batte, fin dalla sua fondazione, per il libero commercio. Ovviamente non si tratta di una mera dichiarazione di principio, ma di una battaglia su cui sono stati ottenuti tantissimi risultati, tra i quali una maggiore libertà di scelta sulla stragrande maggioranza di merci e servizi, e costi minori grazie alla maggiore efficienza delle imprese in un mercato più concorrenziale. E' chiaro che, come tutte le scelte politiche, ci sono dei pro e dei contro. Tuttavia, quando un Paese come la Norvegia difende le proprie produzioni agricole riducendo artificialmente la competitività dei prodotti importati, fa un danno da due punti di vista: innanzitutto alimenta artificialmente un mercato che non è in grado di reggere la concorrenza straniera, e in secondo luogo fa pagare ai consumatori il costo dell'inefficienza delle proprie imprese. E per fortuna che per gli altri Paesi il mercato norvegese è raramente strategico, mentre per l'Italia in particolare

non prevedo grandi problemi confidando nella disponibilità dei norvegesi a pagare prezzi più alti pur di avere a tavola la qualità italiana. Ho votato a favore di questa risoluzione per sottolineare il vulnus che la Norvegia ha creato al sistema commerciale internazionale.

4-282-960

**Jill Evans (Verts/ALE)**, *in writing*. – Since 1 January 2013, EU exporters of certain cheeses, lamb and beef to Norway have faced duties of 277 %, 429 % and 344 % respectively. These duties arguably breach both the European Economic Area Agreement and the latest EU-Norway agreement on farm trade preferences, in force since January 2012. Therefore I voted against the increase in Norwegian duties on agricultural products in the interests of Welsh agriculture.

4-282-984

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – Se é certo que a Noruega não integra, por vontade própria, a União Europeia, não é menos verdade que entre a União e este país existem laços muito profundos nas mais diversas áreas, incluindo a comercial. Lamento, por isso, que, em vez de se abrir ainda mais ao relacionamento próximo com a União, a Noruega tenha optado por aumentar unilateralmente os direitos aduaneiros sobre os produtos agrícolas. Espero que esta situação possa ser invertida e que o comércio de produção agrícola possa fluir com maior liberdade e proveito mútuo.

4-282-992

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – A Noruega é um país com excedente comercial que assinou um acordo de preferência para produtos aduaneiros de modo a não prejudicar os fluxos comerciais entre a União Europeia e a Noruega. Todavia, a partir do dia 1 de janeiro de 2013, introduziu um conjunto de medidas protecionistas, através da imposição de direitos aduaneiros à importação de produtos alimentares, tais como queijo e carne de borrego e de bovino. Trata-se de uma situação que não é nova, pois fez o mesmo em relação ao peixe e ao petróleo. Considerando que as relações entre a Noruega e a União Europeia são fortes e que esta é o primeiro parceiro comercial da Noruega, somos obrigados a denunciar estas medidas protecionistas, tanto mais que as partes se haviam comprometido a uma liberalização progressiva do comércio. Votei favoravelmente a presente proposta de resolução, apresentada na sequência de uma pergunta com pedido de resposta oral formulada pelos colegas Vital Moreira e Christofer Fjellner, porque a UE não foi consultada previamente sobre estas medidas que, não só violam as leis internacionais, mas também ensombram as relações entre a Noruega e a UE num momento em que a revisão do acordo em vigor, prevista para o próximo ano, se aproxima.

4-282-996

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – O Acordo sobre o Espaço Económico Europeu (EEE) estabelece as bases para o acesso ao mercado interno por parte da Noruega, estabelecendo uma liberalização progressiva do comércio de produtos agrícolas. Em 2012, num acordo bilateral entre a UE e a Noruega, foi renovada a concessão de preferências comerciais para produtos agrícolas, incluindo os produtos lácteos e a carne. Em janeiro de 2013, a Noruega aumentou os direitos aduaneiros para um valor que esta resolução considera bastante elevado, afetando exportadores da UE de certos tipos de queijo, carne de borrego e bovino, e introduziram um novo direito de importação sobre as hortênsias. A resolução critica as *medidas protecionistas* que a Noruega implementou, que consideram

*prejudiciais ao comércio*, acusando a Noruega de violar *a letra e o espírito do Acordo Bilateral*. Solicita à Comissão que inicie imediatamente negociações com a Noruega para encontrarem *uma solução satisfatória para ambas as partes* e que *especifique as medidas que pretende tomar no caso de a Noruega recusar reconsiderar a sua decisão*. Os fundamentalistas do comércio livre e desregulado não aceitam que um país adote soberanamente as medidas que entenda necessárias para regular o comércio e defender setores produtivos específicos. Obviamente votámos contra.

4-283-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne* . – Dohoda o EHP určuje základ pre rovnocenný prístup Nórska na vnútorný trh a zmluvné strany ju považujú za obojstranne prospešnú. Možno povedať, že hospodárske i politické vzťahy medzi Úniou a Nórskom sú na vynikajúcej úrovni. Od 1. januára 2013 sú však európski vývozcovia vyvážajúci na nórsky trh nútení hradiť za určité druhy tovarov vyššie clo. Takéto opatrenia však akoby odporovali princípu vzájomnej bilaterálnej dohody. I z toho dôvodu sa javí ako opodstatnené zvážiť prípadné opatrenia, ktoré by boli prijaté v prípade, že Nórsko odmietne zmeniť svoje rozhodnutie. Nakoľko cieľom Únie je chrániť v prípade potreby pracovné miesta a výrobu v sektore poľnohospodárstva.

4-284-000

**Elisabetta Gardini (PPE)**, *per iscritto* . – Il continuo aumento dei dazi norvegesi imposti sui prodotti agricoli non poteva lasciare indifferente il Parlamento Europeo. L'assemblea oggi si è espressa chiaramente, invitando il governo norvegese a modificare le recenti misure adottate, in palese violazione della lettera e dello spirito dell'accordo bilaterale. Non si intravede la logica economica alla base di tali misure, che hanno non solo l'effetto di ridurre gli scambi commerciali, ma di danneggiare nel lungo periodo i produttori europei e norvegesi. Ritengo inoltre fondamentale che la Commissione Europea esprima la propria opinione sulla questione e a chiarire quali misure intende adottare nel caso in cui la Norvegia non intendesse tornare sui propri passi.

4-285-000

**Bruno Gollnisch (NI)**, *par écrit* . – Ne comptez pas sur moi pour condamner la décision de la Norvège de protéger ses intérêts nationaux en augmentant ses protections douanières. Bien au contraire! C'est un réflexe sain dont tous nos pays devraient s'inspirer. Vous poussez des cris d'orfraie, mais une réflexion plus objective permettrait de montrer combien cette mesure est limitée, certainement d'assez peu de conséquences pour les intérêts de l'agriculture européenne et, de plus, compatible avec les engagements de la Norvège à l'OMC. Mais la Norvège a commis le crime absolu: elle a touché au tabou du libre-échange tel que conçu par l'Union européenne! Eh bien, vive les iconoclastes!

4-285-500

**Juozas Imbrasas (EFD)**, *raštu* . – Europos Parlamentas apgailestauja dėl neseniai Norvegijos vyriausybės nustatytų priemonių, kurias traktuoja kaip protekcionistines ir prekybą ribojančias bei aiškiai prieštaraujančias dvišalio susitarimo nuostatoms ir dvasiai. Taip pat apgailestauja, kad Norvegijos Vyriausybė šias priemones pasitvirtino nepasikonsultavusi su ES atitinkamomis institucijomis. Balsavau už šį dokumentą, kadangi abejoju dėl to, kokia ekonomine logika grindžiamos šios priemonės, kurios galėtų sumažinti prekybos apimtį, ir dėl to nukentėtų visos šalys, ypač Norvegijos vartotojai, o ilguoju

laikotarpiu ir Norvegijos ūkininkai. Komisija turėtų įvertinti galimas neigiamas pasekmes ES eksportuotojams ir ūkininkams, kurias lemtų didesni taikomi maito mokesčiai. Remiantis aukščiau pateiktais nugastavimais, siūloma Norvegijos vyriausybei atšaukti šias priemones. Norvegijos vyriausybė raginama sekti Islandijos pavyzdžiu liberalizuojant savo prekybą žemės ūkio produktais su Sąjunga. Todėl Komisija turi tęsti derybas su Norvegijos valdžios institucijomis ir siekti abiem šalims priimtino sprendimo dėl žemės ūkio produktų importo ir (arba) eksporto. Taip pat prašo Komisijos nurodyti priemones, kurių ji ketina imtis tuo atveju, jei Norvegija atsisakytų atšaukti savo sprendimą. Visu tuo EP primena Norvegijos įsipareigojimą vidaus rinkai, ypač atsižvelgiant į naujausias iniciatyvas, kaip antai I ir II bendrosios rinkos aktai. Atkreipia dėmesį į tai, kad Norvegijos vyriausybė pati pripažino, jog veiksminga bendroji rinka – tai būsimo ekonomikos augimo ir darbo vietų kūrimo pagrindas.

4-285-750

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – J'ai soutenu la proposition de résolution relative à l'augmentation des droits norvégiens frappant les produits agricoles. Cette proposition de résolution déplorait notamment les mesures récemment imposées par le gouvernement norvégien. En effet, celles-ci sont protectionnistes, prohibitives pour les échanges, et en infraction patente avec la lettre et l'esprit de l'accord bilatéral entre la Norvège et l'Union européenne. Cette résolution demandait en outre à la Commission de préciser les mesures qu'elle envisage de prendre si les autorités norvégiennes refusent de faire marche arrière. Cette proposition a été adoptée à une très large majorité : 587 voix pour, 48 contre et 4 abstentions. Je m'en félicite.

4-285-875

**Jarosław Kalinowski (PPE)**, *na piśmie*. – Wprowadzone przez Norwęgę nieuzasadnione i nieuzgodnione podwyżki ceł na jagnięcinę, wołowinę, niektóre sery, a także hortensje są niedopuszczalne. Przecież jednomyślnie stwierdziliśmy, że wolny rynek to podstawa dla rozwoju gospodarki i nowych miejsc pracy. Nie można bez uprzedzenia lekceważyć wspólnie podjętych ustaleń. Podobnie jak sprawozdawcy uważam, że Komisja powinna jak najszybciej wszcząć procedury wyjaśniające tę sytuację. Konieczna jest reakcja niepozostawiająca wątpliwości, że takie działania są sprzeczne z nowoczesnymi zasadami realizacji umów bilateralnych.

4-285-937

**Michał Tomasz Kamiński (ECR)**, *in writing*. – The excessively high duties set by the Norwegian Government are contrary to the agreement between the EU and Norway. Due to the outrageous duties, an unbalanced trade occurs between both sides and negotiations with Norway need to be initiated. I support the strategy suggested by this report and agree that action has to be taken if Norway fails to comply. I voted in favour of this report.

4-285-968

**Constance Le Grip (PPE)**, *par écrit*. – J'ai soutenu la résolution du Parlement relative à l'augmentation des droits norvégiens frappant les produits agricoles. En effet, nous déplorons les mesures protectionnistes intentées par la Norvège (non membre de l'Union européenne), qui impose des taxes exagérées sur certains produits agricoles en provenance des pays de l'Union, dont le fromage, le bœuf et l'agneau. Nous appelons les autorités du pays à lever ces taxes, qui contredisent les accords de commerce conclus entre les deux

partenaires. C'est en priorité la France, le Danemark, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie le Royaume Uni et la Suède qui sont touchés par ces actes de protectionnisme.

4-285-984

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – Enquanto membro do Espaço Económico Europeu (EEE), a Noruega beneficia do mercado interno, mas a agricultura e a pesca estão excluídas da livre circulação no Acordo concluído em 1992 sobre o Espaço Económico Europeu. O último acordo entre o Reino da Noruega e a Comunidade Europeia com base no artigo 19.º do Acordo EEE entrou em vigor em julho de 2003. Entre março de 2008 e janeiro de 2010, decorreram novas negociações que culminaram no atual projeto de acordo, que irá fazer incrementar o comércio de produtos agrícolas entre a UE e a Noruega. Desta forma, não posso assim concordar com a decisão unilateral da Noruega em obrigar, a partir de 1 de janeiro de 2013, os exportadores europeus de determinados tipos de queijo e de carne de borrego e de bovino a pagar direitos aduaneiros *ad valorem* de 277 %, 429 % e 344 %, respetivamente, no mercado norueguês, tendo em conta, além disso, que esta medida foi precedida pela introdução de um novo direito de importação de 72 % sobre as hortênsias (*hydrangea*). Embora estas medidas estejam autorizadas pela lista da Organização Mundial do Comércio relativa à Noruega, violam a letra e o espírito do Acordo Bilateral. Daí o meu sentido de voto.

4-285-992

**Willy Meyer (GUE/NGL)**, *por escrito*. – He votado en contra de la presente resolución por suponer una posición que exige el cumplimiento de los acuerdos de libre comercio sin atender a más objetivos que los intereses de las grandes empresas exportadoras de la Unión Europea. La orientación política que toma el Parlamento Europeo es completamente neoliberal y solo busca presionar a las autoridades noruegas para que se mejoren las condiciones de exportación. Considero que el comercio internacional no es la única vía para el desarrollo de un pueblo y de su economía y creo que es completamente legítimo que un país decida unilateralmente proteger su economía a través de una política de aranceles. Esta resolución del PE critica, para defender los intereses de los exportadores, la decisión de la subida unilateral de aranceles tomada por Noruega. Por todo esto he votado en contra.

4-285-994

**Louis Michel (ALDE)**, *par écrit*. – L'introduction des tarifs pour l'importation de produits agricoles adoptés par la Norvège peut être considérée comme une mesure protectionniste et comme une entrave au commerce et va à l'encontre d'un des principes fondamentaux de l'UE, à savoir le principe de la libéralisation des échanges. Pourtant la Norvège est membre de l'Espace économique européen et se doit de respecter le principe de l'engagement de la libéralisation des échanges de l'UE. Un appel doit être lancé au gouvernement norvégien pour retirer ces mesures et ainsi respecter ses engagements avec l'UE d'autant plus que cette mesure a été prise sans consultation préalable avec la Commission européenne.

4-285-996

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – This is a reaction to a decision by the Norwegian Government to raise tariffs on certain agricultural products to extremely high levels. Even though these measures do not go against Norway's WTO commitments, it runs against

the spirit of a bilateral agreement on trade in agricultural products between the EU and Norway. In favour.

4-286-000

**Claudio Morganti (EFD)**, *per iscritto*. – Non si può assolutamente condannare la Norvegia, che in realtà sta solamente facendo quello che dovrebbe fare anche l'Unione europea, ovvero difendere i propri interessi.

In questo caso particolare, si tratta di una sorta di piccola guerra commerciale tra Svezia e Norvegia, e Oslo ha tutto il diritto di intraprendere le misure che ritiene adeguate per tutelare i propri prodotti. L'Unione europea, invece di criticare questa decisione, dovrebbe prenderla ad esempio, e difendere anch'essa i propri interessi commerciali nei confronti dei nostri partner extra-UE. A Bruxelles credono invece che il protezionismo sia una sorta di "malattia" pericolosa che dobbiamo debellare in ogni modo: niente di più sbagliato, perché così facendo ci esponiamo troppo senza avere alcuna difesa.

Alcune timide iniziative, come i dazi introdotti dall'UE sui pannelli fotovoltaici o le ceramiche, hanno provocato reazioni sdegnate sia all'esterno sia all'interno della stessa Unione europea, a dimostrare un netto contrasto di vedute, che il solo nome "Unione" non può certo sanare e nascondere. In ambito di politica commerciale abbiamo almeno due Unioni europee: il Nord delle grandi multinazionali, che vorrebbe porte aperte per delocalizzare e fare affari altrove, e il resto d'Europa, cuore del piccolo manifatturiero, che rischia di rimanere schiacciato.

4-286-500

**Tiziano Motti (PPE)**, *per iscritto*. – Ho sostenuto la proposta di risoluzione del Parlamento europeo in materia di commercio internazionale relativa all'aumento dei dazi norvegesi sui prodotti agricoli, condannando tali recenti misure protezionistiche imposte dal governo norvegese le quali potrebbero avere risvolti negativi sugli scambi commerciali dell'intera Unione Europea.

4-286-750

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução do Parlamento Europeu sobre o aumento dos direitos aduaneiros noruegueses sobre os produtos agrícolas em que se solicita à Comissão que prossiga as negociações com as autoridades norueguesas, a fim de encontrar uma solução satisfatória para ambas as partes relativamente à importação/exportação de produtos agrícolas.

4-286-875

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – A presente proposta de resolução questiona a lógica subjacente às medidas impostas pelo Governo norueguês com a introdução de novos direitos aduaneiros, protecionistas e prejudiciais ao comércio entre a UE e a Noruega, e que constituem uma clara violação da letra e do espírito do Acordo Bilateral, em vigor desde janeiro de 2012. Tendo em conta que os indicadores socioeconómicos recentes negam qualquer sinal de abrandamento da economia norueguesa, concluímos que a justificação destas medidas aduaneiras propostas pelo Reino da Noruega não reside no atual contexto de crise. Não obstante, seria expectável, por parte do Governo norueguês, e no âmbito das relações bilaterais existentes, proceder à consulta prévia dos Estados-Membros no sentido de justificar os direitos aduaneiros previstos, antes mesmo



que estes fossem aplicados. Exorta-se, por isso, o Governo e o Parlamento noruegueses a levantar os contingentes pautais estipulados à presente data, esperando que os órgãos políticos implicados não recorram, posteriormente, a medidas unilaterais.

4-287-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – Against. Our amendments were largely defeated.

4-287-500

**Tokia Saïfi (PPE)**, *par écrit*. – En novembre 2012, alors que l'accord bilatéral UE-Norvège sur l'EEE vient d'entrer en vigueur, la Norvège décide unilatéralement d'augmenter les droits de douane sur certains fromages et viandes (de + 277 à + 429%) et, quelques temps auparavant, sur une variété d'hortensia (+72%). Si ces mesures sont bien conformes à la législation OMC, elles vont à l'encontre de l'art. 10 de cet accord bilatéral UE-Norvège, qui prévoit une ouverture réciproque des marchés entre les partenaires. Depuis plusieurs mois, mon groupe considère à raison que ces mesures sont protectionnistes et demande à la Commission d'entamer des négociations et de prendre toutes les mesures nécessaires. C'est pourquoi j'ai soutenu sa demande de question à la Commission européenne avec demande de réponse en session plénière, ainsi que cette résolution qui fait le point sur les négociations et les actions à envisager.

4-288-000

**Marc Tarabella (S&D)**, *par écrit*. – Je déplore les mesures récemment imposées par le gouvernement norvégien, que je considère comme protectionnistes et prohibitives pour les échanges, et en infraction patente avec la lettre et l'esprit de l'accord bilatéral. Je souligne que ces mesures ont été proposées par le gouvernement norvégien sans aucune consultation préalable de ses homologues de l'Union européenne, comme il aurait été opportun dans le contexte des relations bilatérales fortes qui existent entre les deux parties.

Enfin, je m'interroge sur la logique économique qui sous-tend ces mesures, lesquelles pourraient avoir pour effet de faire reculer le commerce, de nuire à toutes les parties concernées, en particulier aux consommateurs norvégiens, et, à long terme, de porter préjudice également aux agriculteurs norvégiens.

4-288-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – Considerando que, nos termos do artigo 19.º do Acordo EEE, as Partes Contratantes comprometem-se a prosseguir os seus esforços com vista a obter uma liberalização progressiva do comércio de produtos agrícolas e que o Acordo Bilateral em vigor desde janeiro de 2012 renovou o enquadramento jurídico preferencial, recíproco e mutuamente vantajoso relativo à concessão de preferências comerciais para produtos agrícolas, incluindo a carne e os produtos lácteos, o Parlamento Europeu lamenta as recentes medidas impostas pelo Governo norueguês, que considera protecionistas e prejudiciais ao comércio, e que constituem uma clara violação da letra e do espírito do Acordo Bilateral. Além disso, o Parlamento também questiona a lógica económica subjacente a estas medidas, que podem ter como consequência a redução do comércio, prejudicando todas as partes envolvidas, nomeadamente os consumidores noruegueses e, a longo prazo, também os agricultores noruegueses, solicitando, por isso, à Comissão que avalie os potenciais efeitos negativos do aumento das tarifas para os exportadores e agricultores da UE. Votei, assim, a favor do documento.

4-288-750

**Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL),** *par écrit* . – Bien qu'en dehors de l'Union européenne, la Norvège est membre de l'Espace économique européen (EEE) et bénéficie d'accords privilégiés avec les États membres. Le pays vient d'augmenter les droits de douane sur les importations de certains produits agricoles en provenance de l'Union européenne. Cette résolution condamne les mesures protectionnistes de la Norvège et appelle la Commission européenne à réagir avec fermeté. Sur un ton franchement doctrinal, l'UE «pousse le gouvernement et le parlement norvégiens de retirer ces mesures» et l'invite même à libéraliser davantage son marché, notamment en matière agricole. Non content de mettre sous tutelle ses États membres, l'Union Européenne veut de plus en plus imposer ses politiques néolibérales à tous ses «partenaires» économiques et notamment aux voisins les plus immédiats. Quid du droit souverain des États ? C'est proprement inacceptable, d'autant que ces mesures sont autorisées par la liste des concessions et engagements de la Norvège dans le cadre de l'OMC. Et comme le rappelle l'un de nos amendements, les exportations agricoles de l'Union vers la Norvège ont augmenté de 150% depuis 2000. J'ai donc voté pour nos amendements et contre cette résolution qui adoube une Union ultralibérale donneuse de leçons.

4-289-000

**Jacek Włosowicz (EFD),** *na piśmie* . – Nie ma żadnych ekonomicznych uzasadnień, ani wzrost gospodarczy, zatrudnienie czy stopa inflacji nie sygnalizują żadnego negatywnego wpływu światowego kryzysu gospodarczego i finansowego na gospodarkę norweską. Ponadto rząd Norwegii zaproponował te środki nie skonsultowawszy ich wcześniej z partnerami z UE, co byłoby właściwe przy bliskich stosunkach dwustronnych istniejących między UE i Norwegią. Ubolewam nad protekcyjnym i ograniczającym handel zachowaniem rządu norweskiego, dlatego poparłem tę rezolucję.

4-289-500

**Inês Cristina Zuber (GUE/NGL),** *por escrito* . – O Acordo sobre o Espaço Económico Europeu (EEE) estabelece a base para o acesso equitativo ao mercado interno por parte da Noruega. No 19.º artigo do Acordo EEE, diz-se que *as Partes Contratantes comprometem-se a prosseguir os seus esforços com vista a obter uma liberalização progressiva do comércio de produtos agrícolas*. Em 2012, num Acordo Bilateral entre a UE e a Noruega, foi renovada a concessão de preferências comerciais para produtos agrícolas, incluindo os produtos lácteos e a carne. No entanto, em janeiro de 2013, a Noruega aumentou os direitos aduaneiros para um valor bastante elevado, afetando exportadores da UE de certos tipos de queijo, carne de borrego e bovino. Esta resolução critica as medidas protecionistas que a Noruega implementou. Consideramos que os países deveriam ser soberanos na decisão sobre tais matérias.

#### **14.8. Vollendung des digitalen Binnenmarkts (B7-0331/2013)**

4-291-000

##### **Mündliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-292-000

**Seán Kelly (PPE).** - Mr President, this is an extremely important topic on which we had a very good discussion this morning. Completing the digital single market is a sine qua

non for the development of the economy in Europe and getting the jobs and growth which are so necessary post the recession, which we hope will happen very soon.

I myself am involved in the Data Protection Regulation. That is obviously a very important aspect of this whole question: guaranteeing citizens' data protection while also striking a proper balance so that businesses can flourish, particularly, encouraging the development of e-commerce and creating the trust and vehicles by which that can be developed. It is a big task, but it is crucial if we are to create the united Europe that we want.

4-293-000

### **Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-293-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, considerando ser essencial explorar o pleno potencial do mercado único digital para que a UE seja uma economia mais competitiva e dinâmica baseada no conhecimento, em benefício quer dos seus cidadãos, quer das suas empresas; e considerando que a UE deve atuar desde já para manter a sua vantagem competitiva mundial, nomeadamente em setores de grande crescimento, como sejam a plataforma Internet e a indústria de aplicações informáticas. A meu ver, uma conectividade omnipresente, com base num acesso sem obstáculos às redes Internet de banda larga e de alto débito, no acesso universal e equitativo aos serviços Internet por todos os cidadãos e na disponibilização do espetro para serviços de banda larga sem fios, constitui um pré-requisito essencial ao desenvolvimento do mercado único digital. Tendo ainda em conta que a economia da UE atravessa uma importância mutação estrutural, que tem repercussões na sua competitividade global e no seu mercado de trabalho, afigura-se assim urgente a adoção de um verdadeiro mercado único digital.

4-294-000

**Elena Oana Antonescu (PPE)**, *în scris*. – Pentru ca Uniunea Europeană să ajungă la gradul de competitivitate dorit de către liderii europeni și populație deopotrivă, trebuie fructificate toate oportunitățile existente. Piața unică digitală (PUD) reprezintă o oportunitate pentru UE, motiv pentru care consider că executivul european trebuie să acționeze de urgență pentru a înlătura obstacolele care împiedică finalizarea PUD, inclusiv prin simplificarea cadrului juridic privind TVA și asigurarea accesului la servicii paneuropene sigure de plată. Datorită schimbărilor de pe piața muncii europene și nu numai, consider că trebuie acordată o atenție tot mai mare dezvoltării cunoștințelor digitale și competențelor electronice pentru toate categoriile de vârstă, motiv pentru care încurajez statele membre să facă investițiile necesare în acest sens, apelând și la resursele financiare existente la nivel european, cum ar fi Fondul social european. Salut intenția Comisiei de a propune un nou pachet privind telecomunicațiile, care să includă măsuri de eliminare a tarifelor roaming în viitorul apropiat. Am votat în favoarea acestei rezoluții.

4-295-000

**Elena Băsescu (PPE)**, *în scris*. – Am votat în favoarea rezoluției deoarece piața unică digitală și comerțul electronic sunt sectoare în creștere, ele având o pondere tot mai mare în economia europeană. Este important ca Uniunea să reglementeze acest sector și să țină cont de numeroasele beneficii pe care acesta le va aduce economiei, mai ales în anii următori, când importanța sa va crește și mai mult, reprezentând crearea multor locuri de muncă, în special pentru tineri. Totuși, anumite chestiuni trebuie să fie completate. De exemplu,

ameliorarea accesului IMM-urilor la infrastructura tehnologiei informației și comunicațiilor prin acces la bandă largă și folosirea eficientă a internetului. Mai mult, este necesară eliminarea totală a barierelor existente în serviciile transfrontaliere, bariere reprezentate de costul plăților și modernizarea cadrului legal pentru drepturile de proprietate intelectuală. În final, Uniunea trebuie să se concentreze asupra ameliorării încrederii consumatorilor în piața online, dar și asupra importanței mecanismelor de rezolvare alternativă și online a disputelor.

4-296-000

**Sebastian Valentin Bodu (PPE)**, *în scris*. – Economia UE suferă modificări structurale semnificative, care îi afectează competitivitatea la nivel mondial. Fragmentarea pieței unice digitale pune în pericol opțiunile consumatorilor întrucât trebuie să se stimuleze încrederea consumatorilor, siguranța lor în cadrul pieței și cunoașterea drepturilor pe care le au, acordându-se o atenție deosebită consumatorilor vulnerabili, întrucât este esențial să se ofere consumatorilor din Uniune o mai bună protecție în ceea ce privește produsele și serviciile care le pot pune în pericol siguranța sau sănătatea. Consider că încrederea consumatorului este esențială pentru comerțul electronic, atât național, cât și transfrontalier și este necesară calitatea siguranței, trasabilității și autenticității produselor, a împiedicării practicilor ilegale sau neloiale și a respectării normelor referitoare la protecția datelor cu caracter personal.

4-296-500

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte pour inviter les Etats membres et la Commission à faire du développement du marché unique numérique une priorité absolue et adopter une stratégie ambitieuse pour faire de ce beau projet une réalité de terrain. L'idée du marché unique numérique est d'investir dans le capital humain pour remédier à la pénurie de compétences, en investissant dans la création d'emplois d'avenir à fort potentiel de croissance, comme l'économie verte ou les secteurs de santé. Dans ma circonscription, je travaille à la mise en place d'un système de télémédecine, qui vise à remédier à la pénurie de médecins dans les déserts médicaux. Je soutiens donc fortement la mise en place du marché unique numérique, pour que d'autres initiatives locales comme la télémédecine puissent être réalisées.

4-296-750

**John Bufton (EFD)**, *in writing*. – I voted against this report as I believe that the dual legislation will be confusing for the UK's consumers and would therefore be against consumer interests.

4-296-875

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – As TIC têm hoje um papel fundamental na promoção do crescimento económico. Têm promovido a reestruturação dos mercados, alteraram o modo de fazer negócios e continuam a oferecer uma grande oportunidade para a inovação. Precisamos de investir nas TIC como um dos principais pilares para promover o crescimento e a criação de emprego, especialmente no contexto de crise económica que a economia mundial está a atravessar. Mais do que construir infraestruturas de banda larga ou de apoio ao setor das TIC, a Europa tem de explorar o potencial da Internet em todos os setores da economia e aproveitá-lo para a recuperação económica.

4-296-937

**Lara Comi (PPE)**, *per iscritto*. – L'applicazione della tecnologia al mercato interno permette un aumento di efficienza stimato a 800 miliardi di euro. Si tratta di un valore che non può essere lasciato da parte, e la commissione IMCO chiede, attraverso questa proposta di risoluzione che sarà votata durante la prossima sessione plenaria, che la Commissione europea si attivi affinché i cittadini europei possano sfruttare questo potenziale. A tal fine, si deve disporre degli strumenti giuridici e tecnologici individuati dai relatori, che lavorano su questo tema da anni, oltre a creare le condizioni perché il consumatore abbia le competenze necessarie e quella fiducia che fa da comburente a qualunque sistema economico. Le PMI italiane potrebbero vedere il loro mercato potenziale decuplicarsi, e i consumatori godrebbero di più libertà di scelta e di mercati più concorrenziali, a vantaggio di prezzi e qualità. Per tutte queste ragioni ho votato a favore di questa risoluzione.

4-297-000

**Vasilica Viorica Dăncilă (S&D)**, *în scris*. – Într-o societate tot mai informatizată, cetățenii europeni au nevoie de noi servicii de e-guvernare de înaltă calitate, iar acest lucru se poate realiza prin adoptarea unor soluții tehnologice inovante precum achizițiile electronice, care pot și trebuie să faciliteze livrarea continuă de informații și servicii, dar și alte măsuri precum identificarea electronică, documentele electronice, semnăturile electronice și serviciile de distribuție electronică. Pentru realizarea acestui obiectiv, este nevoie de stimularea inovației și a investițiilor în competențele electronice, precum și încurajarea implicării IMM-urilor, care pot contribui la combaterea șomajului, în special în rândul tinerilor.

4-298-000

**Francesco De Angelis (S&D)**, *per iscritto*. – Presidente, ho votato a favore di questa proposta di risoluzione perché in un momento di crisi come quello attuale sono più che mai convinto che l'agenda digitale e il completamento di un mercato unico digitale debbano essere al centro delle iniziative e delle decisioni prese dall'Unione europea.

L'economia digitale sta crescendo a sette volte il tasso del resto dell'economia e il completamento del mercato unico digitale potrebbe dare la spinta decisiva per uscire dalla crisi. Dal completamento del mercato unico digitale l'Europa potrebbe ricavare circa 800 miliardi di euro e a trarne beneficio non sarebbe solo l'economia dell'Unione, ma anche e soprattutto i semplici cittadini e le imprese.

Una leadership politica decisa è necessaria sia a livello comunitario sia nazionale se vogliamo affrontare e abbattere le barriere esistenti per il mercato unico digitale. Bisogna investire di più sulla formazione dei giovani per far sì che un domani siano pronti a inserirsi in un mercato del lavoro completamente ristrutturato. Gli Stati membri hanno ovviamente un ruolo decisivo nel completamento del mercato unico digitale e devono farne una priorità politica, al fine di creare posti di lavoro e generare crescita in Europa.

4-299-000

**Anne Delvaux (PPE)**, *par écrit*. – Je me réjouis de l'adoption de cette résolution qui permet d'avancer un peu plus vers un marché numérique complet. Ce marché ouvre des perspectives économiques et d'emploi très importantes, grâce aux nombreuses PME du secteur. Ces dernières contribuent à tirer les chiffres de l'emploi en Europe vers le haut. Ce

marché est également une aubaine pour le consommateur, qui sera assuré d'une offre plus large, et donc d'un meilleur prix, et d'une sécurité accrue pour ses achats.

4-299-500

**Jill Evans (Verts/ALE)**, *in writing*. – This resolution is Parliament's contribution to Commissioner Barnier's forthcoming initiative on the digital single market. A digital single market can help overcome discrepancies amongst Member States and regions in terms of employment, social inclusion, and combating poverty. It is important that we in Europe work together to solve problems and improve the lives of citizens, both in Wales and in other nations.

4-299-750

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – A existência de um mercado único digital competitivo é cada vez mais importante e mais incontornável na nossa sociedade. A evolução tecnológica, sobretudo em termos de disponibilização de informação, conteúdos e conhecimentos em rede, foi extremamente rápida e, em pouco mais de uma década, mudou drasticamente o panorama *digital* com a massificação da Internet e das comunicações móveis. É portanto importante olhar para o futuro e pensar como estas novas facilidades da era digital podem ser postas ao serviço dos cidadãos e das empresas, modernizando as administrações e aproximando-as dos administrados.

4-299-875

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – A Internet é um meio de informação e comunicação que não conhece fronteiras. Assim, mesmo as regiões periféricas ou ultraperiféricas devem poder aceder em condições de igualdade ao mercado único digital (MUD) com vantagens significativas a vários níveis: informação, cultura, comércio, serviços, etc. Para tal, torna-se necessário investir nas estruturas de promoção da banda larga, de modo a que fique disponível em toda a Europa - o que criará emprego - e numa uniformização jurídica. Além de reforçar a confiança no mercado interno, trata-se de uma oportunidade de criar mais 25 % de emprego no setor digital. As novas tecnologias de informação e transmissão de dados constituem um acelerador do desenvolvimento da União Europeia e consolidam o funcionamento do mercado único europeu. É uma forma de internacionalizar as pequenas e médias empresas e de modernizar o seu funcionamento. Votei favoravelmente a proposta apresentada na sequência de uma declaração da Comissão sobre a necessidade de reforçar a confiança no mercado único digital, a qual obteve um apoio unânime nesta câmara, porque as suas vantagens são mais que evidentes em termos de crescimento económico e de criação de emprego, bem como na generalização do acesso livre e universal aos serviços em linha por parte de todos os cidadãos e empresas em condições de igualdade.

4-299-937

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Esta resolução revela algumas preocupações relativamente à proteção e confiança dos consumidores em relação ao comércio eletrónico, especialmente em relação a grupos mais vulneráveis, como os idosos e pessoas com deficiência. São preocupações positivas e pertinentes que não podem, todavia, fazer esquecer o contexto mais amplo em que se desenvolve esta resolução e o seu objetivo central e transversal: a promoção da liberalização do mercado digital. Começa, desde logo, por considerar como essencial *explorar o pleno potencial do mercado único digital para que a UE*

*seja uma economia mais competitiva e dinâmica, para isso, os Estados-Membros devem aplicar de forma plena e eficaz as diretivas e os regulamentos relativos ao mercado único. Como noutras áreas, o mercado único digital desenvolve-se para satisfazer interesses empresariais particulares setoriais, ao invés de estar a ser orientado para a defesa do interesse geral, de domínio público e de livre acesso ao público.*

4-300-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Uznesenie si kladie za cieľ nadviazať na vyhlásenie Komisie o dobudovaní jednotného digitálneho trhu (DSM). Obsahuje konkrétne návrhy požadované v súvislosti s návrhom právneho predpisu Komisie v oblastiach súvisiacich so systémom DSM. Patrí sem napr. problematika ochrany súkromia a údajov, informačných a komunikačných technológií, spotrebiteľov, hospodárskych a právnych záujmov a pod. Zároveň boli predložené pozmeňujúce návrhy okrem iného o ďalšom znížení poplatkov za roaming, požiadavka o univerzálny a rovnaký prístup k internetovým službám pre všetkých občanov a taktiež návrh poukazujúci na problematiku internetovej neutrality.

4-301-000

**Elisabetta Gardini (PPE)**, *per iscritto*. – Il Parlamento europeo, con il voto di oggi, ha ribadito l'importanza cruciale del Mercato Unico Digitale per l'implementazione della strategia Europa 2020 per una crescita intelligente, inclusiva e sostenibile. Non bisogna dimenticare che il 99 % del tessuto produttivo europeo è composto da piccole e medie imprese. È necessario, pertanto, prestare particolare attenzione affinché possano beneficiare appieno dello sviluppo del nuovo mercato. In tal senso, gli Stati Membri devono impegnarsi a rimuovere le barriere tuttora esistenti per lo sviluppo di tale mercato e semplificare le normative in materia fiscale, soprattutto per quanto riguarda l'IVA.

4-302-000

**Małgorzata Handzlik (PPE)**, *na piśmie*. – Zakończenie tworzenia jednolitego rynku cyfrowego ma podstawowe znaczenie dla rozwoju przedsiębiorczości. Firmy europejskie działając transgranicznie muszą się uporać z 27 systemami prawnymi, a to generuje wysokie koszty i jest uciążliwą barierą, w szczególności dla małych i średnich przedsiębiorstw. Należy zaznaczyć, że to właśnie MŚP wygenerowały w ostatnich latach aż 85% nowych miejsc pracy, dlatego ich znaczenie dla europejskiej gospodarki jest podstawowe. W jednolitym rynku cyfrowym dostrzegam szansę na ograniczenie biurokracji, na internacjonalizację MŚP i na poprawę otoczenia prawnego, w którym działają. Dlatego poparłam rezolucję.

Ukończony rynek cyfrowy jest też szansą powstawania nowych firm, które chciałyby działać w tym obszarze. Potencjał jest więc ogromny, gdyż nie tylko powstanie szansa na stworzenie prężnie funkcjonującej gospodarki internetowej, ale skorzystają również firmy działające w innych sektorach, właśnie dzięki usunięciu barier administracyjnych. Jednolity rynek cyfrowy musi stać się faktem, a do tego potrzebny jest szereg nowych inicjatyw, do czego wzywa dzisiaj przyjęta rezolucja.

Konieczne jest zbudowanie zaufania firm do rynku cyfrowego, a tutaj kluczowe jest zapewnienie bezpieczeństwa, szczególnie w obszarze płatności elektronicznych. Należy również konsekwentnie wdrażać dyrektywę usługową, dzięki czemu łatwiej będzie rozwijać

jednolity rynek usług cyfrowych. Korzyści z funkcjonującego jednolitego rynku cyfrowego są wielostronne nie tylko dla MŚP, ale również dla gospodarki i konsumentów.

4-302-500

**Juozas Imbrasas (EFD)**, *raštu*. – Balsavau už šį pasiūlymą, kadangi siekiant sukurti konkurencingą ir dinamišką žiniomis paremtą ES ekonomiką, kuri būtų naudinga ir piliečiams, ir verslo įmonėms, itin svarbu atskleisti visą bendrosios skaitmeninės rinkos potencialą. ES turi imtis veiksmų, kad išlaikytų pasaulinį konkurencinį pranašumą, ypač sparčiai augančiuose ekonomikos sektoriuose, pvz., interneto platformų ir taikomosios programinės įrangos sektoriuose. Universalus ryšys, kuriam itin svarbi laisva prieiga prie sparčiojo plačiajuosčio ryšio interneto tinklų, universali ir vienoda prieiga prie interneto paslaugų visiems gyventojams ir belaidžio plačiajuosčio ryšio paslaugų įvairovė yra būtinos bendrosios skaitmeninės rinkos plėtros sąlygos. ES įmonių prieigos prie skaitmeninių rinkų ir interneto vartotojų apribojimas, panaudojant, be kita ko, masinės valstybinės cenzūros arba patekimo į rinką ribojimo priemonės, taikomas ES paslaugų internetu teikėjams trečiojoje šalyse, yra kliūtis prekybai. Todėl į visus būsimus prekybos susitarimus, ypač tuos, kuriuose numatytos nuostatos, susijusios su internetu teikiamomis paslaugomis ir internetinėmis naudotojų bendruomenėmis, kurios dalijasi turiniu, reikia įtraukti apsaugos priemonę siekiant užtikrinti, kad trečiosios šalys nereikalautų, jog ES IRT įmonės ribotą prieigą prie interneto svetainių, šalintų naudotojų sukurtą turinį arba teiktų asmens duomenis, pvz., asmeninius IP adresus, tokiais būdais, kuriais pažeidžiamos pagrindinės teisės ir laisvės. Būtina parengti strategiją siekiant spręsti trečiųjų šalių taikomų priemonių, kurios riboja ES įmonių patekimą į pasaulines interneto rinkas, klausimą.

4-302-750

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – J'ai soutenu la proposition de résolution relative à l'achèvement du marché unique numérique. Cette proposition de résolution contenait de nombreux points. Elle soulignait notamment que l'exploitation du marché unique grâce à la directive "services" et au marché unique du numérique pourrait, selon des études très sérieuses, accroître de 800 milliards d'euros le produit de l'économie européenne. En outre, elle invitait la Commission à supprimer, d'urgence, les obstacles qui s'opposent encore au marché unique du numérique (l'encadrement juridique de la TVA trop complexe, le besoin d'un accès paneuropéen à un mode sûr de paiement en ligne, etc). Je m'en félicite.

4-302-875

**Michał Tomasz Kamiński (ECR)**, *in writing*. – I voted in favour of this report. I am pleased to see the statistics and data that were presented in the report. It signifies credibility and successfully forecasts the benefits that will emerge out of this initiative. I support the specific actions proposed for the implementation of the digital single market. Improved delivery services, investment in fixed and mobile networks, roaming, etc., are all components that are necessary for this market's success. They provide a solution to the challenges that come with the market's creation and are of great benefit to European consumers.

4-302-937

**Giovanni La Via (PPE)**, *per iscritto*. – Ho espresso voto favorevole alla presente relazione. Più volte ci siamo espressi, come Parlamento, sulla necessità di armonizzare il quadro giuridico esistente in materia di sicurezza e tutela dei cittadini che operano sul mercato digitale. Ma non solo: la tutela, le garanzie e i diritti da implementare sono anche quelli



degli imprenditori che in numero sempre crescente scelgono di svolgere un'attività imprenditoriale online. Per incentivare la crescita del settore occorre agire sulla leva della semplificazione che si basa, ovviamente, sulla riduzione della burocrazia e dei costi ad essa connessi. In tal senso, la costruzione del mercato unico digitale passa dalla preliminare concertazione del sistema legislativo e funzionale che ad esso fa riferimento, eliminando le corpose differenze che ancora sussistono tra i diversi Stati membri.

4-302-968

**Constance Le Grip (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la résolution du Parlement sur l'achèvement du marché unique du numérique. En effet, à l'heure du tout numérique, le potentiel d'un marché unique dans ce domaine offre des perspectives de croissance économique et de création d'emplois très positives. Par exemple, une hausse de 10% du haut débit en Europe serait un gain d'un point de croissance. De même pour le développement de l'eCommerce, dont une part de 15% dans le commerce total (5% actuellement) ferait gagner 1.7 point de croissance supplémentaire. Ainsi, nous mettons l'accent sur la nécessité de mener à bien ce projet, porté par le Commissaire français au marché intérieur, Michel Barnier. Plusieurs projets de rapport sont en cours d'élaboration au Parlement pour l'accomplissement du marché unique du numérique, notamment pour l'établissement de la facturation électronique, la baisse des coûts pour le déploiement du haut débit et la protection des données.

4-303-000

**Hans-Peter Mayer (PPE)**, *schriftlich*. – Ich bin froh, dass die Annahme dieses wichtigen zukunftsorientierten Berichts heute erfolgt ist und nicht vertagt wurde. Insbesondere ist von großer Bedeutung, dass die Änderungsanträge des JURI zum Gemeinsamen Europäischen Kaufrecht in Form eines fakultativen Instruments angenommen und damit bestätigt wurden. Hiermit senden wir ein deutliches und wichtiges Signal: Das Gemeinsame Europäische Kaufrecht wird, wie auch schon die EntschlieÙung A7-0164/2011 des Europäischen Parlaments vom 8.6.2011 gezeigt hat, vom Europäischen Parlament unterstützt. Vor allem im digitalen Binnenmarkt wird das Gemeinsame Europäische Kaufrecht eine große Rolle spielen und den Binnenmarkt bedeutend fördern. Das Europäische Parlament zeigt mit dieser EntschlieÙung, dass es dies erkannt hat. Verbraucher und Unternehmer werden, auch über den digitalen Binnenmarkt hinaus, vom Gemeinsamen Europäischen Kaufrecht profitieren. Dies gilt insbesondere für die Bereiche Cloud Computing und digitale Inhalte.

4-303-500

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – Para estabelecer, na UE, uma economia baseada no conhecimento, é essencial um mercado único. O comércio eletrónico e os serviços em linha são uma força vital da Internet e são cruciais para atingir os objetivos da Estratégia UE 2020 para o mercado interno. Esta proposta de resolução vem reforçar a confiança nesse mercado. O aprofundamento do mercado único digital irá beneficiar tanto os cidadãos individuais, assim como as empresas, através de um crescimento inteligente, sustentável e inclusivo. Este apoio é fundamental para 99 % de todas as empresas europeias que são PME, dado que garantem 85 % do emprego.

4-303-750

**Willy Meyer (GUE/NGL)**, *por escrito*. – He votado en contra de la presente resolución debido a que apuesta por los principios del mercado único e insiste en que los mecanismos de la competencia deben ser los únicos que gestionen la vida digital europea. La resolución destaca una serie de medidas que los Estados miembros deben implementar para garantizar esta culminación del mercado único digital; entre ellas, defiende que se debe homogeneizar el régimen de IVA y sostiene que se deben impulsar los sistemas de gestión común ferroviaria, aérea, etc. Muchos de los problemas económicos de la UE se deben a la integración de estructuras productivas muy dispares. Hacer lo mismo en el mercado digital favorecerá la concentración empresarial en el sector y la pérdida de miles de pequeñas empresas y autónomos que desarrollan el sector en estos momentos. Izquierda Unida apuesta por una menor liberalización y el incremento de la participación del Estado como vía para garantizar la seguridad y la privacidad del mercado único digital. Por todo esto he votado en contra del presente informe.

4-303-812

**Louis Michel (ALDE)**, *par écrit*. – Le commerce électronique dans une Europe à 28 avec plus de 500 millions de consommateurs renforce le marché unique, dynamise les achats transfrontières et rapproche les régions éloignées. Le marché unique numérique a un potentiel économique considérable dans l'UE qu'il convient d'exploiter pleinement pour faire face à la crise que nous traversons. Son achèvement permettra d'accroître la compétitivité de l'UE, créer des emplois et donner des avantages financiers aux consommateurs. Le marché numérique est un des principaux atouts de l'UE qui permet de créer 2,6 emplois pour un emploi détruit dans le reste de l'économie. Il représente dans certains États membres 25% de la création nette d'emplois.

4-303-875

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – Unleashing the single market through the Services Directive and a digital single market could add EUR 800 billion to the EU economy, which is the equivalent of almost EUR 4 200 per household. It is necessary to push the Commission to commit to the development of the digital single market as an overarching political priority and to come forward with a holistic approach and an ambitious strategy encompassing both legislative and political initiatives in order to take into account new and upcoming developments, making the digital single market a reality on the ground. In favour.

4-303-937

**Andreas Mölzer (NI)**, *schriftlich*. – Heute gibt es eine Vielfalt von Arten, in denen Inhalte im vernetzten Fernsehen bereitgestellt und also auch konsumiert werden können. Vernetztes Fernsehen bringt daher auch Herausforderungen für den europäischen Rechtsrahmen. Fraglich ist, ob angesichts der technologischen Entwicklungen der gegenwärtige europäische Rechtsrahmen, etwa in den Bereichen Werbung und Jugendschutz, ausreicht. Diesbezüglich geht die vorliegende Entschließung auf einiges nicht ein. Ich habe deshalb dagegen gestimmt.

4-304-000

**Claudio Morganti (EFD)**, *per iscritto*. – Il completamento di un mercato unico digitale è una delle sfide europee che dobbiamo assolutamente portare a termine, nel minor tempo possibile: questo rappresenta infatti uno di quei settori in cui è veramente importante avere

una dimensione europea ampia, poiché le diverse sfere nazionali sono troppo limitate in questo ambito.

Si tratta di dover sviluppare e sfruttare tecnologie su un ampio bacino, paragonabile ai nostri più diretti concorrenti: questo può portare un duplice beneficio, da un lato ai cittadini e ai consumatori, che possono avere più scelta con le medesime garanzie, e dall'altro alle imprese del settore, che possono svilupparsi con margini di crescita ben più ampi rispetto alla condizione attuale.

Le potenzialità di un mercato unico digitale sono moltissime e in continua evoluzione, come del resto lo è la natura stessa di questo settore: riduzione dei costi, creazione di nuove opportunità lavorative, servizi innovativi e altro ancora possono diventare una realtà, se questo verrà realizzato a breve termine e a determinate condizioni.

4-304-500

**Tiziano Motti (PPE)**, *per iscritto*. – Ho sostenuto la proposta di risoluzione sul completamento del mercato unico digitale europeo in quanto fondamentale strumento per rendere più competitiva e dinamica l'economia europea e nel contempo tutelare gli interessi dei consumatori. È peraltro importante garantire la qualità, la sicurezza e l'accessibilità a tutti i consumatori del mercato unico digitale.

4-304-750

**Antigoni Papadopoulou (S&D)**, *in writing*. – Unlocking the full potential of the digital single market is crucial to making the EU a more competitive and dynamic knowledge-based economy, to the benefit of both its citizens and its businesses. The EU must act now to retain its global competitive edge, in particular in relation to high-growth sectors such as the Internet platform, information and communication technologies and the software application industry, whilst having in mind the protection of privacy and data protection and consumers' economic and legal interests. Furthermore, overcoming remaining barriers in the digital single market such as further reduction of roaming charges, universal and equal access to Internet services for all citizens and net-neutrality, will benefit not only consumers but also SMEs, which account for 85 % of EU employment and are considered to be the driving force in the EU economy, with prime responsibility for wealth creation, employment, growth and innovation. I therefore voted in favour of this motion for a resolution.

4-304-875

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a proposta de resolução do Parlamento Europeu sobre o reforço da confiança no mercado único digital em que se sublinha que a exploração do potencial do mercado único poderia representar um acréscimo de 800 mil milhões de euros para a economia da UE, que não devem ser negligenciados. Nesse sentido, exorta-se os Estados-Membros e a Comissão a envidarem todos os esforços ao seu alcance no sentido de assegurarem o desenvolvimento do mercado único digital enquanto prioridade política geral e a apresentarem uma abordagem holística e uma estratégia ambiciosa que abranjam quer iniciativas políticas, quer legislativas, fazendo do mercado único digital uma realidade palpável.

4-304-937

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – O reforço da confiança no mercado único digital está dependente de um compromisso político claro por parte dos Estados-Membros que supere a fragmentação do mercado no que concerne ao enquadramento jurídico aplicável, ao IVA, à garantia de acesso a serviços pan-europeus de pagamento eletrónico, à faturação eletrónica e aos serviços de entrega. Assim, a proposta de resolução exorta os Estados-Membros a aplicar de forma plena e eficaz as diretivas e os regulamentos relativos ao mercado único. Por considerar que a fragmentação do mercado único digital põe em risco a escolha dos consumidores que, por sua vez, impede a competitividade da economia europeia, votei favoravelmente a presente proposta de resolução, que visa fomentar uma estratégia europeia concertada em benefício dos cidadãos e das suas empresas.

4-305-000

**Evelyn Regner (S&D)**, *schriftlich*. – Ich habe bei Ziffer 39 dieser Entschließung nicht abgestimmt, da diese Ziffer das Europäische Kaufrecht (CESL) behandelt. Das Europäische Kaufrecht wird aber derzeit im Rechtsausschuss und im Binnenmarktausschuss behandelt und die Verhandlungen sind noch im Gange. Dieser Punkt der Entschließung hätte also die Ergebnisse der laufenden Verhandlungen vorweggenommen, was ich nicht für eine gute Vorgehensweise halte. Im Übrigen bin ich für starke Rechte für KonsumentInnen im Rahmen des Europäischen Kaufrechts.

4-305-500

**Robert Rochefort (ALDE)**, *par écrit*. – J'ai hésité à soutenir cette résolution sur l'achèvement du marché unique numérique: c'est globalement un bon texte, mais je regrette que son paragraphe 39, qui s'enthousiasme à propos de la proposition sur le droit commun européen de la vente, ait été maintenu. Selon moi, la mise en place de cet instrument poserait de nombreux problèmes: optionnel, ce régime serait instauré parallèlement aux droits nationaux et soumettrait un même produit à plusieurs règlements et garanties. Ce cadre réglementaire serait par ailleurs problématique dans son articulation avec la directive sur le droit des consommateurs, les droits nationaux, et le règlement Rome I (pour ne citer qu'eux). J'ai finalement décidé de voter en faveur du texte, pour ne pas mettre en péril le fruit d'un long travail effectué sur le thème du commerce en ligne au sein de notre commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs. Cela dit, je trouve inapproprié que notre Assemblée préjuge ici, dans une résolution d'initiative, du résultat d'un vote controversé, à caractère législatif, qui aboutira dans les prochains jours en commission (et dans quelques semaines en plénière), précisément sur la mise en place ou non d'un droit commun européen de la vente.

4-306-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. Greens/EFA tabled one amendment, to delete paragraph 31 'Welcomes the Commission's intention to come forward with a new notice and action scheme to clarify the role of intermediaries as set out in the eCommerce Directive in preventing illegal content, whilst ensuring freedom of expression'. We knew that our amendment would never pass; it was more of a political statement. In the IMCO vote, an oral amendment was adopted 'welcomes the Commission's intention to come forward with a concrete proposal to clarify and offer a clear interpretation and guidance on the functioning of notice and action procedures'.

4-307-000

**Andreas Schwab (PPE)**, *schriftlich*. – Es ist wichtig, an dieser Stelle nochmals zu betonen, dass die Zersplitterung des digitalen Binnenmarkts durch völlig unterschiedliche rechtliche Regelungen erheblich erschwert wird. Das entspricht nicht den Bedürfnissen der Verbraucherinnen und Verbraucher und auch nicht den Interessen der kleinen und mittleren Unternehmen. Ich stimme deshalb für Ziffer 39, d. h. ein optimales europäisches Vertragsrecht, weil derzeit nur mit einem zusätzlichen System erreicht werden kann, dass die rechtliche Zersplitterung des Binnenmarkts mittelfristig überwunden werden kann. Das Ergebnis der Verbraucherrechte-Richtlinie (Bericht Schwab) hat gezeigt, dass die Mitgliedstaaten derzeit nicht bereit sind, ihre Rechtssysteme an einen europäischen Rahmen im notwendigen Maß anzupassen.

4-307-500

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – Lo sviluppo del mercato unico digitale costituisce una priorità politica generale. Promuovere l'innovazione e investire nelle competenze informatiche diventa fondamentale nel contesto di una società sempre più digitalizzata. Ho votato, pertanto, a favore della proposta di risoluzione sul mercato unico digitale perché l'Europa assuma un ruolo di leadership a livello mondiale nel settore della tecnologia mobile e dei dispositivi intelligenti, consentendo ai suoi cittadini e alle sue imprese di sfruttare al meglio le possibilità che la rivoluzione digitale offre. Diversi ne sono i beneficiari. Il mercato digitale unico favorisce innanzitutto l'occupazione, delineando e richiedendo nuove figure professionali; consente alle persone che invecchiano di rimanere attive sul lavoro; garantisce una maggiore efficienza dei sistemi sanitari; fornisce ai consumatori di un commercio elettronico sempre più sviluppato una più ampia gamma di scelte, specie per coloro che vivono in aree periferiche o sono soggetti a mobilità ridotta. Nell'incentivare il mercato unico digitale, non si deve trascurare il problema della concorrenza e degli eventuali danni che ne potrebbero derivare. Infine, sarebbe opportuna e auspicabile un'alfabetizzazione mediatica e digitale del pubblico degli utenti.

4-308-000

**Marc Tarabella (S&D)**, *par écrit*. – Cette résolution vise à donner suite à la déclaration de la Commission européenne relative à l'achèvement du marché unique numérique. Elle énumère des demandes politiques spécifiques concernant la future législation à proposer en la matière par la Commission. Ces demandes couvrent des domaines concernés par le marché numérique unique comme la protection de la vie privée et la protection des données, les technologies de l'information et de la communication ainsi que les intérêts économiques et juridiques des consommateurs. Les eurodéputés du groupe S&D ont déposé des amendements concernant la poursuite de la réduction des frais d'itinérance, l'accès universel et égal pour tous les citoyens aux services internet ainsi que la neutralité du net.

4-308-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – É essencial explorar o pleno potencial do mercado único digital para que a UE seja uma economia mais competitiva e dinâmica baseada no conhecimento, em benefício quer dos seus cidadãos, quer das suas empresas. A UE deve, por isso, atuar desde já para manter a sua vantagem competitiva mundial, nomeadamente em setores de grande crescimento, como sejam a plataforma Internet e a indústria de aplicações informáticas. Neste contexto, a exploração do potencial do mercado único através da Diretiva Serviços e de um mercado único digital poderia representar um acréscimo

de 800 mil milhões de euros para a economia da UE, o que equivale a aproximadamente 4 200 euros por agregado. Votei, por estas razões, a favor do documento.

4-309-000

**Derek Vaughan (S&D)**, *in writing*. – This resolution on completing the digital single market is an ambitious initiative that has my full support. It is vitally important that the EU, with its 500 million consumers, has a competitive digital single market that can transform the EU into a knowledge-driven economy. As the resolution states, SMEs make up 99% of European businesses and as such are vital to the European economy. Their connection to the digital economy is vital in the creation of employment and growth, and also to their increased contribution to innovation and R&D. Broadband access is key and has been an important issue of late in Wales so I am pleased to see it addressed in the resolution. High-speed Internet access for all will ensure that businesses as well as consumers are well connected and can contribute fully to the economy.

4-309-500

**Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL)**, *par écrit*. – J'ai fait le choix de voter contre la résolution relative à la déclaration de la Commission annonçant un règlement prévoyant l'achèvement du marché unique numérique. Cette résolution aurait pu être l'occasion pour le Parlement européen de porter un projet ambitieux pour le numérique. Au moment où ce secteur prend une importance croissante dans tous les domaines de la vie de chacun d'entre nous, il serait en effet essentiel, au-delà des mots, d'en favoriser l'accès pour tous et toutes, notamment grâce à des prix abordables. Dans nombre de régions notamment rurales ou montagneuses, l'accès à ce type de services n'est pas toujours évident. Il est donc indispensable de garantir un accès égal et universel aux services sans fil. La mise en place d'un réseau d'infrastructures fiables est ainsi une condition préalable essentielle. Or, cette résolution ne prévoit rien de tout cela et consiste principalement à libéraliser davantage le "marché" du numérique au nom de l'achèvement du marché unique. On connaît la rengaine, le numérique sera ainsi lui aussi soumis à la concurrence "libre et non faussée" dont on sait malheureusement les conséquences.

4-310-000

**Angelika Werthmann (ALDE)**, *schriftlich*. – Dieser Bericht behandelt die Vollendung des digitalen Binnenmarkts. Das volle Potenzial des digitalen Binnenmarkts ist für die Wettbewerbsfähigkeit entscheidend. Die EU muss handeln, um die globale Wettbewerbsfähigkeit zu erhalten, besonders in Bereichen mit hohem Wachstum wie Internet-Plattformen und Software-Industrie. Neue technologische Entwicklungen erfordern zuverlässige und schnelle Infrastrukturnetze, um Vorteile für die Bürger und Unternehmen zu liefern. „Big Data“-Anwendungen sind von zunehmender Bedeutung für die Wettbewerbsfähigkeit der EU. Bis 2016 wird ein Umsatz von 16 Mrd. € und die Schaffung von zusätzlichen 4,4 Millionen Arbeitsplätze weltweit erwartet. Die EU-Wirtschaft ist in einem tiefgreifenden strukturellen Wandel – das hat Auswirkungen auf die globale Wettbewerbsfähigkeit und ihre Arbeitsmärkte.

4-310-500

**Inês Cristina Zuber (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Esta resolução revela algumas preocupações em relação à proteção e confiança dos consumidores em relação ao comércio eletrónico, especialmente em relação a grupos mais vulneráveis, como os idosos e pessoas

com deficiência. No entanto, não nos podemos afastar do objetivo central e transversal a esta resolução: a promoção da liberalização do mercado digital. Começa, desde logo, a considerar como essencial *explorar o pleno potencial do mercado único digital para que a UE seja uma economia mais competitiva e dinâmica*. Para tal, os Estados-Membros devem *aplicar de forma plena e eficaz as diretivas e os regulamentos relativos ao mercado único*. O mercado único digital está a ser desenvolvido para satisfazer os interesses empresariais, ao invés de estar a ser orientado para a defesa do interesse geral, de domínio público e de livre acesso ao público.

#### **14.9. Auswirkungen der Krise auf den Zugang schutzbedürftiger Gruppen zu Pflegeleistungen (A7-0221/2013 - Jean Lambert)**

4-312-000

##### **Mündliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-313-000

**Martina Anderson (GUE/NGL).** - Mr President, as the revelations continue this week in the south of Ireland regarding the frankly disgusting actions and words of certain bankers, facilitated by a compliant Fianna Fáil government, it has become even more pertinent that we are aware of the terrible impact the crisis they created has had on society, and on the most vulnerable in particular. Children and young people, the elderly, carers, the unemployed and people with disabilities are all at serious risk of social exclusion as a result of the so-called austerity policies.

The continuation of cuts for persons with disabilities is shameful. All people should have the right to enjoy their full human rights and live in dignity. Cuts to vital services and in basic standards of living have an increased impact on those with disabilities, who need to be protected and not persecuted by governments. In the north of Ireland, where the British Government is implementing and pushing forward so-called welfare reform cuts, people on disability living allowance feel that they are being persecuted, not protected.

4-314-000

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE).** - Todas as medidas de austeridade começam por afetar primeira e mais gravemente os mais vulneráveis da sociedade e, de entre todas as perdas sociais que se vão somando, uma das iniciais e essencial é a do recurso à prestação de cuidados de saúde, quer ao nível do diagnóstico e terapêutica, quer da prevenção e da doença.

Neste contexto, quero sublinhar que não só o acesso aos cuidados de saúde constitui um direito fundamental dos cidadãos, mas a saúde constitui também uma condição fundamental para o bem-estar da pessoa e harmonia da sua vida pessoal, para o exercício profissional e o seu contributo para a sociedade. Importa assim reconhecer que os cortes na assistência à saúde, ditos de curto prazo, poderão ter efeitos nefastos de longa duração, quer a nível pessoal, quer a nível social. Entre estes, destaco o agravamento da pobreza dos mais vulneráveis e da desigualdade social, mas também o aumento dos riscos para a saúde pública, a partir, por exemplo, do aumento de doenças infetocontagiosas. Saúdo, assim, a iniciativa deste relatório que aprovo.

4-315-000

**Charles Tannock (ECR).** - Mr President, access to health care, social services and welfare benefits are all areas which have been affected by the economic crisis in Europe. With pathways to care threatened by this necessary fiscal contraction, it is hardly surprising that vulnerable groups, sadly, have also been affected.

I am deeply supportive of initiatives designed to protect the long-term unemployed, elderly and disabled. However, I am hesitant to support some of the measures suggested by this report, which is far too intrusive. The proposal, for instance, calling for Member States to carry out social impact assessments of austerity measures is inappropriate for a problem which requires a national solution and national policies.

In my own London constituency the main statutory agencies, local councils, the police and NHS organisations work hard together in helping vulnerable groups within our society. So local enforcement needs to be ensured and efforts need to be directed at a national rather than a European level. In linking national issues to the poverty targets contained within the EU 2020, this report focuses far too much on a one-size-fits-all solution which is inappropriate. I therefore voted against it.

4-316-000

**Seán Kelly (PPE).** - A Uachtaráin, vótáil mé le mo Ghrúpa sna moltaí go léir anseo – le heisceacht amháin. Sin aithris (b), mar déanann sé tagairt ansin do VAT agus an ráta céanna a bheith ar fáil trasna na hEorpa ar fad. Ní aontaíonn mo thír leis sin, dá bhí sin staonamar sa vóta sin.

Ach é sin ráite, mar a dúirt an Coimisinéir Hahn ar maidin nuair a bhíomar ag plé an ábhair seo: is cuid lárnach de Straitéis 2020 go ndéanfaimid ár ndícheall chun bochtanas a laghdú san Aontas. Ba chóir go bhfeicfimis a lán dul chun cinn á dhéanamh chun déileáil leis an bhfadhb sin idir seo agus 2020.

Ba mhaith liom díriú ar ábhar amháin, agus is é sin an t-aos óg. Tá a lán díobh dífhostaithe faoi láthair, agus cuirim fáilte roimh an gcás go bhfuil straitéis againn anois de bharr an MFF chun plé leis an bhfadhb sin atá ag an aos óg.

4-317-000

### **Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-317-500

**Luís Paulo Alves (S&D),** *por escrito.* – Aprovo o presente relatório, considerando que o objetivo deste é identificar uma série de questões que se levantam para os grupos tidos como vulneráveis, para alguns grupos onde as necessidades se vão tornando cada vez mais evidentes e novas, e para grupos potencialmente vulneráveis, no âmbito das atuais mudanças de condições, tais como o endividamento pessoal. A comissão agradece às diversas organizações que lhe forneceram informações atualizadas. É nítido que o setor dos cuidados para as pessoas idosas e portadoras de deficiências físicas ou de aprendizagem, por um lado, e aqueles que prestam apoio a crianças ou jovens, ou a outros indivíduos com necessidades específicas, por outro, se encontram cada vez mais ameaçados à medida que as despesas vão sendo reduzidas e que as exigências vão aumentando. A prestação de cuidados de saúde enfrenta desafios semelhantes. Tais cortes, quer sejam efetuados nos



serviços ou nos benefícios sociais, afetam não só aqueles que necessitam de cuidados, mas também quem os presta. Os orçamentos públicos estão a ser cortados!

4-318-000

**Liam Aylward (ALDE)**, *in writing*. – The crisis has resulted in a relentless attack on rural communities. Rural infrastructures, transport systems and support for rural communities have been cut back. Basic services, such as access to care, are no longer easily available or affordable. Rural communities are faced with the twin problems of a lack of stable and meaningful employment opportunities and increased depopulation, with young people and young families leaving rural areas. Those left behind, particularly the elderly; low-income households and the disabled are particularly vulnerable to social isolation, loneliness and in many cases increased poverty. The economic and social disadvantages facing rural communities are significant contributory factors to the increase in suicides, particularly among men in rural areas. According to a recent Irish study, men are generally three times more likely to take their own lives than women and rural populations are more at risk of suicide than urban communities. Isolation and loneliness were particular problems with the recession and cuts to care for health and support services exacerbating the problem. I welcome the recommendations in this report in relation to increased focus on access to care for vulnerable groups and particularly urge authorities to ensure access to vital services in rural areas.

4-319-000

**Elena Bănescu (PPE)**, *în scris*. – Am votat în favoarea raportului deoarece dacă vorbim despre acces inegal la servicii de îngrijire, exemplul cel mai concret îl reprezintă romii. Dincolo de faptul că ei se confruntă cu discriminare în toate aspectele vieții de zi cu zi, nu li se garantează nici măcar un acces minim la servicii medicale. Conform unor studii, peste 62% din romii aflați în zone marginalizate se confruntau cu această problemă, în comparație cu 31% din populația majoritară. Iar aici nu vorbim doar de servicii medicale specializate, ci de elemente de bază, precum vaccinarea sau controalele periodice. În plus, pe lângă faptul că în unele state, precum România, nu se face nimic pentru îmbunătățirea situației, se încearcă o mai mare excluziune a romilor din societate, contrar obiectivelor strategiei naționale și europene pentru romi.

4-320-000

**Jean-Luc Bennahmias (ALDE)**, *par écrit*. – Les politiques d'austérité ont des conséquences particulièrement néfastes pour la santé des plus vulnérables d'entre nous. Un tiers des grecs n'ont aujourd'hui plus accès à la sécurité sociale, des maladies "disparues" reviennent dans l'Union comme la tuberculose ou la malaria. 900 000 étrangers n'ont plus accès aux soins gratuits en Espagne. Il est temps de tirer la sonnette d'alarme et mettre nos gouvernements face aux conséquences de mesures d'austérité très sévères qui, dans des pays comme la Grèce ou encore l'Espagne, provoque des situations sanitaires intolérables. Dans ce rapport nous interpellons les Etats membres pour qu'ils ne fassent pas subir une cure d'austérité drastiques aux dépenses sociales et de santé, qu'ils rétablissent un accès aux soins pour tous, en incluant les migrants. Le démantèlement de certains services de santé est pour le moins préoccupant. La situation d'urgence sociale dans laquelle nous nous trouvons appelle à un pacte social pour l'Europe qui contiendrait notamment un accès universel garanti à certains services de santé essentiels pour la couverture des besoins fondamentaux et des services publics de qualité (notamment d'éducation et de formation). L'accès aux soins est un droit fondamental, garant de l'avenir de nos sociétés et de notre économie.

4-321-000

**Sebastian Valentin Bodu (PPE)**, *în scris*. – Este clar că sectorul de îngrijire a grupurilor vulnerabile se află sub o presiune din ce în ce mai mare pe măsură ce cheltuielile sunt reduse, deși cererea crește. Aceste reduceri, fie la nivelul serviciilor, fie la nivelul prestațiilor sociale, afectează atât persoanele care au nevoie de îngrijire, cât și persoanele care prestează servicii de îngrijire. Consider că reducerile pe termen scurt vor genera probleme pe termen lung, care nu pot fi cuantificate. La ora actuală există tot mai multe dovezi că inegalitatea socială continuă să se agraveze în unele părți ale UE, din cauza deteriorării situației grupurilor deja vulnerabile, ceea ce presupune o înrăutățire a stării de sărăcie a persoanelor. Acest lucru are consecințe grave pentru obiectivele de reducere a sărăciei și de creștere favorabilă incluziunii, prevăzute în Strategia UE 2020.

4-322-000

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit*. – Nous ne pouvons pas accepter que des enfants ne soient plus vaccinés, que des chômeurs en fin de droit perdent toute assurance maladie. C'est tout un modèle de société construit sur la solidarité, via nos systèmes de sécurité sociale, qui risque de s'effondrer.

Si la prévention des maladies n'est plus accessible à une partie de la population, ce sont à moyen terme des personnes qui nécessiteront des soins plus avancés et qui solliciteront d'autant plus les services d'aide à la personne. Ces derniers sont déjà confrontés à une forte demande, mais faute de moyens financiers et faute de reconnaissance professionnelle, ces services d'aide à la personne ne peuvent pas se développer en nombre suffisant. C'est pourquoi il faut, en matière d'accès aux soins, assurer des formations adaptées et continues pour les professionnels de santé, développer des structures de consultations médico-sociales, accentuer les investissements dans la télémédecine pour pallier aux déserts médicaux qui se propagent partout en Europe.

Je ne veux pas qu'un jour on puisse accuser le Parlement de "non assistance à l'Europe en danger"!

4-322-500

**Arkadiusz Tomasz Bratkowski (PPE)**, *na piśmie*. – Sprawozdanie przygotowane przez posłankę Jean Lambert dotyka bardzo poważnej kwestii, jaką jest ograniczenie opieki dla słabszych grup społecznych lub wykluczenie ich z zakresu tej opieki. Komisja Zatrudnienia i Spraw Socjalnych (EMPL) wyraziła swoje zaniepokojenie skutkami cięć budżetowych w sektorze opieki społecznej i zdrowotnej. Kryzys spowodował pogłębienie się ubóstwa oraz nierówny dostęp do pomocy państwa. Sprawozdawczyni podkreśla rolę środków zapobiegawczych przynoszących wiele wymiernych korzyści i eliminujących ryzyko w perspektywie długoterminowej. W związku z zaistniałą sytuacją komisja EMPL wnioskuje o przeznaczenie 20% środków EFS na zwalczanie ubóstwa. Problemem jest zmniejszenie poziomu wydatków przy jednoczesnym wzroście zapotrzebowania na opiekę. Ważne jest nie tylko bieżące dofinansowanie, ale także zmiany w prawodawstwie upraszczające skomplikowane procedury. Ograniczenia w dostępie do opieki zdrowotnej najbardziej dotyczą nie tylko najuboższą część społeczeństwa, ale także osoby pracujące w niepełnym wymiarze godzin, osoby starsze i dzieci. Warto podkreślić, że działania prewencyjne mają pozytywny wpływ nie tylko na budżet, ale przede wszystkim na stan zdrowia i poczucie bezpieczeństwa obywateli. Uważam, że zaangażowanie instytucji unijnych we współpracę

z państwami członkowskimi jest niezbędne dla zapewnienia skutecznej opieki oraz zapobiegania długoterminowym problemom.

4-322-875

**John Bufton (EFD)**, *in writing*. – Abstain. I abstained from voting in this case as, while I agree with some of the measures outlined, I believe that the UK should be allowed complete control over provisions made in this area.

4-322-937

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – A pobreza constitui uma ofensa à dignidade humana. A desigualdade social continua a desenvolver-se em certas partes da UE, devido à deterioração da situação de grupos já vulneráveis, onde muitos dos pobres se tornam mais pobres ainda. Tal tendência tem repercussões significativas para as metas de redução da pobreza e o crescimento inclusivo previstos pela Estratégia Europa 2020. Alguns sistemas de segurança social, especialmente os que assumem uma certa estrutura baseada na família, ou aqueles cujos direitos podem ser condicionados a certos padrões de trabalho, parecem igualmente menos capazes de lidar com as crescentes pressões causadas pela crise, sobretudo no que diz respeito à pobreza infantil. A interferência da troica nos orçamentos nacionais implica que a UE seja vista como tendo um efeito direto em áreas que são primeiramente da responsabilidade dos Estados-Membros. A UE deveria ser vista como promotora de soluções. As avaliações abrangentes dos impactos sociais causados pelas alterações aos sistemas de segurança social e à prestação de serviços de saúde são essenciais para evitar que uma situação má se torne pior ainda, criando problemas a longo prazo e prejudicando outros objetivos políticos.

4-322-968

**Ole Christensen (S&D)**, *skriftlig*. – Vi de danske socialdemokrater støtter, at det er vigtigt at foretage tilstrækkelige undersøgelser af hvilke sociale og økonomiske konsekvenser nedskæringstiltag har for adgangen til pleje for sårbare grupper, herunder - men ikke begrænset til - ulovlige indvandrere, da disse grupper ofte kan være særligt udsatte i forhold til konsekvenserne af nedskæringer i pleje.

4-323-000

**Carlos Coelho (PPE)**, *por escrito*. – O aumento dramático do nível de desemprego e de incerteza provocado pela atual crise económica e financeira tem tido consequências desastrosas nas disparidades existentes na saúde, não só entre Estados-Membros, mas também dentro de cada Estado-Membro: desigualdades quer entre pessoas que vivem em diferentes regiões, quer entre grupos mais favorecidos e mais desfavorecidos. Essas desigualdades resultam de diferenças que estão associadas a fatores como condições de vida, comportamentos de saúde, educação, profissão e rendimento, cuidados de saúde, serviços de prevenção das doenças e promoção da saúde, e as políticas dos Estados-Membros, que influenciam a quantidade, qualidade e distribuição desses factores. Tendo em vista cumprir o objetivo de crescimento económico e solidariedade social da UE estabelecido na Estratégia de Lisboa, é fundamental criar medidas de acompanhamento a nível da UE, que permitam apoiar as ações desenvolvidas pelos Estados-Membros, fomentando uma maior coordenação e incentivando o intercâmbio de boas práticas para eliminar essas desigualdades. É importante ajudar os Estados-Membros a utilizar adequadamente a política de coesão, os fundos estruturais e as possibilidades previstas no

âmbito da política de desenvolvimento rural e das políticas de mercado da PAC. Deverão ainda definir políticas eficazes, que incluam ações destinadas a eliminar as diferenças sociais na saúde em geral e ações dirigidas especificamente aos grupos mais vulneráveis.

4-323-500

**Lara Comi (PPE)**, *per iscritto*. – I tagli alle spese operati con l'intento di raggiungere gli obiettivi europei di riduzione del debito pubblico determinano costi sociali elevati e provocano il mancato accesso ai servizi da parte di una parte significativa di popolazione. Dal punto di vista sociale questa situazione provoca un effetto negativo sia per gli individui che per le famiglie, la difficoltà e la complessità delle procedure nel richiedere l'accesso a questi servizi talvolta porta le persone a evitarne la richiesta precludendosi ciò che invece spetta a loro come diritto. Ritengo opportuno e doveroso modificare o riformare i sistemi di sicurezza sociale al fine di garantire che alcune persone non siano escluse dalla copertura. Concordo nel sottolineare l'importanza della tutela delle persone disabili e della loro qualità di vita poiché la diminuzione delle prestazioni e dei servizi produce un effetto negativo su queste persone. Voto favorevolmente questa risoluzione sperando nell'adozione di misure per la lotta alla disoccupazione e nello stanziamento di finanziamenti adeguati per garantire servizi sociali e sanitari idonei al fine di soddisfare le esigenze della popolazione.

4-324-000

**Andrea Cozzolino (S&D)**, *per iscritto*. – La crisi economica, è evidente, morde soprattutto quei segmenti sociali e quegli ambienti infrastrutturali che fin da prima della sua esplosione si erano dimostrati meno solidi. Per questa ragione i gruppi vulnerabili (bambini, anziani, migranti) delle aree periferiche e degradate sono quelli che oggi più vedono a rischio le proprie possibilità di una vita decorosa e di un accesso a cure adeguate. Come spesso capita nei momenti di crisi, quando cioè aumenta il numero delle persone a rischio (a causa dell'incremento della disoccupazione e delle migrazioni), i governi sono costretti a tagliare spese primarie, prima tra tutte quella sanitaria. La politica di coesione mette a disposizione uno strumento nuovo - gli investimenti territoriali integrati - che consentono interventi finanziati con più fondi. Quale occasione migliore per sperimentare - nei tanti quartieri degradati, gli stesso dove si concentrano le maggiori criticità - un intervento misto che, da un lato intervenga attraverso il Fesr al recupero di edifici abbandonati e fatiscenti, trasformandoli in strutture moderne e funzionali e, dall'altro, attraverso il FSE, sperimentare in quelle strutture forme di "assistenza di vicinato", che valorizzi le tante esperienze del volontariato e faccia andare sia l'assistenza domestica, sia l'assistenza in case di cura private.

4-324-500

**Jill Evans (Verts/ALE)**, *in writing*. – Due to the situation in relation to lack of access to care, healthcare, preventive medicines and basic services in crisis countries; I voted in favour to give a voice to those speaking for the most vulnerable. I receive many emails from constituents in Wales deeply concerned about the hardships caused by public spending cuts.

4-324-750

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – A crise que atravessamos, associada a medidas de contenção da despesa no setor da saúde ou de redução dos apoios sociais, tem tornado mais difícil o acesso à saúde e aos medicamentos por parte de grupos mais vulneráveis, como sejam os idosos e os portadores de deficiência. É, por isso mesmo, fundamental

proceder-se a um ajustamento equilibrado no setor da saúde, dando prioridade ao corte das despesas desnecessárias e alterando o paradigma, de modo a poder apoiar mais quem precisa, sem que tal leve a uma sobrecarga do Estado. Cada vez mais, é essencial que os Estados escolham a boa despesa e que levem a cabo as reformas que permitam criar um modelo mais justo e mais eficiente de gastos em saúde e em medicamentos, sem onerar excessivamente os orçamentos e sem prejudicar o acesso dos mais carenciados. O caminho será o de promover equidade no acesso, garantindo um apoio diferenciado para os grupos mais vulneráveis.

4-324-875

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – Todas as pessoas nascem livres e com direito de acesso aos serviços básicos como a saúde, a alimentação, a educação, etc. Cabe aos serviços públicos garantir que estes direitos são respeitados. A crise económica e financeira tem diminuído a proteção das pessoas, concretamente no que se refere à saúde. Muitos cidadãos, após meses de desemprego, abdicam do seguro de saúde, o que agrava ainda mais a sua qualidade de vida. Aumentam os custos dos serviços de saúde, os salários diminuem e os problemas acumulam-se. Em tempo de crise, são, sobretudo, as camadas mais desprotegidas quem mais sofre, nomeadamente as crianças, idosos e as mulheres que, muitas vezes, veem ser posto em causa o seu direito universal ao acompanhamento médico periódico. Votei favoravelmente o relatório elaborado por Jean Lambert sobre o impacto da crise no acesso dos grupos vulneráveis aos cuidados de saúde porque, sobretudo em tempo de crise, necessitamos de aumentar o apoio médico aos mais desfavorecidos, fornecer serviços de saúde de qualidade às crianças e aos idosos e lutar contra a discriminação étnica ou religiosa das minorias.

4-324-937

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Este relatório de iniciativa é positivo, sublinhando uma série de problemas que as populações vulneráveis enfrentam no acesso aos cuidados de saúde. O problema de acesso aos cuidados de saúde é exacerbado devido às consequências do aprofundamento da crise, como diz o relatório. E mais: tudo piora ainda com as medidas ditas de austeridade tomadas em nome da dita solução para esta crise. Neste aspeto, o relatório falha ao desresponsabilizar totalmente as políticas e as instituições da UE pela implementação destas medidas nos Estados-Membros. O relatório critica as *medidas de redução* implementadas no setor da saúde, acompanhadas pela introdução de taxas moderadoras, do aumento de despesas não reembolsáveis e nos cortes aos cuidados de saúde preventiva. Tudo muito certo. Mas podia e devia ter ido mais longe. Foram aprovadas duas alterações que propusemos que valorizavam os serviços públicos – de propriedade e gestão públicas, com participação democrática dos seus utentes – e pediam uma maior consolidação dos serviços nacionais de saúde para fazer face às necessidades das populações, nomeadamente dos grupos mais vulneráveis.

4-325-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Predkladaná správa sa zameriava na dosah krízy v súvislosti s prístupom k zdravotnej starostlivosti. Zohľadňuje potreby opatrovateľa, ako aj tých, ktorí dostávajú starostlivosť, vyniká mnohými pozitívnymi aspektmi. Bolo síce predložených niekoľko pozmeňujúcich návrhov k tejto správe, a to predovšetkým v súvislosti so širším dosahom krízy na verejné zdravie, zvýšený vplyv nezamestnanosti mladých ľudí a pod., no možno zároveň povedať, že predkladaná správa vo svojej finálnej podobe si zasluhuje podporu.

4-326-000

**Kinga Gál (PPE),** *írásban .* – Üdvözlöm a most megszavazott jelentést, mely a kiszolgáltatott helyzetű csoportok ellátáshoz való hozzáféréséről szól. Amint a jelentés is több ponton kiemeli, a legkiszolgáltatottabb csoportok a gyermekek és fiatalok. Nem kell messzire mennünk ahhoz, hogy sokkoló adatokat találjunk: több millió alultáplált gyermek él Európában. Éppen ezért támogatandó minden olyan program és kezdeményezés, amely akár helyi, nemzeti vagy nemzetközi szinten lép fel a gyermekszegénység, az éhezés felszámolása ellen. Magyarország élen jár az ilyen programokban - gondolok itt a „Minden gyermek lakjon jól!” nevű kezdeményezésre, mely által naponta több ezer gyermek jut meleg ételhez, vagy a két éve létrehozott Erzsébet-programra. Az Erzsébet-programnak köszönhetően idén több, mint 40 000 gyermek, illetve hátrányos helyzetű, fogyatékkal élő vagy nagycsaládban felnövő fiatal mondhatja majd el, hogy nem csak a négy fal között vagy a tömbház melletti játszótéren töltötte a nyarát, hanem valóban vakációzott: utazott, kikapcsolódott, feltöltődött élményekkel és új barátokra lelt. Ez pedig olyan hosszú távú befektetés, amely 15–20 év múlva hozza majd meg a gyümölcsét, amikor ezek a gyermekek felnőnek. Úgy gondolom, hogy a legkiszolgáltatottabb csoportok helyzetének javításában az állam szociális felelősségvállalása elengedhetetlen. Éppen ezért a jó példának hangot kell adni nemzetközi szinten, hogy a bevált gyakorlatokat a tagállamok megoszthassák egymással és saját országukban is gyakorlatba ültethessék.

4-326-500

**Jim Higgins (PPE),** *in writing .* – I voted for this report which speaks out on the effects of the crisis on the most vulnerable in our society in terms of access to care, support services and healthcare. There is growing evidence that social inequality is continuing to develop within parts of the EU due to a deteriorating situation for already vulnerable groups, where many of the poorest are becoming poorer. This vote also conveys a message about the need to ensure that austerity measures do not undermine EU values and prevent the most vulnerable citizens, such as undocumented migrants, children from poor families and the homeless, from being able to access healthcare, care services and basic living support.

4-326-750

**Juozas Imbrasas (EFD),** *raštu .* – Užimtumo ir socialinių reikalų komitetui jau kurį laiką kelia nerimą vadinamųjų taupymo priemonių poveikis visuomenei ir ypač pažeidžiamoms jos grupėms. Į situaciją buvo siekta atkreipti dėmesį įvairiais pranešimais. Pranešime savo iniciatyva pranešėja siekia nustatyti tam tikras problemas, kylančias pažeidžiamose grupėse arba grupėse, kurios atsiranda dėl tam tikrų situacijų. Grupės patiria vis didesnę spaudimą, nes išlaidos mažinamos, o paklausa auga. Tai atspindi išlaidų mažinimas, tiek paslaugoms, tiek socialinėms išmokoms, o tai turi įtakos ir tiems, kam reikalinga priežiūra, ir tiems, kas tą priežiūrą teikia. Gali būti, kad dėl trumpalaikio išlaidų mažinimo kils ilgalaikių problemų. Visa tai įtakoja ir didėjančią socialinę nelygybę, nes nepasiturintys žmonės tampa dar neturtingesni ir kertasi su strategijos „Europa 2020“ tikslais. Taip pat vis daugiau atsiranda „neapykantą kurstančių kalbų“, priekabiavimo ir išpuolių prieš neįgaluosius, psichinės sveikatos problemų turinčius asmenis ir kitų pažeidžiamų grupių asmenis. Taip pat šis sektorius yra pagarsėjęs mažu darbo užmokesčiu, prastomis darbo sąlygomis ir paprastai dažna darbuotojų kaita, todėl nenuostabu, kad būtent jame dažnai trūksta darbuotojų. Balsavau už šį pasiūlymą, kadangi reikalingas bent jau išsamus socialinės apsaugos sistemų permąstymas ir priežiūros paslaugų teikimo socialinio poveikio įvertinimas, kad nepablogintume ir taip blogos padėties.

4-326-875

**Cătălin Sorin Ivan (S&D)**, *in writing*. – The support for this report is motivated by the fact that the economic crisis had a double effect on this specific field, affecting both the vulnerable groups that require professional care and the carers. What is more, the support for this report can be seen as an action integrated into the policy agendas of tackling the youth unemployment problem and protecting various groups of workers from the effects of the economic crisis. The fact that the amendments proposed in order to untangle certain details were successfully incorporated into the final report represents a further positive aspect. The support for the final form of this report represents, first of all, a further commitment to assuring the quality of welfare within the European Union.

4-327-500

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – Le rapport d'initiative de ma collègue Jean Lambert a été adopté à une large majorité: 537 voix, 25 abstentions et 65 voix contre. En ce qui me concerne, j'ai choisi de m'abstenir sur le vote de la résolution finale. Il est certain que notre responsabilité est d'enrayer la spirale infernale de la crise et de protéger les plus démunis. Néanmoins, à mon sens, ce rapport se contente seulement de présenter un catalogue de bonnes intentions et de dénoncer. Il n'apporte aucune solution véritablement viable, efficace et cohérente. Je le regrette.

4-327-750

**Jarosław Kalinowski (PPE)**, *na piśmie*. – Działania przyspieszające rozwój nie powinny ograniczać inicjatyw na rzecz społeczeństwa. To ludzie są najważniejsi, a wśród nich – najślabi i bezbronni, najbardziej potrzebujący pomocy. Nie wystarczy uchwalić odpowiedniej kwoty w budżecie, wsparcie musi trafiać tam, gdzie go najbardziej potrzeba.

Starzejące się społeczeństwo to coraz większa liczba osób starszych, które nierzadko są chore i samotne. Kryzys gospodarczy generuje również więcej bezrobotnych i bezdomnych. Wśród wykluczonych pojawiają się zaniedbane przez zapracowanych rodziców dzieci. Oni wszyscy nie potrafią sami sobie poradzić, dlatego stworzyliśmy instytucje, które mają im pomagać. Pomagać, znaczy docierać, zachęcać, oferować i informować, nie czekać, aż przyjdą.

Kryzys zwiększa poziom ubóstwa, a ogranicza wydatki socjalne państw. Unia nie powinna pozwalać, by cierpieli jej najślabi obywatele. Nie wystarczają dotacje do inwestycji, badań, nowych dróg. Trzeba już teraz podejmować środki, chroniące Europę przed długotrwałymi problemami społecznymi.

4-327-875

**Michał Tomasz Kamiński (ECR)**, *in writing*. – I agree with the intentions of this report and believe that necessary actions have to be taken with the poverty targets contained within the Europe 2020 strategy. However, I believe that this report calls for too much interference from the EU on the national level. The requirements that this reports sets in place should only be decided upon by national governments. I voted against this report.

4-327-937

**Giovanni La Via (PPE)**, *per iscritto*. – Il Quadro Finanziario Pluriennale cui abbiamo dato recentemente un 'sì' politico, ha visto diminuire, per la prima volta nella storia dell'UE, il proprio plafond. Come è tutto a noi ben noto, la battaglia tra austerità e necessità di investire

per la crescita e lo sviluppo, ha dovuto trovare una via di compromesso. In quest'ottica, le misure di finanziamento volte a garantire l'assistenza alle categorie di persone vulnerabili vedono diminuire le proprie disponibilità, proprio mentre la domanda aumenta. D'altro canto, grazie al lavoro condotto dal Parlamento europeo, siamo riusciti ad incrementare il finanziamento per gli aiuti alimentari agli indigenti. È chiaro che questo non è sufficiente e che il ruolo dell'UE deve sempre più imprimersi sull'azione volta a risolvere i problemi di accesso all'assistenza per le categorie vulnerabili, in particolar modo in un periodo di crisi economica qual è quello attuale.

4-327-968

**Constance Le Grip (PPE)**, *par écrit*. – J'ai soutenu le texte du Parlement sur l'impact de la crise en ce qui concerne l'accès aux soins des groupes vulnérables. Dans ce contexte de récession et d'austérité, les députés européens constatent que les inégalités se creusent au sein des Etats membres. C'est près d'un quart de la population européenne qui est aujourd'hui menacé par la pauvreté et l'exclusion. L'état de santé de ces personnes se détériore et les inégalités d'accès aux soins par rapports aux plus aisés ne cessent de croître. Par conséquent, nous appelons les Etats membres à promouvoir l'investissement dans les services sociaux afin que les groupes vulnérables en particulier, bénéficient de traitements médicaux adéquats. A ce titre, il est primordial qu'une attention particulière soit portée aux personnes handicapées, aux enfants et aux chômeurs de longue durée.

4-327-984

**Monica Luisa Macovei (PPE)**, *în scris*. – Am votat pentru acest raport. Cei mai afectați de pe urma crizei sunt grupurile vulnerabile. În 2011, 24,2% din populația Uniunii era în situație de risc de sărăcie sau de excluziune socială. În același timp, criza a declanșat creșterea costurilor serviciilor medicale. Astfel, s-a îngreunat accesul la îngrijiri medicale. Un exemplu sunt cetățenii săraci din UE, rezidenți în alte state membre. Îngrijirea lor presupune costuri mari pentru statul-gazdă și duce la reticența, uneori refuzul statelor respective de a-i încadra medical. Atrag atenția asupra principiului egalității privind accesul la servicii medicale. Un sistem performant de sănătate contribuie la dezvoltarea economică și bunăstare. Reamintesc statelor membre că Uniunea, prin semnarea Cartei de la Tallinn, s-a angajat să respecte principiile Organizației Mondiale a Sănătății pentru garantarea accesului la servicii medicale. Îmi reafirm încrederea în concluziile Consiliului din 2006 cu privire la principiile și valorile comune ale sistemelor de sănătate în Uniunea Europeană. Aceste principii stau la baza mobilității inter-state a pacienților și a pachetului minim de îngrijire medicală la care aceștia au dreptul pe întreg teritoriul Uniunii.

4-327-992

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I voted in favour of this report because I agree with the report's conclusions that the economic crisis is having a negative impact on access to care and that this should be addressed.

4-327-000

**Barbara Matera (PPE)**, *per iscritto*. – Ho espresso il mio voto favorevole poiché la crisi economica ha avuto gravi conseguenze in materia di accesso all'assistenza e in particolare nei confronti delle categorie più vulnerabili come le donne anziane, le madri sole che sono già a elevato rischio di povertà ed esclusione sociale.



Le donne che compongono questi gruppi vulnerabili continuano ad affrontare ostacoli sempre più seri all'accesso ai servizi sanitari e a cure di qualità, dovuti anche ai tagli dei finanziamenti ai servizi sanitari nazionali. Come vicepresidente della commissione sui diritti delle donne e l'uguaglianza di genere esprimo profonda preoccupazione per un'ulteriore e sproporzionata discriminazione nei confronti di donne appartenenti a categorie vulnerabili nell'accesso all'assistenza.

Ho votato a favore poiché condivido altresì la necessità di adottare campagne di informazione adeguate rivolte a donne appartenenti a categorie vulnerabili affinché siano bene informate dei propri diritti in materia di accesso all'assistenza e in particolare all'assistenza sanitaria.

In questa fase di crisi economica le categorie più vulnerabili hanno una necessità particolare di essere a conoscenza dei propri diritti fondamentali per accedere a servizi sociali spesso istituiti in via straordinaria, proprio per contrastare gli effetti negativi della crisi e per evitare l'aggravarsi delle condizioni di vita delle categorie più vulnerabili della società.

4-327-748

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – Há algum tempo que a Comissão do Emprego e dos Assuntos Sociais tem estado preocupada quanto ao efeito das ditas medidas de austeridade sobre a sociedade em geral e os grupos vulneráveis em particular. No presente relatório de iniciativa, pretende-se identificar uma série de questões que se levantam para os grupos tidos como vulneráveis, para alguns grupos onde as necessidades se vão tornando cada vez mais evidentes e novas, e para grupos potencialmente vulneráveis, no âmbito das atuais mudanças de condições, tais como o endividamento pessoal. A necessidade de ter à disposição dados precisos, comparáveis e o mais recentes possível é uma prioridade para podermos encontrar os antídotos indicados para minimizar os impactos da crise nesses grupos.

4-327-874

**Alajos Mészáros (PPE)**, *írásban*. – A gondozáshoz és az egészségügyhöz való hozzáférés minden polgár alapvető joga. Sajnos egyre növekszik a társadalmi egyenlőtlenség. Romlik a kiszolgáltatott csoportok helyzete, növekszik a szegénység, a hajléktalanok száma, illetve az olyan gyerekeké, akik nagyon nehéz körülmények között élnek, ebből adódóan nem férnek hozzá a folyamatos ellátáshoz. A szociális biztonsági szabályok sok esetben akadályozzák az egészségügyhöz való hozzáférést is. A gondozásra, illetve egészségügyi ellátásra rászoruló emberek a növekvő költségek miatt nem kezelik magukat. Több országban, többek között Szlovákiában is, a rászoruló emberek helyzete a gondozási ellátásuk támogatását illetően sok kívánnivalót hagy maga után. Az intézményi gondozás költségeit lassan nem tudják megfizetni, és amennyiben a gondozást családtagok biztosítják, hiányzik az állam részéről a megfelelő támogatás, amely az otthoni segítségnyújtás költségeihez járulna hozzá. Nem beszélve arról, hogy azok a személyek, akik a rászorulókat gondozzák, szintén nem részesülnek olyan támogatásban, ami a tisztességes megélhetést és a szolgáltatások igénybevételét biztosítaná számukra. Így ők is gyakran a kiszolgáltatottak csoportjába tartoznak. Egyetértek azzal, hogy a szociális innováció gondozással kapcsolatos szolgáltatásra szánt finanszírozási programjai azokra a szolgáltatásokra irányuljanak, amelyek jobban kielégítik a társadalmi igényeket, és javítják az emberek életminőségét.

4-327-905

**Willy Meyer (GUE/NGL)**, *por escrito*. – He votado a favor del presente informe por suponer una importante llamada a detener los ataques de la política económica de austeridad, debido a los nefastos efectos que está teniendo en las políticas de salud pública. El informe acusa a los Estados miembros de no garantizar un acceso igualitario al derecho a la salud para los colectivos vulnerables de la sociedad. El informe sostiene que las medidas de austeridad están provocando un incremento del riesgo para los colectivos más vulnerables: jóvenes, niños, ancianos, mujeres, etc. que sufren un incremento de los costes sanitarios y una importante reducción de la calidad de los mismos. Pese a que este informe no vaya a tener una verdadera fuerza vinculante para los Estados miembros, sostiene muchos de los principios a los que debe atender una política sanitaria eficaz y por ello he decidido votar a favor.

4-327-952

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – Care services are key to public health and to a functioning society. Austerity policies and high levels of unemployment are placing increased pressure on care services, hitting the most vulnerable the hardest. Carers are already overworked, underpaid and underappreciated, and the crisis is only making that worse. Informal carers in particular – those caring for family members or friends – are hidden sufferers from the crisis. Therefore I voted in favour.

4-327-976

**Elisabeth Morin-Chartier (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté la majorité des amendements de ce rapport d'initiative, notamment parce qu'il prend en compte les différents groupes qui sont les moins à même de faire valoir leur droits à la santé. J'ai repoussé les amendements qui mettraient en danger les systèmes de santé de certains Etats membres, et notamment la protection sociale française, par une augmentation trop massive des dépenses de santé. Il faut que l'Union européenne soit plus solidaire et mon vote global le prouve, mais il ne faut pas que cette solidarité, déjà remise en question en période de crise, soit poussée trop loin au risque de la faire imploser financièrement.

4-327-988

**Tiziano Motti (PPE)**, *per iscritto*. – Ho sostenuto la proposta di risoluzione del Parlamento europeo riguardante l'impatto della crisi sull'accesso a particolari servizi da parte di alcune categorie di cittadini. I continui tagli alla spesa implicano necessariamente delle problematiche di responsabilità sociale soprattutto nell'ambito dell'assistenza alle persone anziane, alle persone con disabilità e all'infanzia. È pertanto necessario portare in luce le conseguenze di tali misure e l'effettivo stato di incapacità di erogazione di tali servizi per una parte sempre più consistente della popolazione.

4-327-994

**Katarína Neved'álová (S&D)**, *písomne*. – Dlhé roky sa Európa pýšila, že je akýmsi vzorom v oblasti zabezpečenia zdravotnej starostlivosti pre svojich obyvateľov. V posledných rokoch, či už následkom krízy, škrtmi v národných rozpočtoch, zvyšovaním poplatkov za zdravotnú starostlivosť, alebo úspornými opatreniami hlavne v oblasti zdravotníckych služieb, sa mnohí ľudia dostali na okraj spoločnosti. Faktom je, že viac ako 25 percent obyvateľstva ostáva v chudobe. Stratou zamestnania a ďalšími fiškálnymi opatreniami sa do tejto skupiny obyvateľov pričleňuje stále viac a viac ľudí. Najzraniteľnejšie skupiny

obyvateľstva ako nezamestnaní, seniori, deti, migranti, bezdomovci, slobodné matky, hendikepovaní, ako aj ľudia so špecifickými potrebami si zaslúžia osobitnú pozornosť. Aj napriek tomu, že sociálna a zdravotná starostlivosť zostáva v plnej kompetencii členských štátov, musíme navrhnúť opatrenia, ktorými by sa štáty mohli inšpirovať a zlepšiť tak prístup k službám svojich občanov. Dlhodobé investície do sektoru zdravotníctva, zabezpečenie kontinuálneho vzdelávania a rozvoj zdravotníckych služieb predstavuje len štipku v mori možných krokov, ktoré by mali štáty podstúpiť. Musíme si uvedomiť, že každý z nás má právo na dôstojný život. Netuším, ako si ho však dokáže zaistiť, ak mesiac čo mesiac bojuje s nedostatkom financií na kúpu potravín a zaistenie základnej zdravotnej starostlivosti pre seba a svoju rodinu. Preto plne podporujem reformu sociálnych systémov v členských štátoch EÚ.

4-327-997

**Younous Omarjee (GUE/NGL)**, *par écrit*. – La question de la santé, plus particulièrement celle de l'accès au soin, est une question fondamentale qui, quelles que soient les circonstances, ne devrait souffrir d'aucune restriction.

Pourtant, comme le souligne ce rapport, force est de constater que le secteur des soins médicaux n'a pas été épargné par les mesures d'austérité budgétaire, altérant ainsi considérablement l'accès aux soins des personnes les plus vulnérables.

Il est à mon sens consternant que les priorités politiques actuelles aillent ainsi à l'encontre du bien-être des citoyens.

Un accès aux soins insuffisant, dû aux limitations drastiques des dépenses dans le domaine de la santé, a des répercussions graves sur la qualité et la dignité de la vie humaine, ce qu'il est impératif d'éviter. C'est pourquoi j'ai voté en faveur de ce rapport.

4-327-998

**Justas Vincas Paleckis (S&D)**, *in writing*. – Austerity measures have affected different parts of society disproportionately, hitting hardest those that are the most vulnerable. Public sector budgets are being cut, challenging the healthcare system and making it far more difficult for older people, children and those with special needs to receive care. As evidence of this, older people are more likely to receive care from family members, rather than from professionals. Healthcare barriers in a number of Member States make access to healthcare difficult for these more vulnerable groups, creating greater social inequality and significant long-term problems. Comparing rising healthcare costs to incomes explains why people do not seek care at an early stage, which results in a much costlier treatment later. Some are even unable to complete treatment because they cannot afford to take time away from work. People are deterred from seeking healthcare due to other barriers like unavailable workplace health benefits or difficulty in accessing social security and welfare. I voted in favour of this report because people, especially those in already vulnerable situations, should have available access to healthcare.

4-328-000

**Γεώργιος Παπανικολάου (PPE)**, *γραπτώς*. – Υπερψήφισα την έκθεση η οποία και παρουσιάζει ελληνικό ενδιαφέρον. Οι επιπτώσεις των αποκαλούμενων μέτρων λιτότητας είναι ιδιαίτερα έντονες στις ευάλωτες ομάδες ειδικότερα. Είναι πολύ σημαντικό και στηρίζουμε σθεναρά σε ευρωπαϊκό επίπεδο τη διάθεση του 20% της χρηματοδότησης του Ευρωπαϊκού Κοινωνικού Ταμείου τόσο

για την καταπολέμηση της φτώχειας όσο και για τη σύσταση ενός νέου Ταμείου για τους Απόρους (με πόρους 2 δις ευρώ).

Το βάρος των νέων χρηματοδοτικών εργαλείων προτείνεται να δοθεί στους ηλικιωμένους και σε άτομα με σωματικές ή μαθησιακές αναπηρίες, σε παιδιά και νέους ή σε άλλα άτομα με ειδικές ανάγκες, που δέχονται ολοένα και μεγαλύτερες πιέσεις από την οικονομική κρίση. Ιδιαίτερη εξέλλου αναφορά γίνεται στο ζήτημα της κοινωνικής ευθύνης αναφορικά με την καθολική πρόσβαση στην υγειονομική περίθαλψη, καθώς το κόστος της συμμετοχής στις ιατρικές δαπάνες αποτρέπει την έγκαιρη προσφυγή σε περίθαλψη, με αποτέλεσμα η αναβολή να οδηγεί σε περισσότερο δαπανηρές και επείγουσες υπηρεσίες φροντίδας στο μέλλον. Παρόμοιο βάρος δίδεται στην ανάπτυξη του παιδιού, στην υγεία του και στις εκπαιδευτικές του ευκαιρίες. Το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο ευελπιστεί και συμβάλλει ώστε πράγματι το νέο πολυετές δημοσιονομικό πλαίσιο της Ε.Ε. (2014-2020) να χαρακτηρίζεται από κοινωνικό πρόσημο ανταποκρινόμενο όσο το δυνατόν καλύτερα στις προκλήσεις που έχει δημιουργήσει η οικονομική κρίση.

4-328-500

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – A interferência das medidas de austeridade nos orçamentos nacionais compromete a União Europeia com os prejuízos originados nas reformas em curso em alguns Estados-Membros. Tal implica que a União seja vista como tendo um efeito direto em áreas que são primeiramente da responsabilidade dos Estados-Membros, tais como a saúde e a assistência social. Neste contexto, a Comissão do Emprego e dos Assuntos Sociais propõe-se não só identificar uma série de questões no tocante aos efeitos das medidas de austeridade nos grupos tidos como vulneráveis – migrantes, crianças, trabalhadores precários, idosos e pessoas com deficiência – como também apelar à responsabilidade da União que, com o seu potencial de interferência nos orçamentos nacionais, deve ser igualmente promotora de soluções. Na verdade, a remoção do apoio concedido àqueles que mais precisam, pese embora possa conduzir a cortes de despesa a curto prazo, acaba por originar problemas duradouros, devendo, nessa medida, ser rejeitada.

4-329-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. I fully congratulate my colleague Jean Lambert for having led the issue. We welcome the Parliament's support for this report which speaks out on the effects of the crisis on the most vulnerable in our society in terms of access to care, support services and healthcare. This vote sends a message to the European Commission and EU governments on the need to ensure that austerity measures do not undermine EU values and prevent the most vulnerable citizens, such as undocumented migrants, children from poor families and the homeless, from being able to access healthcare, care services and basic living support.

4-329-500

**Licia Ronzulli (PPE)**, *per iscritto*. – Questo voto permette di tenere alta la guardia sulle conseguenze che le misure di austerità stanno avendo sulla società in generale e soprattutto sui suoi gruppi più vulnerabili. La dimensione sociale deve essere considerata parte integrante di qualsiasi risposta alla crisi portata avanti dall'UE. Bisogna lottare senza sosta per una crescita che sia inclusiva e contro la povertà, perché concentrarsi sulla prevenzione è più efficace rispetto ai costi nel lungo termine.

4-330-000

**Oreste Rossi (NI)**, *per iscritto*. – Sono contrario alla relazione di iniziativa in quanto in modo politicamente strumentale vengono considerati gruppi vulnerabili da privilegiare immigrati e Rom, dimenticandosi che a loro sono già dedicate strutture ad hoc come centri di ascolto e assistenza.

Ritengo che tale relazione avrebbe dovuto privilegiare le categorie deboli non per etnia, ma per caratteristiche, ad esempio anziani, malati terminali, persone diversamente abili che soffrono e hanno necessità di particolare attenzione, indipendentemente dal luogo di origine o dalla nazionalità.

4-330-500

**Νικόλαος Σαλαβράκος (EFD)**, *γραφτώς*. – Υπερψήφισα την έκθεση αυτή. Η έκθεση εισηγείται θετικά μέτρα για τη βελτίωση των υπηρεσιών υγείας ενόψει της δημογραφικής γήρανσης, που απαιτεί την εφαρμογή κατάλληλης διαχείρισης. Χαιρετίζω επίσης την πρόταση για εφαρμογή δραστικών μέτρων, στο πλαίσιο της καταπολέμησης της ανεργίας και της οικονομικής και χρηματοπιστωτικής κρίσης, για προστασία των νέων και των ευπαθών ομάδων του πληθυσμού, που πλήττονται περισσότερο.

4-330-750

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione sull'impatto della crisi sull'accesso delle categorie vulnerabili all'assistenza sanitaria. L'aumento delle disuguaglianze sociali in alcune zone dell'UE si fa sempre più preoccupante e la lotta alla povertà diventa una priorità. I tagli alla spesa pubblica colpiscono pesantemente il settore dell'assistenza alle persone anziane, ai disabili, ai bambini e ai giovani. Si tratta di categorie obiettivamente più vulnerabili e che hanno senz'altro diritto ad un sostegno economico e sociale da parte della Comunità europea di cui sono cittadini. E' bene osservare che la crisi economica non solo si ripercuote sugli utenti del settore sanitario ma anche sugli operatori dello stesso, incidendo dunque negativamente sull'erogazione e sull'efficienza del servizio. E' interessante valutare che i costi eccessivi delle ricette mediche rispetto ai redditi dei soggetti che ne necessitano, spingono questi ultimi a rinunciare alle cure come anche la complessità delle procedure di accesso all'assistenza sociale negli Stati membri scoraggia gli aventi diritto. E' deplorabile che la cultura del diritto alla salute e all'assistenza sociale subisca un indebolimento a causa di insufficienze economiche. L'Europa ha il dovere politico e soprattutto morale di intervenire.

4-331-000

**Alf Svensson (PPE)**, *skriftlig*. – I dag röstade Europaparlamentet om ett initiativbetänkande som behandlar krisens inverkan på tillgången till vård för utsatta grupper i Europa. I betänkandet finns flera punkter som jag inte kan ställa mig bakom. Det gäller bland annat en lång rad övertramp in på medlemsstaternas beslutsområde, och flera punkter som avfärdar den för flera medlemsländer tunga – men nödvändiga – åtstrammingspolitiken. Tillgången till vård för samhällets mest utsatta grupper, inte minst för papperslösa, är dock en så pass viktig fråga att jag valde att rösta för betänkandet, trots de stora brister som nämnts ovan.

4-332-000

**Marc Tarabella (S&D)**, *par écrit*. – Les conséquences potentiellement graves pour la société d'une aggravation de l'insécurité et d'une incapacité à assurer des soins efficaces ont été soulignées à la Commission. Compte tenu de l'implication de la "troïka" dans les budgets nationaux, l'Union est considérée comme ayant une incidence directe sur des domaines relevant principalement de la responsabilité des États membres; de ce fait, l'Union doit également être perçue comme encourageant des solutions. À tout le moins, la réalisation d'analyses exhaustives des incidences sociales des modifications des systèmes de sécurité sociale et de la fourniture de services de soins est essentielle pour éviter d'aggraver une situation déjà médiocre, de créer des problèmes à long terme et de compromettre les autres objectifs politiques: telle est la mission de l'Union au sein de la "troïka" et dans l'évaluation des plans de réforme nationaux.

4-332-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – Tendo em conta o impacto da crise, o Parlamento Europeu exorta a Comissão a exigir que os EstadosMembros forneçam informações sobre as medidas de austeridade implementadas, realizem avaliações ao impacto social das medidas de austeridade, bem como a incluir, nas suas recomendações específicas por país, recomendações que tenham em consideração o impacto social e económico de tais medidas a médio e longo prazo. Além disso, o Parlamento insta neste documento a Comissão e os EstadosMembros a supervisionarem, em cooperação com todos os intervenientes relevantes, e a abordarem, no âmbito dos planos nacionais de reforma, as políticas nacionais que vão contra a meta de 2020 de redução da pobreza. Votei, assim, a favor do documento.

4-332-750

**Derek Vaughan (S&D)**, *in writing*. – I voted in favour of this report, which focuses on the impact of the financial crisis on citizens' access to care. Care services are vital to public health and to society as a whole, yet the effects of austerity, alongside high rates of unemployment, mean that care services are being subjected to increased pressure. Carers – who are already underpaid, overworked and very often underappreciated for the hard work they do – are finding that their problems have been exacerbated by the economic crisis. This report makes some very positive recommendations on how to improve access to care services and reduce some of the strain felt by care workers at a time of economic uncertainty, and it has my full support.

4-332-875

**Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport sur l'impact de la crise sur l'accès aux soins des groupes vulnérables. Les personnes âgées, les personnes handicapées ou celles ayant à leur charge d'autres personnes présentant des besoins spécifiques subissent une pression accrue du fait de la crise. Elles sont les premières victimes des coupes dans les budgets publics, des hausses de cotisations et des baisses de remboursement au moment même où les populations doivent composer avec des baisses de revenus, et peuvent être victimes de déclassement brutal. Plus que jamais, cela devrait pousser les gouvernements à revoir leurs politiques et redonner la priorité à l'égalité des droits en mettant notamment l'accent sur l'accès aux soins de santé des plus vulnérables. Avec d'autres politiques, ce secteur à fort potentiel de développement et de création de nombreux emplois devrait faire l'objet d'investissements massifs. Ce rapport s'oppose aux mesures d'austérité dans ces secteurs et appelle à ne pas désinvestir dans ces politiques ; je

m'associe pleinement à ces recommandations mais reste comme toujours sceptique sur la réalité de leur mise en œuvre.

4-332-937

**Inês Cristina Zuber (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Este relatório de iniciativa é bastante positivo, sublinhando uma série de problemas que as populações vulneráveis enfrentam no acesso aos cuidados de saúde. O problema de acesso aos cuidados de saúde é exacerbado devido às consequências do aprofundamento da crise, como diz o relatório. Pensamos, no entanto, que é nas medidas tomadas, em nome da potencial solução para esta crise, que reside o principal problema. Neste aspeto, o relatório falha ao desresponsabilizar totalmente as políticas europeias pela implementação das medidas de austeridade nos Estados-Membros. O relatório critica as *medidas de redução* implementadas no setor da saúde, acompanhadas pela introdução de taxas moderadoras, pelo aumento de despesas não reembolsáveis e pelos cortes aos cuidados de saúde preventiva. Foram aprovadas duas alterações que propusemos que valorizavam os serviços públicos – de propriedade pública e gestão pública, com participação democrática dos seus utentes - e pediam uma maior consolidação dos serviços nacionais de saúde para fazer face às necessidades das populações, nomeadamente dos grupos mais vulneráveis.

#### **14.10. Vernetztes Fernsehen (A7-0212/2013 - Petra Kammerevert)**

4-334-000

#### **Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-334-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, considerando que a televisão híbrida é um passo tecnológico importante no sentido da convergência dos *media*, que tem o mérito de pôr em causa importantes decisões regulamentares neste setor. Ao adotar a Diretiva *Serviços de Comunicação Social Audiovisual*, decidiu-se que os serviços lineares seriam sujeitos a um sistema de regulamentação coeso, enquanto os serviços não lineares seriam tratados de forma menos restritiva, com o pretexto de que os serviços têm uma diferente função social. Em todos os Estados-Membros, os serviços lineares das estações de televisão públicas e privadas assumem, para além do seu impacto enquanto meios de comunicação de massas, uma elevada importância sociopolítica, que muitas vezes está regulamentada por lei. Apesar da convergência tecnológica, a televisão não perdeu popularidade nem a sua importância sociopolítica. Como os meios de comunicação social lineares continuam a atingir um público mais vasto, devem ser alvo de requisitos regulamentares rigorosos. Esta diferenciação consequente, que até aqui se fazia por via da regulamentação progressiva no âmbito da Diretiva SCSA, aproxima-se cada vez mais dos seus limites, sobretudo com o desenvolvimento da televisão híbrida ou, pelo menos, levanta uma série de questões e problemas que devem ser resolvidos através de legislação específica.

4-335-000

**Zoltán Bagó (PPE)**, *írásban*. – Szavazatommal támogatom a csatlakoztatott televíziózásról szóló jelentést, hiszen véleményem szerint fontos a technológia fejlődésével való lépéstartás, leginkább a médiafelhasználó érdekében. A már elfogadott audiovizuális szolgáltatásokról szóló igényelv nem foglalja magában bővebben a nem lineáris médiaszolgáltatás szabályozását, ezért azt tovább kell fejleszteni. Szem előtt kell tartani a

felhasználók személyes adatainak fokozott védelmét, így a szabad adatáramlás során biztosítani az anonim felhasználási mód alkalmazását. A médiaszolgáltatások részét képezik a társadalompolitikának, ezért fontos, hogy biztosítsuk a tartalmak szabad fellelhetőségét a felhasználó számára. Fel kell vennünk a versenyt a mai rohamosan fejlődő technikával saját és embertársaink védelmének érdekében.

4-336-000

**Elena Bănescu (PPE)**, *în scris*. – Am votat în favoarea acestui raport deoarece serviciile mass-media sunt esențiale pentru democrație, deci necesită o reglementare specifică. Noțiunea de televiziune conectată este tot mai cunoscută, iar cei care intră pe piață vor fi în concurență cu actorii tradiționali, așadar politica europeană în domeniu trebuie adaptată noilor evoluții și noilor participanți la piață, atât din UE, cât și din state terțe. Adoptarea dispozitivelor conectate la internet se află în creștere, iar datorită evoluțiilor tehnice, trebuie sporită protecția drepturilor exclusive și integritatea conținuturilor. Totodată, utilizarea dispozitivelor hibride nu trebuie să interfereze cu principiul separării publicității de program sau reglementările privind pauzele publicitare. În același timp, accesul operatorilor la platforme trebuie să fie asigurat fără discriminare, oferindu-le o participare echitabilă la piață. În final, trebuie să ținem cont că diferențele dintre sistemele de TVA la nivel european se vor accentua odată cu apariția televiziunii conectate.

4-336-500

**Nora Berra (PPE)**, *par écrit*. – Télévision connectée rime avec disponibilité, accessibilité, et ce grâce à la convergence des technologies et des médias. Quel objectif doit-on viser ? Sur un seul et même écran pourront être disponibles de multiples services soumis à des règles différentes. La question cruciale qui se posera sera alors d'assurer la possibilité de trouver des offres et de garantir leur accessibilité. Il sera important d'évaluer dans quelle mesure il sera nécessaire de réviser la directive SMA pour garantir les exigences énoncées ci-dessus. En sus, afin de garantir la convergence des offres, il s'agira de déterminer quels mécanismes réglementaires seront nécessaires. Au regard de ces éléments, je me suis prononcée en faveur du rapport.

4-337-000

**Sebastian Valentin Bodu (PPE)**, *în scris*. – Milioane de europeni își urmăresc serialele de televiziune favorite pe un smartphone pe drumul către serviciu, accesează conținuturi online pe televizorul din sufragerie sau publică online conținuturi generate de utilizatori. Există peste 40,4 milioane de „aparate TV conectate” în Europa, iar până în 2016 aceste aparate ar putea fi prezente în majoritatea gospodăriilor din UE. Aceste schimbări elimină granițele tradiționale dintre consumatori, mijloacele de radiodifuziune și televiziune și internet. Televiziunea conectată reprezintă un pas tehnologic important în direcția convergenței mass-media, care are calitatea de a pune în discuție decizii de reglementare mass-media importante. În toate statele membre, serviciilor lineare ale televiziunilor publice și private li se atribuie o semnificație socială deosebită, care, în multe locuri, este consfințită prin lege. În ciuda întrepătrunderii tehnologiilor, până în prezent nu s-a schimbat nici atractivitatea televiziunii pentru mase și nici semnificația sa socială. Întrucât mass-media lineară beneficiază în continuare de o sferă mai largă de influență, aceasta trebuie subordonată unor constrângeri politice stricte.



4-337-500

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de nouvelles règles pour s'adapter aux nouveaux enjeux que représentent les nouvelles technologies pour le secteur de l'audiovisuel. La télévision connectée est la télévision raccordée à internet afin de fournir un ensemble de services aux téléspectateurs. Les téléspectateurs ont donc un accès très large aux contenus audiovisuels, il fallait réguler les prix des contenus, la part de rémunération des moteurs de recherche pour décourager la concurrence déloyale et adapter les marchés au nouveau dynamisme du secteur audiovisuel.

4-337-750

**Arkadiusz Tomasz Bratkowski (PPE)**, *na piśmie*. – Ciągły rozwój technologiczny wymaga odpowiedniego dostosowania prawnego, dlatego też inicjatywa posłanki Petry Kammerevert jest godna poparcia. Przede wszystkim media mają olbrzymie znaczenie społeczno-polityczne oraz spełniają wiele istotnych funkcji, w tym: wyjaśniającą, informacyjną, rozrywkową i kontrolną. Telewizja hybrydowa jest swoistym novum na rynku umożliwiającym korzystanie zarówno z programów linearnych, jak i z oferty internetu.

Istotne jest zapewnienie możliwości odnajdywania treści oraz niedyskryminującego dostępu do nich. Obecnie o ofercie decyduje samodzielnie operator, co stanowi zagrożenie dla bezstronności mediów. Dostosowanie dyrektywy do zmieniającej się sytuacji jest zatem konieczne, aby nie ograniczać użytkownikom prawa do różnorodności opinii oraz prawa do informacji. Niezbędne jest zatem stworzenie jednolitego i otwartego systemu konkurencji pomiędzy usługodawcami. Co prawda pierwszeństwo należy do dostawców, którym państwa członkowskie zlecają misję służby publicznej. Niemniej jednak należy zadbać o uczciwą konkurencję na rynku mediów.

Dyrektywa o usługach audiowizualnych powinna uwzględniać również operatorów portali hybrydowych. Popieram także prawną gwarancję ochrony danych osobowych użytkowników. Dzięki wprowadzeniu w życie proponowanych zmian użytkownicy telewizji hybrydowej będą mogli korzystać z szerokiej oferty programów bez obawy o bezpieczeństwo.

4-337-937

**John Bufton (EFD)**, *in writing*. – Against. I voted against this report as I am against this project as a whole.

4-337-968

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – Os serviços de comunicação social audiovisual são muito importantes para a sociedade e a democracia, na qualidade de portadores de identidades, valores e significados, e requerem uma regulamentação específica num mundo em crescente convergência. É necessário analisar a necessidade de rever a Diretiva *Serviços de Comunicação Social Audiovisual* e outros requisitos em vigor que constam da regulamentação em matéria de redes e meios de comunicação social, no tocante às disposições relativas à localização e ao acesso não discriminatório às plataformas para os fornecedores de conteúdos e exploradores de conteúdos, mediante o alargamento do conceito de *plataforma*, a fim de adaptar os mecanismos existentes às novas realidades. É preciso estarmos atentos aos futuros desafios da TV conectada, em termos de competitividade do setor, viabilizando maior flexibilização dos constrangimentos

quantitativos à publicidade, devendo as suas vantagens e desvantagens serem apresentadas. Lamento ainda que existam vastas regiões em toda a Europa com infraestruturas de Internet limitadas. Para explorar o potencial da TV conectada, é fundamental que os consumidores tenham acesso à Internet de alta velocidade.

4-337-984

**Lara Comi (PPE)**, *per iscritto*. – Gli sviluppi tecnologici, e le preferenze espresse dal mercato, vanno nella direzione di un utilizzo della televisione diverso rispetto a quello per il quale era stata inizialmente progettata. Concordo completamente con l'obiettivo di riallineare obiettivi e caratteristiche di questo strumento, e di adattare anche il quadro legislativo. Particolare attenzione dovrebbe essere posta, a mio avviso, sulla neutralità tecnologica. Trovo infatti che gli stessi comportamenti debbano essere trattati secondo le stesse norme, indipendentemente dagli strumenti tecnologici utilizzati. Inoltre, sono fiduciosa nei confronti di un uso degli standard tale da garantire la piena interoperabilità dei dispositivi.

4-337-992

**George Sabin Cutaş (S&D)**, *în scris*. – Am votat în favoarea acestei rezoluții deoarece consider că atât conținutul programelor difuzate la TV, cât și conținutul disponibil pe internet sunt supuse unor standarde de reglementare diferite și prezintă un risc de discriminație atunci când vine vorba de disponibilitate și accesibilitate. Consider că un singur regim este mai adecvat pentru ca ambele forme de conținut să fie disponibile și la TV. De asemenea, toate formele media, fie ele lineare sau nelineare, trebuie să respecte reguli cu privire la protecția copiilor și diversitatea culturală, să asigure transparența și calitatea informațiilor și să protejeze pluralismul mass-media.

4-337-996

**Marielle de Sarnez (ALDE)**, *par écrit*. – Selon une étude récente, en 2015 la moitié des télévisions vendues dans le monde seront des télévisions hybrides et en 2017 31% des foyers en seront équipés. C'est pourquoi l'Union européenne doit adapter sa législation aux défis d'un paysage médiatique nouveau. Le nouveau cadre réglementaire doit être équilibré et favorable, d'une part, aux acteurs européens proposant des services audiovisuels, en favorisant la production et l'accès de contenus européens auprès des citoyens européens, et d'autre part, aux consommateurs qui doivent pouvoir bénéficier d'une offre large et diversifiée.

4-337-997

**Edite Estrela (S&D)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente este relatório por defender o alargamento do âmbito de aplicação da diretiva *Serviços de Comunicação Social Audiovisual*, de modo a abranger de forma global os operadores de portais e de plataformas híbridos. É necessário garantir que os aparelhos, as plataformas e os portais são concebidos com base num modelo aberto, para que seja possível garantir um acesso não discriminatório e tecnologicamente neutro a todos os conteúdos.

4-337-999

**Jill Evans (Verts/ALE)**, *in writing*. – A connected TV is a hybrid television which receives both traditional linear content and Internet content. This type of TV is increasingly becoming the norm, and as such, needs to be regulated in order to ensure consumer

protection and privacy, and to safeguard the quality and freedom of information. I voted in favour of this report which will increase consumer protection and face the challenges for the industry as a whole. This is important for my constituents in Wales as consumers of connected TV content.

4-337-001

**Diogo Feio (PPE)**, *por escrito*. – A televisão híbrida é aquela que permite congregar, num único ecrã, o acesso ao serviço *clássico* de televisão e o acesso à Internet, promovendo uma convergência de *media*. Tal coloca importantes questões no âmbito do direito da concorrência, do direito económico e da privacidade e proteção de dados, mas não só, na medida em que são reconhecidas aos *media* funções educativas, informativas, de entretenimento e de vigilância. Assim sendo, a legislação europeia deve estar particularmente atenta a estas novas realidades, devendo adaptar-se aos novos produtos colocados no mercado.

4-337-250

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – O relatório da colega Petra Kammerevert sobre a televisão híbrida está pleno de atualidade, na medida em que a diretiva que se encontra em vigor se revela desatualizada. O avanço tecnológico neste setor é enorme, não só pelo aparecimento da televisão digital, mas também pelo leque de serviços e produtos que o setor televisivo nos oferece. A realidade do audiovisual mudou e nós temos de acompanhar a sua evolução e a modernização. Não podemos tratar os *media* como uma mercadoria que fica depositada num armazém à espera de ser vendida. A televisão híbrida possibilita ao cidadão não só o acesso aos programas televisivos mas também a um conjunto de produtos e serviços graças à Internet. Este facto obriga-nos a adotar um regulamento que mantenha o equilíbrio entre o que nos é oferecido e a nossa liberdade de opção. Votei favoravelmente o relatório presente, que consagra uma revisão da diretiva *Serviços de Comunicação Social e Audiovisual*, porque necessitamos de um regulamento que proteja os consumidores, sobretudo as crianças e os jovens, e reoriente a oferta dos conteúdos no sentido do interesse dos cidadãos. Não podem ser os fornecedores a dizer o que vão passar, pois devemos garantir a qualidade dos conteúdos.

4-337-625

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – A televisão híbrida é um passo tecnológico importante que confere ao utilizador o acesso não só aos programas de televisão clássicos como também à Internet, independentemente da plataforma tecnológica utilizada na difusão. Assim, num mesmo ecrã, são congregados diferentes serviços, como a televisão tradicional, o aluguer de vídeos, Internet e vídeo-texto que, por sua vez, são abrangidos por enquadramentos normativos com graus de regulamentação muito diversos. O relatório vem encorajar a Comissão a rever a Diretiva *Serviços de Comunicação Social Audiovisual* e outros requisitos em vigor que constam da regulamentação em matéria de redes e meios de comunicação social, mediante o alargamento do conceito de *plataforma*, a fim de adaptar os mecanismos existentes às novas realidades. Uma questão importante e sensível abordada é a proteção de menores e a proteção contra a discriminação e conteúdos de incitação ao ódio. Apesar do relatório abordar este tema no âmbito do quadro liberalizado existente dos serviços de comunicação e audiovisuais, são colocadas preocupações de prestação de serviço público e garantia do respeito pela liberdade de expressão, informação e imprensa. O relatório peca, entre outros aspetos, pela ausência da defesa firme de um serviço público de rádio e televisão.

4-338-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D), písomne.** – Správa prichádza v reakcii na pôvodné správy Komisie o uplatňovaní smernice o audiovizuálnych mediálnych službách poukazujúcich na to, že je rozdiel medzi internetovými médiami a médiami spájajúcimi lineárne a nelineárne mediálne služby. Zaoberá sa dôsledkami konvergencie mediálnych služieb, spôsobom, akým sú tieto služby poskytované a spotrebované, a taktiež ich vplyvom na budúce právne nástroje. Keďže TV programy a internetový obsah sú predmetom rôznych regulačných noriem, ukazuje sa ako vhodnejšie, ak obe formy obsahu by boli prístupné prostredníctvom TV prijímačov. V danom kontexte je opodstatnené posúdiť, či a do akej miery je potrebné upraviť predpisy v závislosti na obsahu a samotných poskytovaných mediálnych službách.

4-338-500

**Lorenzo Fontana (EFD), per iscritto.** – La relazione ha ad oggetto le TV connesse, cioè quelle apparecchiature considerate "ibride" perché in grado di far visualizzare all'utente sia le emissioni tradizionali che quelle diffuse via internet. Si propone pertanto di modificare la direttiva sui servizi dei media audiovisivi per applicarla anche a tali programmi ibridi. In effetti, sempre più spesso in futuro, il gestore del canale di emissione controllerà l'accesso alla fonte dell'informazione. Bisogna allora intervenire per garantire il principio del pluralismo e della libertà di informazione. Per questo esprimo voto favorevole alla proposta.

4-339-500

**Elisabetta Gardini (PPE), per iscritto.** – La televisione connessa rappresenta la nuova frontiera delle telecomunicazioni, in grado di integrare i due canali ad oggi più utilizzati: la televisione digitale e internet. La velocità alla quale avvengono i progressi nel settore delle tecnologie audiovisive impone però un continuo aggiornamento del quadro normativo in cui tali progressi avvengono. Il voto di oggi, pertanto, riflette la necessità di garantire ai cittadini una regolamentazione chiara e in linea con gli aggiornamenti che arrivano dal settore. Un aspetto su cui bisogna porre particolare attenzione è quello della tutela dei dati, tema ad oggi molto dibattuto. Rimane una priorità assoluta, per la nuova legislazione, assicurare la massima trasparenza nella raccolta e nel trattamento dei dati, garantendo che ciò avvenga con il consenso degli interessati. Attraverso la proposta votata oggi, l'Unione Europea dimostra non solo di aggiornarsi ma di voler dare risposte adeguate alla sicurezza dei propri cittadini.

4-339-750

**Juozas Imbrasas (EFD), raštu.** – Balsavau už dokumentą, nes žiniasklaidos pliuralizmas, nuomonių, spaudos ir informacijos laisvė iš esmės užtikrina mūsų demokratinių visuomenių veikimą. Žiniasklaida atlieka švietimo, informavimo, pramoginę ir priežiūros funkcijas. Televizija su ryšio galimybėmis yra svarbus technologinis žingsnis žiniasklaidos priemonių suliejimo link, kuris dėl savo pobūdžio kelia klausimų dėl svarbių žiniasklaidos reguliavimo sprendimų. Linijinėms paslaugoms nuspręsta taikyti griežtą reguliavimo sistemą, o nelinejinės paslaugas reguliuoti ne taip griežtai. Mišriuoju imtuvu naudotojas gali ne tik matyti įprastines televizijos programas, bet ir prisijungti prie interneto. Ilgainiui galima tikėtis beveik visiško žiniasklaidos priemonių suliejimo. Siūlomo turinio apimtis labai didelė, todėl jo aptinkamumas ir nediskriminuojama prieiga tampa viena didžiausių televizijos su ryšio galimybėmis problemų. Platformos kūrėjas ir (arba) portalo administratoriai iš anksto atrenka, kuriomis paslaugomis galima naudotis ir, pirmiausia,

ar joms teikiama pirmenybė, kaip ji teikiama, ir tik jis sprendžia, kokia technologija tai bus įgyvendinama. Taigi prieigą prie nuomonės formavimui svarbaus turinio valdo platformos paslaugos teikėjas, portalo administratorius arba prietaiso gamintojas ir tam netaikomas joks žiniasklaidos priemonių reguliavimas. Manoma, kad Audiovizualinės žiniasklaidos paslaugų direktyvą būtina išplėtoti į jos taikymo sritį visapusiškai įtraukiant mišriųjų portalų ir platformų administratorius. Tie, kurie daro didelę įtaką galutinį naudotoją pasiekiančių paslaugų ir nuomonių įvairovei, turi laikytis ir šios paslaugų bei nuomonių įvairovės užtikrinimo taisyklių.

4-339-875

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – J'ai soutenu le rapport d'initiative de ma collègue Petra Kammerevert. Ce rapport portait sur l'émergence de la télévision connectée. Celle-ci bouleverse le paysage audiovisuel et nous force à nous interroger sur la meilleure articulation des réglementations européennes et nationales avec les instruments de régulation existant déjà aux niveaux européen et international. Il était urgent de repenser les enjeux de la chaîne des valeurs de l'audiovisuel à la lumière des évolutions technologiques, des usages et du marché. Il fallait également veiller à l'importance que revêt la responsabilité éditoriale dans la définition du rôle du fournisseur de services de médias. Ce rapport remplit ces objectifs. Il a été adopté par 525 voix pour, 62 contre et 24 abstentions. Je m'en félicite.

4-339-937

**Edvard Kožušník (ECR)**, *písemně*. – Posledních padesát let minulého století patřilo televizi. Prvních deset let nového tisíciletí patřilo internetu a poslední tři roky hýbou mediálním světem mobilní zařízení. Tato situace dokládá zrychlující se dynamiku vývoje mediálního odvětví. Když zde dnes projednáváme zprávu o hybridních televizorech, tak bych rád upozornil, že právě dynamika vývoje v této oblasti je hlavním limitujícím faktorem této zprávy. Osobně bych preferoval, kdyby se Evropský parlament nesnažil moderovat technologický vývoj. Ten je stále v rukou trhu a nabídky a poptávky. Směrnice o audiovizuálních a mediálních službách je platná tři roky a již dnes je v kontextu technologického vývoje zjevné, že technologický vývoj výrazně předstihl legislativu. V souvislosti s projednávanou problematikou bych chtěl varovat před unáhleným přijímáním další legislativy a pokusy více regulovat obsah šířený prostřednictvím internetu pod záminkou šíření dobra a ochrany ohrožených skupin obyvatel. Internet vznikl jako svobodný prostor a protíváha proti klasickým lineárním médiím. Přicházet s jeho regulací jen proto, že je možné k němu přistupovat i prostřednictvím televizí, považuji za velmi nebezpečné. Další otázkou je úloha médií jako veřejné služby. Rozšiřování jejich působnosti mimo klasické lineární služby do oblasti internetu a internetových aplikací může výrazně narušovat hospodářskou soutěž a dostat se do rozporu s pravidly o poskytování veřejné podpory.

4-339-968

**Giovanni La Via (PPE)**, *per iscritto*. – In un contesto tecnologico e mediatico in continua evoluzione, occorre ripensare le logiche di posizionamento di mercato degli operatori commerciali ed editoriali sia nel campo pubblico che nel privato. Se da un lato, infatti, occorre garantire un servizio all'utente, dall'altro bisogna assicurare un livello competitivo adeguato alle imprese che decidono di investire nel settore. In tal senso, con l'implementazione delle nuove tecnologie, dal digitale alle connessioni internet, occorre ripensare la strategia, in prospettiva europea, per la gestione di questa significativa fetta di

mercato. Per le raccomandazioni presenti nella relazione, che spronano provvedimenti su questi temi, ho espresso voto favorevole.

4-339-984

**Agnès Le Brun (PPE)**, *par écrit*. – La télévision connectée est le résultat de la fusion entre la télévision et internet en un seul appareil. Les enjeux de ce dernier sont clairs : disponibilité, accessibilité et possibilité de trouver de multiples contenus grâce à la convergence des technologies et des médias. Cependant, seront réunis sur un même écran des services soumis à des règles différentes qui ont des niveaux de réglementation très contrastés. C'est la raison pour laquelle je me suis prononcée en faveur de ce texte qui propose à la Commission européenne d'évaluer dans quelle mesure il est nécessaire de réviser les législations pertinentes (directive SMA, paquet "télécommunications"). Le texte l'invite également à réformer les mécanismes réglementaires existants en vue d'assurer une concurrence équitable entre les fournisseurs et une gamme de produits étendue pour les consommateurs.

4-339-992

**Constance Le Grip (PPE)**, *par écrit*. – J'ai approuvé le texte du parlement au sujet de la télévision connectée. En effet, dans ce contexte de révolution des nouvelles technologies, le phénomène de la convergence entre l'internet et la télévision, la télévision connectée, pose des problèmes de droit. Ainsi, le droit de l'UE doit s'adapter au monde audiovisuel moderne pour favoriser la création, d'une part, de nouveaux mécanismes pour garantir une concurrence équitable entre les fournisseurs de télévision et de services audiovisuels hybrides. D'autres part, des règles communes doivent s'appliquer pour que la diversité des médias et de l'opinion, le respect de la dignité humaine, la promotion des services pour les personnes handicapées ou encore la réglementation sur la publicité et son contenu, soient protégés, aussi bien lors de la navigation sur les chaînes de télévision que sur les services internet.

4-339-996

**Monica Luisa Macovei (PPE)**, *în scris*. – Am votat pentru acest raport. În prezent nu există legislație europeană integrată care să reglementeze conținutul noilor platforme media ale operatorilor de portaluri pentru echipamente hibrid. Furnizorii de platforme sau operatorii de portaluri controlează și decid ce informații pun la dispoziție prin aceste platforme. Acest comportament poate duce la abuzuri din partea furnizorilor, dar și la limitarea diversității conținutului din platformele media. Atrag atenția că serviciile mass-media audiovizuale trebuie să respecte libertatea de expresie, libertatea presei, dreptul publicului la informare și să asigure diversitatea de opinie și pluralismul ideilor. Susțin atât libertatea internetului, cât și conceptul de Net Neutrality (neutralitatea internetului). Un principiu fundamental al neutralității rezidă în tratarea nediscriminatorie a datelor existente pe internet de către guverne. Un tratament egal trebuie aplicat, printre altele, utilizatorilor, conținutului, site-urilor, platformelor, aplicațiilor, tipurilor de echipament și modurilor de comunicare. Cer Comisiei să dezvolte actuala legislație a audiovizualului pentru a asigura concurența loială, libertatea de exprimare a presei și pe cea de informare a publicului.

4-339-998

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I voted in favour of this report because it tackles the implications of the convergence of media services, the way these services are delivered and consumed, and their future impact on legal instruments.

4-339-999

**Véronique Mathieu Houillon (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport sur la télévision connectée. Si celle-ci constitue une avancée et une réelle opportunité pour le téléspectateur à qui sera offert un choix presque illimité de contenu, elle doit être réglementée et définir le rôle du fournisseur de services de médias.

4-339-001

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – A televisão híbrida é um passo tecnológico importante no sentido da convergência dos *media*, que tem o mérito de pôr em causa importantes decisões regulamentares neste setor. É importante tentar estabelecer um equilíbrio adequado de poder entre os operadores do mercado, especialmente os fabricantes de aparelhos e os fornecedores de conteúdos e, sobretudo, no caso de serviços integrados. É igualmente necessário impedir que alguns fornecedores de conteúdos adquiram uma vantagem desleal relativamente à difusão do seu conteúdo. Julgo ainda haver muita matéria a ser discutida, mas aqui está dado um primeiro passo, importante, na implementação da televisão híbrida.

4-339-250

**Willy Meyer (GUE/NGL)**, *por escrito*. – He votado a favor del presente informe por suponer una propuesta de iniciar el debate a nivel europeo sobre la conexión de los mecanismos tradicionales de comunicación a las nuevas posibilidades que ofrece internet. Impulsar un debate a nivel europeo debe actuar como un incremento de la influencia de los sistemas de información modernos sobre los tradicionales medios de comunicación de masas. Internet ofrece la posibilidad de desarrollar una relación bidireccional con la información que el usuario recibe y por tanto supera la unidireccionalidad de los medios tradicionales. La práctica totalidad de los ciudadanos europeos tiene acceso a los medios televisivos y, por tanto, una propuesta que consolide la posibilidad de abrir este medio a internet puede permitir una mejora en la capacidad de informarse y compartir información en la Unión Europea. Existen los medios tecnológicos para hacerlo y plantear el debate es un primer paso necesario. Por ello he votado a favor de este informe.

4-339-437

**Louis Michel (ALDE)**, *par écrit*. – Je n'ai pas soutenu ce rapport sur la télévision connectée. Il est vrai qu'il est primordial d'adapter la législation actuelle à l'évolution du paysage médiatique d'aujourd'hui. On recense actuellement plus de 40 millions d'appareils de télévision connectée en Europe. D'ici 2016, la majorité des foyers européens pourrait en être équipés. Les frontières traditionnelles entre consommateurs, médias radiodiffusés et Internet sont en train de s'estomper. Toutefois des conditions de concurrence égales pour tous les acteurs, publics et privés doivent être absolument garanties. Ce qui n'est pas le cas dans ce rapport. Les mesures qui y sont prévues faussent la concurrence en proposant notamment que les contenus fournis par des organismes publics de radiodiffusion soient trouvés plus facilement que les contenus offerts par des fournisseurs privés. En outre, le contenu offert par des prestataires privés devrait être soumis à un contrôle de qualité.

4-339-625

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – Only interoperability of platforms can ensure diversity of opinion and of the services on offer, as well as freedom of information. At the same time all media forms, whether linear or non linear, must respect the rules protecting children and human dignity, promoting cultural diversity, ensuring transparency, media quality, equality of opportunities, fair competition, and safeguarding media pluralism. In favour.

4-339-812

**Elisabeth Morin-Chartier (PPE)**, *par écrit*. – La télévision connectée est la possibilité de suivre sur un appareil des programmes linéaires classiques ainsi que des contenus provenant d'internet. Le rapport présenté par Mme Kammerevert demande à la Commission européenne d'examiner les mesures à prendre pour éviter des situations de concurrence déloyale sur ces appareils. Les citoyens de l'Union européenne ont en effet besoin de pouvoir disposer sur leurs appareils audiovisuels de contenus qui soient règlementés pour que leurs choix de visionnage puissent se faire en toute transparence. Je vote donc en faveur de ce rapport sur la télévision connectée.

4-339-906

**Tiziano Motti (PPE)**, *per iscritto*. – Ho sostenuto la proposta di risoluzione riguardante la televisione connessa: un'apparecchiatura di questo genere, che consente l'accesso ad una pluralità di servizi sia web che televisivi, richiede un'attenta e moderna regolamentazione soprattutto per l'attuale assoggettamento a normative diverse dei servizi offerti.

4-339-953

**Katarína Neveďalová (S&D)**, *písomne* – S modernou dobou súvisí aj využívanie moderných médií. Hybridná televízia je možno pre mnohých ešte stále neznámym pojmom, ale slovo internet a klasický televízny program určite nie. Ak spojíme tieto dva pojmy, získame hybridný prijímač, ktorý poskytne užívateľovi prístup k obom službám súčasne. Myslím si, že pre užívateľa je potrebné sa vyjadrovať v zrozumiteľných termínoch a jasne stanoviť pravidlá, ako aj prehľad konkrétnej ponuky, ktorá vychádza z používania hybridného média. Z môjho pohľadu je potrebné poznamenať, že ide o významný technologický krok, ktorý smeruje ku konvergencii súčasných médií. Médiá vystupujú ako štvrtá zložka moci. Ich úlohou je informovať, zabávať občanov a dohliadať na výkon moci ostatnými zložkami v štáte. Ak si teda uvedomíme ich osobitné postavenie v spoločnosti, musíme pochopiť, že ich regulácia musí podliehať samostatným predpisom pre oblasť médií. Je nevyhnutné, aby využívanie médií v súčasnosti, ako aj v budúcnosti bolo založené na anonymite používateľov, ochrane detí a ľudskej dôstojnosti a zabezpečení transparentnosti, pričom osobné údaje by mali byť spracúvané len za účelom vyúčtovania ponuky. Správu pani Kammerevert preto plne podporujem a verím, že prispeje k podpore kultúrnej rozmanitosti a zaisteniu plurality médií na trhu.

4-339-976

**Antigoni Papadopoulou (S&D)**, *in writing*. – I strongly believe that media diversity and freedom of opinion contribute substantially to the functioning of our democratic societies. The media should have an educational, informative and entertaining role. However, control mechanisms and sometimes limitations are necessary. Only interoperability of platforms can ensure diversity of opinion and the freedom of information. All media forms must



respect the rules protecting children and human dignity, promoting cultural diversity, ensuring transparency, media quality, equality of opportunities, fair competition, and safeguarding media pluralism. The Audiovisual Media Services Directive and other network and media regulations need to be revised in regard to content and service providers. In this process, we need to preserve the basic principles of unified EU-wide protection for children, young people and minorities and tailor this to all modes of dissemination; of consumer anonymity, editorial responsibility and exclusion of these services from liberalisation measures that are part of international agreements; of the cultural value of media services and their importance for society and democracy. I voted in favour of this report.

4-340-000

**Γεώργιος Παπανικολάου (PPE)**, *γραπτώς*. – Η συζήτηση για την υβριδική τηλεόραση δεν είναι απλώς τεχνική. Αφορά την πολυφωνία και την ελεύθερη έκφραση, επομένως εμπίπτει στις αρμοδιότητες της Ε.Ε. και στο δίκαιο ανταγωνισμού, αφού η ενημέρωση αποτελεί ένα πολύ ευαίσθητο ζήτημα στην ελεύθερη αγορά. Η υβριδική τηλεόραση αποτελεί σημαντικό τεχνολογικό βήμα στον τομέα των οπτικοακουστικών μέσων, καθώς λαμβάνει και προβάλλει στην οθόνη τόσο το κλασικό γραμμικό πρόγραμμα όσο και υλικό προερχόμενο από το διαδίκτυο. Η μετάβαση από το συμβατικό τηλεοπτικό στο διαδικτυακό πρόγραμμα απαιτεί ασφαλώς τεχνικές ρυθμίσεις. Ωστόσο, το αυξημένο κόστος μετάβασης δεν πρέπει να λειτουργήσει εις βάρος της πολυφωνίας. Στόχος της έκθεσης, την οποία και υπερψήφισα, είναι η κατάλληλη ισορροπία μεταξύ των συμμετεχόντων στην αγορά, ιδίως των κατασκευαστών εξοπλισμού και των παρόχων περιεχομένου, προκειμένου να αποφευχθεί η εξασφάλιση αθέμιτου ανταγωνιστικού πλεονεκτήματος για μεμονωμένους παρόχους περιεχομένου όσον αφορά τη διάδοση του περιεχομένου τους. Πρέπει επίσης να διασφαλισθεί ότι εξοπλισμός, οι πλατφόρμες και οι δικτυακές πύλες θα δημιουργηθούν με βάση ένα ανοιχτό και διαλειτουργικό πρότυπο, που δεν θα βασιίζεται στην κυριότητα, σημείο σημαντικό και για τη χώρα μας.

4-340-500

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução do Parlamento Europeu sobre a televisão híbrida (sistemas híbridos que combinam televisão com Internet e permitem aos utilizadores navegarem indistintamente entre os canais televisivos e os serviços de Internet, incluindo as páginas ilegais de conteúdos audiovisuais) em que se exorta ao respeito pelas disposições atualmente em vigor em matéria de proteção de menores, proibição de publicidade de determinados produtos por razões de saúde, proibição à incitação ao ódio racial, distinção entre conteúdos noticiosos e publicitários, transparência nos domínios da propriedade intelectual e da privacidade, entre outras, disposições essas que integram o acervo comunitário e não podem ser contornadas a pretexto da evolução tecnológica. Solicita-se, em particular, que se informe aos fornecedores de serviços e de equipamentos de televisão híbrida de países não pertencentes à UE que a legislação aplicável é a do país de origem do serviço prestado e não a do país onde o fornecedor tem a sua sede social.

4-340-750

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – A definição de televisão híbrida implica a possibilidade do mesmo aparelho de televisão captar e exibir no ecrã quer programas do serviço linear clássico, quer conteúdos audiovisuais através da ligação à Internet. Esta natureza ambivalente origina uma problemática jurídica no que diz respeito à regulamentação, com graus muito diversos, dos serviços lineares e não lineares. Até à data, a harmonização dos *media* em matéria legislativa foi implementada com sucesso pela Diretiva *Serviços de Comunicação*

*Social Audiovisual*. Todavia, esta Diretiva aproxima-se cada vez mais dos seus limites, sobretudo com o desenvolvimento da televisão híbrida, que importa uma problemática só sanável através de legislação específica. A União Europeia deve, por isso, assegurar uma concorrência livre e justa entre serviços e conteúdos, munindo-se dos instrumentos legislativos necessários para garantir condições de concorrência uniforme, a pluralidade de conteúdos, a diversidade de opiniões e a liberdade de informação. Votei favoravelmente.

4-341-000

**Frédérique Ries (ALDE)**, *par écrit*. – Contrairement à mon groupe, j'ai bien évidemment soutenu la résolution votée à une très large majorité ce midi au Parlement européen sur la télévision hybride. La possibilité de surfer sur internet via le grand écran est déjà une réalité et a intégré nombre de foyers européens. Le Parlement européen a voulu examiner cette évolution.

Notre Parlement n'émet bien entendu ici qu'un avis, mais il était essentiel de rappeler le vote émis il y a moins d'un mois sur l'exception culturelle, à savoir que les services audiovisuels n'entrent pas dans le cadre de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis dont les négociations débiteront ce 8 juillet. Garantir des conditions de concurrence égales pour tous les opérateurs, publics et privés, est essentiel, mais tout autant que la disponibilité et l'accès de tous aux contenus des médias, raison pour laquelle j'ai soutenu cette résolution très équilibrée.

4-341-500

**Robert Rochefort (ALDE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport sur la TV connectée, qui s'interroge sur la nécessité d'adapter le cadre réglementaire à l'évolution du paysage audiovisuel, de plus en plus caractérisé par une convergence des médias et par un développement des terminaux connectés. L'essentiel reste la création et l'accès aux contenus de qualité au sein d'une offre audiovisuelle large et diversifiée. Il faudra donc vérifier dans quelle mesure il est nécessaire de réviser la directive « Services de médias audiovisuels ». Plusieurs dispositions actuelles en matière de promotion des œuvres européennes et de protection de l'intérêt général, des données personnelles ou encore des mineurs d'âge sont essentielles. Quant à la publicité, nous devons garder le cap sur les règles quantitatives : évitons de transformer l'offre de demain en une succession de communications commerciales où parrainage, pub et placement de produits se mêleraient en permanence au contenu éditorial. Ensuite, assurons-nous que les services de médias audiovisuels de service public puissent être trouvés aisément sur les plateformes. Enfin, signalons le soutien ferme de notre Assemblée à une exclusion des services audiovisuels lors des négociations sur des accords commerciaux internationaux.

4-342-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. At first sight, it seems as if connected television raises only technical issues. What is basically at issue, however, are the availability, accessibility and findability of media content and whether, and if so by what regulatory means, media services can be treated differently in a convergent world. The media are of a dual character: they are goods, but they are also, and above all, cultural assets, and as such they are of particular social importance. The diversity of the media and freedom of opinion, the press and information contribute substantially to the functioning of our democratic societies. The media have educational, informative, entertainment and watchdog functions. This is the basic reason why in the EU and the Member States media

policy is governed not only by competition law and/or commercial law but by separate regulations which take into account their special character as outlined here and their particular importance to society. The convergence of technologies, which has reached a new peak with connected TV, will not change this in any way.

4-342-500

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione sulla televisione connessa, dal momento che tale strumento altamente tecnologico è sempre più diffuso sul mercato e assume un ruolo rilevante nel settore della comunicazione. I mezzi di comunicazione vanno considerati come dei beni culturali, in quanto svolgono una funzione sociale volta a garantire la libertà di opinione, di stampa e di informazione: per questo, una legislazione che assicuri una corretta utilizzazione degli stessi è requisito essenziale nel contesto di una società democratica. Se l'apparecchio della televisione connessa è basato su un sistema che attribuisce ai gestori di piattaforme e ai produttori una posizione di controllo riguardo ai contenuti da trasmettere, si corre il rischio che il pluralismo di opinione e la varietà nell'offerta dei servizi subiscano pregiudizio. Rielaborare la direttiva sui servizi di media audiovisivi si pone, dunque, come una esigenza cui rispondere prontamente. E' bene inoltre sottolineare che un corpo normativo a riguardo deve senz'altro adempiere il criterio di trasparenza di modo che la tutela dei dati personali degli utenti sia garantita, mediante l'uso anonimo delle apparecchiature.

4-343-000

**Marc Tarabella (S&D)**, *par écrit*. – Il semble à première vue que les questions qui concernent la télévision connectée soient d'ordre purement technique. Or, l'enjeu est bien celui de la disponibilité, de l'accessibilité et de la possibilité de trouver des contenus de médias, ainsi que la question de savoir si et, dans l'affirmative, avec quels instruments les offres de médias peuvent faire l'objet d'un traitement différencié dans un monde convergent.

Les médias revêtent une double nature: ce sont des produits, mais ce sont surtout un bien culturel et, comme tels, ils revêtent une importance politique particulière dans la société. Le pluralisme des médias et la liberté d'opinion, de presse et d'information contribuent de manière essentielle au fonctionnement de nos sociétés démocratiques. Les médias ont une fonction de diffusion du savoir, d'information, de divertissement et de surveillance. C'est la raison principale pour laquelle, dans l'Union et les États membres, la politique des médias n'est pas soumise seulement au droit de la concurrence et/ou aux règles de l'économie, mais qu'il existe des réglementations spécifiques qui tiennent justement compte de ce caractère particulier et de l'importance spécifique des médias dans la société. La convergence des technologies, qui a atteint son point le plus élevé jusqu'à présent avec la télévision connectée, n'y changera rien.

4-343-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – A televisão híbrida é um passo tecnológico importante no sentido da convergência dos *media* que tem o mérito de pôr em causa importantes decisões regulamentares neste setor. A Diretiva *Serviços de Comunicação Social Audiovisual* deve ser ainda mais desenvolvida de forma a abranger de forma global os operadores de portais e de plataformas híbridos. Aqueles que determinam, em larga medida, a diversidade de conteúdos e de opiniões que chegam ao utilizador final devem ser igualmente sujeitos a esta regulamentação, a fim de salvaguardar essa diversidade de conteúdos e de opiniões. O Parlamento exorta, por isso, a Comissão a analisar a necessidade de rever a Diretiva

*Serviços de Comunicação Social Audiovisual* e outros requisitos em vigor que constam da regulamentação em matéria de redes e meios de comunicação social como, por exemplo, o pacote de telecomunicações no que respeita às disposições relativas à localização e ao acesso não discriminatório às plataformas. Votei, assim, a favor do documento.

4-343-625

**Isabelle Thomas (S&D)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport de Petra Kammerevert qui règlemente le développement de la télévision connectée. La télévision n'est plus un simple récepteur mais elle interagit avec Internet au moyen d'une box ou d'un téléviseur adapté. Ce rapport vise notamment à protéger la vie privée (données à caractère personnel, utilisation anonyme des services, consentement libre et éclairé de l'utilisateur). Il prend en compte l'arrivée de nouveaux contenus (diffusion à la demande, vidéo à la demande ou en ligne, etc.) et dépasse la seule obligation de diffusion en y ajoutant celle de leur référencement. Enfin, l'irruption de la publicité en ligne dans les écrans de télévision doit être régulée pour garantir qu'une émission ne soit pas altérée par les promotions commerciales. J'ai néanmoins deux regrets. Le premier est que ni le référencement des contenus européens ni ceux d'intérêt général ne soient favorisés. Le second est qu'il soit envisagé de libéraliser davantage la publicité alors que la règle européenne actuelle de 12 min par tranche horaire est déjà très laxiste. Ce rapport est un premier pas vers une réglementation afin de faire face aux nouveaux défis de la télévision de demain.

4-343-750

**Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL)**, *par écrit*. – J'ai voté pour le rapport sur la télévision connectée qui vise à clarifier le cadre réglementaire devant permettre aux acteurs du secteur audiovisuel de mieux développer leurs activités, tout en tenant compte des spécificités culturelles et linguistiques propres à chaque État membre. Le rapport met en avant l'importance de l'accessibilité de tous les services médias, le pluralisme des médias et la diversité culturelle, et demande une révision des règles de publicité pour la protection des consommateurs et notamment des mineurs. Je me félicite du fait que ce rapport affirme l'attachement du à la protection des données personnelles et au respect de la vie privée de tout citoyen, ce qui paraît tout particulièrement nécessaire en ce moment. Reste à savoir ce qu'en font les États membres.

4-344-000

**Jacek Włosowicz (EFD)**, *na piśmie*. – Już teraz wiadomo, że telewizja hybrydowa może dać więcej funkcjonalności, niż otrzymujemy z tradycyjnej TV, i wraz z rozwojem specyfikacji będziemy doświadczać zupełnie nowej telewizji. Należy pamiętać o właściwym zabezpieczeniu tej formy dopływu i przekazu informacji. Teletekst oferował dostępność dodatkowych informacji, HbbTV też je oferuje, ale w nowoczesnej, interaktywnej wersji. Dlatego jestem za.

4-344-500

**Inês Cristina Zuber (GUE/NGL)**, *por escrito*. – A televisão híbrida é um passo tecnológico importante que confere ao utilizador o acesso não só aos programas de televisão clássicos como também à Internet. O relatório vem encorajar a Comissão a rever a Diretiva *Serviços de Comunicação Social Audiovisual* e outros requisitos em vigor que constam da regulamentação em matéria de redes e meios de comunicação social, mediante o alargamento do conceito de *plataforma*, a fim de adaptar os mecanismos existentes às novas

realidades. São disso exemplo as publicidades que na televisão tradicional têm tempo limite, o que não acontece na Internet. Uma questão importante e sensível abordada é a da proteção de menores e a proteção contra a discriminação e conteúdos de incitamento ao ódio. Apesar do relatório abordar este tema no âmbito do quadro liberalizado existente dos serviços de comunicação e audiovisuais, são colocadas preocupações de prestação de serviço público e garantia do respeito pela liberdade de expressão, informação e imprensa. O relatório peca por não referir a importância da defesa de um serviço público de rádio e televisão e por transferir lentamente essa responsabilidade, que é dos Estados, para alguns operadores privados.

#### **14.11. Berichtungshaushaltsplan Nr. 1/2013 - Ausgaben im Zusammenhang mit dem Beitritt Kroatiens zur Europäischen Union (A7-0246/2013 - Giovanni La Via)**

4-346-000

##### **Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-346-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, começando por salientar a natureza meramente técnica deste orçamento rectificativo, que resulta, tão simplesmente, do acordo unânime sobre o Tratado relativo à adesão da República da Croácia à União Europeia, como 28.º Estado-Membro da União. Sublinho que, por esta razão, este orçamento rectificativo tem sido mantido à margem do debate político interinstitucional em curso sobre as modalidades de resolução dos pagamentos por liquidar de 2012, bem como das negociações sobre o projeto de orçamento rectificativo n.º 2/2013. Recordo, no entanto, que, de acordo com o ponto 29 do AII, os recursos destinados a financiar este orçamento rectificativo devem ser cobertos através de um ajustamento do quadro financeiro, nomeadamente de uma revisão dos limites máximos para 2013 em autorizações e pagamentos. Lamento ainda a dificuldade com que o Conselho logrou um acordo relativamente a este orçamento rectificativo, mesmo após a expiração do prazo de oito semanas, o que acarretou um atraso na disponibilização do financiamento para a Croácia a partir de 1 de julho de 2013. Saliento que esta situação não deve tornar-se um precedente para futuros alargamentos.

4-347-000

**Elena Băsescu (PPE)**, *în scris*. – Am votat în favoarea acestui raport deoarece sunt și eu convinsă de faptul că rectificarea bugetului în vederea aderării Croației reprezintă o măsură pe care Uniunea trebuie să o adopte. Ajustarea cadrului financiar, prin includerea creditelor de angajament și de plată, a fost propusă de către Comisie, iar această alocare a fost realizată în conformitate cu repartitia propusă de Tratatul de aderare și în baza concluziilor Conferinței privind aderarea din 30 iunie 2011. Constat, cu regret, întârzierile la care asistăm din partea Consiliului în ceea ce privește aprobarea finală a PBR, care trebuia finalizat înainte de data de 1 iulie 2013, și salut faptul că, chiar dacă cu un ritm destul de lent, în final toate statele membre au ratificat Tratatul de aderare.

4-347-500

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit*. – J'ai approuvé les montants destinés à la Croatie pour l'aider à mettre en œuvre ses politiques européennes. Nous avons accordé 655 millions d'euros d'engagement et 374 millions en crédit de paiements, montants qui ne couvrent

pas les dépenses administratives, incluses dans le CFP. L'acquis communautaire représente un important lot de réformes à mettre en place pour un nouvel Etat membre, il est donc important de leur octroyer des fonds spéciaux pour les aider mettre en œuvre les politiques communautaires.

4-347-750

**John Bufton (EFD)**, *in writing*. – Against. My party was against Croatia's accession as, in this time of deep austerity, taxpayers simply cannot afford to pay even higher bills to fund the federalist dream. The accession of Romania and Bulgaria clearly shows that the ex-communist countries have such poor economic conditions that they need more time to recover themselves, without having tough EU rules imposed on them.

4-347-875

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – A dotação financeira prevista para a Croácia vai agora passar e tornar-se parte do orçamento da UE. Esses recursos são muito importantes para o país estimular o crescimento, o desenvolvimento, o emprego e a competitividade.

4-347-937

**Lara Comi (PPE)**, *per iscritto*. – Il collega on. La Via ha fatto un ottimo lavoro: per quanto il dossier fosse prettamente tecnico, ha fatto bene a rivendicare, nella sua relazione, il ruolo del Parlamento rispetto al Consiglio, e ad alzare la voce in merito alla mancanza di rispetto mostrata. Ho votato a favore di questo progetto rettificativo di bilancio per dare, nel migliore dei modi, il benvenuto alla Croazia nell'Unione Europea.

4-347-968

**Jill Evans (Verts/ALE)**, *in writing*. – I voted in favour of the La Via report which concerns the financing of Croatia's accession to the EU. Croatia's membership of the EU comes at a time when the EU's overall budget has been cut, and so it is vital that we manage the budget closely and wisely. I opposed the cuts to the budget as it results in cuts to Wales' funding.

4-347-984

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – No dia 1 de julho de 2013, a Croácia assumiu, de pleno direito, o seu lugar como 28.º Estado-Membro da União Europeia. Quero iniciar esta minha declaração por uma palavra de saudação a este país e para me congratular com os esforços do povo croata que conseguiu ultrapassar o desafio da adesão. Como já aqui referido aquando da aprovação da proposta de orçamento para 2013, adotado definitivamente no dia 12 de dezembro de 2012, e que já inclui uma dotação para fazer face às despesas administrativas decorrentes desta adesão, torna-se necessário proceder a um ajustamento do quadro financeiro, nomeadamente através de uma revisão aos limites máximos para 2013 no que respeita às autorizações e aos pagamentos. Votei favoravelmente o relatório elaborado pelo colega Giovanni La Via referente à posição do Conselho sobre o projeto de orçamento retificativo n.º 1/2013 da União Europeia para o exercício de 2013, Secção III – Comissão, porque se trata de um orçamento retificativo de natureza meramente técnica e que decorre do Tratado relativo à adesão da República da Croácia à UE.

4-347-992

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – O presente projeto de orçamento retificativo n.º 1/2013 destina-se a incorporar no orçamento para 2013 as dotações de autorização e de pagamento necessárias para cobrir as despesas relacionadas com a adesão da Croácia à União Europeia. O relatório toma nota do projeto de orçamento retificativo elaborado, tendo em conta a alteração do Acordo Interinstitucional e do quadro financeiro plurianual (QFP), nomeadamente no que respeita aos limites máximos para 2013 em autorizações e pagamentos, relacionados com a adesão da Croácia. A Comissão propôs a alteração do QFP para o ano de 2013, com o aumento do valor das dotações de autorização em 666 milhões de euros e das dotações de pagamento em 374 milhões de euros a preços correntes. O relatório lamenta contudo que o Conselho tenha decidido negligenciar o montante das autorizações, descurando a importância política e social de que se reveste o aumento do QFP, nomeadamente das rubricas relativas à coesão, que devem ser ajustadas às necessidades reais. É o tão propalado princípio da coesão económica e social que é assim posto em causa, tendo em conta que se registam há décadas e continuamente divergências entre Estados-Membros e regiões, e que os montantes continuam a ser insuficientes para fazerem face à grave crise económica e social em que a Europa se encontra.

4-348-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – V Zmluve o pristúpení Chorvátskej republiky k Európskej únii sa ustanovujú prechodné opatrenia v rozpočtovej oblasti. Pristúpenie Chorvátska si vyžaduje úpravu stropu pre platobné rozpočtové prostriedky na rok 2013, ktorý sa má zvýšiť o sumu 374 mil. EUR. Finančný rámec pre Európsku úniu schválený v medziinštitucionálnej dohode o rozpočtovej disciplíne a riadnom finančnom hospodárení je zároveň žiaduce na obdobie od 1. júla do 31. decembra 2013 upraviť tak, aby bolo pristúpenie Chorvátska v ňom zohľadnené.

4-348-500

**Lorenzo Fontana (EFD)**, *per iscritto*. – Gli aumenti proposti dal bilancio rettificativo 1 sono il riflesso del pacchetto approvato nel giugno del 2011, ma non comprendono la rubrica 5 che esprime l'approccio restrittivo della Commissione in merito alle spese amministrative. Il relatore chiede di stanziare ulteriori risorse e si dimostra contrario ad una semplice riassegnazione di quelle già disponibili. Dato che questo è dovuto all'ingresso della Croazia nell'Unione Europea, esprimo voto negativo.

4-349-000

**Elisabetta Gardini (PPE)**, *per iscritto*. – Oggi il Parlamento Europeo, approvando il finanziamento aggiuntivo relativo all'ingresso nella Croazia, ha mostrato realismo. Si parla di 655.1 milioni di euro per gli impegni di spesa e 374 milioni di euro per i pagamenti. Numeri che sembrano a prima vista impressionanti, ma che si rendono necessari per coprire i costi derivanti dall'ingresso della Croazia nell'U.E. Non è stato semplice arrivare ad un accordo sulla questione, ma grazie alla perseveranza del Parlamento si potrà consentire alla Croazia di partecipare a pieno titolo alle politiche europee.

4-350-000

**Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D)**, *in writing*. – Draft Amending Budget (DAB) No 1 for the year 2013 concerns incorporating into the 2013 budget the commitment and payment appropriations necessary to cover the expenditure related to

Croatia's accession to the EU on 1 July 2013. To accommodate these changes into the current multiannual financial framework the Commission has presented a proposal for the revision of the MFF 2007-2013, as foreseen under point 29 of the Interinstitutional Agreement on budgetary discipline and sound financial management. Based on the Commission's proposal, DAB 1/2013 recommends an increase of EUR 655.1 million in commitment appropriations, and additional payment appropriations on the sum of EUR 374 million. These figures reflect the financial package agreed at the Accession Conference of 30 June 2011. While several setbacks concerning the Council's readiness to endorse DAB 1/2013 have postponed the vote on this file in plenary, the result of the vote today sends a positive and welcoming message to the Croatian people, who became earlier this week, EU's 28th Member State.

4-350-500

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – J'ai soutenu le rapport de mon collègue Giovanni La Via. Ce rapport portait sur présentation du projet de budget rectificatif n° 1 au budget général 2013 destiné à prévoir les implications budgétaires de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne à compter du 1er juillet 2013. Ce rapport a été adopté à une très large majorité: 559 voix pour, 25 contre et 16 abstentions. Je m'en félicite.

4-350-750

**Giovanni La Via (PPE)**, *per iscritto*. – Con l'approvazione del bilancio rettificativo, DAB n. 1 del 2013, di cui sono relatore, abbiamo assicurato l'inserimento all'interno del bilancio 2013, delle somme necessarie in termini di impegni e pagamenti, a coprire le spese correlate all'adesione della Croazia quale 28esimo Stato membro dell'Unione europea, a partire dal primo luglio 2013. Grazie alla battaglia condotta dal Parlamento europeo contro il Consiglio, che si era rifiutato in prima battuta di mettere a disposizione del bilancio 2013 risorse fresche e aggiuntive, la Croazia avrà garantita un'adeguata copertura finanziaria per l'avvio e la corretta implementazione di tutte le politiche comunitarie.

4-350-875

**Constance Le Grip (PPE)**, *par écrit*. – Jeudi, j'ai voté pour le projet de budget rectificatif pour les dépenses relatives à l'adhésion à l'Union européenne de la Croatie. Nous avons accordé des fonds supplémentaires, dont 655,1 millions d'euros de crédits d'engagement et 374 millions d'euros de crédits de paiement, pour aider la Croatie à supporter le coût de l'adhésion à l'espace communautaire et assurer la pleine application des politiques européennes. Le succès de l'intégration d'un nouvel Etat membre dépend notamment des conditions de la transition. Au vu des recommandations du groupe de travail du Parlement, cette aide supplémentaire est nécessaire pour donner toutes ses chances à la Croatie de prospérer au sein de l'Union.

4-350-937

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I voted in favour of this report as it is necessary for the budget to be amended to take into account the accession of Croatia.

4-350-968

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – Este projeto de orçamento retificativo n.º 1/2013 destina-se a incorporar no orçamento para 2013 as dotações de autorização e de pagamento necessárias para cobrir as despesas relacionadas com a adesão da Croácia à União a partir



de 1 de julho de 2013. Este orçamento rectificativo trata-se de uma situação meramente técnica, que resulta, tão simplesmente, do acordo unânime sobre o Tratado relativo à adesão da República da Croácia à União Europeia, como 28.º Estado-Membro da União, não trazendo qualquer custo adicional e que não estivesse já programado.

4-350-984

**Willy Meyer (GUE/NGL)**, *por escrito*. – He votado a favor de este informe debido a que supone una acertada valoración de la posición del Consejo sobre el presupuesto rectificativo que atañe a los gastos de la adhesión de Croacia. Este informe deplora la actitud del Consejo que ha tenido dificultades para alcanzar el acuerdo que ha permitido desbloquear los fondos que deben ser destinados a Croacia. El presupuesto rectificativo es de naturaleza complemente técnica y su discusión ha pretendido introducir posicionamientos políticos sobre unos fondos que ya habían sido previamente acordados con Croacia y que la UE estaba obligada a pagar. Este retraso indica la fragilidad de la Unión Europea en la discusión de cualquier materia presupuestaria y resta seriedad a los compromisos financieros que se alcanzan con los nuevos Estados miembros o los nuevos candidatos. El informe deplora esta actitud de la UE y por ello he votado a favor.

4-350-992

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – Parliament welcomes the fact that the Council could eventually agree on a revision without any offsetting of the 2013 ceilings for payments by the required EUR 374 million. It considers that, given the limited amount concerned and the current shortage of payment appropriations in the 2013 budget, this is the proper way to fulfil the obligation that the Member States took out when signing the Accession Treaty. In favour.

4-350-996

**Tiziano Motti (PPE)**, *per iscritto*. – Ho sostenuto la proposta di risoluzione del Parlamento europeo concernente il progetto di bilancio rettificativo dell'Unione Europea al fine di accordare un aumento del bilancio per le spese connesse all'ingresso della Croazia nell'Unione Europea, nazione che porterà un ulteriore valore aggiunto di diversità e ricchezza culturale.

4-350-998

**Alfredo Pallone (PPE)**, *per iscritto*. – L'entrata della Croazia nell'UE comporta anche una revisione dei bilanci in quanto bisogna ridistribuire le spese in relazione all'ingresso di un nuovo Paese. Per questo c'è stato bisogno di un progetto di bilancio rettificativo che andrà ad influenzare anche il quadro finanziario pluriennale 2014 - 2020. Ovviamente, con l'inclusione della Croazia il bilancio generale sarà più alto, c'era bisogno però di ridistribuire i valori in proporzione al contributo e alle esigenze del nuovo Stato membro. Per questo ho dato il mio parere favorevole al testo del collega on. La Via che ringrazio, inoltre, per la mediazione col Consiglio.

4-350-999

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução do Parlamento Europeu referente à posição do Conselho sobre o projeto de orçamento rectificativo da União Europeia para o exercício de 2013, Secção III – Despesas relativas à adesão da Croácia à União Europeia, em que se decide, dada a importância política e a

urgência de assegurar o financiamento necessário à Croácia, aprovar, sem alterações, a posição do Conselho referente a este assunto.

4-350-001

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – A adesão da Croácia à União Europeia exigiu a revisão das disposições orçamentais, com o objetivo de incorporar as dotações de autorização e de pagamento necessárias para cobrir as despesas relacionadas com a entrada deste novo Estado-Membro. Atendendo a tais despesas, a Comissão apresentou o projeto de orçamento retificativo n.º 1/2013, que contempla um aumento de 655,1 milhões de euros em autorizações e de 374 milhões de euros em pagamentos. Pese embora tenha lamentado a dificuldade com que o Conselho logrou um acordo relativamente a este orçamento retificativo, o que acarretou um atraso na disponibilização do financiamento para a Croácia a partir de 1 de julho de 2013, bem como o facto de, no que respeita à revisão das autorizações, o Conselho ter decidido negligenciar a importância política de adotar a proposta da Comissão na sua versão original, optando antes pela compensação das dotações requeridas, o Parlamento decidiu, porém, dada a importância política e a urgência jurídica de assegurar o financiamento necessário à Croácia, aprovar, sem alterações, a posição do Conselho referente ao projeto de orçamento retificativo n.º 1/2013. Votei favoravelmente.

4-351-000

**Crescenzo Rivellini (PPE)**, *per iscritto*. – Oggi in Parlamento è stata approvata una risoluzione concernente i finanziamenti da accordare alla Croazia in seguito al suo ingresso in Europa.

Si fa riferimento a 655 100 000 euro relativi agli impegni presi ed a 374 milioni di euro per il pagamento, somme entrambe concordate preventivamente già durante la Conferenza di adesione del 30 giugno 2011. Si tratta sicuramente di un grosso passo in avanti e mi rammarico per il ritardo con cui è avvenuto: oggi la Croazia potrà finalmente far fronte alle spese connesse all'attuazione delle politiche comunitarie. Mi ritengo in definitiva soddisfatto della votazione odierna.

4-352-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. Our group does not want to accept another watered-down budget compromise and allow another victory for the budget hawks in the Council, especially in times where the EU budget is already running dry. A tough line on the EP side would result in those Member States making a communication issue of this dossier – ‘we are taking money from the inefficient EU administration to finance the Croatian accession at a time of crisis’ – to face for once the consequences of their positions. Indeed, their relations with Croatia, which takes part in the negotiations as an observer, would rapidly deteriorate and we would avoid for once another victory by the budget hawks in Council.

4-353-000

**Γεώργιος Σταυρακάκης (S&D)**, *γραφτώς*. – Υπερψήφισα την έκθεση για το σχέδιο διορθωτικού προϋπολογισμού αριθ. 1 του 2013, ενός διορθωτικού προϋπολογισμού καθαρά τεχνικής φύσεως, που αφορά τις δαπάνες που σχετίζονται με την προσχώρηση στην Ευρωπαϊκή Ένωση της Δημοκρατίας της Κροατίας. Η Κροατία έχει ήδη ενταχθεί στους κόλπους της Ευρωπαϊκής Ένωσης από τη 1η Ιουλίου και αποτελεί το 28ο κράτος μέλος της Ένωσης μας. Οφείλουμε λοιπόν να μεριμνήσουμε ώστε τα χρήματα που σχετίζονται με την προσχώρησή της

να δοθούν στη Κροατία, έτσι ώστε να μπορέσει να αναλάβει τις υποχρεώσεις που τις αναλογούν αλλά και να απολαύσει τα δικαιώματα που απορρέουν από τη συμμετοχή της στην Ένωση άμεσα. Γι' αυτό τον λόγο, θα ήθελα να εκφράσω τη λύπη μου για το γεγονός ότι κατάφερε να υπάρξει συμφωνία για το σχέδιο διορθωτικού προϋπολογισμού αριθ. 1 του 2013 στο Συμβούλιο κυριολεκτικά την ύστατη στιγμή, καθώς αρκετά κράτη μέλη δεν ήταν διατιθέμενα να τηρήσουν τις νομικές τους υποχρεώσεις και να παράσχουν φρέσκο χρήμα, όπως απαιτείται από τη Συνθήκη για την προσχώρηση οποιουδήποτε νέου μέλους.

4-354-000

**Marc Tarabella (S&D)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur du projet de budget rectificatif n° 1/2013 quant aux dépenses relatives à l'adhésion à l'Union européenne de la Croatie. J'en profite pour souhaiter la bienvenue à nos nouveaux collègues croates.

4-354-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – O projeto de orçamento retificativo n.º 1/2013 destina-se a incorporar, no orçamento para 2013, as dotações de autorização e de pagamento necessárias para cobrir as despesas relacionadas com a adesão da Croácia à União a partir de 1 de julho de 2013, não sendo assim necessário proceder a um ajuste orçamental no próximo período de programação (2014-2020). Concordo com o aumento proposto de 655,1 milhões de euros em autorizações e de 374 milhões de euros em pagamentos, que constitui o reflexo do pacote financeiro acordado na Conferência de Adesão de 30 de junho de 2011. Gostaria de manifestar o desagrado pelo facto de o Conselho apenas ter alcançado um acordo relativamente a este orçamento retificativo após a expiração do prazo de oito semanas, o que acarretou um atraso na disponibilização do financiamento para a Croácia a partir de 1 de julho de 2013.

4-355-000

**Ruža Tomašić (ECR)**, *in writing*. – I would like to welcome the adoption of this report today. In particular I welcome the Council declaration on the adoption of amending budget No 1/2013, which specifies that the revision of the payment ceiling by EUR 374 million is on the basis that this increase is only used for programmes in relation to Croatia. In addition to this, the Council also requires an update on the implementation of programmes related to Croatia. However, I think it is important to highlight the fact that the EU has already been investing in Croatia for a long time though the Instrument for Pre-Accession Assistance and that Croatia has done everything that has been required from them by the EU to meet the requirements to successfully become one out of twenty eight Member States. I would therefore like to stress the point and underline it to my colleagues here in the European Parliament that Croatia has proven its commitment to and will continue to implement EU investment in a correct, efficient and responsible manner to meet the goals set out in the EU 2020 strategy.

4-356-000

**Derek Vaughan (S&D)**, *in writing*. – I welcome the accession of Croatia to the EU this week. This is the first EU country to join the Union since 2007, and I am pleased that after long negotiations, the appropriate additional funding to cover the costs relating to its accession has been agreed. The additional funding (EUR 374 million in payment appropriations, EUR 655.1 million in commitment appropriations) will not be used for administrative funding, as this was already taken account of in the 2013 budget. I agree

with the rapporteur's regret that this amending budget was agreed so late on in the budgetary process, but am pleased that Parliament's position to push for fresh resources, as set out in the current MFF, was achieved.

**14.12. Vorschlag für einen Beschluss des Europäischen Parlaments und des Rates zur Änderung der Interinstitutionellen Vereinbarung vom 17. Mai 2006 über die Haushaltsdisziplin und die wirtschaftliche Haushaltsführung in Bezug auf den mehrjährigen Finanzrahmen, um dem aufgrund des Beitritts Kroatiens zur Europäischen Union entstehenden Ausgabenbedarf Rechnung zu tragen (A7-0247/2013 - Reimer Böge)**

4-358-000

**Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-358-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Aprovo o presente relatório, começando por lamentar ainda a dificuldade com que, mesmo após o prazo de oito semanas ter decorrido, o Conselho chegou a acordo sobre esta revisão, o que levou a um atraso na disponibilidade do financiamento para a Croácia devido a partir de 1 de julho de 2013. O relatório adverte que tal não deve constituir um precedente para novos alargamentos. Contudo, acolho favoravelmente o facto de o Conselho ter acabado por acordar numa revisão, sem qualquer compensação, dos limites para 2013 para os pagamentos no montante requerido de 374 milhões de euros. Considero que, dado o montante limitado em causa e a atual falta de dotações para pagamentos no orçamento 2013, esta é a forma correta de cumprir a obrigação que os Estados-Membros assumiram quando assinaram o Tratado de Adesão e de respeitar o disposto no ponto 29 do AII de 17 de maio de 2006. Lamento contudo que, no que respeita à revisão das autorizações, o Conselho tenha decidido negligenciar a importância política de adotar a proposta da Comissão na sua versão atual, optando, em vez disso, por uma compensação das dotações necessárias.

4-359-000

**Elena Băsescu (PPE)**, *în scris*. – Am votat în favoarea raportului deoarece, precum am demonstrat în numeroase rânduri, sunt o susținătoare convinsă a extinderii Uniunii Europene. Începând cu 1 iulie, Croația a devenit cel de-al 28-lea stat membru al Uniunii, motiv pentru care îi doresc bun venit. Aderarea Croației și consecințele legate de necesitatea acoperirii cerințelor în materie de cheltuieli ale politicilor Uniunii, care rezultă din negocierile de aderare, necesită o ajustare a Cadrului financiar 2007-2013. Consider normal ca, în momentul aderării unui nou stat membru, Uniunea să-si adapteze finanțele, pentru a permite noului stat armonizarea politicilor și respectul angajamentelor luate prealabil. Majorarea plafoanelor creditelor de angajament și a creditelor de plată pe anul 2013 este deci o măsură pe care Uniunea trebuie să o adopte.

4-359-500

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit*. – J'ai approuvé les montants destinés à la Croatie pour l'aider à mettre en œuvre ses politiques européennes. L'adhésion de la Croatie a nécessité d'adapter le cadre financier pluriannuel, notamment une diminution des crédits d'engagement et une adaptation du plafond des crédits de paiement pour 2013. L'objectif

de ces fonds est d'aider la Croatie à importer l'acquis communautaire dans ses réformes nationales.

4-359-750

**John Bufton (EFD)**, *in writing*. – Against. My party was against Croatia's accession as, in this time of deep austerity, taxpayers simply cannot afford to pay even higher bills to fund the federalist dream. The accession of Romania and Bulgaria clearly shows that the ex-communist countries have such poor economic conditions that they need more time to recover themselves, without having tough EU rules imposed on them.

4-359-875

**Lara Comi (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore di questa proposta perché mi fa piacere che il progetto europeo si allarghi anche alla Croazia. L'Italia è doppiamente interessata: da un lato questo allargamento conferma quanto i nostri leader di allora ci abbiano visto giusto nel porre le basi per unire gli Stati in alcune aree, e poi espandersi in senso geografico e in profondità; dall'altro lato, avendo la Croazia giusto dall'altro lato dell'Adriatico, ritengo che l'Italia possa beneficiare di una cooperazione più stretta e di una maggiore integrazione purché si sfruttino le sinergie.

4-359-937

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – O relatório elaborado por Reimer Böge analisa a proposta de decisão do Parlamento Europeu e do Conselho que altera o Acordo Interinstitucional de 17 de maio de 2006, sobre a disciplina orçamental e a boa gestão financeira, no que respeita ao quadro financeiro plurianual (2007-2013), de modo a contemplar as despesas decorrentes da adesão da República da Croácia à União Europeia. No passado dia 1 de julho de 2013, a Croácia tornou-se o 28.º Estado-Membro da UE. Embora o orçamento da UE para 2013 já incluisse um montante destinado a cobrir as despesas administrativas, a verdade é que as despesas restantes implicam um ajustamento do quadro financeiro plurianual 2007-2013. Porque esta adesão exige um aumento de 603 milhões de euros para as dotações de compromisso para o ano de 2013 e uma adaptação em 374 milhões de euros do limite máximo das dotações de pagamento para 2013, votei favoravelmente a presente proposta de decisão do Parlamento Europeu e do Conselho.

4-359-968

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – O processo de adesão de um novo país à UE pressupõe que este país receba recursos adequados, face à decisão política tomada. Daí estarmos a votar este relatório. No entanto, face a um quadro de enormes dificuldades, nomeadamente uma taxa de desemprego de 22 %, que entre os jovens se situa nos 50 %, consideramos que não estamos perante um quadro que tenha em conta a real situação dos croatas. Com efeito, para enfrentar uma nova adesão e para fazer face à dramática situação económica e social com que hoje nos confrontamos, seria necessário que o orçamento da UE fosse substancialmente aumentado e que fosse acentuada a sua função redistributiva, com mais dotações para o Fundo de Coesão e Fundos Estruturais, o que não acontece – bem pelo contrário. Mais verbas para apoiar a atividade produtiva, em especial nos países que enfrentam mais dificuldades, a criação de emprego com direitos, a luta contra a pobreza, a investigação e desenvolvimento. Isto é particularmente importante nos países que, como a Croácia, sentem o impacto negativo do confronto no mercado único com sistemas

produtivos mais fortes. Este alargamento dá-se a par de uma redução, pela primeira vez, do orçamento da UE em termos absolutos. É inaceitável e revelador da verdadeira natureza desta UE.

4-360-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Zohľadňujúc medziinštitucionálnu dohodu medzi Európskym parlamentom, Radou a Komisiou zo 17. mája 2006 o rozpočtovej disciplíne a riadnom finančnom hospodárení v kontexte výdavkov súvisiacich s prístupím Chorvátska k Európskej únii sa má rozpočtový strop pre rok 2013 zvýšiť o sumu 374 mil. EUR. Finančný rámec pre Európsku úniu schválený v medziinštitucionálnej dohode o rozpočtovej disciplíne a riadnom finančnom hospodárení je zároveň žiaduce na obdobie od 1. júla do 31. decembra 2013 upraviť tak, aby bolo prístupenie Chorvátska v ňom vzaté do úvahy.

4-360-500

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – J'ai soutenu le rapport d'initiative de mon collègue Reimer Böge. Ce rapport portait sur la modification de l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire et la bonne gestion financière (AII). La modification visait uniquement à inclure une phrase à l'AII stipulant qu'à titre exceptionnel en 2008, la réserve d'aide d'urgence serait dotée de 479,218 millions d'euros afin de couvrir les besoins de la nouvelle facilité de réponse rapide à la flambée des prix alimentaires dans les pays en développement. Ce rapport a été adopté par 495 voix pour, 64 contre et 14 abstentions. Je m'en félicite.

4-360-750

**Giovanni La Via (PPE)**, *per iscritto*. – Parallelamente al DAB 1/2013, la Commissione ha presentato una proposta di revisione dell'attuale Quadro finanziario pluriennale, per il periodo 2007-2013, al fine di modificarlo tenendo in considerazione le spese risultanti dai negoziati di adesione della Croazia. Sono favorevole all'approvazione della revisione, ma mi rammarico per la scelta del Consiglio di operare una compensazione degli stanziamenti di impegno necessari con una diminuzione delle risorse nella rubrica 5, dedicata alle spese amministrative, anziché procedere con risorse fresche, come fatto invece per gli stanziamenti di impegno. Tale circostanza, infatti, può costituire un precedente pericoloso e trasmette un segnale politico sbagliato non soltanto alla Croazia, ma anche a tutti gli altri Paesi candidati. Nonostante ciò, ritengo giusto, data l'importanza politica dell'adesione della Croazia e l'urgenza dal punto di vista giuridico di garantire i finanziamenti necessari, votare oggi la revisione del QFP.

4-360-875

**Constance Le Grip (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté pour la résolution du Parlement relative à la révision du cadre financier pluriannuel, afin de tenir compte des besoins de dépenses découlant de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne. Par conséquent, une nouvelle répartition du budget européen a été décidée pour la période allant du 1er juillet 2013, date de l'entrée de la Croatie à l'UE, jusqu'au 31 décembre 2013. Cette révision permet en effet de débloquer les fonds nécessaires à l'application des politiques communautaires dans le nouvel Etat membre. A partir du 1er janvier prochain, c'est le nouveau cadre financier pluriannuel 2014-2020, dans lequel l'intégration de la Croatie a été prise en compte, qui s'appliquera.

4-360-937

**David Martin (S&D)**, *in writing*. – I voted in favour of this report because the budget must be amended to take into account Croatia's accession.

4-360-968

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – Este projeto de orçamento retificativo n.º 1/2013 destina-se a incorporar no orçamento para 2013 as dotações de autorização e de pagamento necessárias para cobrir as despesas relacionadas com a adesão da Croácia à União a partir de 1 de julho de 2013. Este orçamento retificativo trata-se de uma situação meramente técnica, que resulta, tão simplesmente, do acordo unânime sobre o Tratado relativo à adesão da República da Croácia à União Europeia, como 28.º Estado-Membro da União, não trazendo qualquer custo adicional e que não estivesse já programado. Temos que levar em conta que, segundo o ponto 29 do AII de 17 de maio de 2006, os recursos para o financiamento da adesão de um novo Estado-Membro à União devem ser cobertos através de uma adaptação do quadro financeiro, nomeadamente, de uma revisão dos limites máximos para 2013 em autorizações e pagamentos.

4-360-984

**Willy Meyer (GUE/NGL)**, *por escrito*. – He votado a favor de este informe debido a que supone una Decisión del Parlamento y el Consejo que garantiza definitivamente la movilización de los fondos comprometidos con Croacia. El informe también incluye algunas críticas sobre los retrasos que el Consejo ha provocado en el procedimiento y mantiene que esto no debe sentar un precedente, en el futuro se debe garantizar que la UE cumpla con los compromisos financieros contraídos con Estados miembros o candidatos. La Decisión aprobada en este informe pone a disposición de Croacia los fondos que se habían comprometido durante las negociaciones relativas a su adhesión y es por tanto la definitiva movilización de fondos para Croacia. Considero fundamental esta decisión por el respeto a los compromisos alcanzados con Croacia y por ello he votado a favor.

4-360-992

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – This revision is of a purely technical nature, which is simply the consequence of the unanimous agreement on the Treaty concerning the Accession of the Republic of Croatia to the European Union as the 28th Member State of the Union. I voted in favour.

4-361-500

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente o presente relatório referente à proposta de decisão do Parlamento Europeu e do Conselho que altera o Acordo Interinstitucional de 17 de maio de 2006, sobre a disciplina orçamental e a boa gestão financeira, no que diz respeito ao quadro financeiro plurianual, a fim de ter em conta as necessidades de despesas decorrentes da adesão da Croácia à União Europeia.

4-361-750

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – A adesão da Croácia à União Europeia em 1 de julho de 2013 tornou necessária a adaptação do presente quadro financeiro, tendo em conta o financiamento da mesma adesão, que implica uma revisão dos limites máximos para 2013 em autorizações e pagamentos. Apesar de lamentar que o Conselho não tenha respeitado o limite temporal para adotar a sua posição face às retificações necessárias, o que

comprometeu e comprimiu o prazo de adoção pelo Parlamento, bem como o facto de Conselho não aceitar a revisão das autorizações, tal como proposto pela Comissão, e ter optado por uma compensação das dotações necessárias, o Parlamento decidiu, considerando a importância política e a urgência jurídica desta questão, aprovar a decisão que altera o Acordo Interinstitucional de 17 de maio de 2006 sobre a disciplina orçamental e a boa gestão financeira no que diz respeito ao quadro financeiro plurianual, a fim de ter em conta as necessidades de despesas decorrentes da adesão da Croácia à União Europeia. Votei favoravelmente.

4-362-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – Against. The Commission has proposed, as usual, financing the Croatian accession with additional budgetary appropriations, which would mean EUR 655 million in commitments and EUR 374 million in payments for 2013 and a corresponding increase in the current MFF. However, a minority of Member States in the Council wanted to finance this via budget transfers, thus decreasing appropriations elsewhere (mostly for EU administration). This position was voiced after the Council had waited for eight weeks to allow national parliaments' scrutiny, thus limiting the time for negotiations with Parliament. Our group does not want to accept another watered-down budget compromise and allow another victory for the budget hawks in the Council, especially in times where the EU budget is already running dry. A tough line on Parliament's side would result in those Member States that make a communication issue of this dossier – 'we are taking money from the inefficient EU administration to finance the Croatian accession in a time of crisis' – to face for once the consequences of their positions. Indeed, their relations with Croatia, which takes part in the negotiations as an observer, would rapidly deteriorate and we would avoid, for once, another victory by the budget hawks in the Council.

4-363-000

**Γεώργιος Σταυρακάκης (S&D)**, *γραφτώς*. – Υπερψήφισα την έκθεση για την τροποποίηση της Διοργανικής Συμφωνίας της 17ης Μαΐου 2006 για δημοσιονομική πειθαρχία και χρηστή δημοσιονομική διαχείριση σχετικά με το ΠΔΠ, ώστε να ληφθούν υπόψη οι ανάγκες δαπανών που προκύπτουν από την προσχώρηση της Κροατίας στην ΕΕ. Αν και κάθε φορά που υπάρχει προσχώρηση νέου κράτους μέλους, οι πιστώσεις για τις νέες δαπάνες που προκύπτουν καλύπτονται μέσω της αύξησης των ορίων του ΠΔΠ, το Συμβούλιο αρνήθηκε να το πράξει και πρότεινε για τις πιστώσεις αναλήψεων υποχρεώσεων να γίνει αναδιάταξη των πόρων στις διάφορες κατηγορίες του Δημοσιονομικού Πλαισίου. Το Κοινοβούλιο έχει επανειλημμένως υποστηρίξει ότι η χρηματοδότηση της ένταξης της Κροατίας θα πρέπει να γίνει με προσαρμογή του ΠΔΠ, δηλαδή με φρέσκο χρήμα, με σκοπό να σταλεί ένα ισχυρό μήνυμα καλωσορίσματος στη Κροατία. Η απόφαση του Συμβουλίου όχι μόνο έρχεται σε αντίθεση με το πνεύμα της ομόφωνης απόφασης που ελήφθη κατά την υπογραφή της Συνθήκης Προσχώρησης καθώς και με τη Διοργανική Συμφωνία, αλλά θέτει ένα επικίνδυνο προηγούμενο και στέλνει ένα λανθασμένο πολιτικό μήνυμα, όχι μόνο στην Κροατία, αλλά και στις υπόλοιπες υποψήφιες χώρες. Ωστόσο, η πολιτική σημασία και η νομική επείγουσα ανάγκη για να εξασφαλιστεί η χρηματοδότηση της Κροατίας μάς αναγκάζουν να δεχτούμε τη θέση αυτή.

4-364-000

**Marc Tarabella (S&D)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant l'accord interinstitutionnel du 17 mai 2006 sur la discipline budgétaire et la bonne gestion financière en ce qui concerne le cadre



financier pluriannuel, afin de tenir compte des besoins de dépenses découlant de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne.

4-364-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – O Quadro Financeiro Plurianual 2014-2020 representa o orçamento europeu para os próximos sete anos de período de programação, assumindo uma tremenda importância devido ao facto de 94 % das suas verbas serem direcionadas para políticas ativas de fomento do crescimento económico, criação de emprego e geração de riqueza. Voto favoravelmente o presente relatório devido ao facto de ser necessário ajustar as perspetivas financeiras ao novo Estado-Membro, salientando que os recursos para o financiamento da adesão da Croácia deverem ser cobertos através de uma adaptação do quadro financeiro, nomeadamente de uma revisão dos limites máximos para 2013 em autorizações e pagamentos. Neste sentido, concordo com o aumento proposto de 666 milhões de euros em autorizações e 374 milhões de euros em pagamentos, o que reflete o pacote financeiro acordado na Conferência de Adesão de 30 de junho de 2011, com a exceção da rubrica 5, uma vez que as despesas administrativas ligadas à adesão da Croácia já estão incluídas no orçamento para 2013.

4-364-750

**Inês Cristina Zuber (GUE/NGL)**, *por escrito*. – O processo de adesão de um novo país à UE pressupõe que aquele irá receber recursos adequados face à decisão política tomada. Daí estarmos hoje a votar este relatório. No entanto, face a um quadro de enormes dificuldades - taxa de desemprego de 22 %, sendo que entre os jovens se situa nos 50 % - consideramos que não estamos perante um acordo que tenha em conta a real situação dos croatas. Com efeito, para enfrentar uma nova adesão e para fazer face à dramática situação económica e social com que hoje nos confrontamos, seria necessário que o orçamento da UE fosse substancialmente aumentado e que fosse acentuada a sua função redistributiva: mais dotações para o Fundo de Coesão e Fundos Estruturais. Deveriam ser aumentadas as verbas para apoiar a atividade produtiva, em especial nos países que enfrentam mais dificuldades, para a criação de emprego com direitos, a luta contra a pobreza e a exclusão, a investigação e desenvolvimento, a proteção do ambiente. Menos recursos para o intervencionismo externo, a repressão da imigração, o militarismo e a propaganda institucional é o que defendemos.

### **14.13. Vorbereitung des Arbeitsprogramms der Kommission 2014 (B7-0315/2013, B7-0316/2013, B7-0325/2013, B7-0326/2013, B7-0328/2013, B7-0329/2013)**

4-366-000

#### **Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-376-500

**Luís Paulo Alves (S&D)**, *por escrito*. – Aprovo a presente resolução, começando por saudar o compromisso do Conselho Europeu de 27-28 de junho de 2013 no sentido de finalizar a construção de uma verdadeira União Económica e Monetária, envolvendo todos os elementos da União Bancária, uma coordenação mais efetiva das políticas económicas, o desenvolvimento de mecanismos de solidariedade financeira e o reforço da dimensão social, lamentando, porém, a incapacidade para realizar mais progressos. Esta resolução exorta a Comissão a apresentar uma comunicação sobre a dimensão social da UEM. Deste

modo, insisto na rápida finalização de toda a legislação necessária para criar um mecanismo único de supervisão baseado no Banco Central Europeu. Apoio, ainda, a estratégia de crescimento Europa 2020, cujo objetivo consiste em criar o quadro político adequado para desenvolver as empresas, criar emprego, aumentar o nível de vida e desenvolver uma economia sustentável, onde realço a necessidade de melhorar o ambiente macroeconómico da indústria, melhorando o acesso ao capital, criando uma melhor infraestrutura, protegendo os direitos de propriedade e apoiando, nomeadamente, as PME, a fim de melhorar a respetiva competitividade e o acesso a novos mercados.

4-367-000

**Elena Băsescu (PPE)**, *în scris*. – Am votat pentru această rezoluție. Sunt de părere că trebuie să susținem și să fim susținuți în demersurile unei implicări mai profunde a Parlamentului în deciziile privind domeniul guvernării economice. Mai mult, accentul trebuie pus pe implementarea unui proces democratic pentru restabilirea încrederii cetățenilor și a partenerilor economici în vederea creșterii economice și competitivității. Comisia trebuie să acționeze ca garant al funcționării noului cadru financiar ținând cont de provocările prezente și viitoare. Crearea de locuri de muncă, mai ales în rândul tinerilor, este o chestiune care trebuie abordată în mod serios, acordând o atenție deosebită Inițiativei pentru Tineri, în perioada 2014-2015. Supravegherea atentă a fondurilor acordate trebuie să reprezinte, de asemenea, o prioritate. În final, aș dori să insist asupra relațiilor externe ale Uniunii și necesității sprijinului pe care trebuie să continuăm să îl oferim evoluțiilor din vecinătatea estică, precum și aprofundării relațiilor transatlantice.

4-367-500

**Nora Berra (PPE)**, *par écrit*. – Le programme de travail de la Commission pour 2014 constitue la feuille de route de celle-ci. Dans un premier temps, il est exposé les actions prioritaires de la Commission : la question des ressources propres pour l'UE, une administration efficace, le renforcement du processus démocratique de la gouvernance économique par l'association du Parlement Européen, la flexibilité du cadre financier pluriannuel, etc. Dans un deuxième temps, la Commission émet des propositions : création d'une Union Bancaire, lutte contre l'évasion fiscale, renforcement du marché unique et de la politique industrielle pour améliorer la compétitivité, amélioration du réseau de transport et des relations interinstitutionnelles. Au regard des propositions émises par la Commission, je me suis prononcée en faveur de la résolution.

4-367-750

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur des commentaires du groupe PPE sur le programme de travail de la Commission pour 2014. La crise économique que nous traversons actuellement montre la nécessité de renforcer le contrôle démocratique et la transparence des institutions européennes. Nous avons identifié plusieurs priorités pour faire remettre l'Europe à une place centrale sur l'échiquier mondial, à savoir la construction d'une union bancaire, la lutte contre la fraude fiscale, meilleure utilisation des ressources énergétiques, les politiques de cohésion et recentrer l'emploi au cœur des politiques sociales.

4-367-812

**John Bufton (EFD)**, *in writing*. – I voted against this report as I believe that the measures it outlines will prove destructive to the City and will essentially lead to the UK having to contribute more.

4-367-875

**Lara Comi (PPE)**, *per iscritto*. – Esprimo voto favorevole su questa relazione perché mi trovo d'accordo con i punti espressi ritenendoli delle vere basi da cui ripartire per migliorare in ogni settore. La Commissione dovrà svolgere un lavoro maggiore al fine di colmare le lacune del programma dello scorso anno e apportare modifiche alle priorità politiche dell'UE rispettando il bilancio e rilanciando l'economia europea. Concordo con la presentazione di iniziative volte a migliorare, sviluppare, completare e attuare il mercato unico digitale, accrescere la fiducia nei consumatori e facilitare e rendere più sicuro il pagamento online. Sottolineo l'importanza della sicurezza e della tutela dei cittadini europei eliminando la discriminazione in qualsiasi settore e combattendo il terrorismo e la criminalità organizzata, attività che danneggiano gli interessi finanziari dell'UE. Infine ritengo che una definizione comune di "paradisi fiscali" e introdurre una lista nera di Paesi terzi e di giurisdizioni non cooperativi sia molto utile e efficace per combattere la frode e l'evasione fiscale.

4-367-937

**Jill Evans (Verts/ALE)**, *in writing*. – I voted against this report as it lacks ambition and is too weak in its scope. The Commission Work Programme sets out the Commission's priorities and what it sets out to achieve over the year. However we need stronger action and a stronger set of priorities in order to help bring the EU out of the global financial crisis and improve life for its citizens. We need a real debate on the future of the EU and Wales' place within it.

4-367-968

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – A proposta de resolução comum que acabámos de votar, apresentada nos termos do artigo 35.º, n.º 3, do Regimento, em substituição das propostas dos grupos políticos PPE, S&D e ALDE, incide sobre as prioridades do Parlamento Europeu para o Programa de Trabalho da Comissão para o ano de 2014. A crise económica e financeira que tarda em dar sinais de abrandamento obriga-nos a maximizar todos os recursos disponíveis e a definir um conjunto de prioridades que possam ir de encontro aos anseios dos europeus. Desde logo, o crescimento económico e a criação de emprego, sobretudo o emprego jovem. Votei favoravelmente a presente proposta de resolução comum porque a governação económica, além do equilíbrio das contas públicas, deve procurar consolidar o funcionamento do mercado único, desenvolver uma economia verde mediante a promoção da biodiversidade e da luta contra as alterações climáticas, construir uma Europa dos Cidadãos através de uma sociedade mais coesa e inclusiva, desenvolver uma economia baseada em recursos naturais como os provenientes da agricultura e das pescas, e potenciar o comércio internacional e as relações externas.

4-367-984

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – As propostas que constam desta resolução não contrariam a crise. Aprofundando o rumo e as políticas que estão na origem da crise, aprofundam a própria crise. É bem notória a marca de classe das propostas aqui feitas. Propostas à medida dos interesses do grande capital (muitas delas reivindicadas pelas suas organizações representativas) e contrárias aos interesses dos trabalhadores e dos povos da Europa. O ataque contra a soberania e a democracia, aqui plasmado, e a tentativa de impor um diretório neocolonial sobre países como Portugal, insere-se nesta ofensiva de classe, fazendo da opressão nacional uma forma de opressão de classe. Esta resolução expõe a

dimensão da crise e a destruição de forças produtivas como solução que as classes dominantes querem impor aos povos da Europa para manter intocáveis os seus privilégios e recuperar terreno na competição mundial entre potências e monopólios capitalistas. Aprofundar a integração na UE e na União Económica e Monetária através dos mecanismos da governação económica, da união bancária, da Europa 2020, do aprofundamento do mercado único nos setores da energia e de todos os modos de transporte e telecomunicações provocará a destruição de serviços, mais encerramentos de empresas, despedimentos, desemprego e maior precariedade e exploração nas relações laborais, salários e pensões mais baixas, mais pobreza e miséria.

4-368-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Kríza štátneho dlhu, ktorá zasiahla Európu, predovšetkým však štáty eurozóny, viedla k závažnému hospodárskemu poklesu s negatívnymi sociálnymi dôsledkami pre väčšinu členských štátov v podobe zvyšovania nezamestnanosti, nárastu miery chudoby a sociálneho vylúčenia. Nakoľko práve súdržnosť a solidarita patria medzi hlavné ciele Únie, malo by byť našou snahou zameriavať úsilie na riešenie dôsledkov hospodárskej krízy v členských štátoch vrátane tých, ktoré sú zasiahnuté ekonomickými ťažkosťami spôsobenými finančnými tržmi. I v horizonte nadchádzajúceho roku 2014 je dôležité v rámci prípravy programu vynakladať úsilie o zlepšenie koordinácie sociálnych a hospodárskych politík na úrovni EÚ. Toto má svoje opodstatnenie jednak v snahe zabrániť nezrovnalostiam a na strane druhej pri vytváraní súčinnosti medzi politikami a pri vzájomnom posilňovaní vytýčených cieľov.

4-368-125

**Sylvie Guillaume (S&D)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de cette résolution afin de défendre un certain nombre de priorités d'ici à la fin du mandat actuel de la Commission. Bien évidemment, la première des priorités est celle de l'emploi, en particulier des jeunes. Dès lors, des investissements accrus sont indispensables pour renforcer la compétitivité de l'Union, mais pour cela il faudra se doter d'un budget à la hauteur, et qui puisse à plus ou moins long terme compter sur des ressources propres. J'estime par ailleurs que la lutte contre les discriminations doit être renforcée dans la mesure où elle joue un rôle crucial pour promouvoir l'intégration sociale, aussi la Commission doit-elle proposer une feuille de route de l'Union européenne contre l'homophobie et la discrimination, veiller à ce que des stratégies nationales pour l'intégration des Roms dans les États membres soient élaborées et mises en œuvre efficacement, et que le régime d'asile européen commun soit correctement mis en œuvre dans l'ensemble de l'Union, dans le respect de l'engagement qui découle du traité. L'action de la Commission doit enfin se concentrer à réduire le déficit démocratique et mettre les intérêts et la voix de nos citoyens au premier plan.

4-368-250

**Juozas Imbrasas (EFD)**, *raštu*. – Pritariau pasiūlymui, kadangi ilgai trunkanti krizė nebus įveikta, jei iš esmės nebus toliau stiprinama Europos integracija, ir kadangi finansinė, ekonominė ir skolos krizė parodė, kad būtina griežtesnė demokratinė kontrolė ir atskaitomybė. Komisija turėtų pateikti priemones, kurias taikant būtų galima išsaugoti ir stiprinti Europos socialinės rinkos ekonomikos modelį, siekiant atitaisyti ilgai trukusio nuosmukio padarytą žalą ir vėl užtikrinti visišką užimtumą ir tvarų augimą. Nestabilios bankų sistemos, tebesitęsiančių skolų ir deficito problemų, su kuriomis susiduria valstybės narės, dėl Europos konkurencingumo praradimo pasaulio ekonomikos mastu, didelio jaunimo nedarbo ir dėl ekonomikos nuosmukio atsiradusių socialinių sunkumų ES susiduria

su precedento neturinčiais iššūkiais. Todėl būtina imtis veiksmų ir baigti dabartinę Komisijos darbo programą iki pasibaigiant jos kadencijai, visų pirma dėl bendrosios paslaugų rinkos, skaitmeninės darbotvarkės, energijos vidaus rinkos, dėl glaudaus bendradarbiavimo ir laisvosios prekybos susitarimų bei sąžiningos prekybos susitarimų pratęsimo.

4-368-500

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté contre cette résolution. En effet, bien que les priorités indiquées pour 2014 soient pertinentes et cohérentes, je regrette vivement qu'une référence à l'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne ait été introduite dans le paragraphe 93. Par ailleurs, alors que nous sommes plongés dans l'"affaire Prism", je regrette de constater que dans son paragraphe 106, le Parlement rappelle, d'une manière très naïve, l'importance de ses accords bilatéraux avec les Etats-Unis.

4-369-000

**Jan Kozłowski (PPE)**, *na piśmie*. – Głosowałem za przyjęciem projektu rezolucji w sprawie programu prac Komisji na rok 2014, ponieważ uważam, że dokument ten dobrze określa kluczowe obszary działań. Polepszenie trudnej sytuacji panującej na rynku pracy jest od pewnego czasu wśród naszych najważniejszych priorytetów i zgadzam się z autorami rezolucji, że powinno pozostać priorytetem także w 2014 roku. Aby poprawa była możliwa, musimy powrócić na ścieżkę wzrostu gospodarczego, polepszyć konkurencyjność unijnego rynku i ułatwić przedsiębiorcom tworzenie nowych miejsc pracy. Dlatego też już od pierwszego roku nowej perspektywy finansowej kluczowe dla Komisji powinno być efektywne zarządzanie budżetem i maksymalne wykorzystanie dostępnych środków na odpowiednie inwestycje. Szczególne znaczenie ma tutaj polityka spójności i dlatego też tak ważne jest, aby Komisja zakończyła przygotowanie odpowiednich ram programowych i dobrze skonstruowanych programów operacyjnych. Komisja powinna także już od roku 2014 stosować zasadę elastyczności, wynegocjowaną przez Parlament.

4-369-125

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – A longa crise que atravessamos nunca será ultrapassada sem um aprofundamento significativo da integração europeia. A crise financeira, económica e da dívida veio destacar a necessidade de reforçar o controlo e a responsabilização democrática. Defendo assim que deva haver um processo democrático mais profundo no domínio da governação económica, com uma maior participação do Parlamento, o que contribuirá para melhorar a confiança dos cidadãos na UE para gerir a crise. A Comissão deverá garantir, a título prioritário, o funcionamento sem atritos do novo quadro financeiro, incluindo as novas regras sobre flexibilidade acordadas no âmbito destas negociações. O emprego tem a máxima prioridade, assim os recursos existentes a nível europeu têm de ser usados para preservar os empregos existentes e criar novos empregos para os jovens, especialmente nos setores dos serviços, da indústria e da economia digital. Os investimentos para reforçar a competitividade da UE irão desempenhar um papel fundamental tanto no próximo ano como nos anos seguintes.

4-369-062

**Willy Meyer (GUE/NGL)**, *por escrito*. – He votado en contra de la presente resolución por suponer un plan de trabajo que refuerza el carácter absolutamente neoliberal de la actividad que la Comisión desempeñará durante 2014. La resolución en su primera parte establece unas prioridades, donde cita el empleo, la democracia, etc. pero termina opinando

satisfactoriamente sobre el acuerdo del MFP, con lo que considera satisfactorio que no existan los recursos suficientes para alcanzar estos objetivos. En su segunda parte lanza propuestas específicas que son de un neoliberalismo extremo que solo conducirá al empobrecimiento de los europeos. La resolución plantea la Unión Económica y Monetaria como esencial y pasa a presentar un mantra sobre la competitividad en diferentes niveles, con la intención de incumplir todo lo escrito y trabajar por los intereses de las grandes multinacionales. El grupo GUE/NGL presentó un plan de trabajo alternativo que obviamente ha sido rechazado por la Eurocámara aceptando éste que presenta el duro año de ataques que la Comisión prepara a los pueblos europeos. Por ello he votado en en contra.

4-369-250

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – The S&D Group aims at developing an alternative model geared towards growth, jobs and social justice in Europe, the reduction of economic instability and insecurity, and the closing of the democratic deficit in order to put the interests and the voice of citizens at the heart of policy-making. An efficient and appropriately funded package for the fight against youth unemployment remains the top priority, alongside real flexibility fully to use promised funding from the European budget. Therefore I supported the resolution.

4-369-500

**Andreas Mölzer (NI)**, *schriftlich*. – Demokratische Kontrolle und Rechenschaftspflicht müssen in der EU dringend gestärkt werden. Das herrschende massive Demokratiedefizit kann indes mit den vorliegenden Maßnahmen nicht behoben werden. Und allein wenn man bedenkt, wie viele Jahre in Folge das EU-Parlament ob der Misswirtschaft der Kommission die Entlastung nicht erteilt hat, zeigt dies, wie es um die Beziehungen zwischen Parlament und Kommission steht. Die vorliegende Entschließung wird keinen Beitrag zur Besserung bringen. Ich habe deshalb dagegen gestimmt.

4-369-625

**Antigoni Papadopoulou (S&D)**, *in writing*. – I voted in favour of the report on the Commission's work programme for 2014, which outlines new priorities for committees for the next year, as well as the remaining new proposals expected from the Commission before the end of its mandate. The report assesses further the progress made during the last years of legislative activity in each field and highlights Parliament's priorities. The S&D Group tried hard to negotiate a joint motion for a resolution that reflects our key political guidelines and priorities as well as our aims: to develop an alternative model geared towards growth, jobs and social justice in Europe; to reduce economic instability and insecurity; to combat democratic deficits by putting the interests and the voice of citizens at the heart of our European policy-making. For us the fight against youth unemployment remains the top priority, alongside our efforts to negotiate a good and flexible MFF to be used as a tool for EU revitalisation. We shall keep on fighting for a better Europe and for our 500 million citizens to regain their trust in Europe. We shall keep fighting for Europe to pull its weight on the global stage.

4-369-750

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução do Parlamento Europeu sobre as prioridades do Parlamento Europeu para o Programa de Trabalho da Comissão para 2014 em que se reitera o apoio à estratégia de crescimento

Europa 2020, cujo objetivo consiste em criar o quadro político adequado para desenvolver as empresas, criar emprego, aumentar o nível de vida e desenvolver uma economia sustentável.

4-369-875

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – A proposta de resolução faz uma apreciação exaustiva do contexto europeu atual, que enquadra a União, vítima de uma profunda crise de competitividade, numa economia mundial cada vez mais desafiante. Só as economias competitivas conseguirão criar emprego e melhorar o nível de vida dos seus cidadãos e a competitividade europeia só será possível se adotada uma estratégia de crescimento que assegure a existência de um enquadramento político adequado para que as empresas e os empresários possam prosperar, criando emprego, gerando riqueza e promovendo o bem-estar dos cidadãos. Votei favoravelmente.

4-370-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – Against. The EPP and the ECR Groups have succeeded in deleting the most ambitious passages. The text remaining is far too weak.

4-370-250

**Tokia Saïfi (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de cette résolution pour souligner la nécessité d'une continuité et d'une approche globale dans le travail de la Commission pour 2014. Il est impératif de considérer la crise économique et financière qui touche l'Union européenne. L'emploi doit demeurer une priorité pour les Etats membres. Il est également urgent d'approfondir notre projet d'union bancaire et de lutter ensemble contre les paradis fiscaux afin d'assurer une stabilité et une croissance durable pour notre économie. L'Union européenne évolue également dans un contexte mondial qui se veut chaque fois plus compétitif et innovant. La Commission insiste sur la poursuite d'une politique de recherche et d'innovation et sur l'adaptation de l'Union aux prochaines évolutions du commerce international.

4-370-500

**Salvador Sedó i Alabart (PPE)**, *por escrito*. – La máxima prioridad para el año que viene es, en mi opinión, el crecimiento para crear empleo, redundando a su vez en el refuerzo de la competitividad de la UE. La Comisión Europea se enfrenta en 2014 a un seguido de retos clave para el futuro de la Unión, como es el compromiso hacia una verdadera Unión Económica y Monetaria, pasando por la mejora de la gobernanza del mercado único y por potenciar el rol de Europa en la escena internacional haciendo frente a otros actores internacionales y potencias emergentes. La crisis financiera, económica y de la deuda ha puesto de relieve la necesidad de reforzar la rendición de cuentas y el control democráticos. Debemos recuperar la confianza de los ciudadanos europeos, pero también la confianza en el proyecto europeo. Desde el Parlamento Europeo reclamamos una mayor intervención en el ámbito de la gobernanza económica y nos comprometemos a contribuir a que los ciudadanos comprendan mejor la situación y las medidas adoptadas a nivel de la UE para combatir y gestionar la crisis.

4-371-000

**Marc Tarabella (S&D)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur du texte de préparation du programme de travail de la Commission pour 2014. Parmi les priorités, soulignons entre

autres l'approfondissement du processus démocratique dans le champ de la gouvernance économique, avec une implication plus étroite du Parlement européen, ce qui contribuera à améliorer la compréhension par les citoyens de la situation et des mesures prises au niveau de l'Union pour combattre la crise et en gérer les effets. Je suis persuadé qu'une condition préalable au retour de la croissance est le rétablissement de la confiance des citoyens européens, comme des acteurs et partenaires économiques.

4-371-500

**Nuno Teixeira (PPE)**, *por escrito*. – Por considerar que é imperiosa a necessidade de, na sequência das negociações políticas sobre o QFP 2014-2020, a Comissão garantir, com máxima prioridade, o funcionamento sem atritos do novo quadro financeiro, incluindo as novas regras sobre flexibilidade acordadas no âmbito das negociações políticas, e que é urgente ter uma união bancária, bem como um mecanismo único de supervisão, além de propostas céleres relativas a serviços financeiros, votei contra o presente documento.

4-371-750

**Inês Cristina Zuber (GUE/NGL)**, *por escrito*. – As propostas que a maioria do PE defende não contrariam a crise, aprofundando o rumo e as políticas que estão na sua origem. Trata-se de um velho rumo que aprofundará ainda mais a crise e o domínio de classe que o grande capital tem vindo a impor aos trabalhadores e aos povos da Europa, o seu ataque contra a soberania e a democracia e a tentativa de impor um diretório neocolonial sobre países como Portugal. Esta resolução expõe a dimensão da crise e a destruição de forças produtivas como solução que as classes dominantes querem impor aos povos da Europa para manter intocáveis os seus privilégios e recuperar terreno na competição mundial entre potências e monopólios capitalistas. Aprofundar a integração na UE e na União Económica e Monetária através dos mecanismos da governação económica, da união bancária, da Europa 2020, do aprofundamento do mercado único nos setores da energia e de todos os modos de transporte e telecomunicações provocará a destruição de serviços, mais encerramentos de empresas, despedimentos, desemprego e maior precariedade e exploração nas relações laborais, salários e pensões mais baixos, mais pobreza e miséria. É urgente a rutura com a UE, abrindo caminho a uma outra Europa dos trabalhadores e dos povos.

**14.14. Lage in Ägypten (RCB7-0362/2013, B7-0362/2013, B7-0363/2013, B7-0364/2013, B7-0365/2013, B7-0366/2013, B7-0367/2013)**

4-373-000

### **Mündliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-374-000

**Adam Bielan (ECR)**. - Panie Przewodniczący! Bieżąca sytuacja w Egipcie staje się coraz bardziej dramatyczna. Każdego dnia giną ludzie. W następstwie pogłębiającego się chaosu władze przejęli wojskowi. Wszystko to oznacza poważne konsekwencje dla upadającej egipskiej gospodarki. Polityka prezydenta Mursiego spotkała się z dezaprobatą społeczeństwa. Kontrowersyjny sposób rządzenia za pomocą dekretów nosił wyraźne znamiona autorytaryzmu. Obalenie siłą legalnych władz jest jednak zawsze rozwiązaniem niepokojącym. Przywrócenie dialogu społecznego i powrót na ścieżkę demokratycznych przemian wymaga obecnie zintensyfikowania działań dyplomatycznych społeczności międzynarodowej. Tylko właściwie odzwierciedlająca charakter społeczeństwa



reprezentacja parlamentarna może zagwarantować kontynuację reform i stabilizację gospodarczą kraju. Nie bez znaczenia pozostaje przy tym kwestia niezawisłości sądownictwa.

W sferze obywatelskiej kluczowe są działania dla zbudowania społeczeństwa otwartego. Na tym polu szczególna rola przypada organizacjom pozarządowym, również europejskim, które konsekwentnie powinniśmy wspierać, gdyż Egipt pozostaje istotnym partnerem handlowym i politycznym Wspólnoty.

4-375-000

**Eija-Riitta Korhola (PPE).** - Arvoisa puhemies, olen tyytyväinen, että tämä talo pystyy ottamaan kantaa nopeasti Egyptin tilanteeseen. Tuntuu siltä, että EU:n poliittisissa piireissä kärsitään vallankumous- ja protestiväsmyksestä. Meidän on kuitenkin pysyttävä hereillä. Viime päivät ovat olleet merkittävimpiä koko Egyptin vallankumouksen jälkeisenä aikana, ja eilisen illan vallankaappaus on taas muuttanut naapurustoamme.

Mursin vastustajia on karkeasti kahta tyyppiä. Niitä, jotka haluavat palauttaa vanhan järjestyksen, ja ne, jotka haluavat hoitaa siirtymäkauden uudelleen ja palauttaa vallan niille, jotka aloittivat vallankumouksen. Sympatiani ovat jälkimmäisen ryhmän puolella.

Kävin Egyptissä taannoin keskustelemassa maan asioista, etenkin vähemmistöjen näkökulmasta. Vähemmistöjen ja naisten asema on vain huonontunut uuden niin sanotun demokraattisen hallinnon alla ja köyhyys ja korruptio-ongelma eivät ole parantuneet. Kun tapasin muslimiveljeskunnan johdon, he kehottivat meitä eurooppalaisia pitämään huolta omista talousongelmistamme.

Egyptiä sitovat kuitenkin kansainväliset ihmisoikeusvelvoitteet. Se on kaikista vaikutusvaltaisista arabimaa, jonka asema alueellisena välittäjänä ja tasapainottelijana on kärsinyt, ja tila on avautumassa muille alueellisille toimijoille.

4-376-000

### **Schriftliche Erklärungen zur Abstimmung**

4-376-250

**Luís Paulo Alves (S&D), por escrito.** – Aprovo o presente resolução, começando por solicitar ao Governo egípcio que garanta a segurança de todos os cidadãos, independentemente da sua filiação e opiniões políticas e da sua crença, respeite os direitos humanos e as liberdades fundamentais, proteja o direito à liberdade de associação e de expressão, e respeite e cumpra as suas obrigações internacionais, exortando todas as partes a agir de forma responsável, no intuito de evitar ações violentas e provocações suscetíveis de comprometer ou dificultar o legítimo direito das pessoas de se manifestar pacificamente. Insto, ainda, todos os intervenientes políticos a iniciarem, o quanto antes, um diálogo tendo em vista a reconciliação – baseado na tolerância, na inclusão e na não-violência – com o objetivo de promover a transição democrática e de criar verdadeiras instituições democráticas no país. Solicito que se ponha imediatamente termo a todos os atos de violência e de assédio sexual, aos testes de virgindade e a outras formas de tratamento degradante infligido aos manifestantes do sexo feminino, aos ativistas dos direitos das mulheres e à comunidade LGBT, apelando para que todos estes casos sejam objeto de investigação séria e imparcial e que os seus responsáveis sejam julgados.

4-377-000

**Elena Băsescu (PPE)**, *în scris*. – Am votat în favoarea rezoluției și mă declar foarte preocupată de instabilitatea din Egipt. Situația evoluează foarte rapid, iar în data de 3 iulie armata a suspendat Constituția și a anunțat noi alegeri. Din păcate, politicienii egipteni nu au înțeles că principalele probleme care îi preocupă pe cetățeni sunt cele de natură economică. Iar ieșirea din criză și asigurarea unui nivel de trai decent pentru cetățeni ar fi trebuit să reprezinte o prioritate pentru clasa politică din Egipt. Din păcate, s-a produs o divizare, atât la nivelul politicienilor, cât și la nivelul societății. Sper ca situația să se stabilizeze, iar următoarele decizii luate să pună pe primul loc interesul cetățenilor egipteni.

4-377-250

**Philippe Boulland (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de cette résolution qui appelle à un rétablissement rapide du processus démocratique. Ce texte se fait l'écho de notre profonde inquiétude sur la situation en Egypte et le rôle de l'armée dans la crise politique actuelle. Il faut rendre au plus vite le pouvoir à la population et à des autorités démocratiquement élues

4-377-312

**John Bufton (EFD)**, *in writing*. – While I still hold huge concerns about human rights in the region, the current situation shows that EU involvement in Egypt is a complete waste of both EU effort and taxpayers' money.

4-377-375

**Maria Da Graça Carvalho (PPE)**, *por escrito*. – O Egito é o maior país da Primavera Árabe, um país crucial na região do Mediterrâneo do sul, um importante parceiro comercial da UE e um dos principais beneficiários da ajuda da EU. Os acontecimentos políticos, económicos e sociais neste país têm importantes consequências para toda a UE. O Egito encontra-se num período crítico de transição para a democracia, enfrentando desafios capitais nos domínios do Estado de direito, do respeito pelos direitos humanos e liberdades fundamentais e da justiça social. Manifesto a minha solidariedade para com o povo egípcio neste período crítico de transição para a democracia e considero que os responsáveis por tais atos devem ser julgados. O Governo egípcio deve garantir a segurança de todos os cidadãos. Todos os intervenientes políticos devem iniciar, o quanto antes, um diálogo tendo em vista a reconciliação, com o objetivo de promover a transição democrática e de criar verdadeiras instituições democráticas no país.

4-377-406

**Marielle de Sarnez (ALDE)**, *par écrit*. – La crise égyptienne est extrêmement préoccupante et mérite toute l'attention de la communauté internationale et de l'Union européenne. Et au-delà de ce qui se passe dans le pays même, il est à craindre un risque de déstabilisation des régions nord-africaine et proche-orientale qui ne parviennent toujours pas à s'approprier le sursaut démocratique des printemps arabes de 2011. L'UE doit peser de tout son poids pour aider l'Égypte dans sa transition démocratique. Cela commence par l'organisation, sans tarder, de nouvelles élections libres et justes. Rassembler les uns et les autres le plus largement possible est la seule façon, demain, d'éviter l'engrenage de violences. Mais l'UE doit également aider les Égyptiens à relancer leur économie, à faire repartir leur croissance. Il n'y aura pas de démocratie sans développement, ni de développement sans démocratie.

L'exercice de la démocratie est un long processus. Il est essentiel que les Egyptiens ne perdent ni courage ni espoir.

4-377-421

**Jill Evans (Verts/ALE)**, *in writing*. – I voted in favour of the report on the situation in Egypt following the military intervention. The report stresses that power should be transferred to democratically-elected civilian authorities as soon as possible. My constituents in Wales want to show solidarity with those who cherish democratic aspirations for their country.

4-377-437

**José Manuel Fernandes (PPE)**, *por escrito*. – Durante os últimos dias, temos assistido a manifestações enormes contra o governo egípcio, que não só paralisaram várias cidades como provocaram uma autêntica carnificina. A detenção pelos militares, sem derramamento de sangue, do líder da Irmandade Muçulmana Mohamed Morsi – cujo braço político, o Partido da Justiça e da Liberdade, venceu as últimas eleições - gerou uma onda de violência que culminou com a morte de 16 pessoas. A situação no Egito agrava-se de dia para dia e a comunidade internacional não pode ficar indiferente perante autênticas batalhas campais que causam dezenas de mortos e centenas de feridos. O processo de transição iniciado há cerca de dois anos está a passar por horas dramáticas havendo, já, quem afirme que os egípcios estão muito pior do que há dois anos. Não há estabilidade, os serviços públicos declinam, a crise social agrava-se e o país afunda-se do ponto de vista social e económico. Votei favoravelmente a presente resolução comum, apresentada em substituição das resoluções de vários grupos políticos, porque a União Europeia deve apelar à calma e à moderação, sentando as partes à mesma mesa, para que a voz do povo seja ouvida através de um diálogo inclusivo que frutifique numa constituição democrática respeitadora dos direitos humanos e das minorias.

4-377-500

**João Ferreira (GUE/NGL)**, *por escrito*. – Após todas as pressões, após todas as manobras, após todas as tentativas para que, mudando algo, tudo fique na mesma, o povo egípcio continua a demonstrar uma notável dignidade, combatividade, firmeza e determinação. Continua a lutar pela liberdade e pela democracia no seu país, pelo seu direito a decidir de forma soberana o seu presente e o seu futuro, livre de qualquer ingerência externa. Depois de derrotar a ditadura de Mubarak, o povo egípcio não se resigna e continua na sua marcha libertadora e contra novas formas de subjugação que surgem pelo poder confessional dos islamitas da Irmandade Muçulmana e outras formas de ingerência imperialista. A proposta de resolução acabou por ser substituída à última hora por uma declaração minimalista, acordada entre os diferentes grupos políticos, em função dos desenvolvimentos mais recentes no país (destituição do Presidente Morsi). O que se joga no Egito é a manutenção do poder de classe da burguesia egípcia e do imperialismo. Significativamente, a resolução defendia que o Egito implemente os *requisitos da ajuda da UE e do FMI*, ou seja, a imposição de uma agenda bem nossa conhecida.

4-378-000

**Monika Flašíková Beňová (S&D)**, *písomne*. – Egypt sa aktuálne nachádza v kritickej fáze prechodu k demokracii. Krajina čelí zásadným výzvam, pokiaľ ide o zafinovanie právneho štátu, dodržiavanie ľudských práv a základných slobôd a sociálnej spravodlivosti.

Politické napätie len prehľbuje vnútornú polarizáciu v egyptskej spoločnosti, čo vedie k demonštráciám a násilným stretom, zatiaľ čo prípady nadmerného použitia sily a násilia proti pokojným demonštrantom zo strany bezpečnostných síl a neznámych skupín zostávajú nepotrestané. Javí sa ako opodstatnené zasadiť sa za podporu požiadaviek egyptskej občianskej spoločnosti, ktorá tento víkend demonštrovala žiadosť o nové voľby, aby bolo možné vytvoriť novú vládu, ktorá začne ústavodarný proces s cieľom vypracovať novú ústavu. Je dôležité vysloviť podporu egyptskému ľudu, predovšetkým pokiaľ ide o požiadavky v zmysle rešpektovania ľudskej dôstojnosti, sociálnej spravodlivosti, úplnej slobody, skutočnej demokracie, dodržiavania ľudských práv či volania po lepších životných podmienkach.

4-378-500

**Elisabetta Gardini (PPE)**, *per iscritto* . – Il Parlamento Europeo segue con attenzione quanto accade presso i propri vicini del Mediterraneo e la risoluzione adottata oggi lo dimostra. Quanto sta accadendo in Egitto in seguito all'intervento da parte delle autorità militari suscita notevole preoccupazione. In questo momento è più che mai fondamentale ribadire il nostro sostegno a tutti gli egiziani che chiedono un ritorno ad un reale sistema democratico. Solamente nuove elezioni libere e democratiche potranno consentire al paese di incamminarsi nella giusta direzione per un ritorno ad un'autentica democrazia.

4-379-000

**Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D)**, *na písmie* . – Wczorajszy wojskowy zamach stanu i obalenie prezydenta Mohammeda Mursiego oznacza powrót do rządów armii i świadczy o tym, że demokratyczne wartości nie są jeszcze zakorzenione w społeczeństwie egipskim. Liczymy, iż w najbliższym czasie zorganizowane zostaną kolejne wybory, a nowe władze uregulują problemy, które w ostatnich miesiącach wzbudzały znaczny niepokój międzynarodowej opinii publicznej. Nie zapominajmy, iż w czerwcu br. Trybunał Karny w Kairze skazał 43 egipskich i zagranicznych pracowników organizacji pozarządowych na karę kilku lat więzienia za rzekomo nielegalną działalność i również nielegalne pozyskiwanie funduszy z zagranicy. Przepisy regulujące działanie organizacji pozarządowych, jeszcze z czasów prezydenta Mubaraka, były wykorzystywane notorycznie do ograniczania funkcjonowania tych organizacji pod pretekstem walki z korupcją i konieczności wzmożonej kontroli bezpieczeństwa w kraju. Egipskie władze nakazały zamknięcie pięciu siedzib dużych międzynarodowych organizacji, łącznie z konfiskatą ich mienia (w tym Fundacji Konrada Adenauera).

Działania te, mające na celu zastraszenie międzynarodowych aktywistów, wzbudzają nasz głęboki niepokój, gdyż organizacje i fundacje polityczne stanowią integralną część procesu demokratyzacji i powstawania społeczeństwa obywatelskiego w kraju. Wzywamy przyszlę władze Egiptu do położenia kresu wszelkim formom dyskryminacji i represjonowania organizacji pozarządowych oraz oczekujemy, że wywiążą się z przyjętych zobowiązań na rzecz budowy demokratycznego państwa.

4-379-125

**Philippe Juvin (PPE)**, *par écrit* . – Cete résolution a été adoptée à une large majorité. Je n'ai pas participé au vote sur ce texte. Il me semblait que, compte tenu de la destitution du Président par l'armée la nuit précédente, il était préférable de reporter le vote de cette résolution et de la réexaminer afin d'éviter tout propos inadapté et/ou obsolète. La situation en Egypte est très critique . Nous n'avons pas encore eu le temps d'analyser les derniers

événements et leurs évolutions. Il appartenait au Parlement de réagir de façon proportionnée et éclairée. Je regrette qu'une majorité de députés européens n'en ait pas eu conscience lors de ce vote.

4-379-187

**Constance Le Grip (PPE)**, *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la résolution du Parlement au sujet de la situation en Egypte. Nous avons en effet exprimé notre profonde inquiétude face à l'intervention militaire dans le pays et l'utilisation massive de la violence pour faire régner l'ordre sous le gouvernement provisoire d'Egypte. De nombreux faits ont démontré les entorses aux principes démocratiques et aux libertés fondamentales des citoyens. En soutien à la population égyptienne, le Parlement appelle les autorités du pays à organiser de nouvelles élections en vue d'établir un gouvernement légitime élu par le peuple, en respect des valeurs de la démocratie.

4-379-218

**Nuno Melo (PPE)**, *por escrito*. – Os recentes acontecimentos no Egito são muito preocupantes. O poder militar não pode sequestrar o presidente democraticamente eleito. A UE vê com preocupação o desenrolar dos acontecimentos e terá que ajudar, no âmbito das instituições internacionais, a encontrar uma solução pacífica para este conflito.

4-379-226

**Willy Meyer (GUE/NGL)**, *por escrito*. – He votado a favor de la presente resolución por suponer una forma de apoyar la histórica movilización del pueblo egipcio contra el Presidente Morsi que ha supuesto su derrocamiento. Ahora bien, resulta preocupante que éste se haya producido finalmente a través de un golpe de estado militar que ha supuesto el fin de su mandato y de la reciente constitución elaborada por el mismo. Durante los últimos días, el Ejército egipcio ha sido acusado de numerosas muertes de civiles que deben ser detenidas de inmediato. Esta resolución llama al restablecimiento de la democracia y a la celebración de elecciones lo antes posible. Esta debe ser la posición que mantenga la UE para garantizar que se produzca un avance democrático en el país que permita actuar sobre los principales problemas que han llevado a movilizar a los egipcios: la desigualdad, el empobrecimiento y la falta de derechos sociales. He decido votar a favor de la resolución para apoyar las legítimas reivindicaciones del pueblo egipcio.

4-379-234

**Alexander Mirsky (S&D)**, *in writing*. – Parliament expresses its solidarity with the Egyptian people in this critical period of transition towards democracy, offers its sincere condolences to the families of the victims, and demands that those responsible be brought to justice. It calls on the Egyptian Government to ensure the security of all citizens, regardless of their political views and affiliation and their confession, to respect human rights and fundamental freedoms, to protect freedom of association and expression, and to respect and fulfil its international obligations. However, we need to remember what Parliament was doing two years ago. Today we are reaping the fruits of unwise and irresponsible policy. I abstained.

4-379-250

**Andreas Mölzer (NI)**, *schriftlich*. – Im Zusammenhang mit dem in Ägypten laufenden Demokratisierungsprozess hat die EU zwar viel Geld locker gemacht, sich indes zu wenig

für die Christen eingesetzt. Diese wurden nach dem Sturz des Diktators massiv angegriffen und sind sicherlich auch jetzt in den Wirren des Militärputsches erneut das Ziel von Angriffen. Aus diesem Grund kann ich der vorliegenden EntschlieÙung auch nicht vorbehaltlos zustimmen.

4-379-500

**Claudio Morganti (EFD)**, *per iscritto*. – La situazione in Egitto è sotto gli occhi di tutti, e proprio oggi è stato destituito il Presidente Morsi.

Probabilmente le rivolte della cosiddetta "Primavera araba" non hanno portato quel vento di cambiamento e di democrazia che molti si aspettavano: si è vista peraltro subito l'impostazione che il nuovo regime dei Fratelli musulmani voleva dare al paese. Sicuramente la democrazia e il dialogo non facevano parte del programma di governo, e questo ha portato sconcerto e malcontento tra la popolazione, con una ribellione diventata sempre più massiccia e significativa.

Credo che la strada verso la stabilizzazione sia ancora lunga, e l'intera regione non si può certo dire sia pacificata. In ogni caso anche questa esperienza di governo dei Fratelli musulmani ha dimostrato come sia difficile, io credo impossibile, avere un Islam moderato: in questo caso è dovuto perfino intervenire l'esercito per sbloccare la situazione, e adesso dobbiamo attendere per capire gli sviluppi che prenderà questa situazione.

È interesse anche dell'Europa, oltre che ovviamente dell'Egitto, che si giunga in breve tempo ad avere una condizione di normalità, con la cessazione immediata delle violenze e dei disordini, per ristabilire un ordine interno e quindi anche relazioni esterne equilibrate.

4-379-625

**Maria do Céu Patrão Neves (PPE)**, *por escrito*. – Votei favoravelmente a presente resolução em que se solicita às autoridades egípcias a assunção da responsabilidade de se cumprirem os requisitos necessários para a disponibilização da ajuda da União Europeia e do FMI, uma vez que a UE mantém o desejo de ajudar o Egipto, a fim de garantir que as reformas conducentes à recuperação económica sejam levadas a cabo de forma responsável e rápida.

4-379-687

**Paulo Rangel (PPE)**, *por escrito*. – O Egipto recebeu da União Europeia, entre 2007 e 2012, cerca de mil milhões de euros em ajudas. Este ano, a UE autorizou uma nova ajuda no valor de 5 mil milhões de euros, que só pode ser totalmente disponibilizada uma vez preenchidas as condições associadas aos empréstimos. Estas condições prendem-se com o cumprimento de requisitos em matéria de direitos humanos, que impelem o país a realizar progressos democráticos no respeito pelos direitos humanos, garantias fundamentais e liberdades civis dos cidadãos egípcios. Atendendo ao papel que a União tem de desempenhar no quadro da transição democrática, votei favoravelmente o presente relatório, que insta as autoridades egípcias a assumir a responsabilidade de cumprir os requisitos, lembrando que as crescentes tensões políticas agudizam a polarização interna, sendo que a situação do país sob o governo da Irmandade Muçulmana não só não melhorou como se deteriorou.

4-379-750

**Jean Roatta (PPE)**, *par écrit*. – En 2011, les «jours de colère» regroupaient, sur la place Tahrir, des jeunes intellectuels et des jeunes très pauvres qui aspiraient à plus de liberté et de démocratie, et à de meilleures conditions de vie. Deux ans après la révolution, les

Égyptiens sont déçus de la politique que mène le président Morsi, de son autoritarisme. A l'image de la politique, l'économie égyptienne est critique, le chômage est élevé. Enfin, il est reproché au président de diviser la population, d'imposer un islamisme radical au détriment des laïcs et des Égyptiens d'une autre confession. Face à ce triple échec politique, économique et social, plusieurs millions d'Égyptiens qui avaient tant d'espoir en 2011 redescendent dans la rue pour réclamer la démission du président. Les manifestations ont entraîné la mort d'une cinquantaine de personnes dans des affrontements entre pro et anti Morsi. Après avoir lancé un ultimatum au président, l'armée a écarté du pouvoir le président Morsi et suspendu la Constitution. Il est important que la transition démocratique se fasse pour réunir le pays et enfin permettre aux Égyptiens d'accéder à la démocratie, à plus de liberté et au respect des droits de l'Homme. J'ai voté en faveur de cette résolution.

4-380-000

**Raül Romeva i Rueda (Verts/ALE)**, *in writing*. – In favour. The resolution on Egypt in light of the recent developments was entirely replaced by the following oral amendment: ‘– having regard to the statements of General Abdul Fatah Khalil Al-Sisi, Chairman of the Supreme Council of the Armed Forces of Egypt, of 4 July 2013,

‘A. whereas, in its statement of 4 July 2013, the Supreme Council of the Armed Forces announced the suspension of the constitution, the transfer of power to the head of the High Constitutional Court until early presidential elections are held, to be followed by parliamentary elections, and the forming of a national coalition government and a committee to look into amendments to the constitution; whereas Mr Adly Mansour has been sworn in as interim President;

‘1. Expresses its deep concern at the situation in Egypt following the military intervention; underlines that power should be transferred to democratically-elected civilian authorities as soon as possible; expresses its fundamental solidarity with all those Egyptians who cherish democratic aspirations for their country and calls for a rapid return to the democratic process, including the holding of free and fair presidential and parliamentary elections in a fully inclusive process with the participation of all democratic actors;’

4-380-250

**Νικόλαος Σαλαβράκος (EFD)**, *γραπτώς*. – Ψήφισα υπέρ αυτής της πρότασης ψηφίσματος. Είναι σημαντικό να εκφράσει το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο τη θέση του πάνω στα σημαντικά γεγονότα που διαδραματίζονται στην Αίγυπτο. Η Αίγυπτος είναι χώρα-κλειδί για τις εξελίξεις στην ευρύτερη περιοχή. Στόχος είναι να σταθεροποιηθεί η κατάσταση και να αποκλιμακωθεί η βία.

4-380-500

**Sergio Paolo Francesco Silvestris (PPE)**, *per iscritto*. – Ho votato a favore della proposta di risoluzione comune del PE perché la situazione egiziana, con i suoi recenti avvenimenti, ha effetti negativi per l'intera regione del nord Africa e compromette gli sforzi e i finanziamenti atti a favorire un sistema democratico basato sulla tutela dei diritti dell'uomo. Le recenti tensioni politiche stanno compromettendo il quadro sociale generale dell'Egitto e l'UE deve continuare a mantenere una posizione di difesa e di promozione della democrazia, garantendo il suo impegno al fine di creare stabilità politica, che sia anche il presupposto per garantire azioni che favoriscano la ripresa economica. L'Europa dovrà cercare di fare da mediatore in questa difficile situazione per favorire l'uscita dalla crisi e

dovrà mettere in atto misure che garantiscano il rispetto dei diritti umani e delle libertà fondamentali. Il governo egiziano dovrà rispettare le diverse posizioni politiche dei manifestanti, tutelando i diritti e la dignità delle donne, favorendo la loro partecipazione alla vita politica e promuovendo l'associazionismo quale elemento fondamentale per la creazione di un sistema democratico sostenibile. Sistema che potrà così contare su finanziamenti e aiuti che garantiscano una ripresa economica e una inclusione sociale dei soggetti più deboli e quindi pluralismo politico.

4-381-000

**Marc Tarabella (S&D)**, *par écrit*. – Au moins seize manifestants ont été tués dimanche, selon le ministère de la santé, dont huit au Caire dans des heurts entre partisans et adversaires du président. L'armée estime à 14 millions le nombre de manifestants descendus dans la rue, sur une population de 84 millions d'Égyptiens. Il s'agit de la plus grande manifestation de l'histoire de l'Égypte.

Les adversaires de M. Morsi dénoncent une dérive autoritaire du pouvoir destinée à instaurer un régime dominé par les islamistes, ainsi que son incapacité à relancer l'économie. Ses partisans, en revanche, soulignent qu'il puise sa légitimité dans la première élection présidentielle libre de l'histoire de l'Égypte. Ils accusent l'opposition laïque de faire le jeu des nostalgiques de l'ancien régime. L'Europe ne peut pas faire comme s'il ne se passait rien. Elle doit aider à ce que la voie pacifique soit préférée et les droits de l'homme respectés!

4-381-500

**Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL)**, *par écrit*. – J'ai refusé de prendre part au vote de cette résolution relative à la "crise" en Egypte. Tout d'abord, il était impossible pour moi de voter un texte présenté oralement à la dernière minute sur un sujet aussi sensible évoluant au fil des heures. La situation en Egypte est grave. Quoique l'on pense des Frères musulmans, l'armée a renversé un régime démocratiquement élu, même si les élections étaient sujettes à caution. Donc, c'est d'un coup d'Etat militaire qu'il s'agit, même s'il a été soutenu par la liesse populaire. Je suis, par ailleurs, sceptique quant aux intentions réelles de l'armée et sa volonté de satisfaire les demandes des manifestants, au vu notamment des positions économiques des principaux responsables militaires. Ces intérêts me semblent bien éloignés de ceux des travailleurs, des pauvres et des jeunes qui réclament la justice sociale et l'amélioration de leur niveau de vie. Alors que le peuple égyptien subit de plein fouet la désorganisation des services publics, la chute du tourisme et la montée du chômage, et que la majorité vit encore avec moins de deux dollars par jour, la priorité est de rétablir en urgence l'ordre démocratique afin que le pays réponde enfin aux préoccupations de la population.

4-382-000

**Jacek Włosowicz (EFD)**, *na piśmie*. – Chciałbym wyrazić solidarność z obywatelami Egiptu w tym krytycznym dla nich momencie, okresie przemian, które, miejmy nadzieję, zmierzają ku demokracji. Mam nadzieję, że egipski rząd będzie dążył do zapewnienia bezpieczeństwa wszystkim obywatelom, niezależnie od ich poglądów politycznych oraz przynależności i wyznania, do respektowania praw człowieka i podstawowych wolności, do ochrony wolności zrzeszania się i wolności wypowiedzi oraz do poszanowania i wypełniania swoich międzynarodowych zobowiązań. Dlatego jestem za, również za tym, by utrzymać międzynarodowa pomoc.



4-382-500

**Inês Cristina Zuber (GUE/NGL)**, *por escrito*. – O povo egípcio continua a demonstrar ao mundo a sua dignidade, combatividade, vontade e determinação em lutar pela melhoria das suas condições de trabalho e de vida. Parece imparável a sua luta por direitos democráticos, pela sua soberania e pelo seu direito a decidir o seu presente e o seu futuro, livre de qualquer ingerência externa. Depois de derrotar a ditadura de Mubarak, o povo egípcio não se resigna e continua na sua marcha libertadora e contra novas formas de subjugação que surgem pelo poder confessional dos islamitas da Irmandade Muçulmana e pela ingerência externa do imperialismo. Novas formas de subjugação que a maioria do PE considera como *período crítico de transição para a democracia*, o que evidencia os valores e os princípios democráticos que esta defende. Perante novas formas de tentar manter o poder de classe da burguesia egípcia e do imperialismo, a maioria do PE demonstra de que lado da barricada da luta dos povos contra a opressão se encontra, defendendo que o Egito implemente os *requisitos da ajuda da UE e do FMI*, ou seja, a imposição da agenda que o povo português bem conhece de cortes de salários e pensões, maior exploração laboral, cortes nos serviços públicos de saúde e educação, privatizações e liberalizações.

### **15. Berichtigungen des Stimmverhaltens und beabsichtigtes Stimmverhalten: siehe Protokoll**

4-384-000

**Der Präsident.** – Damit sind die Erklärungen zur Abstimmung abgeschlossen.

*(Die Sitzung wird um 13.35 Uhr unterbrochen und um 15.00 Uhr wieder aufgenommen.)*

4-385-000

**Elnökváltás: UR LÁSZLÓ SURJÁN**

*Aelnök*

### **16. Az előző ülés jegyzőkönyvének elfogadása: lásd a jegyzőkönyvet**

### **17. Vita az emberi jogok, a demokrácia és a jogállamiság megsértésének eseteiről (vita)**

#### **17.1. A dzsibuti helyzet (vita)**

4-389-000

**Elnök.** – A következő napirendi pont vita hat, a dzsibuti helyzettel kapcsolatos állásfoglalásra irányuló indítványról <sup>(2)</sup>.

4-390-000

**Charles Tannock**, *author*. – Mr President, as perhaps one of the few Members of this House who has actually visited Djibouti, I can advise colleagues that, having been to this country, it does have a lot to recommend it, by way of a marvellous combination of French and Somali cuisine and culture on the Red Sea. Nevertheless, it remains beyond doubt that there are serious deficiencies in its governance and that Djibouti's authoritarian leadership

<sup>(2)</sup> Lásd a jegyzőkönyvet.

regularly suppresses fundamental freedoms and restricts the actions of civil society and political opponents.

In my role as rapporteur for the Horn of Africa, I have always been clear that this region's stability, security and prosperity must be accompanied by the construction and consolidation of truly democratic institutions and by the authorities' full respect for human rights and the rule of law. To this extent, we have numerous concerns about the allegations of widespread fraud in the recent elections, by violence against demonstrators and by the alleged ongoing detention of around 60 political prisoners. Nevertheless, we must also take into account the reports of election observers in Djibouti who regarded the vote in February as transparent and further noted that it was the first vote to feature multiple opposition candidates, which of course is something we should celebrate. This surely bodes well for the future, provided that the Djibouti authorities commit to further reforms and meaningful change.

Djibouti is a small state which could flourish and which deserves our full support in the European Union. It has contributed significantly in the fight against terrorism and maritime piracy. There are bases from Japan, from European countries, also the EU NAVFOR Atalanta CSDP anti-piracy mission regularly docks there, and we must continue to offer its forces support in this regard. But this must be accompanied by diplomatic pressures to release the political dissidents and free up the instruments of political opposition and democratic engagement.

As the former French Somalia, Djibouti has certainly proved more successful and stable than its former Italian counterpart. My personal dream is also to see Djibouti, Somaliland and Somalia stand side by side in the Horn of Africa as safe, prosperous, independent nation states. I believe we should do everything in our power to help the countries of this region to get there.

4-391-000

**Nicole Kiil-Nielsen**, auteure . – Monsieur le Président, à Djibouti, toute contestation politique et sociale est criminalisée et proscrite de fait. Un sujet reste tabou: les viols des femmes afar commis, notamment, par l'armée, dès le début des années 90. Ni le ministère de la promotion de la femme, ni les partis politiques, ni même les défenseurs des droits humains, régulièrement harcelés et arrêtés, n'osent les dénoncer haut et fort.

À Djibouti, comme ailleurs dans le monde, le viol est utilisé comme une arme de guerre visant à détruire l'identité des communautés.

Jamais évoquées dans les accords de paix de 1994 et 2001, dans lesquels seuls des hommes se trouvaient à la table des négociations, les violences sexuelles, ces crimes de guerre, restent occultées et empêchent toute réelle possibilité de réconciliation nationale.

La résolution votée par le Conseil de sécurité la semaine dernière, ou celle adoptée dans notre enceinte, invite les États à inscrire les crimes sexuels dans leur législation nationale pour que ces actes puissent être jugés. Mais l'impunité pour les violeurs règne toujours à Djibouti. Les actions à entreprendre sont connues. Ce qui manque, c'est une réelle volonté politique.

Des femmes, en dépit de la répression et de la honte qu'elles éprouvent, ont eu le courage de porter plainte. Souvent en vain. Car les plaintes déposées, impliquant pour la plupart des soldats, sont classées sans suite. Ces femmes attendent un soutien de notre part, pour

les aider à faire condamner les auteurs de ces crimes. Rien n'est plus terrible pour ces femmes victimes que le déni de justice. Sans la justice, aucune reconstruction ne sera possible.

4-392-000

**Cristian Dan Preda**, *Autor* . – Djibouti este un aliat important al Uniunii Europene și al statelor membre în lupta împotriva terorismului și a pirateriei maritime în Cornul Africii. Situația din această țară a evoluat într-o indiferență relativă a comunității internaționale. E drept că situația presei din Djibouti, comparată de Reporters sans frontières cu o „gaură neagră mediatică”, nu permite o informare corectă. Nu putem însă să ignorăm ceea ce s-a întâmplat în Djibouti în ultimele luni, în urma alegerilor legislative din 22 februarie. Ceea ce, de fapt, trebuia să fie un pas înainte pe calea democrației pentru Djibouti, întrucât opoziția participa la alegeri pentru prima dată de la venirea la putere a Președintelui Ismail Omar Guelleh, a dus la derive care sunt foarte îngrijorătoare. Contestarea rezultatelor de către opoziție a declanșat reprimarea violentă a manifestațiilor, ca și un val de arestări și condamnări ale mai multor lideri politici. Pe de altă parte, nepublicarea rezultatelor scrutinului pe birou de vot întreține suspiciunile de fraudă. În fine, libertatea de expresie, oricum foarte fragilă în această țară, s-a degradat și mai mult, odată cu condamnarea și încarcerarea mai multor jurnaliști, apropiați de sensibilitățile opoziției.

Parlamentul European trebuie să își facă auzită vocea pentru a cere autorităților djiboutiene să pună capăt reprimării opoziției, să elibereze prizonierii politici și să angajeze cu opoziția un dialog autentic pentru a ieși din criză. Aceasta este, de altfel, și promisiunea făcută de Președintele Guelleh săptămâna trecută. Uniunea Europeană va trebui să coopereze în acest sens cu organizațiile regionale și, cred, ar putea să folosească relația bună pe care o are cu Djibouti pentru a favoriza, pe termen lung, reforme democratice.

4-393-000

**Hannu Takkula**, *laatiija* . – Arvoisa puhemies, Djiboutin tilanne on tietenkin erittäin haastava. Kun me mietimme täällä Euroopan parlamentissa, miten voimme tuonne Afrikan sarveen täältä vaikuttaa, toisenlaiseen kulttuuriympäristöön. Meidän on muistettava, että Euroopan unionin perustehtävä on viedä maailmalle demokratiaa, ihmisoikeuksia ja mielipiteenvapautta. Eli näitä arvoja, joiden päälle meidän eurooppalainen todellisuutemme ja joiden päälle Euroopan unionin jäsenvaltiot ovat rakentaneet oman toimintansa. Näitä arvoja meidän pitää viedä myöskin noihin maihin.

On toki selvää, että kun katsotaan Djiboutin tilannetta, niin demokratiakehityksen kannalta nuo vaalit, mitkä olivat viime helmikuussa, sen jälkeen on ollut paljon pidätyksiä. On totta, että siellä on suuria ongelmia ihmisoikeuksien kanssa. Naisten oikeudet ovat siellä erittäin heikot. Ja niin kuin on käynyt ilmi, myöskin tiedot, jotka ovat vakavia, kertovat naisten joukkoraiskauksista ja näin edespäin. Ilman muuta näihin pitää nopeasti pyrkiä puuttumaan.

Tämä on haastava konsepti johtuen siitä, että noissa maissa, joissa on pääosin islamilainen ajattelumalli ja uskonto, oikeudet, naisten oikeudet ja demokratia ja ihmisoikeudet nähdään erilaisessa valossa. Sen vuoksi katson niin, että kun Euroopan unioni tekee työtä tuolla alueella ja kun me menemme tuolle alueelle tehostamaan toimiamme, meidän pitää lähteä sieltä ruohonjuuritason todellisuudesta.

Koulutuksen kautta me voimme ehkä pikku hiljaa saada muutosta aikaan, mutta niin kuin on todettu, nyt täytyy luoda kovaa painetta, poliittista painostusta, jotta saadaan tilanne Djiboutissa hallintaan, ja jotta ihmisoikeustilanne saadaan siellä hallintaan, jotta naisten oikeuksia ei siellä enää poljeta. Sen jälkeen tällainen pitkäaikainen määrätietoinen

demokratiatyö, sitä tarvitaan, mutta se ei lähde siitä, että me lähetämme sinne blankona rahaa tai me kirjoitamme täällä päätöslauselmia, vaan meidän täytyy rakentaa sinne sellaisia kansalaisyhteiskuntaohjelmia, jotka nimenomaan koulutuksen kautta voivat pikkuhiljaa juurruttaa ihmisiin uudenlaista ajattelua, että he ymmärtävät sen, mitä demokratia tarkoittaa? Mitä ihmisoikeudet tarkoittavat? Eikä niin, kuin tällä hetkellä tahtoo olla noiden maiden kanssa kun käydään keskusteluita, he sanovat, se on vain länsimainen konsepti, jota he eivät halua hyväksyä. Meidän pitää viedä näitä arvojamme sinne.

4-394-000

**Marie-Christine Vergiat**, *auteure*. – Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord me féliciter de ce que la situation des droits de l'homme à Djibouti fasse enfin l'objet d'une résolution du Parlement européen. Pourtant, ce territoire qui a eu tant de mal à accéder à l'indépendance devrait faire l'objet de notre attention permanente, tant la situation y est catastrophique.

Il faut dire que, pour certains États membres, et donc pour l'Union elle-même, c'est un territoire stratégique. Trois bases militaires sont présentes sur son sol: une états-unienne, une japonaise et, bien sûr, une française – l'ancienne puissance coloniale –, sans même parler de puissants intérêts allemands.

J'avoue qu'en lisant, dans la résolution, que les bases militaires présentent, pour le territoire djiboutien, une rente pour le pays et lui assurent une croissance continue, mon sang n'a fait qu'un tour. Une rente pour qui? Pour la dictature au pouvoir et pour ses sbires? C'est sûr! Pour la population djiboutienne? Permettez-moi d'en douter.

C'est l'un des pays les plus pauvres du monde: 42 % de sa population vit dans une pauvreté extrême. Le taux d'analphabétisme est dramatique et touche d'abord les femmes. Pauvres femmes djiboutiennes, qui subissent massivement des mutilations génitales! D'après les ONG, 98 % des petites filles, aujourd'hui, sont excisées ou infibulées. Et, oui, elles sont violées, notamment par des membres de l'armée. Le chômage y est endémique et particulièrement chez les jeunes. Ces jeunes, ces femmes, sont à l'origine des mouvements de contestation qui touchent le pays.

Les élections de février 2013 ont pu représenter un espoir, et c'est le pari qu'a fait l'opposition démocratique en y participant pour la première fois depuis dix ans. Ces élections ont donné la victoire massive au parti au pouvoir. Les observateurs sur place n'ont rien vu. Pourtant, on peut avoir des doutes. Les résultats officiels pour chaque bureau de vote ne sont toujours pas connus. La clé des élections repose pourtant sur les résultats de la ville de Djibouti, où vivent les trois quarts de la population.

Depuis, la répression s'abat sur les opposants avec une rare violence. Le cas de Sahal Ali Youssouf, ce jeune homme de 24 ans décédé après avoir subi une nuit de tortures sauvages par la police, est emblématique. On peut aussi parler de Mohamed Ahmed dit Jabha, emprisonné depuis mai 2010, sans procès et sans soins. Et Daher Ahmed Farah, leader de l'opposition, qui a eu le courage de retourner dans son pays pour y mener la lutte démocratique, vient d'être emprisonné cette semaine.

Alors, oui, sortons de nos silences! Aidons les Djiboutiens à obtenir une solution pacifique! Exigeons la libération de tous les prisonniers politiques et la fin de la répression à leur égard.

4-395-000

**Véronique De Keyser**, *auteure*. – Monsieur le Président, je pense que chacun a vu Djibouti comme il souhaitait le voir. Je me réfère à l'exquise cuisine française évoquée par M. Tannock.

Je vous rappelle que, selon la FAO – l'organisme onusien pour l'aide alimentaire –, 180 000 personnes aujourd'hui à Djibouti ont besoin d'une aide alimentaire que ne peut fournir l'exquise cuisine française djiboutienne; que, du point de vue de la liberté de la presse, Djibouti occupe la 160e place sur 179, selon le classement de Reporters sans frontières.

Monsieur le Président, il est clair que Djibouti et la corne de l'Afrique, en général, sont des enjeux stratégiques pour la stabilité de toute l'Afrique et pour notre sécurité à nous également. Cela ne doit pas nous amener à des concessions impardonnables du point de vue de la démocratie et des droits de l'homme. Et Djibouti n'est certainement pas le seul, ni le pire des pays dans la corne de l'Afrique. Mais il est tout de même anormal que, depuis les élections de février 2013, nous ayons demandé à avoir une urgence sur Djibouti parce que nous avons, comme le dit Mme Vergiat, des doutes sur la régularité de ce scrutin, qui a été pacifique et c'est déjà quelque chose, mais qui n'a peut-être pas été régulier. Alors, depuis février 2013, nous essayons de faire passer une urgence sur ce sujet et il est vrai que la répression s'accroît. Et c'est vrai que, depuis 2013, les ONG et les activistes des droits de l'homme évoquent plus de 1 000 prisonniers politiques.

Alors, moi, je voudrais prendre le Président djiboutien au mot. Le 27 juin dernier, il a parlé d'un dialogue avec l'opposition, cette opposition aujourd'hui réprimée. Prenons-le au mot! Mais alors, prenons-nous au mot aussi! Exerçons un véritable suivi concernant la situation à Djibouti, et voyons si, dans trois mois, dans six mois, effectivement, le succès de Djibouti, du point de vue des relations internationales, lui permettra d'atteindre de meilleurs scores en matière de démocratie et de droits de l'homme.

4-396-000

**Peter Šťastný**, *on behalf of the PPE Group*. – Mr President, I welcome the steps towards political reform such as enabling the opposition to win seats in the parliamentary elections. The political parties and the people of Djibouti have shown commitment to the future of their country by participating in those elections.

However, I am concerned about the current situation in Djibouti, which is a key player in combating terrorism and piracy in the region. I strongly oppose the repression of political opposition and call for an immediate release of all those imprisoned. I strongly condemn excessive acts of sexual violence against women. The government must prevent such deplorable acts and punish the perpetrators.

Djibouti has to show commitment to democratic principles and respect for human rights to further advance its ties with the European Union.

4-397-000

**Corina Crețu**, *în numele grupului S&D*. – Într-adevăr, ne îngrijorează grava criză politică din Djibouti, atât din cauza represaliilor împotriva opoziției, după alegerile din 22 februarie, cât și pentru că aceste alegeri au reprezentat o șansă pentru democratizarea unei țări al cărei președinte a fost ales, în 2005, cu 100% din voturi. Pentru depășirea tensiunilor ce au făcut victime se impune, în primul rând, clarificarea acuzațiilor privind fraudă electorală.

Solicităm o anchetă imparțială a desfășurării scrutinului parlamentar, în cadrul căreia Uniunea Africană și Liga Arabă să aibă un rol activ, în calitate de observatori ai alegerilor. De asemenea, cerem autorităților să respecte dreptul opoziției și al cetățenilor de a se exprima public, inclusiv pe rețelele sociale. Uniunea Europeană, ca principal donator pentru Djibouti, are datoria de a se implica dincolo de parteneriatul pentru contracararea terorismului și pirateriei maritime, să se implice în combaterea analfabetismului, șomajului și sărăciei extreme, care afectează jumătate din populație și favorizează menținerea unui regim autoritar.

4-398-000

**Ryszard Czarnecki**, *w imieniu grupy ECR* . – W sprawie Dżibuti nie jesteśmy sami. Stanowisko ONZ jest jasne. W sprawie tego kraju alarmują również „Reporterzy bez granic”, którzy – przypomnę – parę lat temu nagradzani byli przez nas nagrodą im. Sacharowa. Myślę, że można tu przytoczyć słynne powiedzenie Alexisa de Tocqueville'a, który mówił, że rewolucje wybuchają wtedy, kiedy zaczyna się poprawiać w danym kraju sytuacja, bo w Dżibuti się poprawiło. Jest faktem, że te wybory były pewnym krokiem naprzód, ale jest jeszcze szereg rzeczy, które budzą zastrzeżenia. O tym mówimy, mówimy o przemocy wobec demonstrantów, mówimy o przemocy wobec kobiet. Z całą pewnością należy te rzeczy wskazywać, ale też zauważać, że nastąpiły pewne pozytywne zmiany. Tym niemniej jednak ta rezolucja będzie służyła pokazaniu władzom Dżibuti, że jesteśmy bardzo zainteresowani rozwojem demokracji w tym kraju.

4-399-000

**Jaroslav Paška**, *za skupinu EFD* . – Spoločenský prechod od systému jednej politickej strany k pluralitnej demokracii zvykne byť často sprevádzaný problémami, aké vidíme aj v Džibutskom štáte. Riadiaci aparát štátu kreovaný na základe interných dohôd v štruktúrach politickej strany je len zriedkakedy schopný podriadiť sa slobodnej demokratickej selekcii voličov.

Napriek tomu aj vzhľadom na strategický význam Džibutska na výbežku Afrického rohu musíme na miestne politické štruktúry účinne pôsobiť s cieľom dosiahnuť podmienky na prechodné vytváranie pluralitného systému a demokratického politického prostredia.

V prvom rade potrebujeme dosiahnuť zastavenie perzekúcií vládnej moci voči opozičným politikom, ale aj občianskym združeniam, novinárom, ako aj šírenia sa bezprávia. Potom by sme sa mali účinnou mediáciou snažiť o dohodu alebo spoluprácu medzi vládnym zoskupením a opozíciou a usilovať sa o to, aby sa vytvorili nové vzťahy medzi nimi na základe vzájomnej tolerancie a pochopenia.

Vzhľadom na materiálnu závislosť krajiny od stabilných príjmov z USA, Japonska a Európy by sme pri dobrom koordinovanom spoločnom postupe mohli vytvoriť tlak a dosiahnuť takýto cieľ.

4-400-000

**Franz Obermayer (NI)**. - Herr Präsident! Der Weg von einer Kolonie zu einem demokratischen Staat ist sicherlich sehr schwierig, doch rechtfertigt dies nicht Menschenrechtsverletzungen am laufenden Band, wie sie jetzt seit längerer Zeit passieren: Massenfestnahmen der Opposition, gewaltsame Unterdrückung von Demonstranten, Unterdrückung auch der Frauen, etc. etc.

Die EU will zwar 40 Mio. Euro für Wasserentsalzungsanlagen investieren, sieht jedoch über Menschenrechtsverletzungen hinweg, vielleicht auch deshalb, weil Djibuti ein strategisch wichtiges Land im Kampf gegen Piraterie ist und weil man für die Sicherung der Handelsrouten um den Golf von Aden einen Partner sucht. Das darf jedoch keine Ausrede sein, demokratische Grundwerte mit Füßen zu treten!

Daher muss die Führung von Djibuti aufgefordert werden, die Restriktionsmaßnahmen gegenüber Oppositionellen sofort einzustellen, politische Gefangene freizulassen und endlich auch die Ergebnisse der Parlamentswahlen zu veröffentlichen.

4-401-000

**Sari Essayah (PPE).** - Arvoisa puhemies, Djiboutin demokration tilanne on huono. Siellä ei ole itsenäistä mediaa ja toimittajat ja ihmisoikeusaktivistit ovat jatkuvasti painostuksen ja vainon kohteena, mikäli kritisoivat hallituksen linjaa. Opposition johtajat sekä presidentin kriitikot ovat vaarassa joutua vangituiksi, ja maassa arvellaan olevan tällä hetkellä jo noin 600 poliittista vankia. Erityisesti helmikuun parlamenttivaalien jälkeen maassa pidätettiin ja vangittiin vähintään 90 ihmistä lisää.

Djibouti saa merkittävän paljon kehitysyhteistyöapua EU:lta. Vuosina 2008–2013 avun määrä on ollut noin 50 miljoonaa euroa. EU:n tulisi pyrkiä Djiboutin kuten myöskin monien muiden apua saavien maiden kohdalla siihen, että tämä apu myös ohjaa maan demokratia- ja ihmisoikeuskehitystä.

4-402-000

**Alexander Mirsky (S&D).** - Mr President, this is a resolution regarding the situation in Djibouti; my colleagues in the European Parliament have done great work on it. I would just like to add the reasons why there is no democracy today in Djibouti. President Guelleh is almost a dictator; the country depends on external help for 87 % of its needs. At the same time there is a high level of crime and corruption in Djibouti. I appeal to the European Parliament not only to recommend some actions, but to use all possible methods, including financial ones, in order to change this tragic situation in Djibouti today.

4-403-000

**Krzysztof Lisek (PPE).** - Panie Przewodniczący! Dżibuti możemy pochwalić za udział w operacji antypirackiej, za to, że pomaga w stacjonowaniu tam wojsk Unii Europejskiej, dokładnie wojsk francuskich, czy amerykańskich, czy japońskich i że bierze udział w akcji na rzecz stabilizacji sytuacji w Rogu Afryki. Możemy pochwalić za pewne próby wprowadzenia demokracji, ale musimy jednocześnie powiedzieć jasno, że to co stało się po wyborach – mówię o aresztowaniach, o prześladowaniu opozycji, o prześladowaniu dziennikarzy, o prześladowaniu działaczy organizacji pozarządowych, ich liderów w szczególności – to jest coś, co absolutnie zasługuje na potępienie. Unia Europejska musi zabrać głos w tej sprawie i musimy apelować do wysokiej przedstawiciel, aby przekazała w imieniu Unii Europejskiej jasny sygnał, że nie ma zgody z naszej strony na tego typu praktyki i że oczekujemy zwłaszcza od prezydenta Dżibuti (bo ma tam pełnię władzy) przywrócenia demokracji.

4-404-000

„Catch the eye” eljárás

4-405-000

**Seán Kelly (PPE).** - A Uachtaráin, is dóigh liom gur thug údar an rúin, Charles Tannock, an-acoimre ar an gcás seo. An méid a dúirt sé, bhí sé údarásach, bhí sé oideachasúil agus bhí sé féaráilte.

Is dóigh liom dá gcuirfimis ceist ar shaoránaigh na hEorpa ag fiafraí díobh cá bhfuil Djibouti, nach mbeadh cliú dá laghad ag an gcuid is mó díobh. Is ait é sin, mar tá sé lonnaithe in áit an-tábhachtach, straitéiseach sa domhan. Sin an fáth go bhfuil suim chomh mór sin ag na tíortha móra ann.

Is ceart freisin a rá go bhfuil dul chun cinn de shaghas déanta acu ó fuair siad neamhspleáchas ón bhFrainc, agus go háirithe na toghcháin a bhí acu i mí Feabhra – mar a dúirt an t-uasal Tannock agus an t-uasal Šťastný. Bíodh sin ráite, tá fadhbanna móra ann maidir le cearta sibhialta agus is dóigh liom gur ceart dúinn níos mó brú a chur orthu go háirithe maidir le foréigean i gcoinne mná agus príosúnaigh pholaitiúla a ligean saor.

4-406-000

**Marc Tarabella (S&D).** - Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, il est essentiel que les autorités djiboutiennes fassent enfin le nécessaire afin de faire cesser les violations des droits humains et de garantir enfin les libertés civiles, politiques et de la presse.

En effet, depuis les élections du 22 février 2013, de nombreux membres de l'opposition sont arrêtés et les manifestations contestant la régularité de ces élections sont réprimées.

Les attaques et le harcèlement policier et judiciaire à l'encontre des membres de l'opposition politique doivent cesser, et il est primordial de libérer les personnes détenues pour des motifs politiques. Et que dire des excisions et des viols de femmes par, notamment, des membres des l'armée. C'est abject.

De plus, il est impossible pour les journalistes étrangers de se rendre à Djibouti afin d'obtenir des informations fiables sur la situation dans le pays. Cela prouve que la liberté de la presse est fortement bafouée.

Enfin, nous demandons également que les résultats des élections soient enfin publiés de manière transparente.

4-407-000

**Eija-Riitta Korhola (PPE).** - Arvoisa puhemies, Djibouti on ollut avainroolissa taistelussa terrorismia ja merirosvoutta vastaan Afrikan sarven alueella. Itsenäistymisensä jälkeen maan oppositio on tänä vuonna ensimmäistä kertaa saanut edustajia parlamenttiin. Samaisten vaalien jälkeen maa on kuitenkin ajautunut syvään poliittiseen kriisiin. Poliittisten vankien määrä on kasvanut ja vankilaolot herättävät erityistä huolta. Koska ulkomaalaisia toimittajia ei päästetä maahan, luotettavan tiedon saaminen siitä, mitä Djiboutissa tapahtuu, on välillä hankalaa.

YK on kuitenkin raportoinut viime vuonna 1 80 000 ihmisen olevan ruoka-avun tarpeessa ja naisiin kohdistuvan väkivallan olevan moninaista. Laajalle levinneet raiskaukset, silpominen, perheväkivalta, seksuaalinen häirintä sekä alaikäisten avioituminen vaikuttavat pitkään naisten psyykkiseen ja fyysiseen hyvinvointiin ja sitä kautta koko yhteiskuntaan. Djibouti on mukana AKT-EU-yhteistyössä ja allekirjoittanut Cotonoun sopimuksen sitoutuen näin kunnioittamaan ihmisoikeuksia, demokratiaa ja oikeusvaltioperiaatteita.



4-408-000

„Catch the eye” eljárás vége.

4-409-000

**Johannes Hahn**, *Member of the Commission* . – Mr President, Djibouti is an important partner of the EU – a hub of stability in the volatile region of the Horn of Africa. Djibouti’s constructive engagement with the international community in combating piracy in the Western Indian Ocean is highly appreciated. Djibouti hosts two major EU CSDP missions: EU NAVFOR Atalanta and EUCAP Nestor.

The European Union is a key partner of Djibouti. We support the country’s development in energy and water sectors, and we are active in the area of governance.

The EU supported Djibouti’s cautious but steady approach to electoral and political reform prior to the legislative elections in February 2013. We took it as a token of political maturity and widening of the political space when the united opposition decided to take part in the general election. We also welcomed the overall peaceful manner in which the voting was conducted.

However, the High Representative/Vice-President was concerned about a lack of transparency and serious delays in the publication of the voting results and the detention of members of the opposition. She believes that it is important that Djibouti makes further progress towards opening political space and allowing alternative views in order to sustain development and stability. This would be in line with Djibouti’s stated attachment to democratic principles, as well as to the rights and freedoms enshrined in national, regional and international instruments relating to human rights and to elections.

This is why now, after both the government and representatives of the opposition have announced that they have started a dialogue, we are hopeful that things can be put on the right track. The High Representative/Vice-President strongly encourages both the government and the forces of the opposition to privilege dialogue over confrontation. She believes that appeasement and a constructive, genuine dialogue of all parties, including civil society, is the right way ahead. After a period of tension, it is now time to go beyond what happened and to work together towards a national consensus on the way forward.

The people of Djibouti need peace and stability, but they need to achieve this in the context of the rule of law, good governance and respect for human rights. The EU is ready to support this process and to work together with everyone in Djibouti to help to achieve democracy and equitable sustainable growth.

4-410-000

**Elnök.** – A vitát lezárom.

A szavazásra a viták végén kerül sor.

## 17.2. A nigériai helyzet (vita)

4-412-000

**Elnök.** – A következő pont vita hat, a nigériai helyzettel kapcsolatos állásfoglalásra irányuló indítványról <sup>(3)</sup>.

4-413-000

**Judith Sargentini,** *Auteur.* – We spreken vanmiddag over Nigeria en de nu voorliggende resolutie geeft een enorme opsomming van problemen in de democratie in Nigeria. Het is eigenlijk vrij kort samen te vatten: droogte, hongersnood en slecht bestuur leiden tot rampen, leiden tot extremisme. Het feit dat er nu duizenden Nigerianen op de vlucht zijn en in vluchtelingenkampen in Niger en in Kameroen terechtkomen, duidt op een situatie die niet meer in de hand te houden is.

Dit Parlement roept de regering van Nigeria op zijn verantwoordelijkheid te nemen, te werken aan goed bestuur en te werken aan economische voorspoed. Nou is dat simpel gezegd en zul je een terroristengroep als Boko Haram niet zomaar uit de markt prijzen, want dit is natuurlijk wat we met z'n allen zouden willen, maar we kunnen ook niet simpelweg zeggen "de manier waarop Boko Haram tewerk gaat, leidt tot alle rampspoed in Nigeria". Het feit dat Nigeria langzamerhand meer en meer een falende staat lijkt te worden, helpt hier niet aan mee.

Ik zie deze resolutie vooral als een *wake-up call* van dit Parlement en een manier om activisten in Nigeria die strijden voor democratie alsook voor gelijke rechten voor homo's en lesbo's, een hart onder de riem te steken; ik hoop dat wij met deze resolutie aandacht creëren in Nigeria en bescherming bieden aan die activisten.

4-414-000

**Marek Henryk Migalski,** *autor.* – Szanowny Panie Przewodniczący! Pani Sargentini skupiła się przede wszystkim na krytyce rządu, oczywiście to jest słuszne podejście i słuszna uwaga, dlatego że rząd stosuje nieproporcjonalne środki do zwalczania swojej opozycji. Ale wspomniana przez panią poseł organizacja Boko Haram jest również tym czynnikiem, który sprawia, że sytuacja w Nigerii jest rzeczywiście dramatyczna. Ta organizacja została uznana przez Stany Zjednoczone za drugą najbardziej groźną organizację terrorystyczną świata, dlatego ta sytuacja jest tak trudna do rozwiązania. Stąd decyzja o tej rezolucji, stąd – jak rozumiem – również decyzja o tym, by przedstawiciele Parlamentu Europejskiego udali się do Nigerii za dwa tygodnie. Mam nadzieję, że na miejscu będą w stanie przyjrzeć się dokładniej sytuacji i znaleźć adekwatne środki do tego, żeby pomóc Nigeryjczykom w rozwiązaniu tego problemu.

4-415-000

**Filip Kaczmarek,** *autor.* – Panie Przewodniczący! Nigeria jest krajem, który ze względu na swoją wielkość, potencjał gospodarczy i polityczne znaczenie oddziałuje na dużą część Afryki. Jestem przekonany, że rola regionalnego lidera jest również pewnym zobowiązaniem. Nigeria mogłaby dawać dobry przykład sąsiadom. Z różnych powodów w zakresie praw człowieka tak się nie dzieje. Część problemów, np. związanych z terrorystyczną działalnością Boko Haram, nie jest bezpośrednio zależna od władz Nigerii,

<sup>(3)</sup> Lásd a jegyzőkönyvet.

a sytuacja jest na tyle poważna w tym zakresie, że w maju prezydent Nigerii ogłosił stan wyjątkowy w 3 stanach szczególnie zagrożonych działalnością Boko Haram. Jednak inne problemy, jak np. bardzo częste orzekanie kary śmierci, czy próba wprowadzenia przepisów dyskryminujących obywateli ze względu na ich orientację seksualną, można by znacznie ograniczyć, lub w ogóle wykluczyć, gdyby władze Nigerii posłuchały propozycji zawartych w naszej rezolucji.

4-416-000

**Marietje Schaake**, *author*. – Mr President, this House shares the grave concern over the terrorist activities carried out by Boko Haram and related groups which have resulted in no less than 4 000 deaths over the past four years and forced many to flee violence and terror.

I well remember how a distribution centre, where the youth of Nigeria served as part of a year of civic duty, was blown up in the days before the presidential elections in 2011, leaving many young people dead.

Extremists and terrorists see democracy as a threat. To ensure there is no further escalation, extra-judicial killings should end, the downward spiral of revenge violence should be halted, and Boko Haram members and other suspected terrorists should be charged and tried. The principle of 'innocent until proven guilty' cannot be replaced by the destruction of entire villages where suspected members may live.

Nigerian law allows prosecution under the Terrorism Prevention Act of 2011. The role of the media deserves our special attention. It is not acceptable for journalists to be kept out of large areas because there is a state of emergency. Threats to journalists for reporting, as well as censorship, should be prevented, condemned and avoided. While it may seem like a good idea for the government to shut down mobile services to prevent militants and terrorists from communicating, this also restricts the digital freedoms of many ordinary Nigerians.

The EU, as Nigeria's largest financial donor, should forcefully urge the government to work within the law. The International Criminal Court is investigating whether Boko Haram has committed crimes against humanity. The legal path should prevail, as it sets the state apart from those who act outside of the law more clearly and more justly. We should also urge them to change laws.

The government should change laws that allow the death penalty and the criminalisation of LGBT people, as they do not only restrict the freedoms and rights of Nigerians, but also deny our aid workers and diplomats from the EU the space to work freely.

We need to focus on Nigeria, which has a lot of great opportunities in terms of resources and human capital. If Nigeria develops democratically and successfully into a rule-based society it could be an example for the region: an example in the good sense. Similarly, however, an escalation of extremism and violence, together with the wider unrest in the Sahel region, could lead to a spillover and a worsening situation.

4-417-000

**Marie-Christine Vergiat**, *auteure*. – Monsieur le Président, des affrontements sanglants ont lieu au Nigeria, sous la houlette du groupe fanatique Boko Haram. Nous nous devons de les condamner, mais cela ne doit pas faire oublier le reste.

Ainsi, près de 50 000 personnes croupissent dans les prisons, la plupart d'entre elles sans avoir été jugées, et souvent depuis des années. Mille personnes sont dans les couloirs de la mort, et plusieurs exécutions ont eu lieu la semaine dernière. Très récemment, une loi a été votée criminalisant l'homosexualité. Cette loi prévoit dix ans de prison pour toute démonstration publique d'affection entre deux personnes de même sexe et la même peine pour toute personne tentant d'aider les LGBT.

Le Nigeria vit une situation dramatique, dans laquelle l'emprise des compagnies pétrolières internationales et la corruption qui va avec minent les politiques publiques et privent la population des bénéfices pouvant provenir de l'exploitation des richesses nationales, sans même parler des dégâts environnementaux.

La misère est le terreau de la radicalisation. Les membres de Boko Haram sont surtout des jeunes gens n'ayant pas fait d'études, sans perspectives d'avenir et témoins d'une corruption révoltante dans le premier pays producteur de pétrole d'Afrique.

Pour contrer Boko Haram, le gouvernement nigérian a choisi la répression, et les violences s'enchaînent de part et d'autre: assassinats, rafles, extorsions de fonds, viols, et j'en passe. C'est un cercle vicieux qui se met en place au détriment de la population, provoque une émigration massive vers les pays voisins, qui ont déjà leur lot de problèmes. C'est intolérable, et ce n'est pas seulement en dénonçant les violences interethniques que l'on aidera le peuple nigérian.

Dans ce contexte, on peut se demander à quoi ont servi les 700 millions d'euros que l'Union a versés à ce pays depuis 2009. Oui, l'Union européenne a des outils. Encore faut-il qu'elle les utilise!

4-418-000

**Véronique De Keyser**, auteure . – Monsieur le Président, je voudrais revenir sur ce qui vient d'être dit, c'est-à-dire les 700 millions de l'Union européenne.

En effet, l'Union européenne est le plus grand donateur financier pour le Nigeria. Le 12 novembre 2009, nous avons signé avec le Nigeria, un *Nigeria-EC Country Strategy Paper*, et un *National Indicative Programme* pour 2008-2013, où nous financions des projets incluant la paix, la sécurité et les droits de l'homme. Ce sont les 700 millions dont vient de parler Mme Vergiat. De plus, conformément aux articles 8 et 9 de l'accord de Cotonou, l'Union européenne engage un dialogue politique régulier avec le Nigeria sur les droits de l'homme et les principes démocratiques.

Alors, je n'évoquerai même pas Boko Haram, je ne reprends que l'affaire des gays et des lesbiennes et le problème de l'homosexualité.

Nous nous sommes prononcés sur ce problème au Parlement européen à deux reprises déjà. Ce sera la troisième. Mme Ashton a fait un *statement* le 2 juin à ce sujet. Et, comme nous l'avons dit, en dépit de tout cela, la loi a été adoptée, et elle est terrible. On l'a évoquée: 14 ans de prison si on est marié à une personne du même sexe, 10 ans de prison si on a été témoin de ce mariage, 10 ans de prison si on a de l'affection. Je vous dirai que, dans mon pays, le premier ministre Elio Di Rupo, belge, ne pourrait pas se rendre au Nigeria. Je ne dirai rien de Michael Cashman, non plus. Il faut le garder chez nous. Et donc, cela pose un problème très réel aux niveaux politique et diplomatique et au niveau des droits de l'homme.

Personnellement, ce n'est pas le Nigeria que j'interpelle, c'est la Commission. Que faisons-nous, Monsieur le Commissaire, par rapport à cela? Quels résultats avons-nous obtenus de la part du Nigeria?

4-419-000

**Bernd Posselt**, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident! Europa ist nicht zuletzt aus dem Christentum entstanden, wie die wunderbare Ausstellung der sechs größten Marien-Wallfahrtsorte – darunter auch Mariazell, Herr Kommissar – hier im Europaparlament zeigt, die die Stadt Altötting hierhergebracht hat. Es gab in der Geschichte immer wieder blutige Konfrontationen mit dem Islam, aber auch viel fruchtbaren Austausch. Und dieser fruchtbare Austausch wäre eine einmalige Chance für Afrika und vor allem für eines seiner potenziell stärksten und reichsten Länder, nämlich Nigeria, die nur auf der Basis der Rechtsstaatlichkeit, der Toleranz und des interreligiösen Dialogs und des Respekts vor Minderheiten – und vor allem auch vor religiösen Minderheiten – eine Zukunft haben.

Deshalb müssen wir dieses Zusammenleben in Nigeria als Europäer auf der Basis von Modellen unterstützen, die wir selbst entwickeln. Und in wenigen Wochen wird im Kosovo eine Wallfahrt nach Maria Letnica sein, gemeinsam von Christen und Muslimen, wie das seit Jahrzehnten und Jahrhunderten der Fall ist. Und diese Symbole, die wollen wir nach Nigeria tragen und sagen, die Substanz sind die Menschenrechte, ist die Würde des Einzelnen. Dann kann das Zusammenleben auch erfolgreich sein.

4-420-000

**Lidia Joanna Geringer de Oedenberg**, *w imieniu grupy S&D*. – Panie Przewodniczący! Trwający od 2009 r. konflikt między katolikami a muzułmanami w północnej Nigerii doprowadził do śmierci ponad 3 600 cywilów. Z obawy o własne życie kraj opuściło ponad 9 000 obywateli. Nasilające się ataki islamistycznego ugrupowania Boko Haram na kościoły, szkoły, banki czy posterunki policji przyczyniły się do śmierci kolejnych kilkuset niewinnych cywilów. Siły bezpieczeństwa reagują ostro, ale nieskutecznie.

Konieczny jest dialog między rządem a islamistami. Ponadto władze muszą kontynuować realizację reform gospodarczych i prawnych gwarantujących wszystkim zatrzymanym prawo do niezawisłego procesu i moratorium na karę śmierci.

Dnia 30 maja Parlament Nigerii przyjął ustawę o zakazie małżeństw tej samej płci, obłożonym karą 14 lat więzienia. Podobne kary przewidziano dla członków organizacji pozarządowych działających na rzecz osób homoseksualnych. W dwunastu północnych stanach obowiązuje prawo szariatowe karzące homoseksualistów śmiercią.

W kontekście nowopowstałej ustawy zakazującej małżeństw homoseksualnych przypominamy Nigerii o obowiązku wypełnienia zobowiązań przyjętych na mocy wiążących ją z Unią umów odnośnie do poszanowania uniwersalnych praw człowieka i podstawowych swobód, w tym zakazu dyskryminacji na gruncie orientacji seksualnej.

4-421-000

**Hannu Takkula**, *ALDE-ryhmän puolesta*. – Arvoisa puhemies, Nigerian tilanne on monella tapaa huolestuttava. Ilman muuta Euroopan unionissa, kun me kannamme huolta ihmisoikeuksista ja demokratiasta, me haluamme olla myöskin tukemassa tälle tielle Nigeriaa. Onhan näin, että Nigerialla ja Euroopan unionilla on myöskin paljon yhteistyötä.

Euroopan unioni on rahoittanut tai ollut avustamassa Nigeriaa, vuonna 2008–2013 viiden vuoden aikana yli 700 miljoonalla eurolla, joka on erittäin merkittävä summa. On selvää, että meidän lähin ja keskeisin intressi on toki saada demokratiakehitys käyntiin Nigeriassa.

Nigeriahan on yksi maailman suurimmista öljyntuottajamaista. Silti on muistettava, että yli 60 prosenttia kansasta elää alle yhdellä dollarilla vuorokaudessa. Eli se kertoo siitä, että oikeudenmukaista tulonjakoa ei myöskään tuossa maassa ole. Sen vuoksi on tärkeää huolehtia siitä, että oikeudenmukaisuuden periaatteet voisivat nousta esille.

Täällä on noussut esille Boko Haram -terroristijärjestö. On totta, että meidän pitää taistella terrorismia vastaan, meidän pitää Euroopan unionin kansalaisina Euroopan unionin kautta hyvin voimakkaasti huolehtia siitä, että demokratia voisi vahvistua, ihmisoikeudet voisivat vahvistua ja myöskin erilaisten vähemmistöjen asema tuossa maassa voisi vahvistua.

4-422-000

**Barbara Lochbihler**, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Herr Präsident! Wer in Nigeria zu einer Haftstrafe verurteilt wird, hat nichts Gutes zu erwarten. Die Gefängnisse sind überfüllt, das Essen extrem schlecht und nur selten kann man bei Krankheiten auf eine ärztliche Versorgung hoffen. In den über 200 Gefängnissen des Landes saßen 2011 nach offiziellen Angaben 48 000 Gefangene. Damit ist die Kapazitätsgrenze um mehr als das Doppelte überschritten. Schon bei kleineren Gesetzesverstößen drohen Haftstrafen, und wer arm ist, kann sich oft die Kautions- oder die Geldstrafe nicht leisten.

Die Untersuchungshaft kann bis zu zehn Jahre dauern. Das heißt, sie können unter Umständen zehn Jahre lang auf einen Verhandlungstermin warten. Ich sage das verbunden mit der Aufforderung an den EU-Außendienst, ein ganz besonderes Augenmerk auf die beschleunigte und umfangreiche Veränderung des Justizwesens in Nigeria zu legen und entsprechende Reformen gezielt zu unterstützen.

Und nun wurde ein Gesetz verabschiedet, das Personen, die in einer gleichgeschlechtlichen Beziehung leben, hart bestraft, ebenso Einzelpersonen und Institutionen, die die Rechte von LGBTI-Personen verteidigen. Dabei sieht bereits jetzt das Strafgesetzbuch in Nigeria Gefängnisstrafen bis zu 14 Jahren für gleichgeschlechtliche sexuelle Handlungen vor. In den nördlichen Bundesstaaten, dort wo das Scharia-Strafgesetzbuch gilt, muss mit noch härteren Strafen gerechnet werden. Homosexualität wird als Sodomie bezeichnet. Dafür gibt es für unverheiratete Personen einhundert Stockschläge und ein Jahr Haft, verheiratete Personen müssen mit der Steinigung rechnen.

Das neue Gesetz wird dazu führen, dass Menschen sich wegen ihrer sexuellen Orientierung verstecken werden, sie werden nicht die öffentlichen Dienststellen ansprechen, z. B. wenn sie krank sind, werden sie nicht in die Krankenhäuser gehen. Das gilt auch für die HIV-/Aids-Erkrankten. Dabei hat Nigeria bereits heute die dritthöchste Anzahl von HIV-/Aids-Infizierten der Welt.

Deshalb unser Appell an den nigerianischen Staatspräsidenten, dieses Gesetz auf keinen Fall zu unterstützen!

4-423-000

**Adam Bielan**, *w imieniu grupy ECR*. – Panie Przewodniczący! Prowokowane przez islamskich bojowników brutalne walki stanowią poważne zagrożenie dla społeczeństwa Nigerii. Organizacja Boko Haram przeprowadziła szereg ataków terrorystycznych na

instytucje publiczne, kościoły, szkoły, a także gospodarstwa rolne, których celem stała się ludność cywilna. Niestety wielu aktów przemocy dopuszczają się również pozostające pod kontrolą władz oddziały wojska. Następstwem wewnętrznych konfliktów jest katastrofalna sytuacja gospodarcza państwa.

Ponieważ obiektem ataków fundamentalistów są głównie chrześcijanie oraz przedstawiciele innych wyznań, możemy mówić o aktach przemocy na tle religijnym, które w dzisiejszym świecie zasługują na szczególne potępienie. Zagwarantowanie bezpieczeństwa i ochrony ludności musi być obecnie priorytetem rządu. Nie może on jednak dążyć do eskalacji konfliktu poprzez brutalne działania odwetowe.

Apeluję do obydwu zwaśnionych stron o powściągliwość i pokojowe rozwiązanie sporu, w tym poszanowanie wolności religijnej. W interesie społeczeństwa bezwzględnie konieczne jest zagwarantowanie wolności mediów, działalności organizacji społecznych oraz swobody komunikowania się. Pilnych działań wymaga sytuacja porzuconych plantacji. Zaprzestanie prac rolniczych grozi bowiem klęską głodu.

4-424-000

**Jaroslav Paška,** *za skupinu EFD* . – Bojovými stretnutiami medzi skupinou Boko Haram a nigérijskou armádou najviac trpia civilní obyvatelia.

Základnou príčinou napätia medzi domorodými skupinami treba hľadať v súperení o kontrolu nad úrodnou poľnohospodárskou pôdou. Prehľbujúca sa zmena klímy a rozširujúca sa púšť vyháňa moslimov zo severu do úrodnejších oblastí, kde potom vzniká spoločenské napätie založené aj na etnických a náboženských rozdieloch.

Skupina Boko Haram, ktorá operuje v štátoch Borno, Yobe a Adamawa ohrozuje teroristickými útokmi nielen policajné stanice či vojenské zariadenia, ale útočí aj na školy, kostoly či poľnohospodárske farmy. A neúmerné reakcie nigérijskej armády však dopadajú opäť na civilné obyvateľstvo, keď sú aj armádou ničené obydlia či školy.

Preto musíme apelovať na nigérijské úrady, aby opatrenia, ktoré musí armáda v záujme stability krajiny urobiť, boli primerané a neprenášali sa na civilné obyvateľstvo. Musíme tiež žiadať, aby nigérijské orgány urýchlene zahájili náboženský dialóg medzi jednotlivými skupinami s cieľom eliminovať náboženskú a etickú neznášanlivosť v krajine.

Problémov v Nigérii je veľa. Neznamená to však, že sa budeme na trápenie občanov tejto krajiny nečinne pozerať. Musíme byť aktívni pri riešení jej najväčších problémov.

4-425-000

**Franz Obermayr (NI).** - Herr Präsident! Seit vier Jahren führt die radikale Boko Haram in Nigeria einen blutigen Kampf für einen islamischen Gottesstaat. Seither ist die Terrorgruppe für den Tod von rund 4 000 Menschen verantwortlich. Sie ist damit die terroristische Vereinigung mit der zweithöchsten Zahl von Todesopfern weltweit.

Die EU muss sich dafür einsetzen, dass die Massaker von Boko Haram vor den Internationalen Strafgerichtshof kommen, denn es handelt sich um einen versuchten Massenmord an Christen und all denen, die sich gegen einen islamischen Gottesstaat stellen. Die Angriffe sind somit ein Verbrechen gegen die Menschlichkeit.

Und schließlich darf man Nigeria nicht isoliert betrachten. Wir brauchen eine Strategie zur Bekämpfung islamischer Terrorgruppen für die gesamte Sahelzone, für den gesamten

westafrikanischen Bereich, aber eben nicht nur in militärischer Hinsicht, sondern auch in wirtschaftspolitischer und in sozialpolitischer Hinsicht. Es existieren klare Verbindungen zwischen Boko Haram und Al-Qaida im islamischen Maghreb. Und beide Gruppen – Boko Haram wie auch Al-Qaida – gefährden Frieden und Menschenrechte in der gesamten Region und somit gefährden sie auch Europa. Sie stellen eine akute Bedrohung des Friedens und der Sicherheit in Europa dar!

4-426-000

**Peter Šťastný (PPE).** - Mr President, I support the text of the resolution that strongly condemns the escalation of violence on the part of Boko Haram and the tragic loss of innocent lives in Nigeria. We cannot approve of Nigeria's response, which has become increasingly brutal and indiscriminate. We condemn the military for using disproportionate force which leads to further escalation of the conflict.

The government must aim for a peaceful solution by addressing the root causes of the conflict. Terrorism is most likely to take root in countries which are not delivering for their people and when the sources of conflict and underlying frustration are not dealt with. The Nigerian Government needs to give people opportunity, education and social justice because, as Martin Luther King famously stated, 'without justice there can be no peace'.

4-427-000

**Corina Crețu (S&D).** - Într-adevăr, peste 4 mii de oameni au fost uciși în ultimii ani, în cursul ofensivei declanșată de mișcarea Boko Haram pentru instaurarea unui regim islamic în Nigeria. Diferențele etnice, religioase și sexuale sunt pretextul declanșării unor violențe de o cruzime fără precedent. Copiii sunt uciși în școli și mii de elevi sunt forțați să renunțe la studii. În această situație, Uniunea Europeană are datoria de a cere ferm autorităților nigeriene să depună toate eforturile pentru asigurarea respectării drepturilor tuturor cetățenilor. Guvernul federal trebuie să își consolideze capacitatea de protejare a populației în fața atacurilor extremiste și are datoria să acționeze asupra cauzelor profunde ale conflictului, în special prin redistribuirea echitabilă a veniturilor publice. Încurajăm autoritățile nigeriene să acționeze în spiritul toleranței și pe calea dialogului, pentru aplanarea tensiunilor din societate. Solicităm, totodată, revenirea la moratoriul privind pedeapsa capitală și renunțarea la legislația și agresiunile homofobe.

4-428-000

**Sari Essayah (PPE).** - Arvoisa puhemies, olemme käsitelleet täällä ihmisoikeuskusteluissa Nigeriaa useamman kerran. Erityisesti islamilaisen Boko Haram -terroristiryhmän hyökkäyksiä kristittyjen kyliin ja kirkkoihin ja raakoja surmia. Neljän viime vuoden aikana yli 4 000 ihmistä on saanut surmansa Nigerian väkivaltaisuuksissa. Tuhannet ihmiset ovat lähteneet omista kodeistaan paetakseen turvallisuusjoukkojen ja Boko Haram -militanttien välisiä taisteluita.

Hallitus on hankalassa tilanteessa taistelussa terroristeja vastaan, mutta tietenkään se ei oikeuta suhteettomaan voimankäyttöön eikä myöskään ihmisoikeuksien polkemiseen. Amnesty International on vedonnut Nigerian viranomaisiin keskeyttääkseen kuolemantuomioiden toimeenpanon. Neljän vangin hirttäminen kesäkuun lopulla katkaisi vuodesta 2006 voimassa olleen moratorion.



Nigeriassa tarvitaan uudistuksia muun muassa tulojaossa. Maa on yksi maailman suurimpia öljyntuottajia, mutta suurin osa tavallisesta kansasta elää köyhyydessä. EU:n kehitysavulla on pyrittävä ohjaamaan maata kohti uudistuksia.

4-429-000

„Catch teh eye” eljárás

4-430-000

**Bogusław Sonik (PPE).** - Panie Przewodniczący! Według szacunków w ubiegłym roku w Nigerii skazano na śmierć 56 osób, na wykonanie wyroku czeka około 1 000. Uważam, że należy wywrzeć wszelkie możliwe naciski na władze Nigerii, aby zniosły karę śmierci. W wyniku starć między wojskiem a terrorystami Boko Haram w kwietniu 2013 r. zabito setki cywilów, zniszczono miasto Baga. Wiele obszarów w tym kraju jest też odciętych od pomocy humanitarnej i nie ma kontaktu z reporterami i dziennikarzami. Dziennikarze i osoby zdające relacje z wydarzeń w Nigerii w sposób krytykujący władze są zastraszane i grozi im nawet kara śmierci. Dlatego apeluję o przestrzeganie wolności prasy i mediów, ponieważ one odgrywają bardzo ważną rolę nie tylko w udokumentowaniu konfliktu, ale i we wzmacnianiu odpowiedzialności za naruszenia praw człowieka.

4-431-000

**Marc Tarabella (S&D).** - Monsieur le Président, la situation au Nigeria est désastreuse. Des milliers de citoyens ont migré vers le Cameroun afin d'échapper aux violences perpétrées au nord-est du pays. La population nigériane fuit également vers le Niger. Ces violences sont l'œuvre de Boko Haram, bien évidemment, mais aussi de l'armée nigériane qui, dans son combat contre cette organisation, ne prend pas le temps de faire la distinction entre ses militants et les civils. Il est urgent que la population civile nigériane soit correctement protégée.

Nous sommes également très inquiets au sujet de la position du Nigeria sur l'homosexualité et la lourde pénalisation de celle-ci, tant pour les citoyens nigériens que pour les touristes, les travailleurs étrangers, ou les diplomates qui seraient sur le territoire du Nigeria. Le retour de la peine de mort met fin à un moratoire de fait qui existait depuis 2006. Le Nigeria sombre donc dans des jours noirs et fait un dangereux pas vers le passé.

4-432-000

**Charles Tannock (ECR).** - Mr President, Nigeria is the largest country in Sub-Saharan Africa and a massive holder of oil and other minerals. It plays a strategic and regional role in the African Union and Ecowas. Sadly, since Nigeria's independence, it has been characterised by successive military governments and widespread corruption, so it is a welcome relief now to see a democratic government in power.

Sadly, human rights are still a problem, particularly LGBT rights. But recently the rise in Boko Haram, an Islamist terrorist group linked to al-Qa'ida, is posing a serious threat to the security of the federal state and risks escalating into a widespread southern Christian and northern Muslim confrontation and serious 'splittism' in the country. There are already 4 000 dead as a result of this.

The EU must do everything now in its power to help stabilise this fragile country and help bring the perpetrators of these terrorist atrocities to justice.

4-433-000

**Jacek Olgierd Kurski (EFD).** - Panie Przewodniczący! Mimo że od 2004 roku Polska jest członkiem Unii Europejskiej, to do chwili obecnej nie pochyłono się nad ofiarami rzezi wołyńskiej jako ludobójstwa na tle etnicznym. Mimo, że na forum Parlamentu Europejskiego poruszano wielokrotnie sprawy innych ludobójstw, często w krajach odległych od Europy, to ta tragedia w dalszym ciągu czeka na swe upamiętnienie. Z szacunkiem pochyłmy głowy nad ofiarami Wołynia w latach 1943–1944, gdy z rąk ukraińskich nacjonalistów zginęło prawie 100 tysięcy niewinnych ludzi, których jedyną winą było to, że byli Polakami. Mordowano ich zniechęca, o świcie, siekierami i maczetami. Palono żywcem całe wioski, nie oszczędzając nawet dzieci czy kobiet w ciąży, mordowano wszystkich jak leci. Jak długo jeszcze współczesna Europa będzie milczeć na temat Wołynia? Wybaczyc można wiele, ale nie można zapominać, jaka była prawda, nie można nie nazywać ludobójstwa ludobójstwem. Dlatego też we wrześniu tego roku Parlament Europejski powinien przyjąć rezolucję w sprawie upamiętnienia ofiar rzezi wołyńskiej.

4-434-000

**Jolanta Emilia Hibner (PPE).** - Panie Przewodniczący! Ostatnia eskalacja przemocy w Nigerii, która utrzymuje się praktycznie od niemal dwóch lat, musi budzić głębokie zaniepokojenie. Ataki terrorystyczne, których ofiarami pada najczęściej mniejszość chrześcijańska, zasługują na szczególne potępienie całej społeczności międzynarodowej. Sytuacja jest na tyle dramatyczna, że w niektórych prowincjach chrześcijanie boją się wychodzić po zmroku z domu lub też uczestniczyć w obrzędach religijnych.

Bardzo smutne jest to, że ich sytuacja w tym afrykańskim państwie może być postrzegana w szerszym kontekście kampanii antychrześcijańskiej w innych regionach świata. Dlatego też Parlament w dniu dzisiejszym wzywa nigeryjskie władze do natychmiastowego powstrzymania aktów przemocy i powrotu do pokojowego współżycia wyznawców różnych religii. Nalegamy też na zintensyfikowanie starań w celu zapewnienia bezpieczeństwa wszystkim mieszkańcom, bez względu na ich wyznanie i przynależność etniczną.

4-435-000

„*Catch the eye*” *eljárás vége*.

4-436-000

**Johannes Hahn, Member of the Commission.** - Mr President, all the topics and concerns that you mention in your draft resolution are addressed with the Nigerian authorities in an open and frank manner, as you can judge from the conclusions of our recent political dialogues and the ministerial meeting in mid-May.

Recent developments are disappointing. We have made a clear statement expressing our concerns following the adoption by the National Assembly of the so-called Same Sex Marriage Bill. We share your concerns about the impact this bill may have on fundamental freedoms if it receives the President's assent.

We are also disappointed and concerned by the recent execution of four persons in Edo state. The Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy expressed concerns in a public statement deeply regretting the executions and calling on the authorities to refrain from any further executions. We are maintaining our efforts in this regard, with a special focus on a fifth person who is on death

row in Edo state, against whom an execution warrant is still pending, with an appeal introduced by NGOs ongoing.

Avoiding unnecessary violence and respecting human rights in countering terrorism are also matters of deep concern to us. Clearly, Nigeria currently faces serious security challenges and the armed forces and security services are under considerable pressure. One needs to acknowledge this, but respect for fundamental rights is crucial, even when countering terrorism. Likewise, respect for the rule of law and the fight against impunity are essential to build durable peace. We have consistently impressed on the Nigerian authorities the need to adopt a comprehensive counter-terrorism strategy, not merely repressing terrorist attacks with extreme violence, but also addressing the root causes of violence, including the development gap, in areas such as health, education and job creation, and working on counter-radicalisation.

To conclude, I wish to stress that we share the same concerns about recent developments in Nigeria. We will maintain our efforts, on both the political and the cooperation front, to address this with our Nigerian partners.

4-437-000

**President.** – Before proceeding to the next item, I have been informed that somebody wanted to raise a point of order after not being given the floor in the catch-the-eye procedure. I would like to mention that catch-the-eye is a possibility but not a right. It depends on the President as to who is given the floor and who is not. Two people were scheduled to speak and I gave the floor to five speakers. I am sorry, but there were too many requests. This is the normal procedure.

The debate is closed.

The vote will be held at the end of the debates.

### **Written statements (Rule 149)**

4-437-500

**Tadeusz Zwiefka (PPE), na piśmie.** – Dzisiejszą rezolucją Parlament Europejski ponownie wyraża głębokie zaniepokojenie eskalacją przemocy w Federalnej Republice Nigerii. To wielowyznaniowe państwo, które mogłoby stanowić przykład wszechstronnego i pokojowego dialogu społecznego, od wielu lat nękane jest atakami terrorystycznymi na tle etnicznym. Ogłoszona przez sektę islamską Boko Haram wojna religijna przybiera drastyczne rozmiary, a starcia między grupami wyznaniowymi pochłonęły w ciągu ostatnich dziesięciu lat tysiące ofiar.

Dodatkowo brutalne działania rządowych sił bezpieczeństwa, będące odpowiedzią na kampanię terroru, pogarszają i tak dramatyczną już sytuację w kraju. Z wielu niezależnych raportów wynika, że operacje skierowane przeciwko Boko Haram są przeprowadzane z niewielkim szacunkiem dla rządów prawa czy praw człowieka. Wiele osób pozostaje w areszcie długi czas, bez oskarżenia ani procesu, bez poinformowania członków rodziny czy dostępu do adwokata. Dokonana ostatnio egzekucja czterech więźniów, zrywająca tym samym 7-letnie moratorium na wykonanie kary śmierci, budzi wielki niepokój i zasługuje na stanowcze potępienie. Wiemy, że każda niesprawiedliwość popełniana w imię bezpieczeństwa wywołuje jeszcze większą eskalację terroru. W tym kontekście uważam, że rząd Nigerii musi podjąć skuteczne działania w celu ochrony ludności, ale

należy przedsięwziąć to w granicach rządów prawa. Natomiast Parlament Europejski ma obowiązek monitorowania przypadków jawnych naruszeń międzynarodowych standardów i reagowania na nie.

## 18. Szavazások órája

4-439-000

**President.** – The next item is the vote.

*(For the results and other details of the vote: see Minutes)*

**18.1. A dzsibuti helyzet (RCB7-0347/2013, B7-0347/2013, B7-0348/2013, B7-0349/2013, B7-0351/2013, B7-0354/2013, B7-0355/2013) (szavazás)**

**18.2. A nigériai helyzet (RCB7-0344/2013, B7-0344/2013, B7-0345/2013, B7-0346/2013, B7-0350/2013, B7-0352/2013, B7-0353/2013) (szavazás)**

4-442-000

– *After the vote:*

4-443-000

**Jean-Pierre Audy (PPE).** - Monsieur le Président, je voulais simplement faire une observation sur le procès-verbal de la séance d'hier, qui nous a été distribué. Nous avons tenu, au point 4 de l'ordre du jour, un débat politique sur les résultats de la Présidence irlandaise et sur le compromis sur l'accord sur le cadre financier pluriannuel. Mais alors – j'interviens sur la base de l'article 179 du règlement –, au moment des votes, c'est-à-dire au point 6.2 sur l'Heure des votes, il est question d'une résolution sur le bilan de la Présidence irlandaise, y compris l'accord sur le cadre financier pluriannuel. Or, nous avons voté une résolution – c'est d'ailleurs le titre de la résolution – sur un accord politique sur le cadre financier pluriannuel 2014-2020.

Je me demande s'il ne faudrait pas changer le compte rendu et, au moment du vote, indiquer uniquement "l'accord politique sur le cadre financier pluriannuel", et sans ajouter "le bilan de la Présidence irlandaise", qui n'est pas traité dans la résolution. Pour les recherches sur le site, il serait plus clair que, dans la partie "vote", on mentionne uniquement l'accord politique sur le cadre financier qui, dans ses négociations, d'abord va bien au-delà de la Présidence irlandaise et qui, ensuite, est vraiment très précis.

4-444-000

**Bernd Posselt (PPE).** - Herr Präsident! Nur ganz kurz: Dies war eine der schönsten Plenarwochen meines Lebens, weil hier endlich die kroatische Fahne aufgepflanzt wurde! Ich möchte einfach sagen, dass ich glücklich bin. Ich habe jahrzehntelang dafür arbeiten dürfen, zuerst als Mitarbeiter von Otto von Habsburg und seit 1994 als Mitglied dieses Hauses.

Da das aber auch die letzte Plenarwoche vor der Sommerpause ist, möchte ich Ihnen und den Kollegen Vizepräsidenten und vor allem den Mitarbeitern für die hervorragende Art und Weise danken, in der sie in den letzten zwölf Monaten wieder unsere Sitzungen geführt haben, und Ihnen einen schönen und erholsamen Urlaub wünschen!

4-445-000

**Krzysztof Lisek (PPE).** - Panie Przewodniczący! Ja oczywiście też życzę Panu i wszystkim kolegom miłych wakacji. Chciałbym powiedzieć, że wiem, że jest wieloletnią tradycją, że debaty o prawach człowieka odbywają się w czwartki późnym popołudniem, ale wydaje mi się, że te sprawy są tak ważne, że powinniśmy je omawiać oraz głosować nad nimi w szerszym gronie. Być może w następnej kadencji Parlamentu jego władze mogłyby się zastanowić nad tym, aby te głosowania odbywały się w normalnej turze głosowań, a debaty być może przed południem, tak abyśmy nie podejmowali decyzji tak istotnych dla praw człowieka w różnych krajach świata w gronie 30 czy 40 osób.

4-446-000

**Elnök.** – A Szavazások óráját ezzel lezárom.

**19. Szavazathelyesbítések és szavazási szándékok: lásd a jegyzokönyvet**

**20. A jelen ülésen elfogadott szövegek továbbítása: lásd a jegyzokönyvet**

**21. A következő ülések időpontjai: lásd a jegyzokönyvet**

**22. Az ülészak megszakítása**

4-451-000

*(Az ülést 16.15-kor rekesztik be)*